

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1924.

Projet de loi

relatif à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

La loi du 20 août 1920 sur les pensions de vieillesse a été votée par la Chambre, à l'unanimité moins deux abstentions, en séance du 15 juillet de la même année. Tous les orateurs, qui prirent part à la discussion, furent unanimes à reconnaître qu'étant donnée la situation lamentable dans laquelle se trouvaient bon nombre de vieillards de 65 ans à la suite des événements de la guerre, il fallait prendre d'urgence des mesures à l'effet de leur procurer des ressources suffisantes.

Toutefois, s'il y avait unanimité au sein de la Chambre sur la nécessité de prendre immédiatement des mesures dans l'espèce, il ressort de la discussion qu'elle n'était absolument pas d'accord sur la solution définitive qu'il importait de donner pour l'avenir à la question des pensions de vieillesse. Ici se firent jour les deux tendances — l'une, concrétisant l'*assistance sociale* dans le système de la pension gratuite, l'autre concrétisant l'*assurance sociale* dans le système de la contribution obligatoire de l'assujéti à l'assurance, du patron et de l'Etat. Voulant venir immédiatement au secours des vieillards nécessiteux, on ne trancha pas le différend : la Chambre, d'accord avec le Gouvernement et la Section Centrale, exprima l'avis que la loi du 20 août 1920 devait être considérée comme une solution provisoire et temporaire, laissant la porte ouverte à une solution définitive pour l'avenir.

Actuellement la Chambre est saisie d'un projet de loi qui, basé sur l'assurance sociale obligatoire, a pour but de résoudre de façon définitive et complète la question des pensions de vieillesse.

(1) Projet de loi, n° 48 de 1922-1923.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- a) Les membres de la *Commission permanente du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Assurances et de la Prévoyance sociales* : MM. Pirmez, président, Branquart, De Bruycker, Debruyne (R.), de Liedekerke, Delvigne, Delattre, Falony, Heyman, Neven, Pater, Pecher, Troclet, Van Caenegem, van Schuylenbergh et Wauters.
- b) Les membres nommés par les sections : MM. Vergels, de Liedekerke, Vanden Corput, Donnay, Pierco et Troclet.

Il est évident que le projet du Gouvernement a une haute portée sociale. Il établit, en premier lieu, l'assurance *obligatoire* pour tous les travailleurs des deux sexes, dans le but de servir une rente de vieillesse de 720 francs aux assujettis à l'assurance. Il prévoit ensuite une rente de survie de 360 francs au profit de l'épouse de l'assuré, comme au profit de ses enfants légitimes ; Il prévoit en outre une rente de vieillesse de 360 francs au profit de l'épouse de l'assuré (art. 12) ; il prévoit enfin une allocation annuelle de 60 francs à la veuve pour chaque enfant légitime de moins de 16 ans (art. 19).

Une autre innovation importante dans le domaine des assurances contre la vieillesse, consiste dans l'attribution de primes par l'État aux *assurés facultatifs*.

Ce projet de loi si vaste fait surgir maint problème complexe.

Pour que la Chambre puisse étudier méthodiquement la proposition, nous avons divisé le présent rapport en une série de chapitres visant notamment les points suivants :

1. Vue d'ensemble de la loi.
2. Résultats de l'application de la loi du 20 août 1920.
3. Défauts de la loi du 20 août 1920.
4. Le projet, qui vous est soumis par le Gouvernement, supprime-t-il la pension à titre gratuit ?
5. Questions adressées au Gouvernement à la demande de membres de la Commission et réponses du Gouvernement.
6. Résumé de la législation étrangère en matière d'assurance contre la vieillesse.
7. Examen des articles avec les modifications proposées par la Commission.

CHAPITRE I.

EXPOSÉ DE LA LOI.

Nous ne nous étendrons pas à nouveau sur l'économie du projet de loi : celle-ci a été développée clairement dans l'exposé des motifs. Il suffira d'en rappeler succinctement les dispositions principales en tenant compte des amendements présentés par la Commission.

A. — Bénéficiaires de la loi.

Deux catégories de personnes sont admises à bénéficier des avantages prévus dans le projet de loi :

1° les assujettis qui *doivent* effectuer des versements et qui ont droit à une cotisation patronale et à une contribution de l'État. Ce sont les salariés des deux sexes dont la rémunération annuelle ne dépasse pas un maximum déterminé ;

2° les assurés libres qui *peuvent* effectuer des versements ; ils ont droit à une contribution de l'État, mais ne bénéficient d'aucune cotisation patronale. Toute personne dont le revenu annuel ne dépasse pas un maximum déterminé, peut être assurée libre.

B. — Montant des versements.

1° *Versements personnels :*

a) les assujettis *doivent* verser mensuellement au minimum 3 francs : toutefois, le montant du versement personnel des assujettis célibataires du sexe masculin âgés de moins de 18 ans et celui d'assujettis du sexe féminin est fixé à 1 franc ;

b) Les assurés libres déterminent eux-mêmes le montant de leurs versements ; aucun minimum n'est obligatoire.

2° *Cotisation patronale :*

L'employeur est tenu de verser mensuellement au minimum pour chaque salarié occupé à son service lors du dernier paiement du mois, 1 franc s'il s'agit d'assujettis célibataires du sexe masculin, âgés de moins de 18 ans ou d'assujettis du sexe féminin et 5 francs pour les autres assujettis.

3° *Contribution de l'État :*

a) la contribution de l'Etat, dont le montant annuel est fixé à l'article 9, est accordée dans les mêmes proportions aux assujettis et aux assurés libres : aux uns et aux autres l'Etat accorde sa contribution jusqu'au moment où il aura été constitué au moyen de celle-ci une rente-vieillesse personnelle de 240 francs, et une rente totale de 240 francs au profit de l'épouse ; cette dernière rente sera ajoutée à la rente de survie ou à la rente de vieillesse suivant les modalités indiquées à l'article 9. Toutefois, la contribution de l'Etat est limitée à un versement global annuel de 288 francs ;

b) l'Etat intervient en outre dans la constitution de la rente-survie par l'octroi d'une majoration de 120 francs, lorsqu'une rente de survie de 560 francs n'aura pas été constituée. Toutefois, le montant total de la rente de survie et de la majoration ne peut dépasser 560 francs. Cette majoration est accordée sans conditions aux veuves des assujettis. Les veuves des assurés libres ne peuvent en bénéficier que si ceux-ci ont effectué au cours des cinq années précédant celle de son décès, un versement minimum de 56 francs pour la constitution de la rente de survie.

c) Enfin, l'Etat accorde à la veuve une majoration de 120 francs par enfant légitime.

C. — Destination des versements.

1. En ce qui concerne les assujettis, les versements personnels et les cotisations patronales y afférentes, sont affectés obligatoirement à la constitution d'une rente-vieillesse personnelle de 480 francs, d'une rente de survie de 240 francs et d'une rente-vieillesse au profit de l'épouse de 480 francs.

2. Les assurés libres fixent librement l'affectation de leurs versements.

D. — Période transitoire.

1. Jusqu'au moment où la rente-vieillesse de 720 francs pourra être constituée au moyen des versements-minima obligatoires, l'Etat accorde gratuitement tant aux assujettis qu'aux assurés libres une majoration de rente dont le montant est égal à la différence entre la rente constituée par les versements obligatoires régulièrement effectués et le maximum de 720 francs.

L'octroi de cette majoration est soumise à certaines conditions, notamment un nombre minimum de versements d'un montant minimum doit avoir été opéré au compte de l'intéressé et celui-ci ne doit pas disposer de ressources d'un montant plus élevé que la majoration. Toutefois, elle est acquise de droit aux assujettis qui auront effectué de 51 à 65 ans les versements prescrits ou si étant déjà titulaires d'une rente-vieillesse de 720 francs auront été salariés pendant chacune de ces années.

2. *Allocation gratuite de vieillesse.* — Enfin, le projet prévoit l'attribution d'une allocation gratuite aux vieillards qui ne se trouvent pas dans les conditions pour bénéficier de la majoration. Le montant de cette allocation, fixée à 600 francs pour les premières années de la mise en vigueur de la loi, diminuera progressivement pour atteindre 560 francs. L'octroi de l'allocation est soumise aux conditions imposées par la loi du 20 août 1920 et les arrêtés pris en exécution de cette loi.

CHAPITRE II.

RÉSULTATS DE L'APPLICATION DE LA LOI DU 20 AOUT 1920.

En réponse à une question, le Gouvernement fait parvenir à la Commission des renseignements au sujet des résultats de l'application de la loi de 1920. Il a bien voulu compléter les renseignements donnés et nous a communiqué un certain nombre de tableaux statistiques établis à la date du 15 octobre 1925.

Le tableau I indique le nombre des demandes examinées par les contrôleurs des contributions en 1921 et en 1922. Ces fonctionnaires vérifient les demandes et fixent le taux de la pension en premier ressort.

Les tableaux II, III et IV font connaître l'activité des commissions régionales des pensions de vieillesse en 1921, 1922 et du 1^{er} janvier au 15 juillet 1925.

Les tableaux V, VI et VII donnent les mêmes renseignements en ce qui concerne les commissions provinciales des pensions de vieillesse.

L'arrêté royal du 10 novembre 1920 avait prévu deux juridictions d'appel :

1^o les soixante commissions régionales chargées d'examiner les recours introduits contre les décisions prises par les contrôleurs des contributions, et 2^o les neuf commissions provinciales devant lesquelles on pouvait en appeler lorsque la Commission régionale n'avait pas confirmé la décision du contrôleur.

L'arrêté royal du 10 avril 1925 qui a modifié la procédure d'introduction et d'instruction des demandes de pension ne prévoit plus qu'une seule juridiction d'appel. En exécution des dispositions de cet arrêté, les Commissions régionales et provinciales ont été dissoutes (A. R. du 11 juin 1925) et cinquante-neuf commissions d'appel ont été établies. Ces commissions sont composées de trois membres, le premier nommé par le Ministre des Finances (l'inspecteur des contributions du ressort), le deuxième par la Députation permanente et le troisième par le Ministre de l'Industrie et du Travail qui désigne également parmi les trois membres celui qui est chargé des fonc-

tions de secrétaire-trésorier. A noter que le membre désigné par le Ministre de l'Industrie et du Travail est d'une opinion politique autre que celle du membre nommé par la Députation permanente.

Le tableau VIII mentionne le nombre des affaires qui ont été soumises en 1921, 1922 et de janvier à octobre 1923, par l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales à l'examen de la Commission supérieure des pensions de vieillesse en exécution de l'article 51 de l'arrêté royal du 10 novembre 1920.

Ce collège, juridiction suprême en matière de pension de vieillesse, est chargé de rectifier les décisions prises contrairement aux lois, arrêtés et règlements par les contrôleurs des contributions et les organismes d'appel. Il donne également son avis sur les questions posées par le Ministre. Il est composé de sept membres : trois membres appartenant au monde mutualiste (un catholique, un libéral et un socialiste), le directeur général de l'administration des contributions, le directeur général de l'Office de l'assurance et de la prévoyance sociales, et enfin le directeur et le sous-directeur chargés de la direction du service des pensions de vieillesse.

Le tableau IX indique le nombre de titres établis et expédiés par l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales jusqu'au 15 octobre 1923.

Enfin le tableau X donne quelques indications sur les sommes dépensées pour le paiement des pensions de vieillesse en 1921 et 1922.

Un membre de la commission spéciale avait demandé la classification des pensions accordées d'après la profession exercée par les bénéficiaires. Le Gouvernement a répondu qu'il n'était pas possible d'établir le relevé dont il s'agit. Les requérants déclarent, pour la plupart, ne plus être salariés ou ne plus exercer de profession et les renseignements relatifs à leur ancienne profession sont sujets à caution.

Les dépenses occasionnées pour l'exécution de la loi du 20 août 1920 se sont élevées, en 1921, à fr. 1,370,079.59 et, en 1922, à fr. 818,179.98.

Ces dépenses comprennent :

1) La rémunération allouée aux contrôleurs des contributions pour l'examen des demandes (2 francs par demande);

2) La rémunération allouée aux receveurs des contributions pour le paiement des pensions (fr. 0.25 par quittance payée);

3) Les frais de fonctionnement des commissions régionales et provinciales (jetons de présence, indemnités de séjour et frais de déplacement ainsi que les frais de bureaux);

4) La rémunération des secrétaires-trésoriers des commissions régionales et provinciales (indemnité fixe 600 francs, indemnité proportionnelle 1 franc par demande);

5) Les frais de fonctionnement de la Commission supérieure des pensions de vieillesse;

6) La rémunération des agents temporaires attachés au service des pensions de vieillesse à l'Administration centrale et

7) Les frais d'impression, achat de papier, etc. nécessaires au service des pensions à l'Administration centrale.

TABLEAU I.

Nombre de demandes examinées par les contrôleurs des contributions.

PROVINCES.	En 1921. 1 ^{res} demandes.	En 1922. 1 ^{res} demandes et revisions.
Anvers	22,490	6,681
Brabant	40,180	9,759
Flandre occidentale	25,998	6,633
Flandre orientale	39,945	8,578
Hainaut	43,778	9,862
Liège	30,676	8,929
Limbourg	7,744	1,863
Luxembourg	5,926	1,181
Namur	13,228	2,743
Total pour le Royaume	229,965	55,529

N. B. — 1^o Les chiffres ci-dessus comprennent les demandes introduites en 1921 pour les pensions à prendre cours à l'un des trimestres de 1921 ou au premier trimestre 1922;

En 1922 pour les pensions (premières demandes et revisions) à prendre cours à l'un des trimestres de 1922.

Un certain nombre de demandes en revision introduites pour l'année 1922 n'ont pu être examinées qu'en 1923 par les contrôleurs des contributions.

2^o Il n'est établi qu'une seule demande lorsque les deux conjoints sollicitent la pension de vieillesse.

Activité des commissions régionales des pensions de vieillesse, pendant l'année 1921.
Récapitulation. — Recours introduits.

PROVINCES.	Par le Gouverneur. Décisions.				Par les Administr. comm. Décisions.				Par les intéressés. Décisions.				Totaux.	OBSERVATIONS.
	Maintenues.	Modifiées. Taux.		Total.	Maintenues.	Modifiées. Taux.		Total.	Maintenues.	Modifiées. Taux.		Total.		
		Augmentée.	Diminuée.			Augmentée.	Diminuée.			Augmentée.	Diminuée.			
Anvers	19	39	32	90	35	45	21	101	704	456	13	1,173	1,364	auxquelles il faut ajouter 118 décisions non connues et 13 décisions provoquées par la C. R. (Hut).
Brabant	231	273	453	957	138	275	273	686	1,353	1,486	169	3,000	4,631	
Flandre Occidentale	58	427	108	617	63	19	98	213	497	716	7	1,317	2,147	la C. R. d'Ypres n'a fourni les renseignements que pour les données 4, 8 et 12.
Flandre Orientale	47	52	98	206	135	112	46	299	1,101	987	29	2,117	2,622	la C. R. d'Audenarde n'a pas fourni les renseignements à mentionner dans les colonnes, 1, 2, 3, 5 et 7.
Hainaut	2,054	1,496	1,376	4,926	304	453	199	656	1,618	1,526	130	3,280	8,862	auxquelles il faut ajouter 35 décisions non réparties (C. R. d'Ath).
Liège	3	67	9	79	77	273	67	417	1,083	1,041	6	2,130	2,626	
Limbourg	45	12	104	161	31	14	29	74	279	312	3	594	829	La C. R. de Bastogne n'a fournis les renseignements que pour les colonnes, 7 8 et 12.
Luxembourg	34	76	67	229	36	6	14	57	247	229	3	530	816	
Namur	49	184	69	302	25	42	38	115	847	918	10	1,775	2,192	
	2,540	2,626	2,316	7,567	854	939	785	2,618	7,729	7,671	376	15,924	26,109	+ 118 + 3 + 135 = 26,265.

TABLEAU IV.

*Activité des Commissions régionales des pensions de vieillesse*du 1^{er} janvier au 15 juillet 1923.

A la date du 15 juillet 1923, les Commissions Régionales ont été dissoutes et remplacées par les Commissions d'appel. (A. R. du 10 avril et du 23 avril 1923).

PROVINCES.	Recours introduits			Totaux.	Observations.
	par les intéressés.	par les administrations communales.	par le Gouvernement		
Anvers	163	1	5	169	La C. R. d'Anvers-Nord n'a pas fourni les renseignements.
Brabant	472	108	190	770	Les C. R. de Louvain et de Tirlemont n'ont pas fourni les renseignements.
Flandre Occidentale.	344	22	7	373	
Flandre Orientale .	398	7	8	413	Les C. R. de Deynze et d'Eecloo n'ont pas fourni les renseignements.
Hainaut	551	13	271	835	La C. R. de Binche n'a pas fourni les renseignements.
Liège	333	33	5	371	
Limbourg	107	18	1	126	
Luxembourg	71	18	24	113	
Namur	210	4	5	219	
Totaux	2,649	224	516	3,389	

Activités des commissions provinciales d'appel, pendant l'année 1921.

PROVINCES.	Nombre de séances.	APPELS INTRODUITS.										OBSERVATIONS.			
		Par le Gouverneur. Décisions.			Par les Administr., commun. Décisions.			Par les intéressés. Décisions.							
		Maintenues.	Modifiées. Taux.		Total.	Maintenues.	Modifiées. Taux.		Total.	Maintenues.	Modifiées. Taux.		Total.		
			Augmentée.	Diminuée.			Augmentée.	Diminuée.			Augmentée.			Diminuée.	
Anvers.	11	"	2	"	2	6	"	6	12	38	4	4	66	80	Pas de répartition.
Brabant	13	18	29	12	59	8	5	5	18	54	43	7	104	181	
Flandre Occidentale	8	"	2	"	2	9	"	"	9	42	11	"	53	64	
Flandre Orientale.	13	4	2	5	11	18	"	"	19	53	11	1	67	97	
Hainaut	38	?	?	?	524	?	?	?	92	?	?	?	109	725	
Liège	5	"	"	"	"	6	1	2	9	64	3	"	67	76	
Limbourg	5	"	"	"	"	"	"	"	"	5	3	"	8	8	
Luxembourg	3	11	3	17	31	3	1	5	9	8	5	"	13	53	
Namur	11	17	16	17	50	14	2	5	21	25	16	7	48	119	
		50	54	51	679	64	9	24	189	311	96	19	535	1403	

Pas de répartition.

ACTIVITES DES COMMISSIONS PROVINCIALES D'APPEL PENDANT L'ANNÉE 1922.

PROVINCES.	Nombre de séances.	APPELS INTRODUITS.												Totaux.	OBSERVATIONS.	
		Par le Gouverneur, Décisions.			Par les Administr. commun. Décisions.			Par les intéressés, Décisions.								
		Maintenues.	Modifiées, Taux.		Total.	Maintenues.	Modifiées, Taux.		Total.	Maintenues.	Modifiées, Taux.		Total.			
			Augmenté.	Diminué.			Augmenté.	Diminué.								
Anvers	3	"	"	"	"	2	"	"	"	"	2	"	"	4	6	décisions depuis le 1 ^{er} juin 1922 seulement.
Brabant	14	25	48	16	89	7	"	2	9	31	11	4	46	144		
Flandre Occidentale	7	"	"	1	1	8	2	1	41	21	8	2	31	43		
Flandre Orientale	6	1	"	"	1	8	"	"	8	27	7	"	34	43		
Hainaut	11	17	3	1	59	1	"	3	4	6	13	5	24	87		
Liège	3	"	"	"	"	5	"	1	6	5	2	1	8	14		
Limbourg	2	1	"	1	2	"	"	4	5	3	"	"	3	10		
Luxembourg	3	3	5	11	19	3	2	5	40	3	"	"	8	37		
Namur	2	"	"	"	"	6	"	1	7	3	1	"	4	11		
		47	84	40	171	38	7	17	62	99	49	14	162	895		

TABLEAU VII.

*Activité des Commissions provinciales d'appel**(du 1^{er} janvier 1923 au 15 juillet 1923).*

A cette date, les commissions provinciales ont été supprimées.

PROVINCES	Appels introduits			Totaux.	Observations.
	par les intéressés.	par les administra- tions com- munes.	par le gouverneur		
Anvers	4	1	»	5	
Brabant	40	12	30	82	
Flandre Occidentale	11	8	»	19	
Flandre Orientale	17	1	»	18	
Hainaut	22	5	47	74	
Liège	3	2	2	7	
Limbourg	1	4	»	5	
Luxembourg	3	»	10	13	
Namur	6	5	»	11	
Totaux	107	38	89	234	

TABLEAU VIII.

*Statistique des affaires soumises à la Commission supérieure des Pensions
de Vieillesse en exécution de l'article 51 de l'Arrêté Royal du
10 novembre 1920.*

Année 1921

	Dossiers.		
Juillet	375		
Août	224	+	197 affaires relatives à des déclasse- ments de communes. (Art. 2 de la loi du 20 août 1920.)
Septembre	607	+	260 Id.
Octobre	511	+	274 Id.
Novembre	550	+	97 Id.
Décembre	723	+	471 Id.
Total	2,990	+	1,299

Année 1922.

	Dossiers.	
	—	
Janvier . . .	190	+ 388 affaires relatives à des déclassements de communes. (Art. 2 de la loi du 20 août 1920.)
Février . . .	348	+ 378 Id. (1),
Mars . . .	964	
Avril . . .	763	
Mai . . .	971	
Juin . . .	738	
Juillet . . .	363	
Août . . .	501	
Septembre . .	422	
Octobre . . .	153	
Novembre . .	297	
Décembre . .	260	
Total . .	<u>5,994</u>	+ <u>766</u>

Année 1923.

	Dossiers.
	—
Janvier . . .	353
Février . . .	186
Mars . . .	198
Avril . . .	116
Mai . . .	120
Juin . . .	248
Juillet . . .	183
Août . . .	147
Septembre . .	98
Octobre . . .	169
Total . .	<u>1,822</u>

(1) En mars 1922, la Commission supérieure des pensions de vieillesse a donné délégation à l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance Sociales pour modifier le taux de pension en suite des déclassements des communes.

Nombre de titres établis et expédiés à la date du 15 octobre 1923.

A) Titres établis en suite d'une première demande de pension :

Pensions prenant cours à l'un des trimestres de l'année.	Anvers.	Brabant.	Flandre Occidentale.	Flandre Orientale.	Hainaut.	Liège.	Limbourg.	Luxembourg.	Namur.	Total général.
1921	23,505	38,450	29,669	39,921	38,541	27,636	7,656	5,494	11,310	222,182
1922	3,126	4,788	4,849	4,661	5,408	4,077	748	725	1,489	29,871
1923	1,302	2,594	1,412	2,059	1,885	2,246	235	380	564	12,677

B) Titres nouveaux établis en suite d'une demande en pension :

au 31 décembre 1922	5,607
du 1 ^{er} janvier 1923 au 15 octobre 1923	5,556

TABLEAU X.

Relevé des dépenses effectuées pour le paiement des pensions de vieillesse.

Le montant total des sommes dépensées au 31 décembre 1922 par l'Administration des contributions qui en vertu de l'article 44 de l'Arrêté Royal du 10 novembre 1920, est chargée du paiement des pensions de vieillesse, s'élève pour les pensions prenant cours à l'un des trimestres de l'année 1921 à fr. 117,284,467.27 : (pensions payées en 1921, 90,583,105.75; en 1922, 26,901,363.52) et pour les pensions à prendre cours à l'un des trimestres de l'année 1922, à fr. 117,692,247.25.

La répartition par province est établie comme suit :

	Pensions payées en 1921.	Pensions de l'année 1921 payées en 1922.	Pensions de l'année 1922 payées en 1922.
Anvers. . . .	9,416,208.42	5,281,437.60	12,576,790.50
Brabant . . .	15,572,015.65	5,251,618.58	20,643,997.50
Fl. Occidentale .	12,028,535.57	5,867,991.70	16,243,166.75
Fl. Orientale . .	17,451,871.08	4,453,978.10	21,402,505.00
Hainaut . . .	14,177,394.99	5,541,051.54	20,285,099.00
Liège	12,474,011.86	2,170,555.94	15,089,145.00
Limbourg . . .	2,539,138.00	1,549,802.54	5,264,867.50
Luxembourg . .	2,265,695.00	289,795.50	2,598,850.00
Namur. . . .	4,658,435.40	695,552.42	5,229,046.00
Total	90,583,105.75	26,901,363.52	117,692,247.25
	117,284,467.27.		

Ces chiffres ne représentent cependant pas le coût total des pensions pour l'une et l'autre année.

Pour l'année 1921, il faut ajouter : 1° Une somme de fr. 231.152,50 montant des pensions saisissables qui n'ont pu être payées aux établissements bénéficiaires qu'en 1923. En 1922, il avait déjà été payé de ce chef fr. 3.383.238,54 qui sont compris dans la somme de 117.284.467,27 citée ci-dessus ; 2° Le montant des allocations de 360 francs payées aux ouvriers mineurs pensionnés et aux veuves d'ouvriers mineurs pensionnées en vertu de l'article 15 des lois coordonnées par l'arrêté royal du 30 août 1920 et qui s'élève à fr. 7.036.053,98 ; 3° Enfin quelques pensions afférentes à l'année 1921 et dont les titres n'ont pu être établis qu'en 1923 et dont les arrérages ont été payés qu'au cours de cette dernière année.

De telle sorte, que l'on peut assurer que le coût des pensions pour l'année 1921, s'élèvera à une somme légèrement supérieure à fr. 124.551.655,75.

Pour l'année 1922, à la somme de fr. 117,692,247.25, il faut ajouter : 1° le montant des pensions saisissables qui ne sont payables aux établissements hospitaliers qu'en 1923 ; en prenant pour base la somme payée en 1921, on peut fixer le montant pour 1922 à 3,600,000 francs approximativement ; 2° le montant des allocations de 360 francs payées aux ouvriers mineurs pensionnés et aux veuves des ouvriers mineurs pensionnées et qui s'élève à fr. 7,447,314.83 ; 3° le coût des pensions payées aux vieillards résidant dans les cantons d'Eupen-Malmédy et Saini-Vith. Cette dépense, qui s'élève à fr. 640,436.90, est imputée, depuis le 1^{er} janvier 1922, sur le budget du Ministère de l'Industrie et du Travail ; 4° enfin, le montant des pensions dont les titres ont été émis en 1923, et dont les arrérages n'ont donc pu être payés qu'en 1923. Il n'est pas possible de déterminer actuellement mieux approximativement la somme qui a été dépensée de ce chef.

Sans tenir compte de ce dernier facteur, le montant total de la dépense pour 1922 s'élèverait à fr. 129,279,998.98.

Les sommes dépensées par les Receveurs de Contributions et dont la régularisation a été effectuée à ce jour sont à concurrence de 2/8 à charge des communes et à concurrence de 1/8 à charge des provinces.

L'arrêté royal du 7 mars 1923 fixe les modalités de la récupération des sommes ainsi avancées par l'Etat pour les provinces et les communes.

En ce qui concerne les provinces, la répartition des sommes dépensées en 1921 et 1922, et la récupération de celles-ci s'effectuera de la manière suivante (art. premier de l'arrêté royal du 7 mars 1923).

	Sommes à imputer sur les budgets provinciaux de l'exercice 1921.	Sommes à imputer sur les budgets provinciaux de l'exercice 1922.
Anvers.	1,177,026.05	1,982,278.51
Brabant	1,946,501.70	3,237,201.99
Flandre Occidentale . .	1,503,541.92	2,313,894.81
Flandre Orientale . .	2,181,483.89	3,232,033.39
Hainaut	1,772,174.57	3,228,266.29
Liège	1,559,251.48	2,157,437.62
Limbourg	292,592.23	621,458.76
Luxembourg	283,211.88	561,078.19
Namur.	582,304.43	741,549.80
Totaux	11,297,887.97	18,974,201.36

CHAPITRE III.

DÉFAUTS DE LA LOI DU 20 AOÛT 1920.

Les grands défauts d'une loi qui accorde gratuitement certains avantages déterminés à des personnes ne possédant aucune ressource ou ne disposant que de ressources limitées, consistent, d'une part, dans la difficulté qu'il y a d'établir des règles fixes pour l'évaluation uniforme des ressources et d'écarter ainsi dans la mesure du possible la subjectivité d'appréciation des fonctionnaires ou organismes chargés d'appliquer la loi et, d'autre part, dans l'impossibilité de connaître exactement les ressources possédées par ceux qui demandent à bénéficier des avantages de la loi.

En ce qui concerne le premier inconvénient, le Département de l'Industrie du Travail s'est efforcé de le diminuer dans l'application de la loi du 20 août 1920 en fixant des règles précises en vue d'établir la valeur des ressources possédées par les requérants. Ces règles, résultat d'une expérience de trois ans, ont été condensées dans une brochure « Instructions et Jurisprudence » éditée récemment par cette administration et qui a été mise à la disposition des fonctionnaires et organismes chargés de l'application de la loi.

Mais les abus proviennent surtout du peu de sincérité qu'apportent certains requérants dans les renseignements qu'ils doivent donner lors de l'introduction de leur demande. Il a été constaté que très souvent les ressources qui peuvent être dissimulées ne sont pas déclarées et que la consistance et la valeur de celles dont l'existence ne peut être cachée sont notablement diminuées. Et de là, la nécessité de procéder dans chaque cas à des enquêtes approfondies qui peuvent paraître vexatoires mais qui sont cependant indispensables. Loin de notre pensée de vouloir toujours incriminer les vieillards eux-mêmes : ceux-ci, il faut l'admettre, sont, dans beaucoup de cas, excusables ; les vrais responsables sont souvent ceux-là qui, mieux au courant des dispositions réglementaires sur la matière, incitent les intéressés à commettre ces fraudes ou qui, le devant par leurs fonctions, omettent de signaler ces abus aux autorités compétentes.

Parmi les nombreux abus qui nous ont été signalés, nous nous contenterons de relever les suivants :

1° Certains vieillards abandonnent volontairement le travail lorsqu'ils ont atteint l'âge de 65 ans pour le reprendre dès qu'ils ont été admis au bénéfice de la pension;

2° Les rentes et pensions à charge d'établissements publics ou privés ou les économies (en argent ou en valeurs boursières) ne sont pas toujours déclarées;

3° La valeur vénale du cheptel possédé par le requérant et le montant des revenus des exploitations agricoles, commerciales ou industrielles sont très souvent notablement diminués;

4° Des vieillards propriétaires cèdent fictivement leurs biens à leurs enfants avant l'introduction de leur demande de pension et ainsi ils peuvent déclarer qu'ils sont sans ressources et à charge de leurs enfants;

5° Certains requérants ne donnent généralement que très peu de renseignements sur la situation ou l'emploi occupé par leurs enfants et déclarent même ignorer le lieu de résidence de ceux-ci. Et ainsi, à défaut d'avoir pu établir si ces descendants étaient ou non dans l'aisance, au sens de l'article 3, 5° et 4°, de l'arrêté royal du 10 novembre 1920, la pension de vieillesse a été accordée à des vieillards dont les enfants disposent parfois de revenus considérables et qui doivent une rente alimentaire à leurs descendants, en vertu de l'article 5 rappelé ci-dessus.

Nous devons cependant reconnaître que dans la suite, grâce aux renseignements qu'ils possèdent d'autre part, les contrôleurs des contributions pourront établir d'une façon plus exacte la consistance des ressources possédées par les vieillards ou leurs enfants et qu'ainsi la pension pourra ne plus être accordée à ceux qui n'y ont certainement pas droit, mais il n'en reste pas moins vrai que quelles que soient les mesures d'investigation qui seront prises, il y aura toujours un certain nombre d'intéressés qui, en suite du peu de sincérité de leur déclaration, seront admis abusivement au bénéfice de la pension dont le taux doit être fixé d'après l'importance des ressources des requérants.

Dans le régime définitif d'un système d'assurance obligatoire, cet abus est supprimé : à l'âge fixé par la loi, l'assuré reçoit la rente constituée au moyen des versements effectués à son compte sans qu'il soit enquêté sur la consistance des ressources dont il dispose à ce moment.

CHAPITRE IV.

LA LOI QUI NOUS EST PROPOSÉE SUPPRIME-T-ELLE LA PENSION GRATUITE?

On prétend que le projet de loi déposé par le Gouvernement supprime toute pension gratuite aux vieux travailleurs.

Si l'on entend par pension gratuite une allocation fixe qui serait accordée aux vieillards d'un âge déterminé sans qu'ils aient été tenus d'opérer des versements à cette fin et qu'il soit tenu compte des ressources dont ils pourraient disposer, nous devons reconnaître que le projet de loi, qui est en

principe une loi d'assurance, ne prévoit pas l'octroi d'un tel avantage. Mais nous ferons observer que c'est à tort, alors que l'on appelle « pension gratuite » la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920 : celle-ci peut sans doute être accordée sans qu'aucun versement ait été effectué au préalable par les intéressés, mais seuls peuvent en bénéficier les vieillards dont les ressources ne dépassent pas un maximum déterminé par la loi et s'ils disposent de quelques ressources, le montant de la pension en est diminué d'autant.

Mais si l'on entend par *pension gratuite* la pension de vieillesse telle qu'elle est prévue par la loi du 20 août 1920, il est indiscutable que le projet de loi ne supprime pas absolument la pension gratuite.

Remarquons au préalable, et nous insistons sur ce point, qu'il s'agit en l'occurrence et en ordre principal d'une loi d'assurance. Le Gouvernement entend qu'en régime définitif, tous les travailleurs, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, et quelles que soient les ressources dont ils pourraient disposer alors, bénéficient à l'âge de 65 ans d'une pension de vieillesse de 720 francs. Ce régime d'ailleurs est déjà appliqué depuis 1911 aux ouvriers mineurs.

Mais le projet de loi ne laisse pas sans ressource et à la charge de la charité publique ou privée les vieillards qui, pour un motif ou pour un autre, n'auront pas constitué la pension dont il s'agit. Le titre IV du projet prévoit l'octroi à ceux-ci d'une *allocation gratuite de vieillesse* : celle-ci sera accordée dans les mêmes conditions que celles imposées par la loi du 20 août 1920 pour obtenir la pension prévue par cette loi. Sans doute, le montant maximum de cette allocation est, pour certaines catégories d'intéressés, légèrement inférieur à celui de la pension prévue par la loi du 20 août 1920, et ce montant diminue annuellement pour atteindre dans une quarantaine d'années la somme de 560 francs. Mais comme nous le rappelons ci-dessus, il est indispensable de faire comprendre « pratiquement » aux intéressés que la base du régime définitif, qui sera en vigueur en cette matière dans notre pays, est l'assurance et qu'il est de leur intérêt de se soumettre aux prescriptions légales qui leur assurent dans une période assez rapprochée (15 ans) le droit de recevoir, *sans conditions*, tout au moins en ce qui concerne les salariés, une pension annuelle de 720 francs.

Ajoutons également que pendant la période transitoire, c'est-à-dire pendant le temps qui s'écoulera depuis l'année de la mise en vigueur de la loi jusqu'au moment où une rente-vieillesse personnelle de 720 francs aura pu être constituée par les versements obligatoires légaux, l'État accorde *gratuitement* une *majoration de rente* dont le montant est destiné à porter à 720 francs, la rente formée par les versements obligatoires. L'octroi de cette majoration est soumis aux mêmes conditions que celles imposées pour pouvoir bénéficier de l'allocation gratuite dont il est question ci-dessus et de la pension de vieillesse prévue par la loi du 20 août 1920. En outre, il est requis que les intéressés aient opéré un certain nombre de versements d'un montant déterminé : le taux de la majoration est plus élevé que celui de l'allocation gratuite ; il était nécessaire d'accorder un avantage spécial à ceux qui auront fait l'effort demandé par la loi ; d'ailleurs le montant des verse-

ments exigés n'est pas tellement élevé (12 francs par an) que cette condition ne puisse être remplie par tous les intéressés de bonne volonté et s'il se rencontrait des personnes qui n'auraient vraiment pas les moyens d'opérer ce versement, rien dans la loi n'empêche les organismes officiels ou privés de bienfaisance d'aider ces déshérités et d'effectuer ce versement en leur lieu et place.

A noter cette disposition importante du projet : l'article 30 décide que la majoration sera acquise *de droit* et quel que soit le montant des ressources dont ils pourraient disposer alors, par tous ceux qui auront été *assujettis* de 51 à 65 ans et qui auront effectué au cours de chacune de ces années les versements réglementaires. Et, si, à 51 ans ou à un âge postérieur, ils sont déjà titulaires d'une rente de vieillesse de 720 francs, ils ne seront plus tenus alors de continuer leurs versements et il leur suffira de faire la preuve que depuis lors ils n'ont pas cessé d'être salariés ainsi qu'il est dit à l'article 1^{er}.

Ainsi donc, dans quinze ans, les salariés pourront prétendre à une pension de vieillesse de 720 francs, quelles que soient les ressources dont ils disposent, sous la seule condition d'avoir effectué les versements prescrits par la loi.

Ne peut-on pas dire que les avantages prévus dans le projet de loi sont plus importants que ceux accordés par la loi du 20 août 1920?

Enfin, nous croyons utile de montrer l'influence du versement personnel de l'assujetti dans la constitution de sa rente de vieillesse (1).

Le projet de loi (texte du Gouvernement) prévoit la constitution de trois rentes : une rente de vieillesse de 720 francs, une rente de survie de 560 francs et une rente-vieillesse au profit de l'épouse de 560 francs.

Le montant total des sommes à verser par les intéressés, les patrons et l'Etat pour la constitution de ces trois rentes s'élève à 3,474 francs, qui se répartit comme suit :

Versements personnels . . .	1,353 francs, soit	390 p. m.
Cotisations patronales. . .	962 » »	277 »
Contribution de l'Etat. . .	1,157 » »	533 »
Total.	3,474 francs, soit	1,000 p. m.

(1) Pour l'établissement des tableaux ci-dessus il a été tenu compte des hypothèses suivantes :

Affiliation à partir de 18 ans.

Mariage à 25 ans.

Versements annuels obligatoires : de 18 à 24 ans : 24 francs.

— — — de 25 à 57 ans : 36 —

Cotisations annuelles du patron : de 18 à 57 ans : 24 —

Contributions annuelles de l'Etat : 18 à 24 ans : 24 —

— — — 25 à 57 ans : 30 —

Pour les rentes de retraite : tarifs actuels de la Caisse de Retraite.

Pour les rentes des veuves : tarif provisoire (la femme est supposée avoir 5 ans de moins que le mari).

Résultats obtenus :

Rente de retraite personnelle de 720 francs, constituée à 51 ans ;

Rente de veuve de 560 francs, constituée à 59 ans ;

Rente de retraite de l'épouse de 560 francs, constituée à 57 ans.

D'autre part, le coût de chacune des rentes s'élève aux sommes suivantes :

Rente-vieillesse personnelle (720 fr.).	1,223 fr., soit	352 p. m.
Rente de survie (560 fr.)	1,063 » »	506 »
Rente-vieillesse de l'épouse	1,188 » »	342 »
Total.	3,474 fr., soit	4,000 p. m.

Si nous comparons les deux tableaux ci-dessus, il apparaîtra que théoriquement le montant des versements personnels de l'assujetti ne suffit qu'à la constitution de la rente de survie et d'une très faible partie de la rente-vieillesse de l'épouse (1/4 approximativement). Les 3/4 restant de cette dernière rente ainsi que la rente de vieillesse personnelle de l'intéressé ne pourraient être constitués sans l'intervention des cotisation patronales et de la contribution de l'État.

Nous disons « théoriquement » parce qu'en réalité, les versements personnels, les cotisations patronales et la contribution de l'État sont affectés sont « in globo » à la constitution des trois rentes, mais il nous a paru opportun de monter l'importance de la collaboration qui sera apportée par les patrons et l'État dans la constitution des différentes rentes prévues par le projet de loi. Et ainsi on peut dire que l'assujetti n'intervient, en aucune façon, dans la constitution de sa rente-vieillesse puisque l'entièreté de ses versements suffit à peine à constituer la rente de survie et une légère partie de la rente-vieillesse de l'épouse.

CHAPITRE V.

QUESTIONS POSÉES PAR DES MEMBRES DE LA COMMISSION ET RÉPONSES DU GOUVERNEMENT.

QUESTION 1.

N'a-t-on pas songé, lors de l'élaboration du projet de loi, à l'assurance professionnelle contre les deux risques visés, a) décès prématuré, b) vieillesse?

RÉPONSE.

Le projet de loi soumis actuellement à l'examen de la Commission n'exclut en aucune façon « pour l'avenir » l'organisation professionnelle de la retraite vieillesse.

Il nous a paru qu'il était indispensable de garantir au préalable à *tous les salariés* quelle que soit la profession exercée, une rente vieillesse minimum et à *leurs veuves* une rente de survie minimum, et d'obliger à cette fin, les intéressés, les patrons et l'État à collaborer dans une mesure déterminée et uniforme à la constitution des dites rentes.

Mais rien n'empêche, les salariés exerçant une profession déterminée et éventuellement leurs patrons de consentir *volontairement* des sacrifices plus considérables en vue de la constitution de rentes d'un montant plus élevé que celui prévu par le projet de loi ou de la constitution de rentes payables à un âge moins avancé que celui fixé par le projet.

Cette assurance complémentaire pourrait être réalisée par l'intermédiaire des caisses professionnelles.

QUESTION 2.

Est-ce que la base professionnelle ne serait pas plus saine ?

RÉPONSE.

Le principe qui sert de base à toute assurance est que le risque à courir doit être réparti sur un nombre considérable de têtes car c'est seulement alors qu'il est possible d'établir un tarif qui permet la constitution de rentes d'une certaine importance sans exiger de la part d'une catégorie d'intéressés, le paiement de primes trop élevées.

Les tarifs de la Caisse générale de retraite qui ont été utilisés pour fixer le montant du versement à effectuer à la constitution de la rente-vieillesse comme le tarif qui a servi à fixer les primes à payer pour la constitution de la rente de survie sont basés sur le principe énoncé ci-dessus.

Il est à noter également qu'en matière d'assurances sociales, la solidarité exige que chacun intervienne par un sacrifice d'égale importance pour assurer à chaque intéressé un minimum d'avantage, quitte aux salariés qui exercent une profession déterminée de s'assurer s'ils le désirent des avantages plus importants, en s'imposant volontairement, seuls ou avec le concours de leurs patrons, des sacrifices considérables.

Ainsi donc il ne paraît pas possible d'établir tout le système d'assurance vieillesse et d'assurance survie en tenant compte exclusivement de la profession exercée par l'assuré.

Il y a lieu, en effet, de ne pas perdre de vue notamment :

1) le nombre total relativement restreint des salariés (approximativement 1 million 800,000) ;

2) le nombre considérable de professions exercées et partant le petit nombre de salariés occupés dans certaines professions ;

3) la grande « mobilité » des salariés, le même intéressé exerce dans le cours de son existence les professions les plus disparates ;

4) et encore il y a lieu d'envisager s'il y aurait possibilité de réunir dans une seule caisse tous les ouvriers exerçant la même profession si l'on considère l'état d'esprit au point de vue politique qu'ont, en Belgique, les intéressés.

QUESTION 3.

Ne dispose-t-on pas de chiffres précis et récents, quant à la mortalité dans les professions diverses s'appliquant à la Belgique et à l'étranger ?

RÉPONSE.

Il n'existe pas en Belgique de table de mortalité établie par profession.

Nous possédons les tables allemandes et les tables anglaises. Mais ces tables ne peuvent pas être appliquées dans notre pays.

L'élaboration de table de mortalité par profession exigerait un travail considérable ; nous n'indiquerons ici que quelques raisons :

1° Lorsqu'il s'agit d'intéressés qui décèdent dans les hôpitaux, ordinairement la profession indiquée est une profession *générale* V. G., ouvriers de fabrique, employés, etc., sans qu'il soit spécifié la profession exacte du défunt : ouvriers de fabrique, mais de quelle fabrique, fer, zinc, etc. ;

2° Lors du décès d'une personne, on indique la profession exercée au moment du décès, mais on ne tient pas compte de la profession ou des professions que celle-ci aurait exercées antérieurement. Or celle-ci a pu occuper l'intéressé pendant la plus grande partie de sa vie et cependant il n'en est fait aucune mention lors du décès ;

3° Remarquons également l'influence du *machinisme* sur la stabilité de la profession : actuellement sauf s'il s'agit d'ouvrier particulièrement spécialisé, on change facilement de profession.

Une enquête a révélé que même parmi les ouvriers serruriers, profession qui paraît devoir exiger cependant certaines connaissances spéciales, on a rencontré d'anciens maçons, d'anciens terrassiers, etc. ;

4^e Seules les tables de mortalité établies pour les *âges moyens* pourraient être prises en considération parce qu'alors la profession indiquée est généralement celle en vue de laquelle l'intéressé a fait son apprentissage et qu'il a exercée depuis qu'il est salarié. Mais vers l'âge de 50 ans, par exemple, nombreux sont ceux qui abandonnent la profession exercée jusqu'alors surtout qu'il s'agit d'une profession insalubre pour embrasser un autre métier plus salubre moins incommode et plus facile.

QUESTION 4.

Serait-il possible de connaître, de façon tout au moins approximative, quelle est, sur la prime globale de 96 francs prévue pour l'assurance des célibataires de plus de 18 ans, prime élevée à 120 francs à partir du mariage de l'assuré, la proportion de prime nécessaire pour réaliser :

1. La rente-vieillesse de 720 francs de l'intéressé personnellement ?
2. La rente de survie.
3. La rente-vieillesse 360 francs à l'épouse de l'intéressé.

RÉPONSE.

I. — Les chiffres indiqués par M. Pecher correspondent aux versements obligatoires des assujettis nés de 1861 à 1868.

Ces derniers ne pourront pas constituer entièrement la rente de vieillesse de 720 francs ni, s'il s'agit de mariés, la rente de survie de 360 francs, ni, à plus forte raison, commencer même la constitution de la rente de vieillesse de l'épouse.

Le projet prévoit que les quotités suivantes des versements obligatoires seraient affectées à la constitution de ces diverses rentes, quelle que soit l'année de naissance (art. 13, 14, 16).

Catégories d'assujettis.	Rente de vieillesse de l'assujetti.	Rente de survie et rente de vieillesse en faveur de l'épouse de l'assujetti.
I. — Assujetti célibataire du sexe masculin âgés de moins de 18 ans et assujetti du sexe féminin	100 p. c.	—
II. — Assujetti célibataire du sexe masculin âgé de 18 ans et plus et assujetti veuf et divorcé	50 p. c.	50 p. c. (1)
III. — Assujettis mariés du sexe masculin.	40 p. c.	60 p. c.

Après qu'un capital de 1,200 francs a été formé, les versements servent à raison de 100 p. c., à constituer la rente de vieillesse. Au taux d'intérêt de 4 p. c., il faudra environ vingt ans, avec des versements annuels de 36 francs, pour former 1,200 francs de capital.

II. — 1^o En ne tenant compte que des versements obligatoires, la rente de vieillesse des assujettis ne pourra être entièrement constituée que par ceux qui n'auront pas dépassé l'âge de 21 ans au moment de la mise en vigueur de la loi et qui auront opéré régulièrement les versements prescrits.

2^o Le nombre des versements constitutifs de la rente de survie dépendra des

(1) Pendant le célibat ou, le cas échéant, pendant l'état de veuvage ou de divorce, cette quotité des versements obligatoires sert à former un dépôt d'épargne jusqu'à concurrence de 1,200 francs.

En cas de mariage ou de remariage, le capital formé est versé à la caisse des veuves pour constitution d'une rente de survie.

âges respectifs des époux ; ce nombre, qui ne sera pas généralement inférieur à 20, pourra atteindre 30 et plus dans certains cas.

Ces nombres comprennent les versements effectués, le cas échéant, avant le mariage.

III. — Quant aux versements constitutifs de la rente de vieillesse de l'épouse, ils devront, en général consécutivement aux précédents (2°), être effectués jusqu'à 65 ans.

Cette rente n'atteindra 360 francs que si les assujettis ont commencé très jeunes leurs versements.

Remarques. — Il importe d'observer que toute interruption des versements (service militaire, chômage, maladie, invalidité...) aura pour effet de prolonger, parfois considérablement, la durée de l'assujettissement.

QUESTION 5.

Serait-il possible de connaître au bout de combien d'années les avantages normaux du projet se trouvent réalisés :

1° *En ce qui concerne l'assuré célibataire (qui reste célibataire), ayant commencé ses versements à 18 ans, pour se constituer la pension de 720 francs.*

2° *En ce qui concerne l'assuré qui se marie à 21 ans et qui a commencé ses versements à 18 ans pour se constituer :*

- a) *la rente-vieillesse de 720 francs ;*
- b) *la rente de survie ;*
- c) *la rente-vieillesse de 360 francs de l'épouse ?*

RÉPONSE.

1° Un célibataire qui serait assujetti depuis l'âge de 18 ans, aurait à verser annuellement 24 francs jusqu'à l'âge de 46 ans (en supposant que les tarifs actuels de la Caisse de Retraite ne soient pas modifiés.

Il serait à ce moment titulaire :

- a) d'une rente de vieillesse de 720 francs ;
- b) d'un dépôt d'épargne de plus de 1,200 francs.

2° Un célibataire qui se marierait à 25 ans et qui serait assujetti depuis l'âge de 18 ans, verserait annuellement 24 francs de 18 à 24 ans, ensuite annuellement 36 francs, jusqu'après 60 ans.

Il serait alors titulaire :

- a) d'une rente de vieillesse de 720 francs acquise depuis l'âge de 56 ans (tarifs actuels de la Caisse de Retraite ;
- b) d'une rente de survie au profit de son épouse, de 360 francs, acquise vers l'âge de 40 ans ;
- c) d'une rente de vieillesse, au profit de son épouse, de 360 francs.

QUESTION 6.

La femme de l'assujetti est autorisée à verser comme assurée libre 36 francs et d'après le tableau de la page 15 de l'exposé, cette somme augmentée des primes de l'État va à la rente viagère. D'après l'article 34, les primes de l'État cessent d'être accordées lorsque la rente acquise atteint 720 francs.

Au bout de combien d'années cette rente personnelle de la femme de l'assujetti sera-t-elle constituée, en admettant que l'assurée commence ses versements à 18 ans ?

RÉPONSE.

Une femme versant en qualité d'assurée libre, 36 francs par an depuis l'âge de 18 ans, pour constitution d'une rente de vieillesse personnelle, atteindrait 720 fr. de rente à 36 ans (tarif actuel de la caisse de retraite).

Si elle est mariée, elle dispenserait, par cette opération son époux assujetti de lui constituer la rente de vieillesse d'épouse.

QUESTION 7.

Mais si la femme de l'assujetti est assujettie elle-même (la loi n'est pas claire à ce sujet), en ce cas il y aura une cotisation patronale. N'y a-t-il pas lieu de prévoir que les primes de l'Etat seraient payées même pour la formation d'une pension supérieure à la somme de 720 francs; sinon le système aurait simplement pour effet de faire payer le patron à la place de l'Etat. N'y a-t-il pas lieu en ce cas de rendre possible la constitution d'une rente de survie spéciale destinée à l'éducation des enfants en cas de mort de la femme. Ce serait logique, car on ne voit pas pourquoi le versement de la femme assujettie (36 francs), qui a augmenté de la cotisation patronale et de la prime de l'Etat, représenterait une prime globale de 96 francs ou 120 francs, ne servirait qu'à la pension de vieillesse, alors que la notion de la rente de survie trouverait sa place, en cette hypothèse aussi bien que dans l'hypothèse du décès du mari assuré.

RÉPONSE.

L'épouse de l'assujetti, assujettie elle-même, ne peut opérer des versements en qualité d'assurée libre.

Elle est tenue de verser *obligatoirement* pour sa constitution de la rente-vieillesse, une somme de 12 francs (art. 5); elle a le droit de ce chef à une cotisation patronale de 12 francs (art. 6) et à une contribution de l'Etat de 24, 18, 14, 40 et 12 francs, selon l'année de sa naissance (art. 9). Elle peut verser, *facultativement*, une somme de 12 francs pour la constitution de sa rente de vieillesse (art. 25); l'Etat lui accorde de ce chef une contribution complémentaire de 12, 9, 7, 20 ou 6 francs, selon l'année de sa naissance (art. 24).

Le montant *total* des sommes qui peuvent être versées annuellement au compte de l'assujettie (versement personnel, obligatoire et facultatif, et cotisation patronale) s'élève donc à 36 francs, somme égale à celle que peut verser une femme assurée libre. L'une et l'autre bénéficient d'une contribution de l'Etat de même importance (36, 27, 21, 60 ou 18 francs selon l'année de naissance), mais dans un cas comme dans l'autre, l'intervention de l'Etat cesse lorsqu'une rente-vieillesse de 720 francs est constituée.

La situation des orphelins est réglée par les dispositions des articles 12 2°, 19, 20, 34 et 35. Il n'a pas paru nécessaire de prévoir en outre à charge de l'épouse (assujettie ou assurée libre) et avec l'intervention de l'Etat, la constitution d'une seconde rente de survie qui serait payée aux orphelins après le décès de la mère. Il est à noter, en effet, que la situation matérielle des orphelins de mère n'est généralement pas aussi défavorable que celle des orphelins de père. Le père, même après le décès de la mère, continue à travailler et conserve ainsi les ressources qui lui sont nécessaires pour pourvoir à son entretien et à celui de ses enfants, ce qui n'est ordinairement pas le cas lors du décès du père. La mère veuve se trouve souvent, momentanément sans doute, sans ressources et c'est pour ce motif que le projet de loi a prévu, à charge du mari, et avec l'intervention de l'Etat, la constitution d'une rente de survie, au profit de la veuve, réversible sur les orphelins en cas de décès de cette dernière, et l'octroi, à charge de l'Etat, d'une majoration spéciale en cas d'existence d'enfants de moins de 16 ans.

QUESTION 8.

Quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les employés? Il serait désirable que les Chambres soient saisies d'un projet concret concernant les employés au moment où elles auront à examiner ce projet.

RÉPONSE.

La pension des employés fait en ce moment l'objet des études du Département.

QUESTION 9.

Que coûtera la charge de l'Etat, provinces et communes en fixant à

- a) 9,000 francs;
- b) 10,000 francs;
- c) 12,000 francs?

RÉPONSE.

L'évaluation des charges incombant aux provinces et communes dans la constitution des diverses rentes et le paiement des majorations a été fixée en tenant compte exclusivement du nombre total approximatif de salariés existant en Belgique sans qu'il ait été établi de distinction entre ceux gagnant 9,000 francs et moins et ceux dont le salaire annuel dépasse 9,000 francs.

Les prévisions de dépenses portées dans l'Exposé des motifs ne seraient donc pas modifiées si le chiffre de 9,000 francs dont il est question à l'article premier était augmenté.

QUESTION 10.

Quelle est la législation française au sujet des ouvriers belges qui sont en France?

RÉPONSE.

L'article 2 de la loi française du 5 avril 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes dispose : « Les salariés étrangers travaillant en France sont soumis au » même régime que les salariés français. Toutefois ils ne peuvent bénéficier des » contributions patronales et des allocations budgétaires (de l'Etat) que si des » traités avec le pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents. Lorsqu'il n'y a pas lieu à application de l'alinéa précédent, les contributions patronales sont affectées à un fonds de réserve. »

Aucune convention (sauf en ce qui concerne les ouvriers mineurs) n'est intervenue jusqu'à ce jour entre la France et la Belgique. Il s'en suit donc que les ouvriers belges travaillant en France sont astreints à subir sur leurs salaires les mêmes prélèvements que les ouvriers français, et les versements par eux effectués sont portés à leur compte individuel. La rente ainsi constituée leur sera payée lorsqu'ils auront atteint l'âge fixé pour en bénéficier.

Mais les contributions versées par leurs patrons ne viennent pas accroître ce compte et les intéressés ne profitent pas non plus des allocations que l'Etat accorde aux assurés de nationalité française.

L'article 36 de la loi dont il s'agit dispose que pour être assuré facultatif, « il faut être Français. »

QUESTION 12.

Normalement après combien d'années la pension sera-t-elle constituée?

RÉPONSE.

Les rentes prévues à l'article 12 du projet de loi ne pourront être entièrement constituées que par les assujettis qui n'auront pas dépassé l'âge de 21 ans au moment de la mise en vigueur de la loi et qui auront opéré régulièrement les versements prescrits.

QUESTION 13.

Dans la constitution de la pension :

- a. *Quel est le pourcentage affecté à la constitution de l'assujetti masculin?*
- b. *Quel est ce pourcentage pour homme et femme ensemble?*
- c. *Pour la rente survie?*

RÉPONSE.

Les quotités des versements obligatoire affectées à la constitution des rentes sont fixées comme suit (art. 13, 14, 16 du projet. Exposé des motifs page 10).

Catégories d'assujettis.	Rente de vieillesse de l'assujetti.	Rente de survie et rente de vieillesse en faveur de l'épouse de l'assujetti.
I. — Assujettis célibataires du sexe masculin âgés de moins de 18 ans et assujettis du sexe féminin	100 p. c.	—
II. — Assujettis célibataires du sexe masculin âgés de 18 ans et plus et assujettis veufs ou divorcés	50 p. c.	50 p. c. (1)
III. — Assujettis mariés du sexe masculin . . .	40 p. c.	60 p. c.

QUESTION 14.

Le projet permet-il à la femme de l'assuré de verser en qualité d'assurée libre, en vue de la constitution d'une pension de 720 francs?

RÉPONSE.

L'épouse de l'assujetti peut effectuer, en qualité d'assurée libre, des versements en vue de la constitution d'une rente-vieillesse (art. 32). Mais la contribution de l'Etat cessera de lui être accordée lorsqu'une rente vieillesse de 720 francs aura été constituée, tant au moyen des versements obligatoires de son époux que des versements qu'elle aura opérés elle-même en qualité d'assurée libre. (Art. 34 A.)

QUESTION 15.

N'existe-t-il pas, dans l'un ou l'autre pays de système dans lequel les pensions des cultivateurs locataires sont formées avec le concours de propriétaires?

RÉPONSE.

La loi française du 5 avril 1910, sur les retraites ouvrières et paysannes, prévoit, comme dans notre projet de loi, deux catégories d'intéressés : 1° les assurés

(1) Pendant le célibat ou, le cas échéant, pendant l'état de veuvage ou de divorce, cette quotité des versements obligatoires sert à former un dépôt d'épargne jusqu'à concurrence de 1,200 francs.

En cas de mariage ou de remariage, le capital formé est versé à la caisse des veuves pour constitution d'une rente de survie.

Après qu'un capital de 1,200 francs a été formé, les versements servent, à raison de 100 p. c., à constituer la rente de vieillesse de l'assujetti.

OBLIGATOIRES qui bénéficient d'une cotisation patronale et d'une allocation de l'État ;
2° les ASSURÉS FACULTATIFS qui ne bénéficient que de l'allocation de l'État.

Toutefois parmi les *assurés facultatifs*, une catégorie a droit à une cotisation patronale, ce sont les MÉTAYERS.

L'article 36 de la loi française dispose que peuvent être assurés facultatifs notamment et sous certaines conditions, « le fermier, le métayer, le cultivateur, l'artisan et le petit patron ».

« Celui qui se charge de cultiver la terre d'un autre peut être lié au propriétaire
- de la terre par des contrats de diverses sortes ; ou bien il reçoit une rémunéra-
- tion fixe et se conforme à la direction du propriétaire, il est un salarié et soumis
- comme tel à l'assurance obligatoire ; ou encore il a le droit comme prix de ses
- services, aux fruits de la propriété, sous déduction d'un loyer ; c'est alors un
- fermier ; ou enfin il partage suivant une proportion fixée d'avance, les fruits
- avec le propriétaire qui se trouve ainsi associé aux chances de gain et de perte
- et c'est par ce partage que se caractérise le métayer ».

PINAT et CONELET. *Traité des retraites ouvrières*, p. 72, art. 36, § 2 dispose que les versements annuels des métayers sont de 6 francs au moins et qu'ils comportent de *plein droit* le versement d'une pareille somme *par les propriétaires* à concurrence d'un maximum de 9 francs.

Notes. 1° Que le métayer est un assuré facultatif, c'est donc en opérant son versement et en adhérant ainsi à l'assurance que le métayer fait naître l'obligation du propriétaire ;

2° Que le versement du propriétaire est en principe égal au versement du métayer qui doit verser un minimum de 6 francs, mais si le versement du métayer dépasse 9 francs l'obligation du propriétaire est limitée à un versement de 9 francs.

QUESTION 19.

En fixant à 36 francs au lieu de 24 francs la cotisation personnelle des assujettis célibataires de plus de 18 ans, veufs et divorcés, et en versant les 12 francs supplémentaires dans le Fonds spécial, dans quelle mesure l'allocation pour orphelin prévue à l'article 19 et à l'article 20 pourrait-elle être augmentée ?

RÉPONSE.

Si la très grande majorité de cette catégorie d'assujettis versait, dès l'entrée en vigueur de la loi, le supplément de cotisation de 12 francs par an, on pourrait certes augmenter l'allocation aux orphelins ; toutefois, il paraît préférable de l'affecter à la rente de survie de la femme.

La proposition ci-dessus pose la question de savoir comment il faudrait ensuite traiter les orphelins des assurés libres et comment il faudrait employer les versements des assurés libres célibataires, veufs ou divorcés.

QUESTION 20.

En portant la cotisation patronale, en faveur d'un assujetti marié, de 24 francs à 30 francs et en affectant ces 6 francs supplémentaires à la constitution de la rente-vieillesse de l'épouse de l'assujetti, dans quelle mesure la rente-vieillesse de 360 francs pourra-t-elle être augmentée et quel est le maximum de rente à constituer qui pourrait être prévu par la loi ?

Il est entendu que l'État n'interviendrait qu'à raison de 120 francs au maximum.

RÉPONSE.

L'affectation, dès l'année du mariage, de ces 6 francs supplémentaires à la constitution de la rente-vieillesse de l'épouse ne permettrait d'augmenter cette rente que de 120 francs au plus (d'après les tarifs actuels de la Caisse de Retraite) dans le cas d'assujettis mariés âgés de 20 ans, la femme étant du même âge ou plus jeune que le mari.

Le maximum de rente-vieillesse de l'épouse à prévoir dans la loi pourrait ainsi être porté à 480 francs au lieu de 300 francs.

QUESTION 21.

Si les cotisations étaient fixées uniformément, pour les assujettis masculins de 18 ans et plus, à 36 francs (versement personnel) ; 36 francs (cotisation patronale) et 36 francs (contribution de l'Etat, pour les années de naissance après 1880), quel serait le montant des rentes pouvant être constituées?

Il est entendu que l'Etat n'interviendrait que pour un import de 240 francs dans la rente-vieillesse de l'assujetti, 120 francs dans la rente de survie, 120 francs dans la rente-vieillesse de l'épouse.

RÉPONSE.

On ne peut envisager que les résultats à atteindre en période de régime normal. La répartition des 72 francs, réellement versés par les *assujettis* et les *patrons*, pourrait avoir lieu des deux manières suivantes :

Première répartition :

Mariés : 50 p. c. pour constitution de la rente personnelle de l'assujetti ;
50 p. c. pour constitution des rentes au profit de l'épouse.

Non mariés : 50 p. c. pour constitution de la rente personnelle de l'assujetti ;
1/3 p. c. pour constitution d'un capital ;
2/3 p. c. destinés au Fonds spécial.

Deuxième répartition :

Mariés : 40 p. c. pour constitution de la rente personnelle de l'assujetti ;
60 p. c. pour constitution des rentes au profit de l'épouse.

Non mariés : 40 p. c. pour constitution de la rente personnelle de l'assujetti ;
40 p. c. pour constitution d'un capital ;
20 p. c. destinés au Fonds spécial.

Sur la base de 72 francs annuels, la répartition serait ainsi déterminée :

Première répartition : .

Mariés : 36 francs pour la rente personnelle ;
36 francs pour les rentes de l'épouse.

Non mariés : 36 francs pour la rente personnelle ;
24 francs pour constitution d'un capital ;
12 francs pour le Fonds spécial.

Deuxième répartition :

Mariés : fr. 28.80 pour la rente personnelle ;
fr. 43.20 pour les rentes de l'épouse.

Non mariés : fr. 28.80 pour la rente personnelle ;
fr. 28.80 pour constitution d'un capital ;
fr. 14.40 pour le Fonds spécial.

En ajoutant à ces sommes la part contributive de l'Etat, il viendrait finalement :

Première répartition :

Mariés : 54 francs pour la rente personnelle ;
54 francs pour les rentes de l'épouse.

Non mariés : 54 francs pour la rente personnelle ;
36 francs pour constitution d'un capital ;
12 francs pour le Fonds spécial.

(Cette dernière somme ne donnant pas lieu à une contribution de l'Etat.)

Deuxième répartition.

Mariés : fr. 43.20 pour la rente personnelle ;

Fr. 64.80 pour les rentes de l'épouse.

Non-mariés : fr. 43.20 pour la rente personnelle ;

Fr. 43.20 pour constitution d'un capital ;

Fr. 14.40 pour le Fonds spécial. (Cette dernière somme ne donnant pas lieu à une contribution de l'Etat).

Il est aisé de voir (*consulter l'Exposé des Motifs. Tableau p. 10*) que la première répartition ne permettrait pas d'obtenir de plus fortes rentes au profit de l'épouse.

Seule la rente personnelle des intéressés pourrait être augmentée puisque 54 francs par an seraient, temporairement, consacrés à la constitution de cette rente au lieu de 36 francs d'après le projet.

La rente maximum, qui pourrait être prévue par la loi, s'élèverait, dans ces conditions, à 960 francs au lieu de 720 francs.

La seconde répartition permettrait, au contraire, de relever le maximum des trois rentes ; en effet, il serait versé alors temporairement des sommes de fr. 43.20 ou de fr. 64.88 au lieu de 36 francs ou de 54 francs respectivement.

Les rentes maxima, qui pourraient être prévues par la loi, s'élèveraient, dans ces conditions, soit à 408 francs au lieu de 360 francs, soit à 816 francs au lieu de 720 francs.

Ces limites théoriques pourraient être remplacées par les suivantes :

420 à la place de 408.

840 — 816.

Les résultats précédents supposent que les versements sont effectués régulièrement à partir de 18 ans au plus tard ; toute interruption dans les versements (pendant le service militaire, en cas de maladie, etc.) empêcherait, en général, d'atteindre normalement ces derniers chiffres.

Enfin, il est admis aussi que les tarifs actuels de la Caisse de Retraite ne subiront pas d'augmentation.

Troisième répartition. — La répartition des 72 francs réellement versés pourrait encore avoir lieu de la troisième manière ci-après :

Mariés : 33 $\frac{1}{3}$ p. c. pour constitution de la rente personnelle ;

66 $\frac{2}{3}$ p. c. pour constitution des rentes de l'épouse.

Non mariés : 33 $\frac{1}{3}$ p. c. pour constitution de la rente personnelle ;

50 p. c. pour constitution d'un capital ;

16 $\frac{2}{3}$ p. c. pour le Fonds spécial.

Sur la base de 72 francs annuels, on obtiendrait :

Mariés : 24 francs pour la rente personnelle ;

48 francs pour les rentes de l'épouse.

Non mariés : 24 francs pour la rente personnelle ;

36 francs pour constitution d'un capital ;

12 francs pour le Fonds spécial.

En ajoutant à ces sommes les parts contributives de l'Etat, il viendrait finalement :

Mariés : 36 francs pour la rente personnelle ;

72 francs pour les rentes de l'épouse.

Non mariés : 36 francs pour la rente personnelle ;

54 francs pour la constitution d'un capital ;

12 francs pour le Fonds spécial.

(Cette dernière somme ne donnant pas lieu à une contribution de l'Etat.)

* * *

Cette troisième répartition n'augmenterait pas le maximum à prévoir pour la

rente personnelle, mais le maximum des rentes de l'épouse pourrait au contraire être porté de 360 à 440 francs.

Ou bien seul le maximum de la rente de veuve pourrait être porté à 480 francs, l'autre restant à fixant à 360 francs. Mais dans ce cas, la durée nécessaire pour la constitution de la rente de veuve maximum serait prolongée de trois ans, en moyenne, c'est-à-dire à vingt-trois ans au moins, en moyenne.

QUESTION 22.

Le chiffre de 1,800,000 assujettis comprend-il les ouvriers agricoles, les mineurs, les employés?

A remarquer que le recensement décennal de 1910 porte qu'il y a 1,270,000 salariés, y compris les mineurs et les employés, mais non compris les ouvriers agricoles.

REPONSE,

L'*Annuaire Statistique de Belgique* pour 1914 indique (pp. 114, 115) qu'il y avait au 31 décembre 1910. (Recensement général de la population) :

1,778,106 ouvriers
190,934 personnes en service domestique,

au total : 1,969,040 *travailleurs salariés*.

Ce chiffre comprend notamment les ouvriers agricoles (250,018) et les ouvriers mineurs (158,516).

Il y a lieu d'y ajouter les *travailleurs salariés* recensés dans les groupes de professions suivants :

Garde et gestion des propriétés	fr.	7,004
Entreprises des administrations publiques en matière de distribution d'eau		8,437
Professions insuffisamment déterminées, etc.		33,099
Total. fr.		70,540

Il n'est pas excessif d'admettre que ces travailleurs étaient au nombre de 15,000, ce qui porterait à 1,984,000 le nombre des travailleurs salariés.

Ne sont pas compris dans ce nombre les employés (149,249).

De ces 1,984,000, il faut déduire les personnes âgées de 65 ans et plus et celles, très peu nombreuses, gagnant des salaires correspondant au chiffre d'au moins 9,000 francs (ou 12,000 fr.) de salaire actuel. Leur nombre peut être évalué au maximum de 150,000.

La population ouvrière salariée restante, soit 1,834,000, se sera accrue, selon toute vraisemblance, d'au moins 8 p. c. en quinze ans (de 1910 à 1925 ; (aucun renseignement à ce sujet, d'après le recensement de 1920, ne peut encore être fourni par le Service Général de la Statistique du Ministère de l'Intérieur) ; sans la guerre, l'accroissement eût été d'environ 15 p. c.

Sur les bases précédentes, on obtient 1,980,000 pour le nombre probable de travailleurs salariés de moins de 65 ans, susceptibles d'être soumis à l'assurance obligatoire en vue de la vieillesse.

D'autre part, une statistique récente (31 décembre 1922) indique qu'il y avait, à cette date, 171,453 ouvriers mineurs, soit, en chiffres ronds, 170,000.

Si l'on déduit du chiffre obtenu plus haut 1,980,000, celui des mineurs, 170,000, il reste 1,810,000 ou 1,800,000 environ pour le nombre des assujettis (les considérations précédentes montrent que ce chiffre comprend les ouvriers agricoles, mais non les mineurs, ni les employés).

QUESTION 23.

Quelles seront les augmentations de dépenses qui résulteraient pour l'État du fait que le maximum de rente de survie pourrait être fixé à 420 ou à 480 francs, au lieu de 360 francs en suite des ressources nouvelles mentionnées dans la question de M. Neven, en ce qui concerne la majoration prévue à l'article 17 du projet ?

RÉPONSE.

Les versements plus élevés, proposés dans la question ci-dessus, auront pour effet de faire atteindre la limite nouvelle des rentes de veuves dans le même temps que d'après le projet.

Première hypothèse : Dans cette hypothèse, la règle fixée par l'article 17 peut : ou bien demeurer la même, c'est-à-dire que la majoration ne serait accordée que lorsque la rente est inférieure à 360 ;

Deuxième hypothèse : ou bien être modifiée comme suit : la majoration sera de 120 francs sans que le total de la majoration et de la rente acquise puisse dépasser la nouvelle limite de la rente (420 ou 480 francs).

Dans le premier cas, il ne saurait y avoir d'augmentation des charges de l'État, mais au contraire une diminution de celles-ci.

Dans le second cas, il y aura augmentation de ces charges, mais seulement après un certain nombre d'années. Il ne saurait être question de calculer cette augmentation avec quelque exactitude.

A l'origine, il n'y aura évidemment pas d'augmentation ; elle sera insignifiante pendant les premières années, ira en croissant d'année en année pour atteindre, après quinze ans, approximativement 1 million ; cette somme restera ensuite sensiblement constante.

CHAPITRE VI.

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

Le Gouvernement a également, en suite du désir exprimé par certains membres, transmis à la Commission un résumé succinct des principales législations étrangères en matière d'assurance-vieillesse. La Commission aurait désiré recevoir quelques renseignements au sujet des dépenses nécessitées pour l'exécution des dites lois, mais le Gouvernement a déclaré ne posséder aucune indication à ce sujet.

GRANDE-BRETAGNE.

Loi du 23 décembre 1919 sur les pensions de vieillesse.

La Commission des pensions ouvrières, nommée par le Ministre des Finances en avril 1919, s'est occupée de différentes réformes à introduire dans le régime en vigueur (lois de 1908 et de 1911), notamment de la revision du taux de la pension, de la question du calcul des ressources des impétrants et de leur influence sur l'allocation d'une pension plus ou moins élevée. La Commission a reconnu que la réduction qui s'était produite dans le pouvoir d'achat de la monnaie devait entraîner une modification dans la définition du minimum de ressources à prendre en compte, de façon à mettre les assurés dans une situation équivalente à celle où ils se trouvait en 1914. Toutefois, la Commission reconnaissait que le procédé qui consiste à tenir compte des ressources de l'impétrant, avait été exposé à différentes critiques :

1° L'existence d'une limite de ressources donne à la loi un caractère d'assistance, de « loi des pauvres », et à la pension le caractère d'un acte de commisération ;

2° En faisant entrer dans la notion des ressources à prendre en compte, certains revenus, par exemple les indemnités des sociétés de secours mutuels, on nuisait à l'esprit de prévoyance et d'économie ;

3^e Les enquêtes qu'entraîne l'établissement des ressources constituent une source d'irritation et de mécontentement.

La Commission admettait qu'en fait, le caractère de la loi actuelle est toujours celui d'une loi d'assistance. Elle ne reconnaît pas la pension comme un droit. Aussi longtemps qu'il y aura une limite de ressources, la pension conservera le caractère d'un bienfait, puisqu'elle sera basée sur un état de « pauvreté ». La Commission estimait aussi qu'on n'aurait pas dû tenir compte des sommes revenant à l'impétrant à raison d'économies faites par lui (mutualités, syndicats, caisses d'épargne).

Certains experts proposaient même d'exclure les secours alloués par des parents, d'anciens employeurs ou des amis. Les familles ouvrières voient avec peine qu'après avoir entretenu péniblement leurs « vieux » jusqu'à l'âge de 70 ans, elles n'aboutissent en somme qu'à compromettre l'allocation de la pension.

D'autres auraient voulu exclure les ressources provenant du travail occasionnel de l'impétrant. Il est plus sain pour les vieillards de se livrer à de petits travaux accessoires que de vivre dans l'oisiveté. De plus, il importe, à raison des nécessités de l'heure, que chacun puisse travailler dans la mesure de ses moyens.

Si l'on excluait tous les revenus qui précèdent, il ne resterait que les ressources acquises par succession. Mais, en ce cas encore, peut-on tracer une limite rigoureuse entre ce qui est acquis par succession et où l'épargne peut jouer un rôle et ce qui résulte du travail personnel? Puis, est-il juste de distinguer entre ce qui est acquis par donation entre vifs et ce qui est obtenu par testament? Ces distinctions amèneraient dans la pratique de nouvelles difficultés.

La Commission reconnaissait l'exactitude des critiques relatives aux enquêtes destinées à établir le montant des ressources. Portant sur des matières parfois difficiles à apprécier, elles étaient exposées à diverger dans leurs résultats et constituaient par là-même une source continue de mécontentement.

Pour ces raisons, la Commission réclamait l'abolition de la limite de ressources.

Un certain nombre de membres avaient demandé l'introduction d'un système de pensions générales à 70 ans. Pareil système enlèverait à la loi son caractère d'exception et de charité. Il n'y aurait plus d'enquêtes irritantes. La pension ne serait d'ailleurs payée qu'à ceux qui la réclameraient. C'est ce système qui fut recommandé par la Commission, sous réserve de la question des moyens financiers (on estimait la dépense annuelle à 41.000.000 de livres, permettant de payer une rente hebdomadaire de 10 sh. à tout impétrant de 70 ans).

Les conclusions de la majorité de la Commission n'ont pas été admises par le législateur, qui semble s'être rallié aux vues de la minorité (MM. Henry A. Robinson et consorts).

En ce qui concerne notamment le système de pensions générales, la minorité faisait remarquer que l'introduction de pareil régime aurait pour effet de créer immédiatement une nouvelle agitation. Les classes pauvres considéreraient avec quelque raison que l'Etat, en allouant la même rente aux riches et aux indigents, favorise évidemment les premiers. Il y aurait lieu alors d'augmenter la pension des pauvres, ce qui entraînerait la restauration de la limite de ressources sous une forme peu différente de celle qu'elle a aujourd'hui.

* * *

La loi du 25 décembre renferme les dispositions suivantes.

Le taux de la pension est désormais fixé comme suit :

Ressources de l'impétrant.		Montant hebdomadaire de la pension.	
Lorsque les ressources annuelles de l'impétrant n'excèdent pas			
26 livres 5 sh.			10 shillings
Si elles excèdent 26 L.	5 sh. sans dépasser	31 L. 10 sh.	8 »
» »	31 L. 10 sh.	» 36 L. 15 sh.	6 »
» »	36 L. 15 sh.	» 42 L.	4 »
» »	42 L.	» 47 L. 5 sh.	2 »
» »	47 L. 5 sh.	» 49 L. 17 sh. 6 p.	1 »
» »	49 L. 17 sh. 6 p.	»	néant.

Désormais, lorsqu'il s'agira d'évaluer les ressources d'une personne en vue de la détermination de sa pension, il sera procédé comme suit :

La valeur des biens compétant à cette personne (sauf les propriétés dont elle userait ou jouirait elle-même) sera calculée comme suit :

a) Il ne sera pas tenu compte des premières 25 livres de la valeur en capital de ces biens ;

b) La valeur annuelle des 375 livres suivantes sera prise en compte pour un vingtième de la valeur en capital ;

c) La valeur annuelle de tous les biens qui excèdent 400 livres, sera prise en compte pour un dixième de la valeur en capital.

Pour calculer le revenu que l'impétrant peut raisonnablement espérer recevoir au cours de l'année à venir, il ne sera pas tenu compte des sommes reçues pendant une période de trois mois au maximum, par l'impétrant ou par son conjoint, en vertu d'un certificat médical, à titre de secours de maladie, de la part d'une société de secours mutuels, d'une association professionnelle ou en vertu de la loi de 1911 sur l'assurance nationale.

Il ne peut être tenu compte des meubles ou des effets personnels de l'impétrant, quel que soit leur valeur.

Si l'impétrant est séparé de son épouse en vertu d'un jugement, il ne peut être tenu compte de ce que le dit impétrant aurait à payer à l'épouse séparée.

L'assuré qui est interné dans un « workhouse » ou dans une autre institution de la loi sur les pauvres, dans le but de se soumettre à un traitement médical ou chirurgical, ne peut être privé de la pension pendant les trois mois qui suivent son admission, à la condition qu'il continue à avoir besoin de ce traitement.

La disposition de la loi de 1908 portant que « la personne qui, avant d'avoir droit à la pension ne s'est pas livrée à un travail répondant à ses aptitudes, à ses moyens et à ses besoins, pour son entretien ou son profit et pour celui de ses dépendants légaux » est abrogée.

Sont pareillement abrogées, les dispositions des lois antérieures en vertu desquelles toute personne emprisonnée à raison d'un délit, ne peut recevoir la pension aussi longtemps qu'elle purge sa peine et pendant une période de six ans à compter du jour de sa mise en liberté, et celles qui privent du droit à la pension, pendant les six mois postérieurs à la condamnation, toute personne condamnée pour ivresse publique.

DANEMARK.

Projet de loi sur les pensions de vieillesse (déposé le 4 décembre 1919).

Toute personne de nationalité danoise a droit à une pension de vieillesse à l'âge de 60 ans accomplis, si elle remplit les conditions prévues par la loi.

N'a pas droit à la pension, celui qui a été condamné à une peine infamante et n'a pas été réhabilité.

N'y a pas droit non plus, toute personne qui, après avoir accompli sa 56^e année, a diminué, au profit de ses enfants ou d'autres personnes, ses moyens de subsistance, dans une telle mesure, qu'elle s'est par là même ouvert le droit à la pension. S'il s'agit de personnes mariées, il en est de même, si l'un des conjoints a pris les dispositions en question au su et du consentement de l'autre. Le droit à la pension se perd encore, si l'intéressé ou son conjoint a diminué sa situation économique par une vie de désordre ou de paresse ou par toute autre faute personnelle.

L'intéressé doit avoir résidé au Danemark pendant les cinq années qui précèdent l'introduction de la demande de pension.

Le requérant ne peut avoir reçu, au cours des trois années qui précèdent la demande, des secours de l'Assistance publique qui lui feraient perdre le droit à la pension.

Le requérant ne peut, au cours des trois années qui précèdent l'introduction

de la demande, avoir été condamné pour vagabondage ou mendicité, ni avoir mené une existence qui aurait causé du scandale public (ivrognerie, etc.).

La requête est présentée à l'autorité communale sur une formule *ad hoc*, où les questions en blanc doivent être remplies; les pièces nécessaires doivent y être jointes.

L'autorité communale examine les requêtes, statue sur le bien fondé de celles-ci et fixe éventuellement le montant de la pension.

Partie fixe de la pension.

La pension de vieillesse comprend *une somme annuelle fixe* augmentée, en cas de besoin, de la *somme complémentaire* que l'administration communale jugerait nécessaire, eu égard à des circonstances spéciales, pour assurer à l'impétrant son entretien et celui de sa famille, ou les soins médicaux et l'hospitalisation, en cas de maladie.

La partie fixe de la pension est déterminée comme suit :

	A Copenhague, Frederiksberg et dans les vil- les de 20,000 habitants et plus	Dans les autres villes et les communes de 2,000 habitants et plus	Dans les com- munes rurales de moins de 2,000 habit.
Pour le mari et la femme, lorsqu'ils ont l'un et l'autre 60 ans accomplis.	780 cour. par an.	710 cour. par an.	640 cour. par an.

Le taux de la pension est
porté avec effet rétroactif au
jour de la requête, lorsque
l'un des conjoints accomplit
sa

61 ^e année à	840	770	600
62 ^e —	900	820	740
63 ^e —	970	890	800
64 ^e —	1050	960	860
65 ^e —	1140	1040	930
66 ^e —	1230	1120	1010

Pour les hommes céliba-
taires et les couples, lorsque
le mari seul a 60 ans accom-
plis

420	380	340
-----	-----	-----

Le taux est porté avec
effet rétroactif (v. ci-dessus)
à l'accomplissement de la

61 ^e année à	450	410	370
62 ^e —	490	440	390
63 ^e —	520	470	420
64 ^e —	570	510	460
65 ^e —	510	550	500
66 ^e —	660	600	540

Pour les femmes céliba-
taires et les couples, lorsque
la femme seule a 60 ans
accomplis

360	330	300
-----	-----	-----

Le taux est porté avec
effet rétroactif (v. ci-dessus)
à l'accomplissement de la

61 ^e année à	390	360	320
62 ^e —	420	380	350
63 ^e —	450	410	370
64 ^e —	490	450	400
65 ^e —	530	480	440
66 ^e et au-dessus	570	520	470

Partie supplémentaire de la pension.

Pour chaque somme de 54 couronnes dont l'indemnité de vie chère allouée aux fonctionnaires mariés de l'Etat, en vertu de la loi du 12 septembre 1919, excèdera annuellement 702 couronnes, il sera alloué, aux bénéficiaires de pensions de vieillesse, pour le semestre prévu (avril-septembre, octobre-mars), en sus de la partie fixe, à titre temporaire, la somme de 18, 12 et 30 couronnes par an respectivement pour les hommes célibataires et les couples, lorsque les deux époux ont chacun 60 ans accomplis.

Si la loi sur l'assurance-invalidité est votée (un projet a été déposé le 4 septembre 1919), la pension allouée au rentier invalide, qui accomplit sa 60^e année et qui passe sous le régime de l'assurance-vieillesse, devra toujours être au moins égale à la rente d'invalidité.

Calcul des ressources.

Lorsqu'il s'agit de décider si, en considération des ressources dont elle dispose, une personne a droit à la pension de vieillesse, il y a lieu de faire abstraction des revenus lui compétant à concurrence de 600 couronnes et, s'il s'agit d'un couple de 900 couronnes par an, quelle que soit l'origine des revenus. Si les revenus excédant 600 couronnes (ou 900), il y a lieu de déduire des revenus entre 600 et 800 (900 et 1200) la moitié de la somme fixe allouée à titre de pension, et des revenus entre 800 et 1000 (1200 et 1500), les trois quarts. Ce qui dans les revenus excède ces sommes, est déduit pour la totalité.

Si, par suite de cette déduction, la pension tombe à moins de 60 couronnes par an, elle est supprimée.

La pension est payée tous les mois, par anticipation, par la commune où l'impétrant réside. Si elle n'excède pas 120 couronnes par an, elle peut aussi être payée par trimestre, par anticipation.

La moitié des dépenses faites par les communes à raison des pensions de vieillesse est à la charge de l'Etat.

La loi du 9 avril 1891 sur les pensions de vieillesse, et les lois qui ont modifié celle-ci, sont abrogées.

(Les sommes sont exprimées en couronnes, la couronne = 1 fr. 39.)

ALLEMAGNE.

1° L'Allemagne a, dès 1889, organisé l'assurance obligatoire en vue de l'invalidité et de la vieillesse.

Le code impérial des Assurances Sociales, en vigueur dans ce pays depuis le 1^{er} janvier 1912, y a remplacé la loi de 1899 laquelle avait, elle-même, révisé la loi du 22 juin 1889.

L'assurance couvre les risques suivants : maladie, accidents, invalidité, vieillesse, décès (assurance en faveur des survivants).

Une loi spéciale en date du 20 décembre 1911 a rendu obligatoire pour les employés l'assurance contre l'invalidité et en vue de la vieillesse et du décès.

Assurances, invalidité, vieillesse, décès. — 2° L'invalidité est définie comme

suit : est invalide celui qui n'est plus en état de gagner le 1/3 de ce que des personnes, bien portantes, de sa condition et ayant reçu une formation analogue, peuvent gagner normalement par leur travail et dans la même région.

La vieillesse est traitée comme une invalidité commençant à 65 ans.

L'assurance en faveur des survivants intéresse les catégories des personnes suivantes :

La veuve atteinte d'invalidité permanente;

Les orphelins de père, âgés de moins de 15 ans;

Petits-enfants de moins de 15 ans, n'ayant plus de parents et à charge de l'assuré;

3° L'assurance est obligatoire, à partir de 16 ans, pour la plupart des salariés, elle est facultative pour certaines catégories de personnes (petits patrons n'ayant au plus que deux ouvriers assujettis.)

4° *Prestation de l'assurance.* — Rentes viagères payables pendant l'invalidité ou à partir de l'âge de 65 ans;

Rentes viagères aux veuves invalides, après le décès de l'époux;

Rentes aux orphelins jusqu'à l'âge de 15 ans.

Le montant de ces rentes est variable et s'établit d'après le nombre de semaines de cotisations. Il comprend un subside fixe de l'État (50 M. aux assurés et aux veuves; 25 M. à chaque orphelin) plus une part, à charge de l'établissement d'assurance, constituée elle-même d'une somme de base et d'une majoration dépendant de la durée de l'affiliation et de l'importance des cotisations.

A noter que les semaines de maladie et de service militaire sont comptées pour le calcul des rentes, bien que les cotisations ne soient pas dues pendant ces périodes.

Les rentes ne peuvent prendre cours qu'après un stage pour les rentes d'invalidité et les rentes aux survivants, il faut avoir versé au moins 100 cotisations hebdomadaires au cours de 200 semaines de cotisations, et avoir conservé ses droits à la rente;

Pour les rentes de vieillesse, il faut 1200 semaines de cotisations.

Les montants des rentes ont subi depuis 1918 des augmentations successives nécessitées par l'élévation incessante du coût de l'existence. Il serait sans intérêt de connaître les chiffres actuels. Ceux qui étaient prévus avant 1918 peuvent avoir, au contraire, quelque signification.

Rentes d'invalidité et de vieillesse. — Les limites de ces rentes semblent pouvoir être fixées comme suit :

Invalidité : subside de 50 M. plus minimum de 66 M.; total : 116 M.

— de 50 M. plus maximum de 400 M.; total : 450 M.
(avec augmentation de 10 p. c. par enfant de moins de 15 ans; maximum: 50 p. c.).

Vieillesse : subside de 50 M. plus minimum de 60 M.; total : 110 M.

— de 50 M. plus maximum de 180 M.; total : 250 M.

Rentes de veuves : subside de 50 M. plus 5/10 de la rente d'invalidité que recevait ou qu'aurait eu droit de recevoir le défunt.

Rentes d'orphelins : 1^{er} enfant : subside de 25 M. plus 5/20 de la rente d'invalidité que recevait ou qu'aurait eu droit de recevoir le défunt;

2^e, 3^e enfant : subside de 25 M. plus 1/40 de la rente d'invalidité que recevait ou qu'aurait eu droit de recevoir le défunt.

Les rentes obligatoires peuvent être augmentées au moyen de rentes complémentaires acquises volontairement.

Indépendamment des prestations en espèces (rentes), les assurés invalides peuvent bénéficier de soins médicaux dans des hôpitaux, sanatoriums, établissements de cure, etc.

Pendant leur hospitalisation ou leur cure, la famille des intéressés reçoit une fraction de la rente.

* * *

5° *Ressources de l'assurance.* — Elles sont obtenues par des cotisations égale

des assurés et des patrons et dépendent des classes de salaire auxquelles appartiennent les assurés.

Ces cotisations étaient avant 1918, les suivantes :

Classes de salaires.	Cotisations hebdomadaires.
jusqu'à 350 M. par an	16 p. f.
de 350 à 550 M. par an	24 p. f.
de 550 à 850 M. par an	32 p. f.
de 850 à 1,150 M. par an	40 p. f.
plus de 1,150 M. par an	48 p. f.

Les cotisations dues par les assurés sont prélevées par les patrons sur les salaires de leurs ouvriers.

L'intervention des *pouvoirs publics* a lieu sous forme de *subsidés* payés lorsque ces *rentes* prennent cours (50 ou 25 M. par rente).

Institution de l'assurance. — Les autorités publiques de l'assurance sont :

dans chaque localité : un *Office de l'assurance* ;

dans chaque district : un *Office supérieur de l'assurance* ;

pour le Reich : l'*Office impérial (?) des assurances*.

Les organismes chargés des assurances invalidité, vieillesse et décès sont nommés *établissements d'assurance* et ont pour ressort une région déterminée

PAYS-BAS.

Le régime des retraites ouvrières a été organisé en Hollande par les lois du 6 juin 1913 et du 1^{er} novembre 1919.

Tout *ouvrier* qui n'est pas exclu ou dispensé en vertu de la loi de l'obligation de l'assurance, est tenu de s'assurer conformément aux dispositions de la loi.

Dans les cas définis par la loi, l'assuré obligatoire a droit à une rente (*rente d'assuré obligatoire*) en cas d'invalidité et lorsqu'il atteint l'âge de 65 ans.

Dans les cas définis par la loi, les enfants âgés de moins de 14 ans ont également droit à une rente (rente des orphelins).

Les assurés obligatoires sont répartis en cinq classes de salaires, d'après leur salaire effectif ou celui qui est considéré comme tel ;

Classe 1 salaire annuel inférieur à 240 florins.			
» 2	»	de 240 florins à moins de 400 florins.	
» 3	»	de 400	600 »
» 4	»	de 600	900 »
» 5	»	de 900 florins et au delà.	

L'assuré *atteint d'invalidité* qui justifie du paiement de 150 primes (période préparatoire) a droit à une rente d'invalidité.

1° S'il n'est pas probable que sa capacité de travail pourra se rétablir au point qu'il cesserait d'être invalide (invalidité permanente).

2° Si l'invalidité a duré six mois sans interruption

A droit à la *pension de vieillesse*, tout assuré âgé de 70 ans accomplis.

Le montant annuel de la rente d'invalidité et de la rente de vieillesse s'obtient en additionnant la somme de base et la *majoration* spécifiée ci-après.

La *somme de base* s'obtient en multipliant par 325 le montant total des primes payées et en divisant le résultat par le nombre de semaines que l'assurance a duré. Ne sont pas comprises dans ce calcul, les semaines pendant lesquelles l'assuré a reçu la rente d'invalidité, ni les primes payées pendant ce laps de temps.

S'il est établi que l'assuré peut faire porter en compte au moins 150 primes payées pendant les semaines qui se sont écoulées depuis qu'il a atteint l'âge de 15 ans, il n'est pas tenu compte, dans le calcul de la somme de base, des semaines écoulées antérieurement à cet âge ni des primes payées pendant ce laps de temps.

La *majoration* s'élève à 14 p. c. du montant des primes payées sans qu'elle puisse être inférieure au cinquième de la somme de base.

Les enfants légitimes et les enfants naturels reconnus légalement âgés de moins de 13 ans et dont le père est assuré ont droit au décès du père, à la rente des orphelins, à la condition que le père fût déjà en possession de la rente d'invalidité ou fût à même de justifier du paiement de 40 primes.

Ont également droit à la rente des orphelins, au décès de leur mère, si elle est assurée, les enfants de moins de 13 ans, légitimes ou naturels reconnus légalement, qui ont perdu leur père ou qui étaient à charge de leur mère, à la condition que celle-ci fut déjà en possession de la rente d'invalidité ou fût à même de justifier du paiement de 40 primes.

Les ressources nécessaires pour faire face aux rentes, au traitement médical, aux indemnités et aux frais d'administration sont constituées par la perception des primes des assurés et des patrons des assurés obligatoires et par un subside annuel de l'Etat qui s'élèvera à 21 1/2 millions de florins, pendant une période de soixante-quinze années.

Pour chaque semaine de l'année civile, une partie de semaine étant comptée comme semaine entière, il est perçu une prime qui s'élève :

dans la 1 ^{re} classe de salaires à	25 cents ;
dans la 2 ^e —	50 —
dans la 3 ^e —	40 —
dans la 4 ^e —	50 —
dans la 5 ^e —	60 —

La prime est payée par le patron.

La prime est payée soit par l'application de timbres de rente sur une carte de rente, soit en espèces au Conseil du travail.

La décision concernant le point de savoir si le paiement doit se faire en espèces ou au moyen de timbres est arrêtée par la Reine pour le ressort de chaque Conseil du travail. la Direction de la banque, le Conseil du travail et le Conseil d'assurance entendus.

Il peut être décidé différemment pour différents groupes d'assurés.

Le service de l'assurance est effectué par l'intermédiaire de la Direction de la banque d'assurance, des Conseils d'assurance et des Conseils du travail.

Période transitoire.

A. — *Intéressés ayant atteint l'âge de 65 ans au 3 décembre 1919*, et ne jouissant pas d'une rente prévue aux articles 369 et 370 de la loi d'invalidité ou d'une allocation remplaçant la dite rente à charge du Trésor.

Ils peuvent recevoir gratuitement une pension de 3 florins par semaine, de 5 florins s'il s'agit de deux conjoints.

B. — *Intéressés qui avaient plus de 34 ans et moins de 65 ans au 3 décembre 1919.*

— Ils peuvent recevoir une rente de 3 florins par semaine soit 156 florins par an à condition qu'ils aient versé au cours de chacune des années précédant l'âge de 65 ans une cotisation hebdomadaire de 3 cens soit 20 florins par an.

L'Etat complète ainsi, pour cette catégorie de vieillards la rente acquise au moyen des versements dont il s'agit jusqu'à concurrence de 156 florins.

FRANCE.

(Loi du 5 juin 1911.)

CHAPITRE PREMIER.

ASSURANCES OBLIGATOIRES.

Salaires bénéficiaires de l'assurance obligatoire. — La loi accorde le bénéfice de l'assurance obligatoire aux salariés, hommes, femmes et enfants, âgés de moins de 60 ans et dont le salaire annuel ne dépasse pas 5,000 francs.

Le versement obligatoire de l'assuré est fixé :

Pour les hommes : à fr. 0.03 par jour, soit fr. 0.75 par mois, soit 9 francs par an ;

Pour les femmes : à fr. 0.02 par jour, soit fr. 0.50 par mois, soit 6 francs par an ;

Pour les mineurs au-dessous de 18 ans : à fr. 0.015 par jour, soit fr. 0.375 par mois, soit fr. 4.50 par an.

Toutefois, aucun versement ne pouvant comprendre de demi-centime, le total à verser sera toujours élevé, s'il comporte un demi-centime, au nombre de centimes supérieur.

La contribution patronale est entièrement à la charge du patron. Elle est égale au versement obligatoire de l'assuré.

La cotisation est calculée lors de chaque paye, en se conformant au tarif ci-dessus, d'après la période de travail représentée par cette paye.

En cas de travail à domicile, comme le salaire n'est pas généralement établi d'après le nombre des journées de travail, le montant de la contribution patronale est fixé à un pour cent de la rémunération et la cotisation ouvrière à une somme égale.

Il est procédé de même pour les salariés qui, comme les femmes de ménage, peuvent être occupés par fractions de journées, et même successivement dans la même journée, par plusieurs employeurs.

Toutefois, lorsque l'ensemble des contributions patronales déjà versées a, pour l'année de validité de la carte, atteint les chiffres mentionnés plus haut (9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes) il n'est plus effectué à titre obligatoire ni prélèvement sur le salaire ni versement patronal jusqu'à la date d'échange de la carte.

Le travailleur à domicile, rémunéré à façon, aux pièces ou à la tâche, s'il est lui-même assuré obligatoire vis-à-vis du fabricant pour le compte duquel il travaille, n'est point tenu des versements patronaux pour les personnes qu'il occupe aux travaux qui lui sont confiés par le dit fabricant. Ces versements sont à la charge du fabricant.

Modes de perception des cotisations — Lors de chaque paye, en réglant le salaire, le patron retient la somme correspondant à la cotisation de l'assuré. Il y ajoute une somme égale qui constitue sa contribution personnelle et colle sur la carte annuelle, que lui présente l'assuré, un timbre-retraite représentant le total de ces deux sommes.

Le travailleur à domicile, visé au dernier alinéa de la section qui précède, exerce sur le salaire du personnel le prélèvement prévu par la loi et y ajoute à titre de contribution patronale, le montant des sommes dont le fabricant lui a fait l'avance pour cet objet, d'après l'état de ce personnel.

Les employeurs qui occupent des salariés qui ne sont pas protégés par les dispositions du Livre I^{er} du Code du travail relatives au payement des salaires, c'est-à-dire autres que les ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, sont tenus d'apposer, lors de l'échéance de la carte annuelle, les timbres correspondant à la période de travail effectuée depuis la précédente paye. Cette disposition s'applique aux domestiques agricoles et aux serviteurs à gages qui sont parfois payés trimestriellement ou même annuellement.

Lorsque l'assuré fait partie d'une société de secours mutuels autorisée à encaisser les cotisations il peut faire ses versements à sa société. Il n'a plus alors à subir de retenue sur son salaire. Il devra seulement, à chaque paye, présenter sa carte annuelle à son patron, pour que celui-ci y colle les timbres représentant la contribution patronale.

L'encaissement des cotisations des assurés peut être effectué, dans les mêmes conditions, par les caisses d'assurance où leurs comptes individuels sont ouverts.

Les employeurs qui occupent des salariés adhérents à des organismes admis à faire l'encaissement peuvent faire encaisser, par lesdits organismes, leur contributions patronales.

D'un autre côté, les employeurs autorisés à cet effet peuvent n'apposer que quatre fois par ans, dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, les timbres représentant les contributions ouvrière et patronale pour la période trimestrielle précédente. Lorsque l'ouvrier quitte l'établissement avant l'expiration du trimestre, l'employeur est tenu de procéder sans retard à l'apposition des timbres exigibles.

Enfin, certaines caisses de retraite patronales ou syndicales patronales peuvent être autorisées à ne pas faire usage de timbres. Il en est de même des institutions patronales régulièrement autorisées à continuer leurs versements à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse dans les conditions prévues par la loi du 20 juillet 1886. L'employeur effectue les retenues sur le salaire et les verse directement, ainsi que ses contributions, à la Caisse Nationale des retraites ; il fait simplement mention de ce versement sur la carte du salarié.

L'assuré peut toujours, en dehors de ses versements obligatoires, faire, sans limitation de valeur, des versements facultatifs qui auront pour effet d'augmenter le montant de sa retraite. En ce cas, il ne date pas les timbres qu'il appose.

Lorsqu'un salarié, par suite de chômage ou de maladie, n'aura pas, sur la carte qu'il échange, les versements réglementaires, soit 15 francs pour les hommes, 10 francs pour les femmes et fr. 7.50 pour les années d'assurance au-dessous de 48 ans, il aura le plus grand intérêt, afin de se réserver le bénéfice de l'allocation totale de l'Etat dont il sera parlé plus loin, à compléter jusqu'à ces chiffres le montant de ses versements.

Liquidation de la pension de retraite. — La pension de retraite d'un assuré est formée par la capitalisation de ses versements annuels auxquels s'ajoutent ceux de son patron augmentée d'une allocation annuelle de l'Etat. Sauf les cas de liquidation anticipée, soit pour cause d'invalidité, soit après cinquante-cinq ans d'âge, dont il sera traité plus loin, la pension doit être demandée à 60 ans, mais l'assuré a la faculté, à ce moment, de déclarer qu'il en ajourne la liquidation jusqu'à 65 ans afin d'obtenir une rente plus élevée.

Allocation de l'Etat. — L'Etat ajoute aux rentes produites par les versements de l'assuré et de son patron une rente viagère de 100 francs.

Les conditions requises pour l'obtention de cette allocation sont différentes suivant que l'assuré était ou non âgé de moins de 30 ans accomplis à la date du 5 juillet 1911. Dans le premier cas, il appartient à la période normale. Dans le second cas, il bénéficie des avantages spéciaux de la période transitoire.

Régime de la période normale. — A tout assuré âgé de 60 ans, l'Etat accorde une allocation viagère d'au moins trente versements mensuels fixés, depuis le 1^{er} septembre 1916, aux cinq sixièmes de la double cotisation réglementaire, soit 15 francs pour les hommes, 10 francs pour les femmes, fr. 7.50 pour les années d'assurance au-dessous de 48 ans.

Cette allocation est augmentée d'une bonification complémentaire d'un dixième pour tout assuré de l'un ou de l'autre sexe ayant élevé au moins trois enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Toutefois, cette bonification est également accordée à l'assuré, si le nombre total des enfants élevés jusqu'à 16 ans, vivants ou décédés, ajouté à celui des enfants vivants au jour de la demande de liquidation de retraite, quel que soit l'âge de ces derniers, est de trois au moins.

La durée du service militaire obligatoire accompli depuis la mise en vigueur de la loi compte comme années d'assurance. Il en est de même du temps de mobilisation. Pour les femmes, chaque naissance d'enfant survenue depuis le 3 juillet 1911 compte pour une année d'assurance.

Allocations réduites. — Si le nombre des années de versement est inférieur à 30 et supérieur à 15, l'allocation de l'Etat est calculée à raison de fr. 3.33 par année de versement réglementaire. Soit, par exemple, pour 20 années de versements réglementaires : $3 \text{ fr. } 33 \times 20 = \text{fr. } 66.60$

Si l'assuré ne justifie pas de plus de 15 versements annuels réglementaires, l'Etat ne lui accorde aucune allocation viagère.

Régime de la période transitoire.

En raison de l'âge de 60 ans normalement fixé pour la retraite, peuvent seuls justifier des 30 versements annuels prévus par la loi les salariés *qui avaient moins de 30 ans* au 3 juillet 1911.

La loi a donc dû se préoccuper de la situation des salariés âgés de 30 ans au moins le 3 juillet 1911. Elle a, réduit en leur faveur le nombre d'années de versements exigé pour bénéficier de l'allocation entière de l'Etat.

Tous ceux de ces assurés ayant établi que, dans les trois années qui ont précédé le 3 juillet 1911, ils avaient appartenu à la catégorie des salariés recevront, à 60 ans comme les assurés de la période normale, l'allocation viagère de 100 francs, à condition de justifier d'autant d'années de versement qu'il s'est écoulé d'années du 3 juillet 1911 à leur soixantième année, et que les versements atteignent, y compris les versements facultatifs, une moyenne annuelle de :

a) 9 francs pour les hommes et 6 francs pour les femmes (en cotisation personnelle) pour les cartes annuelles dont la date normale d'échange est expirée au plus tard le 1^{er} septembre 1916.

b) 15 francs pour les hommes et 10 francs pour les femmes (en cotisation globale) pour les cartes annuelles dont la date normale d'échange est postérieure au 1^{er} septembre 1916.

CHAPITRE II.

ASSURÉS FACULTATIFS. — PERSONNES POUVANT BÉNÉFICIER DE L'ASSURANCE FACULTATIVE.

Peuvent prétendre au bénéfice de l'assurance facultative :

1° les fermiers, métayers, propriétaires exploitants, artisans et petits patrons qui, habituellement, travaillent seuls ou avec un seul ouvrier ou avec des membres de leur famille, salariés ou non, habitant avec eux ;

2° les membres non salariés de la famille des assurés obligatoires ou facultatifs, travaillant et habitant avec eux ;

3° les salariés dont le salaire annuel est supérieur à 5,000 francs mais ne dépasse pas 6,000 francs ;

4° les femmes et veuves non salariées des assurés obligatoires ou facultatifs.

La loi du 17 août 1915 a ajouté à cette nomenclature :

les femmes ou veuves non salariées des assurés obligatoires ou facultatifs en activité ou retraités ;

les femmes ou veuves des personnes susceptibles de bénéficier de l'assurance facultative qui n'y avaient pas adhéré ;

La rente résultant de ces majorations sera augmentée, lors de la liquidation de la retraite :

1° D'un dixième pour les assurés de l'un ou l'autre sexe ayant élevé trois enfants dans les conditions déjà spécifiées pour les assurés obligatoires ;

2° De la rente qu'eût produite à l'âge de 60 ans un versement de 9 francs effectué à capital aliéné, dans chacune des années qui le motivent, pour chaque année de service militaire obligatoire accomplie sous le régime de l'assurance pour les hommes, et pour chaque naissance d'enfant constatée par la déclaration faite à l'officier de l'état civil pour les femmes, pourvu que la femme ait été placée sous le régime de l'assurance avant la dite naissance ; en aucun cas, la rente viagère résultant à 60 ans des majorations ne peut dépasser le chiffre de 100 francs.

Régime de la période transitoire.

AVANTAGES SPÉCIAUX. — De même que la loi a créé une situation spéciale aux assurés obligatoires de la période transitoire, c'est-à-dire à ceux qui avaient dépassé un certain âge au 3 juillet 1911, elle a réservé des avantages à certains assurés facultatifs âgés de plus de 35 ans au 3 juillet 1911.

La loi a fait bénéficier de ces avantages spéciaux deux catégories d'assurés facultatifs : 1° les métayers et les fermiers dont le prix de fermage ne dépasse pas 600 francs; 2° les fermiers dont le prix de fermage dépasse 600 francs les propriétaires exploitants, artisans et petits patrons.

Métayers et petits fermiers. — Tous les métayers, et ceux des fermiers dont le fermage ne dépasse pas 600 francs par an, qui avaient plus de 35 ans au 3 juillet 1911, recevront l'allocation viagère de 100 francs comme les assurés obligatoires s'ils ont, depuis le 3 juillet 1911, effectué chaque année :

a) sur les cartes annuelles dont la date normale d'échange expirait au plus tard le 1^{er} septembre 1916, un versement égal à 18 francs pour les hommes et 12 francs pour les femmes (payé par moitié par le propriétaire, en ce qui concerne les métayers); il est d'ailleurs entendu que l'absence de versement, de la part du propriétaire de métairie, ne saurait avoir pour effet de priver le métayer de l'allocation de l'Etat.

b) sur les cartes annuelles dont la date normale d'échange est postérieure au 1^{er} septembre 1916, un versement égal à 15 francs pour les hommes et 10 francs pour les femmes (payé par moitié par le propriétaire en ce qui concerne les métayers).

Afin d'obtenir ces avantages, ils devront en outre, établir au moment où ils ont demandé à entrer dans l'assurance, qu'ils appartenaient depuis trois ans au moins, au 3 juillet 1911, à la catégorie des métayers ou à celle des fermiers dont le fermage ne dépasse pas 600 francs.

Pour les métayers, chaque année, au moment de l'échange de leur carte annuelle, ils devront réclamer au maire de leur commune un certificat attestant qu'ils possèdent toujours cette qualité.

De même les petits fermiers devront produire au maire, à chaque échange de leurs cartes annuelles, un certificat du receveur de l'enregistrement dans la circonscription duquel se trouvent les immeubles pris à bail. Ce certificat indiquera le prix sur lequel ont été perçus les droits de bail ou de location verbale et devra avoir été délivré moins de trois ans avant la date de l'échange de la carte annuelle. Dans le cas où la location est faite verbalement pour une durée n'excédant pas trois ans, et pour un prix annuel n'excédant pas 100 francs, le certificat du receveur d'enregistrement sera remplacé par une attestation du propriétaire dûment légalisée, spécifiant la durée et le prix de la location intervenue. Les intéressés réclameront, en même temps, au maire de leur résidence, chaque année, une attestation constatant la production du certificat du receveur de l'enregistrement ou de l'attestation du propriétaire et établissant qu'ils n'ont pas d'autres biens pris à ferme.

Mention est faite sur la carte annuelle de la délivrance des certificats établis dans les conditions qui viennent d'être spécifiées.

Propriétaires exploitants, fermiers, artisans, petits patrons. — Ceux de ces assurés facultatifs qui voudront profiter des avantages spéciaux de l'Etat devront avoir en adhérant à l'assurance, justifié jusqu'au 3 juillet 1911 ils appartenaient depuis trois ans au moins à la catégorie des propriétaires exploitants, artisans ou petits patrons se trouvant dans une situation leur permettant de réclamer le bénéfice de l'assurance facultative. Ils devront avoir produit, à l'appui de leur déclaration, les extraits de rôle des contributions directes relatifs à ces trois années, ou, s'ils ne figurent pas au rôle, un certificat de non imposition appuyé d'une déclaration de deux témoins patentés ou inscrits au rôle de la contribution foncière.

Si ces assurés ont opéré, chaque année depuis le 3 juillet 1911, un versement minimum de 9 francs, ils recevront, outre la majoration de moitié de leurs versements, une bonification égale à la rente qu'eût produite un versement annuel de 12 francs effectué depuis le moment où ils ont eu 35 ans jusqu'à l'âge qu'ils avaient au 4 juillet 1911, sans qu'en aucun cas cette bonification puisse s'appliquer à une période supérieure à vingt-cinq ans. Cette bonification sera, le cas

échéant, augmentée d'un dixième pour ceux qui auront élevé trois enfants dans les conditions indiquées pour les assurés obligatoires.

Pour les femmes placées sous le régime de la période transitoire, chaque naissance d'enfant constatée après l'entrée dans l'assurance par la déclaration faite à l'officier de l'état civil et, pour les hommes placés sous le régime de la période transitoire, chaque année de service militaire obligatoire accomplie sous le régime de l'assurance, s'ajoutera pour une année au total des versements comptés pour le calcul de la bonification, jusqu'à la limite de vingt-cinq ans.

La durée des services des assurés facultatifs mobilisés pendant la guerre entrera en ligne de compte au même titre que le service militaire obligatoire.

5° Les femmes ou veuves non salariées des agents, employés ou ouvriers placés soit sous le régime des pensions civiles ou militaires, soit sous un régime spécial de retraite, lorsque l'ensemble des salaires et pension du mari ou leur propre pension n'exède pas 5,000 francs.

Cotisation des assurés facultatifs.

Pour les assurés facultatifs, autres que les métayers, la cotisation annuelle donnant lieu à une majoration, est fixée au minimum à 9 francs et au maximum à 18 francs.

Cette cotisation est intégralement à la charge de l'assuré.

Pour les métayers, la cotisation annuelle donnant lieu à majoration est fixée au 6 francs. Le propriétaire du métayer est tenu d'effectuer, à concurrence d'un maximum de 9 francs, un versement égal à celui du métayer.

Il convient d'observer que les assurés facultatifs ont le droit d'apposer, sans limitation de valeur, des timbres sur leurs cartes en vue d'augmenter le montant de leur retraite.

Mode de versement des cotisations.

L'assuré facultatif verse lui-même sa cotisation. Il s'acquitte de ce versement en collant sur sa carte annuelle des timbres-retraite représentant le montant de cette cotisation. Ces timbres, qui ne devront pas être datés, sont du même type que ceux de l'assurance obligatoire.

Le métayer effectue lui-même son versement sur sa carte annuelle et il présente cette carte à son propriétaire, qui y colle des timbres pour une somme égale, mais dans la limite de 9 francs. Ces derniers timbres doivent être revêtus par les soins du propriétaire de la mention de leur date d'apposition. Comme l'assuré obligatoire, l'assuré facultatif peut faire encaisser sa cotisation par une société de secours mutuels autorisée à cet effet ou par la caisse d'assurance où son compte individuel est ouvert.

Liquidation de la pension de retraite.

Les assurés facultatifs peuvent, sauf le cas d'invalidité qui sera examiné plus loin, obtenir la liquidation de leur pension dès 60 ans. Ils peuvent, comme les assurés obligatoires, l'ajourner jusqu'à 65 ans.

Les pensions des assurés facultatifs sont liquidées dans les mêmes conditions que celles des assurés obligatoires. Par analogie avec les versements patronaux, les versements des propriétaires de métairies sont considérés comme effectués à capital aliéné. L'assuré qui atteint 60 ans peut choisir l'un des trois régimes suivants :

Ou bien, demander la liquidation de sa retraite à l'âge de 60 ans et faire ajouter la bonification de l'Etat à la rente produite par ses versements et les majorations de l'Etat ;

Ou bien, ajourner jusqu'à 65 ans la date de liquidation de sa retraite, mais se faire remettre le montant de la bonification de l'Etat à partir de 60 ans et continuer à effectuer des versements qui s'ajouteront aux versements antérieurs pour être capitalisés jusqu'à 65 ans dans la caisse choisie par lui.

Ou bien enfin, après avoir ajourné jusqu'à 65 ans la liquidation de sa retraite en ce qui concerne les versements effectués à sa caisse d'assurance, faire ajouter à ses versements et aux majorations, pour être capitalisé à la dite caisse, le montant de la bonification de l'Etat.

Comme il le fait pour les assurés obligatoires, l'Etat accorde aux assurés facultatifs un certain nombre d'avantages qui diffèrent suivant que ces assurés appartiennent à LA PÉRIODE NORMALE ou à la PÉRIODE TRANSITOIRE.

Régime de la période normale.

MAJORATION DES VERSEMENTS. — L'Etat accorde aux assurés facultatifs des avantages sous forme de *majoration de versement*. Cette majoration est égale à la moitié des versements effectués, mais ne peut dépasser au total 9 francs par an.

La majoration de l'Etat est portée, chaque année, au compte de l'assuré facultatif; elle est versée à capital aliéné.

Lorsque les majorations ainsi allouées à un assuré sont suffisantes pour lui procurer, à l'âge de 60 ans, une rente de 400 francs, elles cessent d'être accordées.

CHAPITRE VII.

EXAMEN DES ARTICLES.

TITRE I.

CHAPITRE I.

ARTICLE PREMIER. — La Commission a estimé qu'il y avait lieu de porter de 9,000 francs à 12,000 francs le montant du salaire au delà duquel le salarié ne sera plus tenu par la loi. Vu le taux élevé des salaires payés actuellement, il s'en suivrait que, si le maximum de 9,000 francs fixé par le projet de loi était maintenu, de nombreux salariés ne tomberaient pas sous l'application de la loi et ainsi le bénéfice de la cotisation patronale ne leur serait pas acquis, à moins que celle-ci ne leur soit octroyée gracieusement par les patrons. D'autre part, l'intervention de l'Etat ne pourrait leur être accordée qu'à condition qu'ils effectuent volontairement des versements en qualité d'assurés libres. Or, l'expérience de la loi du 10 mai 1900 a démontré que le régime de la liberté subsidiaire n'avait pas donné les résultats attendus et qu'il était pour cela indispensable d'établir l'obligation pour l'assurance en matière-vieillesse. Nous devons donc veiller à ce que le plus grand nombre possible de salariés bénéficient des avantages prévus par la nouvelle législation.

Pour répondre à un vœu exprimé par la Ligue des familles nombreuses, la Commission spéciale a adopté un second amendement en vertu duquel le maximum de 12,000 francs sera augmenté de 1,000 francs par enfant légitime âgé de moins de 16 ans.

ART. 2. — La Commission propose de supprimer cet article; elle a estimé qu'il ne convenait pas de permettre de modifier une disposition légale par un arrêté royal. S'il apparaissait au Gouvernement que le maximum fixé à l'article premier devait être changé, il appartiendrait aux Chambres de statuer et de fixer le montant du nouveau maximum.

ART. 3. — La Commission avait demandé au Gouvernement quels étaient ses intentions en ce qui concerne la pension des employés.

Il a été répondu que cette question faisait l'objet des études du Département.

Votre Commission avait estimé alors qu'il y avait lieu de ne pas priver les employés du bénéfice des avantages prévus par le projet de loi et elle avait demandé que le 5° de l'article 3 soit supprimé.

Nous avons appris que le Gouvernement poursuivait ses études et que les délégués des grandes fédérations d'employés avaient été entendus. Ainsi donc, il entre dans les vues du Gouvernement de déposer un projet de loi spécial pour cette catégorie de salariés.

Lors de la discussion du projet, le Gouvernement sera invité à donner connaissance à la Chambre de l'état de la question. Il y aura lieu alors de décider si l'amendement proposé par la Commission doit être maintenu.

ART. 4. — Certains membres de la Commission avaient émis l'avis au cours d'une des séances, qu'il leur paraissait équitable que les salariés étrangers bénéficient de la cotisation patronale afférente à leurs versements.

Le Gouvernement a répondu qu'en pratique, rares seraient les salariés étrangers qui ne bénéficieraient pas de la cotisation patronale, car il était évident, que dès le vote de la loi, le Gouvernement entamerait des pourparlers avec les États intéressés en vue de l'établissement d'un régime de réciprocité mais qu'on ne pouvait admettre un régime plus favorable pour les salariés étrangers travaillant en Belgique que celui qui serait appliqué à nos nationaux travaillant dans un pays étranger et où ils seraient privés du bénéfice de la cotisation patronale.

Les mêmes raisons existent d'ailleurs en ce qui concerne l'intervention de l'État.

CHAPITRE II.

ART. 5, 6, 9. — Lors de l'examen de ces articles et des articles correspondants du Chapitre III du titre I, relatifs aux versements facultatifs des assujettis, et du titre II, relatifs aux assurés libres, la Commission avait signalé au Gouvernement que les dispositions du projet de loi en vertu desquelles la contribution de l'État cesserait d'être accordée lorsqu'une rente-vieillesse personnelle de 720 francs, une rente de survie de 360 francs et une rente-vieillesse au profit de l'épouse de 360 francs auraient été constituées, empêcheraient les assurés et les patrons d'effectuer dès les premières années d'affiliation, des versements plus importants que les minima prévus par le projet; l'intervention de l'État devant cesser dès la constitution d'une rente d'un montant déterminé, les versements complémentaires effectués volontairement par les intéressés diminueraient, en effet, d'autant la part d'intervention de l'État et ne profiteraient donc pas à ceux-ci.

Le Gouvernement a bien voulu faire connaître à la Commission qu'il s'engageait à accorder sa contribution jusqu'au moment où il aura été con-

stitué au moyen de celle-ci, une rente-vieillesse personnelle de 240 francs, une rente globale de 240 francs au profit de l'épouse, qui sera répartie entre la rente de survie et la rente-vieillesse de l'intéressée suivant les modalités indiquées à l'article 9. L'intervention de l'État sera proportionnelle au montant total des sommes versées annuellement au compte des assujettis et des assurés libres. Mais, comme elle ne peut être illimitée, le Gouvernement a déclaré qu'il était nécessaire de fixer un maximum annuel de versement au delà duquel la contribution de l'État ne serait plus allouée.

Tenant compte de cette déclaration, la Commission a jugé qu'en apportant quelques modifications aux dispositions des articles 5, 6 et 9, le chapitre II du titre I pouvait être supprimé. L'article 5 prescrirait un versement *minimum*, qui devrait être effectué obligatoirement par l'assujetti, mais celui-ci aurait la faculté d'opérer un versement plus important, mais ici pas d'obligation.

Il en serait de même pour le patron ; en vertu de l'article 6 il serait tenu de verser une cotisation *minimum*, mais il lui serait loisible d'augmenter sa participation. L'État accorderait une contribution du montant fixé à l'article 9 ; cette contribution serait proportionnelle au montant total des sommes versées tant par l'assujetti que par le patron. Toutefois la Commission a admis qu'en effet une limite devait être mise à la contribution de l'État et elle vous propose de décider que le maximum des versements subsidiables effectués pour la constitution des trois rentes serait fixé à 288 francs annuellement. Cette somme représente quatre fois le montant des sommes minima qui doivent être versées obligatoirement au compte de l'assujetti du sexe masculin âgé de plus de 18 ans en vue de la constitution des différentes rentes si les amendements de votre Commission sont adoptés. Il importe, en effet, d'encourager les intéressés et les patrons qui voudront effectuer au cours des années d'affiliation des versements importants. C'est donner aussi le moyen, aux assujettis, de constituer plus rapidement les rentes prévues par le projet et de pouvoir volontairement se constituer un complément de rente, ou de compenser par des versements importants, le retard qui aurait pu être apporté dans la constitution des différentes rentes en suite d'avoir été empêchés d'opérer les versements réglementaires.

Enfin, à propos de l'article 5, § 2^e votre Commission a décidé que tous les assujettis du sexe masculin âgés de 18 ans et plus, devaient, être tenus d'effectuer un versement personnel de même importance. Elle n'a pas admis la distinction établie dans le projet entre les assujettis célibataires, veufs ou divorcés et les assujettis mariés.

Art. 5. — Le texte doit donc être modifié comme suit :

§ 1, les assujettis sont tenus d'opérer mensuellement « au minimum » ;

§ 2, les autres assujettis : 3 francs.

Art. 6. — Le montant du versement obligatoire des assujettis du sexe masculin âgés de 18 ans et plus ayant été fixé à 3 francs, il a paru qu'il était équitable d'imposer une charge d'égale importance aux patrons pour cette catégorie d'assujettis. Votre Commission vous propose donc de porter à

3 francs la cotisation mensuelle patronale pour les assujettis masculins de 18 ans et plus.

Cette augmentation est indispensable en vue de pouvoir donner, en partie, satisfaction au vœu exprimé par la Commission de voir porter à 720 francs le montant de la rente-vieillesse de l'épouse, et dont il est question à l'article 12.

Le texte de l'article 6 doit donc être modifié comme suit : « La cotisation mensuelle de l'employeur est fixée au minimum comme suit :

1° à maintenir ;

2° pour les autres assujettis : 3 francs ».

ART. 7. — Il doit être clairement stipulé que seuls les versements minima prévus aux articles 5 et 6 doivent être effectués à capital abandonné. Pour le surplus, les versements complémentaires opérés par les intéressés, assujettis et patrons, peuvent être effectués à capital abandonné ou à capital réservé. Mais il va de soi que la contribution de l'Etat ne sera accordée que pour les versements opérés à capital abandonné.

L'article 7 doit donc être amendé comme suit :

Les versements « minima » prévus aux articles...

ART. 8. — Comme conséquence de l'amendement apporté à l'article 6, il y a lieu de modifier le texte de cet article comme suit :

L'employeur est tenu de verser la cotisation « minimum » fixée à l'article 6 pour tout salarié...

ART. 9. — Ainsi que nous l'avons dit ci-dessus (art. 7), la contribution de l'Etat ne peut être accordée que pour les versements opérés à capital abandonné.

L'article 9 doit donc être modifié en conséquence :

« La contribution annuelle de l'Etat est fixée par franc versé « à capital abandonné » au compte de l'intéressé... »

En suite de la déclaration du Gouvernement et ses amendements apportés par la Commission à l'article 12, il y a lieu de placer à la fin de l'article, le paragraphe suivant : « Cette contribution est accordée jusqu'au moment où il aura été constitué, au moyen de celle-ci, une rente-vieillesse personnelle de 240 francs et une rente totale de 240 francs au profit de l'assujetti. Cette dernière rente est payée à concurrence d'un maximum de 120 fr. si l'intéressée entre en jouissance de sa rente de survie avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans. Dans ce cas, l'intervention maximum de l'Etat dans la constitution de la rente-vieillesse de celle-ci est limitée à la différence entre le montant de sa part contributive dans la rente de survie et la rente totale de 240 francs. Si l'intéressée entre en jouissance de sa rente-vieillesse avant d'avoir bénéficié de la rente de survie, la rente maximum de 240 francs au moyen de la contribution de l'Etat lui est payée, mais l'intervention de l'Etat dans la constitution de la rente de survie est limitée à la différence entre la rente totale de 240 francs et la part contributive de l'Etat dans la constitution de la rente-vieillesse. Toutefois, la contribution de l'Etat est

limitée à un versement annuel maximum de 288 francs inscrit au compte de l'assujetti. »

ART. 11. — La Commission a demandé au Gouvernement la procédure qui sera suivie pour la perception de la cotisation patronale *des ouvriers travaillant habituellement concurremment ou successivement, au cours du mois pour plusieurs patrons* (par exemple dockers, ouvriers à la pièce, travailleurs à domicile, etc.).

Le Gouvernement a répondu qu'à son avis chaque patron serait tenu de verser *un pourcentage du salaire payé*, jusqu'au moment où le total des sommes versées atteindra le montant de la cotisation annuelle minimum. Dès que ce minimum aura été versé, les patrons ne seront plus tenus d'effectuer le versement qui leur incombe.

En ce qui concerne les ouvriers temporaires, il y a lieu de remarquer que pendant le temps où ils sont occupés pour le compte d'un patron, le titre I de la loi leur est applicable. Ils seront donc tenus d'effectuer les versements prescrits et auront droit à la cotisation patronale et à l'intervention de l'État. Mais pendant le temps où ils ne seront pas occupés pour le compte d'un patron, ces intéressés ne sont plus assujettis et ne tombent plus sous l'application du titre I de la loi. Mais ils pourront opérer des versements comme assurés libres et ainsi ils pourront bénéficier de la contribution de l'État.

ART. 12. — Le montant du versement personnel et celui de la cotisation patronale ayant été fixés au taux *minimum* déterminé aux articles 5 et 6, le texte de cet article doit pour être mis en corollaire avec les dispositions des dits articles, être modifié comme suit :

§ 1. A constituer « au minimum » les rentes suivantes :

L'intervention de l'État dans la constitution des différentes rentes étant garantie et son montant étant fixé à l'article 9, il nous a paru préférable de déterminer uniquement dans cet article 12 le montant des rentes à constituer au moyen des versements personnels et des cotisations patronales, soit donc une rente-vieillesse personnelle de 480 francs, une rente de survie de 240 francs et une rente-vieillesse au profit de l'épouse de 480 francs.

En ce qui concerne cette dernière rente, votre Commission a estimé qu'elle devrait être portée à 720 francs, soit 480 francs à constituer au moyen des versements personnels et des cotisations patronales et 240 francs au moyen de la contribution de l'État.

Cette augmentation se justifie pleinement par le fait des charges incombant aux deux époux qui, à l'âge de 63 ans, désirent rester ensemble.

Nous savons que cette augmentation constitue une nouvelle charge financière.

En suite des amendements apportés par la Commission aux articles 5 et 6 du projet, le montant annuel total du versement personnel des assujettis et de la cotisation patronale est fixé à 72 francs au lieu de 48 francs.

Mais pour pouvoir assurer à l'épouse de l'assujetti : 1) une rente de survie, en cas de décès du mari, de 360 francs et 2) une rente de vieillesse de

720 francs, il serait indispensable de disposer, outre la ressource de 72 fr. dont il est question ci-dessus, d'une contribution de l'Etat de 120 francs pour la rente de survie et de 240 francs pour la rente-vieillesse.

Or, le Gouvernement a nettement marqué sa volonté de voir limitée à 240 francs sa part globale d'intervention dans la formation des rentes à constituer pour l'épouse de l'assujetti. A noter d'ailleurs que son intervention dans la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti est limitée à 240 fr. et il ne paraît pas qu'il doive s'imposer une charge plus considérable au profit de l'épouse de l'assujetti que de l'assujetti lui-même.

Cette décision du Gouvernement ne serait cependant pas un obstacle à la réalisation partielle du desideratum de la Commission : la solution suivante pourrait être adoptée :

a) Le montant de la rente-vieillesse de l'assujetti et celui de la rente-vieillesse de l'épouse seraient également fixés à 720 francs. Ces rentes, payables à 65 ans, seraient constituées au moyen des versements personnels et des cotisations patronales (480 francs) et de la contribution de l'Etat (240 francs).

Ainsi donc les deux conjoints bénéficieraient, lorsqu'ils auraient atteint chacun 65 ans, d'un revenu global de 1,440 francs.

b) Si l'époux vient à décéder après que sa femme aura atteint l'âge de 65 ans et sera donc entrée en jouissance de sa rente-vieillesse de 720 francs, il ne sera accordé à celle-ci qu'une rente de survie de 240 francs, l'Etat ne s'étant engagé au profit de l'épouse de l'assujetti qu'à concurrence d'une rente de maximum 240 francs et celle-ci étant comprise dans la rente-vieillesse il n'a plus à intervenir dans la constitution de la rente de survie.

Les ressources de la veuve de l'assujetti s'élèveraient donc à 720 francs + 240 francs = 960 francs.

c) Si l'assujetti vient à décéder avant que sa femme ait atteint l'âge de 65 ans, celle-ci bénéficiera immédiatement de sa rente de survie dans laquelle sera comprise la contribution de l'Etat telle qu'elle est fixée dans le projet. A 65 ans, l'intéressée entrera en jouissance de sa rente-vieillesse, mais alors le maximum d'intervention de l'Etat sera limité à la différence entre 240 francs et sa part contributive dans la rente de survie.

ART. 12. — En vue de donner satisfaction au désir exprimé par la *Commission des familles nombreuses* dans sa note insérée ci-après (articles 19 et 20), votre Commission vous propose de modifier la répartition de la rente de survie entre les orphelins de père et de mère telle qu'elle est prévue dans le projet de loi et d'accorder à chacun d'eux une allocation uniforme de 120 francs. Cette allocation leur sera payée par le Fonds spécial en même temps que la majoration prévue aux articles 19 et 20 mais cet organisme aura le droit de percevoir, en compensation, le montant de la rente de survie dont bénéficiait la veuve de l'assujettie ou de l'assuré libre. Et ainsi chaque orphelin de père et de mère recevra jusqu'à l'âge de 16 ans, une rente de 240 francs.

Le texte de l'article 12 et celui de l'article 9 ont été amendés en ce sens.

ART. 14. — En suite de l'amendement apporté à l'article 3, 2^e paragraphe

du projet en vertu duquel le montant du versement des assujettis du sexe masculin, célibataire, veuf ou divorcé de 18 ans et plus a été porté à 5 francs, la somme fixée au paragraphe 2 du même article doit être augmentée et fixée à 4,800 francs.

ART. 16. — Vu les amendements apportés aux articles 5 et 6 et augmentent pour les assujettis du sexe masculin âgés de 18 ans et plus le montant du versement personnel et de la cotisation patronale, il a paru qu'il était nécessaire de modifier également la répartition des sommes ainsi versées entre les différents comptes.

Dès le principe de l'affiliation, 50 p. c. soit 36 francs seraient affectés à la constitution de la rente vieillesse personnelle de l'assujetti et de 50 p. c. soit 36 francs à la constitution de la rente de survie et ensuite de la rente de vieillesse de l'épouse. Dès que la rente-vieillesse personnelle de 480 francs de l'assujetti serait constituée, la totalité des sommes versées soit 72 francs seraient affectées à la constitution de la rente de survie et de la rente-vieillesse de l'épouse.

ART. 19 et 20. — Il est désirable que l'aide supplémentaire apporté à la veuve qui a charge d'enfants soit plus effective qu'elle ne l'est par le projet. La Commission propose en conséquence de porter la majoration prévue de 60 francs à 120 francs.

A ce sujet la Commission des *familles nombreuses* nous a fait parvenir une note que nous nous plaçons de communiquer à la Chambre.

Voici cette note :

La *Commission des familles nombreuses* prend acte de ce que le projet de loi sur les pensions de vieillesse réalise parallèlement à l'assurance en vue de la vieillesse, l'assurance au décès prématuré du chef de famille, en garantissant à la veuve une pension de survie augmentée de 60 francs par enfant à charge et réversible après la mort de la veuve sur la tête des orphelins.

Elle se félicite de voir ainsi la notion de la famille introduite dans le régime futur de l'assurance.

En vue de voir accentuer cette tendance si intéressante de la législation nouvelle, elle émet les vœux que voici :

1° Il est désirable que l'aide supplémentaire apporté à la veuve chargée d'enfants soit plus effective qu'elle ne l'est au projet ; il n'en sera ainsi que si le supplément de rente par tête d'orphelin est porté à 120 francs. Il reste vrai que dans un système établi sur ces bases, chaque membre de la famille est relativement d'autant moins avantagé que celle-ci compte plus d'enfants : en effet, les taux actuels donneraient pour chaque membre de la famille 210 ; 160 ; 130 ; 120 francs, selon que la veuve aura 1, 2, 5 ou 4 enfants. Mais cette infériorité de situation des familles nombreuses trouve une compensation dans le fait d'une certaine réduction possible dans les frais d'entretien et d'éducation, ceux-ci étant communs pour partie à plusieurs enfants. Toujours est-il que le chiffre de la rente doit néanmoins représenter un appoint suffisant dans les ressources de la famille d'autant plus que la mère

absorbée par la direction et les besoins de son ménage sera dans l'impossibilité matérielle de promériter un salaire par son travail personnel. Ce but ne peut être atteint que si le chiffre de la rente des orphelins est fixé à 120 francs, montant d'ailleurs prévu par l'avant-projet de la Commission des Assurances Sociales.

2° Il est désirable qu'il soit remédié à l'inégalité flagrante de situation existant pour les orphelins de père et de mère et dont seraient victime les enfants de familles nombreuses. Il est à noter, en effet, qu'après la mort de la mère, la rente de survie, par réversibilité sur la tête des enfants permet d'assurer une rente de 216 francs, s'il y a un enfant, rente qui s'augmentera du supplément de rente de 60 francs et s'élèvera à 276 francs; 278 francs, s'il y a 2 enfants, soit $144 + 60 = 204$ francs; 360 francs, s'il y a 3 enfants, soit $120 + 60 = 180$ fr.; 560 fr., s'il y a 4 enfants, soit $90 + 50 = 130$ francs, la rente décroissant par tête à mesure que la famille comptait plus d'enfants. Pour réaliser une réforme juste et répondant au but d'humanité de la loi, il y a lieu d'assurer à chaque enfant une rente approximativement égale. L'argument de la réduction des frais communs, indiqué ci-dessus, pour compenser l'infériorité de situation des familles nombreuses, n'existe plus dans l'hypothèse à considérer, car après le décès de la mère, *il est fort probable que les enfants ne resteront pas, dans la majorité des cas, réunis à un même foyer.* Ils seront confiés soit à d'autres membres de la famille, soit à des établissements charitables, et souvent séparément. Pourquoi faut-il, pareille éventualité se présentant, que chaque orphelin ait à pâtir de ce qu'il ait appartenu à une famille nombreuse ? Le moins qui se doive atteindre en l'occurrence, est l'égalité de traitement, et dans des conditions telles, quant au taux de la rente que celle-ci soit véritablement suffisante en vue du but poursuivi. Les majorations en ce cas, ne devraient pas être uniformément de 60 francs (ou 120 si la présente résolution est suivie), mais devraient varier d'après le chiffre de la rente attribué par tête d'enfant et de façon à réaliser pour chaque orphelin une rente d'environ 225 à 250 francs.

CHAPITRE III.

ART. 25 à 28. — Ainsi que nous l'avons dit ci-dessus, en suite de l'engagement pris par le Gouvernement d'accorder son intervention jusqu'au moment où il aura été constitué, au moyen de celle-ci, une rente-vieillesse personnelle de 240 francs et une rente globale de 240 francs au profit de l'épouse, le chapitre III, qui accorde aux assujettis la faculté d'opérer volontairement des versements complémentaires donnant droit dans des limites déterminées, à une intervention complémentaire de l'État, est rendu inutile.

La Commission propose donc de le supprimer.

CHAPITRE IV.

ART. 29. — En suite des amendements apportés aux articles 5 et 6, le texte de l'article 29 doit être modifié comme suit :

« Tant que les versements « minima » obligatoires régulièrement effec-

tués, y compris la cotisation « minimum » patronale et la contribution de l'Etat...

ART. 30. — La Commission, d'accord avec le Gouvernement, a décidé qu'il y avait lieu de supprimer le mot « personnellement » et de rédiger l'article 30 comme suit : « dont il est question au titre IV ci-après. Toutefois, il doit avoir été versé au compte de l'intéressé pour la constitution de la rente-vieillesse au minimum... »

Il ne serait pas toujours possible de vérifier si les versements prévus au dit article ont été effectués personnellement par l'intéressé lui-même. Et d'autre part comment empêcher un tiers ou un organisme quelconque, officiel ou privé, d'opérer un versement au profit d'un assujetti ou d'un assuré libre puisque cette condition affecte également cette dernière catégorie des bénéficiaires de la loi, en vue de pouvoir faire obtenir aux intéressés la majoration prévue à l'article 29.

ART. 30, § 5. — Il y a lieu de remarquer, que l'obligation d'effectuer des versements cesse lorsqu'il aura été constitué au moyen des versements personnels et des cotisations personnelles au profit de l'assujetti une rente-vieillesse de 480 francs. Or, il se présentera que cette rente aura pu être constituée, avant que l'assujetti ait atteint l'âge de 51 ans et ainsi en droit il ne sera plus tenu à aucun versement. Comment pourra-t-il bénéficier des avantages consentis ici ; sera-t-il tenu d'effectuer volontairement des versements de 51 à 63 ans ?

La Commission a jugé que l'intéressé ayant constitué la rente dont il s'agit dans un délai plus restreint en effectuant à cette fin des versements plus élevés que les minima obligatoires, devait pouvoir dès lors obtenir la majoration sans devoir pour cela opérer de nouveaux versements.

Elle a donc inséré à cette fin l'amendement suivant à la suite de l'article 30.

1°

2° A tous ceux qui étant titulaire d'une rente-vieillesse de 480 francs, non compris la rente constituée au moyen de la contribution de l'État auront été salariés dans les conditions prévues à l'article 1^{er}, pendant chacune de ces années.

TITRE II.

ART. 52, § 2. — La Commission ayant modifié le maximum de salaire au delà duquel le salarié ne sera plus tenu par la loi, vous propose d'augmenter dans la même proportion, le montant maximum des revenus dont doivent disposer les assurés libres pour pouvoir bénéficier des primes de l'Etat.

Ce nouveau maximum serait également augmenté de 1,000 francs par enfant âgé de moins de 16 ans.

Le texte de l'article 2, § 2 est donc amendé comme suit :

..... et dont les revenus ne dépassent pas 15,000 francs, âgés de 6 ans au moins. Ce maximum est augmenté de 1,000 francs par enfant âgé de moins de 16 ans.

§ 3. — Pour les raisons exprimées à l'article 2, la Commission décide qu'il y a lieu de supprimer le paragraphe 3 de cet article.

ART. 53. — Il y a lieu de mettre les dispositions de cet article en concordance avec les dispositions de l'article 9. Pour les assurés libres comme pour les assujettis, l'État interviendra jusqu'à constitution, au moyen de sa contribution, d'une rente-vieillesse personnelle de 240 francs, et d'une rente globale de 240 francs au profit de l'épouse.

Le texte de l'article 53 doit donc être complété :

... Les primes de l'État sont accordées dans les limites et conditions fixées à l'article 9 de la présente loi. Sauf...

ART. 54. — Les limites de l'intervention de l'État étant déterminées à l'article 9 et à l'article 53, il n'est plus nécessaire de fixer le montant des sommes subsidiables que peuvent verser les assurés libres. Il suffit d'indiquer la destination qui peut être donnée par ces assurés aux versements qu'ils effectuent.

D'autre part, ils n'est pas nécessaire de prévoir la constitution par l'assuré libre d'une rente de vieillesse au profit de son épouse. Celle-ci bénéficiera, en effet, des primes de l'État du moment où des versements auront été effectués à son profit.

En conséquence l'article 54 doit être modifié comme suit :

Les primes sont accordées :

a) En ce qui concerne les épouses et les enfants légitimes des assujettis et des personnes assurées dont les revenus ne dépassent pas le maximum fixé à l'article 52, pour les versements destinés à la constitution d'une rente de vieillesse ;

b) En ce qui concerne les personnes dont les revenus ne dépassent pas le maximum fixé à l'article 52 :

1° Pour les versements opérés pour la constitution d'une rente de vieillesse personnelle ;

2° Pour la constitution d'une rente de survie ou si l'assuré est célibataire du sexe masculin, veuf ou divorcé, pour la constitution d'un capital destiné à être converti en rente de survie en cas de mariage ou de remariage.

ART. 55. — Pour les motifs indiqués à l'article 50, il y a lieu de modifier les dispositions du paragraphe 2 de cet article comme suit :

« Il devra en outre avoir été versé à leur compte pour la constitution de la » rente de vieillesse..... »

En suite des modifications apportées aux dispositions de l'article 54, celles du paragraphe 4 de l'article 53 doivent être complétées : il est indispensable de fixer le montant minimum de la somme qui aura dû être versée annuellement par l'assuré libre en vue de la constitution de la rente de survie pour que la veuve ait droit aux majorations prévues aux articles 17 et 19 :

Reprenant simplement les dispositions de l'article 54 (texte du Gouvernement) la Commission a fixé ce montant à 56 francs pour tous les assurés mariés, célibataires, veufs ou divorcés. C'est d'ailleurs la quotité du montant

total annuel du versement personnel et de la cotisation patronale affectée à la constitution de la rente de survie des assujettis.

Ce paragraphe doit être modifié comme suit :

« A condition que l'assuré ait opéré annuellement pour la constitution de la rente de survie un versement minimum de 36 francs dans le cours de chacune..... »

MESSIEURS,

Votre Commission a approuvé à l'unanimité, moins trois abstentions, le projet de loi qui vous est soumis. Elle prie la Chambre de le voter à son tour dans le plus bref délai possible, attendu que la préparation de son exécution demandera un temps assez long. Pour pouvoir faire fonctionner la loi à partir du 1^{er} janvier 1926, il semble indispensable que la loi soit votée au cours de la session actuelle.

Dans tous les cas elle ne pourra entrer en vigueur le 21 janvier 1925 ; Aussi nous vous demandons, d'accord avec le Gouvernement, de proroger la loi du 20 août 1920 et de la rendre applicable aux vieillards nés avant le 1^{er} octobre 1861.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

Note de la Minorité.

Ainsi que le rapporteur, M. Heyman, l'indique au début de son travail, il n'y a pas unanimité, ni à la Chambre, ni à la Commission spéciale, sur la solution définitive à donner à l'assurance en vue de la vieillesse. La minorité désire qu'avant tout débat son point de vue soit précisé ; c'est l'objet de la présente note.

La loi du 20 août 1920 est basée sur le principe de la *pension gratuite ou nationale* ; elle part de cette idée que la collectivité doit aux vieillards la paix matérielle pour leurs vieux jours, tout comme l'État la garantit à tous ses agents, membres du clergé, magistrats, officiers, professeurs, instituteurs, fonctionnaires, agents ou ouvriers, qui ont consacré leur vie à le servir, aucun ne faisant de versement pour sa pension de retraite.

La loi du 20 août 1920 s'inspirait aussi des exemples fournis par divers pays où les idées de prévoyance et l'esprit de solidarité nationale sont au moins aussi développées qu'en Belgique, le Danemark (loi du 9 avril 1891) et l'Angleterre (loi de 1908), et où les pensions de retraite sont gratuites. Elle fut aussi dictée par la nécessité de faire, tout de suite, justice aux vieillards sans ressources, sans leur infliger le martyre d'une longue attente par un résultat hypothétique.

La loi du 20 août 1920 évitait aussi ce qu'avaient donné, au lendemain de la

guerre, en résultats dérisoires, vu la dévalorisation des monnaies, tous les systèmes d'assurances basés sur la capitalisation; faut-il rappeler la faillite lamentable des fameuses et tant vantées assurances allemandes, aboutissant, après plus de trente ans de fonctionnement, à de minimes rentes de vieillesse de 280 à 300 marks l'an; faut-il attirer l'attention sur l'échec de la loi française de 1910 dont le remaniement s'impose déjà et se fait attendre, tandis que les vieillards vivent sans ressources ?

*
* * *

On avait fait, à la loi de 1920, plusieurs reproches; *elle ne favorisait pas la prévoyance*; après que les travailleurs sont déjà entraînés, et seront sans doute tenus demain, à s'assurer contre la maladie, contre l'invalidité, contre le chômage, pour avoir un bon service médical et pharmaceutique, pour garantir à leurs compagnes en couche une délivrance entourée de soins et exempte de soucis, faut-il donc encore les faire de force participer à des versements à *capital abandonné* dont la moitié d'entre eux ne retireront jamais aucun fruit? Et l'effort de prévoyance qu'ils font au sein de leurs syndicats n'est-il pas le plus éducatif de tous; ne faut-il pas songer à vivre, à vivre mieux, et à bien élever sa famille, avant de thésauriser pour une vieillesse hypothétique ?

D'aucuns ont clamé aussi que la pension gratuite constituerait *une ruine pour l'État*; au moment du vote de la loi du 20 août 1920, nous avons essayé de faire quelques pronostics et nous parlâmes de l'éventualité de voir octroyer la pension à 200,000 ou 220,000 bénéficiaires; les tableaux fournis par le Département, accusant 222,182 pensionnés pour 1921, montrent que nous avons vu juste, et la somme totale déboursée pour la même année, 117 millions, prouve combien ces appréhensions étaient injustifiées: qu'est-ce que c'est cette somme, à charge de l'État, pour les 5/8, à côté des charges de notre établissement militaire? Du reste, quelque soit le système, n'est-ce pas le travail national qui doit lui procurer des ressources?

Mais on fait à la loi de 1920 un reproche plus sérieux; *elle soumet les bénéficiaires à des enquêtes humiliantes*; or, la loi nouvelle proposée ne les évite pas et, de plus, ce reproche signifie sans doute que la loi actuelle n'est pas assez large, que certaines catégories de travailleurs devraient en jouir de droit; nous tomberons facilement d'accord sur ce dernier point, si nos honorables contradicteurs veulent nous suivre; en effet, nous trouvons aussi qu'il est pénible de contester sa rente de vieillesse à un vieux travailleur, à un vieil artisan, à un vieux cultivateur, parce qu'il gagne encore quelques sous; seulement, en 1920, nul ne savait où le pays allait, on raisonnait encore avec l'idée que le franc reprendrait vite sa valeur; rien n'est plus aisé que de remédier à ce vice, il suffit de se montrer plus large dans les immunisations de ressources; quant à l'enquête, le receveur et le contrôleur des contributions, pour appliquer l'impôt sur le revenu, ne la font-ils pas, tout aussi vexatoire?

D'autre part, nul ne contestera que *le régime de la pension gratuite est le moins onéreux quant aux frais d'administration*; l'assurance basée sur des versements coûte cher, très cher, à gérer; tous les frais de mise en train, de fixation et de répartition des pensions gratuites n'ont pas atteint plus de 1,570,079 fr. en

1921 et sont tombés à 818,179 fr. en 1922, soit 0.70 p. c. de la dépense totale tandis qu'on est allé jusqu'à 10 p. c. en Allemagne; nul ne peut dire ce que coûtera le régime proposé, car le projet n'indique rien quant à son application et beaucoup reculeraient peut-être devant la paperasserie qu'il va faire naître.

Enfin, n'y a-t-il pas une grosse injustice à obliger des travailleurs à faire des versements à fonds perdus, pour obtenir une pension hypothétique, dans un organisme, la Caisse d'Épargne, qui ne leur assure qu'un minimum de revenu de leurs dépôts? En outre, est-il juste de faire participer les patrons à ces fonds d'assurances d'après le nombre d'ouvriers qu'ils emploient, sans tenir compte des profits qu'ils retirent du travail de ceux-ci; il y a longtemps que le profit industriel a cessé d'être en relation avec le nombre des salariés occupés.

* .

Si notre pratique parlementaire le permettait, voici les dispositions que nous soumettrions à la Chambre, dans le dessein d'améliorer la loi actuelle, opposant ainsi un contre-projet à celui du Gouvernement :

a) Afin d'éviter les enquêtes humiliantes ou vexatoires, tout vieil ouvrier ou employé, établissant à 65 ans qu'il a vécu en salarié durant *trente ans*, aurait de plein droit la pension minimum de 720 fr., 660 fr. ou 600 fr. selon les localités.

b) Afin d'encourager les vieux artisans, négociants ou cultivateurs à continuer, dans la mesure du possible, leur labeur, l'immunisation de leurs ressources serait élargie de telle sorte qu'ils puissent continuer à se faire au plus 2,400 fr. de revenus par an, sans être privés du bénéfice de la pension qui serait réduite successivement dans la mesure où ces revenus dépasseraient 2,400 francs.

c) Afin de ne point porter atteinte à l'effort de prévoyance personnelle de certaines catégories qui essayent d'acquérir leur maison ou de se créer une rente, seraient incriminés, en outre, à concurrence de 560 francs l'an, la rente personnelle acquise, et à concurrence d'une valeur à déterminer par arrêté royal, et par région, la valeur de l'habitation personnelle.

d) Afin de continuer à marquer, au point de vue moral comme au point de vue légal, le devoir qu'ont les enfants se trouvant dans l'aisance d'entourer leurs parents de soins pieux, il serait toujours tenu compte dans le calcul des ressources de 50 p. c. des pensions alimentaires, à déterminer par arrêté royal, que les enfants sont sensés leur verser et le Département des Finances serait chargé de récupérer ces pensions alimentaires.

Nous croyons que dans ces conditions, la plupart des griefs faits à la loi du 20 août 1920 disparaîtraient; les conséquences financières n'en seraient pas tellement graves; nous estimons qu'une *vingtaine* de millions (1/6 de la dépense totale actuelle) suffiraient, et c'est peu de chose si on tient compte de l'énormité de certains dépenses contestables et de l'ensemble du budget.

Toutefois, tout en considérant que ces modifications amélioreraient notablement la situation actuelle, les membres de la minorité voudraient qu'on y ajouta un complément très important, et par lequel les versements individuels, à capital abandonné ou réservé, avec participation des patrons, peuvent se justifier.

La plupart des ouvriers de l'industrie atteignent, en effet, difficilement l'âge de

65 ans ; notre collègue M. Baelis, d'Ostende, a démontré que rares sont les pêcheurs et les marins qui arrivent à 60 ans ; n'en est-il pas de même dans beaucoup d'autres professions : typographie, clicherie, verrerie, industrie chimique, etc. Le Département a répondu à la Commission qu'il ne pouvait fournir de statistiques quant à la durée de la vie de certaines catégories ; il eut cependant pu donner les chiffres contenus dans certains travaux bien connus :

Dans le Traité d'hygiène du Dr Chantemesse, on trouve les données des Drs Ogle et Fatham, souvent cités, et d'après lesquelles, en Angleterre, pour 100 personnes âgées de 25 à 60 ans, et venant à mourir dans les régions agricoles, il en mourait 139 dans l'ensemble du pays, 165 à Londres et 162 dans les centres industriels.

Au VII^e Congrès d'Hygiène, tenu à Londres, d'après le livre des Drs Roth, Kraft et Bluhm, il résulte que, pour des gens âgés de 25 à 65 ans, quant la mortalité est de 100 chez les ecclésiastiques, elle atteint 108 chez les jardiniers, 126 chez les ouvriers agricoles, 148 chez les charpentiers, 158 chez les employés de magasin, 175 chez les ouvriers du fer, 186 chez ceux de la laine, 196 chez ceux du coton, 210 chez les relieurs, 214 chez les verriers, 216 chez les travailleurs de plomb, 267 chez les cafetiers (!), 313 chez les potiers et les faïenciers, 351 chez les ouvriers d'usines à zinc !

Dès lors, y aurait-il rien de plus équitable et de plus humain que d'abaisser, pour diverses catégories, comme on le fait pour les mineurs, l'âge de la retraite possible, sous les seules conditions : 1^o d'un certain nombre d'années de travail dans la même industrie, vingt-cinq ou trente ans ; 2^o d'un versement ouvrier et patronal régulier, calculé sur les salaires, durant le même laps de temps. Cette pension acquise viendrait s'ajouter à la pension gratuite de l'Etat ; toutefois, celle-ci serait réduite, de 720 à 600 francs par exemple, dans le cas où on en prendrait jouissance à 55 ans, et à 660 francs dans le cas où on prendrait jouissance à 60 ans, quitte à l'augmenter de 12.50 par an jusqu'au maximum prévu.

De toute façon, la pension dépasserait les taux minima actuels.

*
* *

Pour les catégories qui devraient en tous cas attendre l'âge de 65 ans, on conçoit très bien qu'on puisse, que la loi organise un système de versements obligatoires, à capital abandonné ou réservé, dont la rente acquise à 65 ans *viendrait s'ajouter à la pension gratuite* minimum versée par l'Etat. Ainsi seraient atteints deux résultats : l'esprit de prévoyance cher à tant de nos collègues serait sauvegardé et les pensions seraient notablement améliorées ; elles pourraient l'être de 360 francs par an, et par conjoints, sans que ceux-ci perdent rien sur la pension gratuite minimum.

*
* *

On nous objectera que ce régime ne prévoit rien pour les veuves et les orphelins ; rien ne serait plus simple que de les assurer par l'extension de la mutualité rendue obligatoire de telle sorte que la veuve pourra obtenir 720 francs par an et chacun des enfants en bas-âge, au moins 360 francs ; le régime de la réassur-

rance est entré dans nos mœurs ; que l'État intervienne pour 75 p. c. des cotisations à verser et le résultat sera atteint, avant un an, par le système de la répartition, moins coûteux, plus rapide et plus simple ; certains pouvoirs sont du reste entrés dans cette voie et subventionnent les mutualités qui organisent des caisses pour les veuves et les orphelins ; quant aux communes, les orphelins leur coûtent probablement déjà maintenant ce qui leur serait demandé ; aucune objection grave ni aucun obstacle sérieux ne peuvent donc être opposés à une telle suggestion, simple et pratique.

*
* *

De telle sorte que, sans bouleverser profondément le régime actuel, sans une grosse dépense annuelle, en garantissant aux vieillards des avantages accrus, nous croyons que le système de la minorité répondrait mieux aux vœux des travailleurs, ouvriers, employés, artisans, cultivateurs ! Et nous espérons encore que la Chambre voudra réfléchir avant de voter un projet qui va nécessiter la mise en train d'un appareil administratif terriblement compliqué et coûteux, sans apporter aux vieux travailleurs aucune amélioration à leur sort et exigeant d'eux 30 à 40 millions de versements par an, à fonds perdu.

JOSEPH WAUTERS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1924.

Wetsontwerp

op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood (1)

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MINE HEEREN,

De wet van 20 Augustus 1920, op de ouderdomspensioenen werd door de Kamer, in zitting van 15 Juli van hetzelfde jaar, met algemeene stemmen — min twee onthoudingen — aangenomen. Al de sprekers, welke aan de besprekingen deelnamen, waren het eens om te bekennen dat, ten aanzien van den benarden toestand waarin zich vele ouderlingen van 65 jaar ten gevolge van de oorlogsomstandigheden bevonden, spoedige maatregelen dienden getroffen om aan deze ongelukkigen voldoende bestaansmiddelen te bezorgen.

Maar indien de Kamer het eens was nopens de noodzakelijkheid der onmiddellijk te nemen maatregelen, toch blijkt het evenzeer uit de besprekingen, dat zij het volstrekt niet eens was nopens de definitieve oplossing welke voor de toekomst aan het ouderdomspensioenvraagstuk diende gegeven te worden.

De twee richtingen, de eerste welke den *socialen onderstand* concretiseert in het stelsel van het zoogenaamd kosteloos pensioen, en de tweede welke de *socialen verzekering* concretiseert in het stelsel van de verplichte bijdrage van den verzekeringsplichtige, den patroon en den Staat, kwamen hier ook tot uiting.

Ten einde de noodlijdende ouderlingen onmiddellijk te kunnen ter hulp komen werd het pleit onbeslist gelaten en sprak zoowel de Kamer, als de Regeering en

(1) Wetsontwerp, n^o 48 (1922-1925).

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor den Handel, de Nijverheid, den Arbeid en de Sociale Verzekeringen en Voorzorg* : de heeren Pirmez, voorzitter, Branquart, De Bruycker, De Bruyne (René), Delattre, de Liedekerke, Delvigne, Falony, Heyman, Neven, Pater, Pecher, Troclet, Van Caenegem, van Schuylenbergh en Wauters.

b) *De leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Vergels, de Liedekerke, Donnay, Pierro, Troclet en Vanden Corput.

als de Middenafdeeling het als hunne meening uit, dat de wet van 20 Augustus 1920 moest worden aangezien als een voorloopige en tijdelijke oplossing, die de definitieve oplossing voor de toekomst geheel open liet.

Thans is bij de Kamer een wetsontwerp aanhangig gemaakt voor, dat gesteund op de maatschappelijke verplichte verzekering, aan het ouderdomspensioenvraagstuk eene definitieve en volledige oplossing doelt te geven.

Wij moeten het ons niet ontduiken dat het ontwerp der Regeering er een is, van vréstrekkende sociale beteekenis. Het voert ten eerste de *verplichte* verzekering in voor al de arbeiders van beiderlei kunne, met het doel een ouderdomsrente van 720 frank te verzekeren aan den verzekeringsplichtige. Het voorziet daarenboven eene overlevingsrente van 560 frank ten behoeve van de echtgenoot van den verzekerde, alsmede van zijn wettige kinderen; het stelt verder eene ouderdomsrente vast van 360 frank ten behoeve van de echtgenoot van den verzekerde (art. 12); het bepaalt eindelijk dat aan de weduwe, voor elk wettig kind van minder dan 16 jaar, een jaarlijksche toeslag verleend wordt van 60 frank (art. 19).

Een ander voornaam nieuwigheid op het gebied van het ouderdomsverzekeringswezen is het toekennen van Staatspremiën aan de *vrije verzekerden*.

Dit zoo omvangrijk wetsontwerp, stelt dan ook menig tamelijk ingewikkeld problema.

Ten einde de Kamer toe te laten het ontwerp der Regeering methodisch te kunnen instudeeren hebben wij dit verslag in eene reeks hoofdstukken ingedulst, waarin de volgende punten worden behandeld :

- 1^o Eene korte, samengevatte uiteenzetting der wet ;
- 2^o De uitslagen van de toepassing der wet van 20 Augustus 1920 ;
- 3^o De gebreken der wet van 20 Augustus 1920 ;
- 4^o De vraag te beantwoorden : Schaft het ons voorgestelde wetsontwerp der Regeering het kosteloos pensioen af ?
- 5^o De vragen mede te deelen welke door de leden der Commissie aan de Regeering werden gesteld en het antwoord dat er op gegeven werd ;
- 6^o Eene korte samenvatting der vreemde wetgeviingen op gebied van ouderdomsverzekering ;
- 7^o Onderzoeken der artikelen met opgave der wijzigingen welke er door de Commissie worden in voorgesteld.

HOOFDSTUK I.

TOELICHTING VAN DE WET.

Wij zullen niet opnieuw uitweiden over den samenhang van het wetsontwerp : deze werd klaar uiteengezet in de Memorie van Toelichting. Het zal voldoende zijn beknopt aan de hoofdbeschikkingen te herinneren, met inachtneming van de door de Commissie ingediende amendementen

A. — De gerechtigden.

Twee soort personen worden toegelaten om de voordeelen door het wetsontwerp voorzien te genieten :

- 1^o de verzekeringsplichtigen die stortingen *moeten* doen en die recht hebben op eene patroonsbijdrage en eene tegemoetkoming van den Staat.

Het zijn de loonhebbenden van beiderlei kunne wier jaarlijksche vergelding niet een bepaald maximum overschrijdt;

2^o de vrije verzekerden die stortingen *mogen* doen; zij hebben recht op eene bijdrage van den Staat, doch genieten geen patroonsbijdrage. Iedereen kan vrije verzekerde zijn, wanneer het jaarlijksch inkomen niet een bepaald maximum overschrijdt.

B. — Bedrag der stortingen.

1^o *Persoonlijke stortingen.*

a) De verzekeringsplichtigen *moeten* maandelijks een minimum van 3 frank storten: echter wordt het bedrag van de persoonlijke storting der ongehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen, min dan 18 jaar oud, en dat van de vrouwelijke verzekeringsplichtigen vastgesteld op 1 frank;

b) De vrije verzekerden bepalen zelf het bedrag van hunne stortingen; geen minimum is verplichtend.

2^o *Patroonsbijdrage.*

De werkgever is verplicht maandelijks voor ieder loontrekkende, in zijn dienst, bij de jongste maandbetaling, een minimum te storten van 1 frank, indien het ongehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen betreft, min dan 18 jaar oud, of vrouwelijke verzekeringsplichtigen, en 3 frank voor al de overige verzekeringsplichtigen.

3^o *Staatsbijdrage.*

a) De Staatsbijdrage, waarvan het jaarlijksch beloop wordt vastgesteld bij artikel 9, wordt in dezelfde verhoudingen verleend aan de verzekeringsplichtigen en aan de vrije verzekerden; aan de eenen zooals aan de anderen verleent de Staat zijne tegemoetkoming tot het oogenblik dat daarmede eene persoonlijke ouderdomsrente van 240 frank en eene totale rente van 240 frank ten bate der echtgenooten zal gevestigd zijn: deze laatste rente wordt toegevoegd aan de overlevingsrente of aan de lijfrente volgens de omstandigheden bij artikel 9 bepaald. Echter wordt de Staatsbijdrage beperkt op eene jaarlijksche gezamenlijke storting van 288 frank;

b) Daarenboven komt de Staat tusschenbeide in de vestiging der overlevingsrente door het verleenen van eene verhooving van 120 frank, wanneer eene overlevingsrente van 560 frank niet zal gevestigd zijn. Echter mag het geheel bedrag der overlevingsrente en der verhooving niet 560 frank overschrijden. Deze verhooving wordt onvoorwaardelijk verleend aan de weduwen der verzekeringsplichtigen. De weduwen der vrije verzekerden kunnen dezelve slechts genieten, dan wanneer zij in den loop der vijf jaren die het overlijden van hun man zijn voorafgegaan, een minimum hebben gestort van 56 frank voor het vestigen der overlevingsrente;

c) Eindelijk, verleent de Staat aan de weduwe eene verhooving van 120 frank per wettig kind.

C. — Bestemming van de stortingen.

1^o Wat de verzekeringsplichtigen betreft, worden de persoonlijke stortingen en de daarbij komende patroonsbijdragen verplichtend bestemd tot het vestigen eener persoonlijke ouderdomsrente van 480 frank, eener overlevings-

rente van 240 frank en eener ouderdomsrente van 480 frank ten bate van de echtgenooten.

2^o De vrije verzekerden bepalen zelf waartoe hunne stortingen moeten aangewend worden.

D. — Overgangstijdperk.

1^o Tot het oogenblik waarop de ouderdomsrente van 720 frank zal kunnen gevestigd worden door middel van verplichte minimumstortingen, verleent de Staat kosteloos, zoowel aan de verzekeringsplichtigen als aan de vrije verzekerden eene renteverhooging wier beloop gelijk is aan het verschil tusschen de rente gevestigd door de regelmatig gedane verplichte stortingen en het maximum van 720 frank.

Het toekennen van deze verhooging is onderhevig aan sommige voorwaarden : namelijk, een minimum aantal stortingen moet gedaan zijn op rekening van den belanghebbende en deze mag niet beschikken over inkomsten wier bedrag hooger zijn dan de verhooging. Zij is echter van rechtswege verschuldigd aan de verzekeringsplichtigen die, van 51 tot 63 jaar, de voorgeschreven stortingen zullen hebben gedaan of die, reeds titularis zijnde van eene ouderdomsrente van 720 frank, gedurende ieder van deze jaren gesalarieerd zullen geweest zijn.

2^o *Kosteloze tegemoetkoming wegens ouderdom.* — Eindelijk, voorziet het ontwerp de toekenning eener kosteloze tegemoetkoming aan de ouderlingen die niet aan de vereischten beantwoorden om de verhooging te genieten. Het bedrag van deze verhooging, bepaald op 600 frank voor de eerste jaren van het in werking treden der wet, zal geleidelijk verminderen om te komen tot 560 frank. De toekenning van de tegemoetkoming is onderworpen aan de vereischten opgelegd door de wet van 20 Augustus 1920 en de besluiten genomen ter uitvoering van deze wet.

HOOFDSTUK II.

UITSLAGEN VAN DE TOEPASSING DER WET VAN 20 AUGUSTUS 1920.

In antwoord op eene vraag, heeft de Regeering aan de Commissie inlichtingen doen geworden aangaande de uitslagen van de toepassing der wet van 1920. Zij heeft de gegeven inlichtingen nog willen aanvullen en ons een zeker aantal statistische tabellen medegedeeld, opgemaakt op den datum van 15 October 1923.

Tabel I geeft aan het getal aanvragen onderzocht door de contrôleurs der belastingen in 1921 en 1922. Deze ambtenaren zien de aanvragen na en bepalen het beloop van het pensioen in eersten aanleg.

De tabellen II, III en IV doen de werking kennen van de gewestelijke commissiën der ouderdomspensioenen in 1921, 1922 en van 1 Januari tot 15 Juli 1923.

De tabellen V, VI en VII geven dezelfde inlichtingen voor wat betreft de provinciale commissiën der ouderdomspensioenen.

Het Koninklijk besluit van 10 November 1920 had twee beroepscolleges voorzien :

1^o de zestig gewestelijke commissiën belast met het onderzoek van de beroepen ingesteld tegen de beslissingen genomen door de contrôleurs der

belastingen en, 2°, de negen provinciale commissiën bij dewelke men kan in beroep komen wanneer de gewestelijke Commissie de beslissing van den contrôleur niet had bevestigd.

Het Koninklijk besluit van 10 April 1923, welke de wijze van indiening en van onderzoek der pensioensaanvragen heeft gewijzigd, voorziet nog slechts een enkel beroepscollege. In uitvoering van de bepalingen van dit besluit, werden de gewestelijke en provinciale Commissiën ontbonden (K. b. van 11 Juni 1923) en negen en vijftig beroepscommissiën werden ingesteld.

Deze Commissiën bestaan uit drie leden, het eerste benoemd door den Minister van Financiën (de Inspecteur van de belastingen uit het gebied), het tweede door de Bestendige Deputatie en het derde door den Minister van Nijverheid en Arbeid, die insgelijks onder de drie leden diengene aanwijst, die belast is met het ambt van secretaris-kashouder. Nemen wij bovendien in aanmerking, dat het lid door den Minister van Nijverheid en Arbeid aangeduid, eene andere politieke meening erop nahoudt dan het lid dat door de Bestendige Deputatie wordt aangesteld.

Tabel VIII vermeldt het getal zaken die, ter uitvoering van artikel 51 van het Koninklijk besluit van 10 November 1920, door den Dienst van Sociale Verzekering en Voorzorg aan de Hoogere Commissie der Ouderdomspensioenen tot onderzoek werden voorgelegd in 1921, 1922 en vanaf Januari tot October 1923.

Dit college, zijnde de hoogste rechtsmacht in zake ouderdomspensioen, is belast met de terechtwijzing der beslissingen welke door de contrôleurs der belastingen en de rechtsmachten van beroep mochten genomen worden in strijd met de wetten, de besluiten en de reglementen. Eveneens geeft het zijn advies over de door den Minister gestelde vragen. Dit college bestaat uit zeven leden : drie leden die bevoegd zijn in mutualiteitsaangelegenheden (een katholiek, een liberaal en een socialist), den algemeenen bestuurder van den Dienst der Sociale Verzekering en Voorzorg, en ten slotte den bestuurder en den onderbestuurder die belast zijn met den Dienst der Ouderdomspensioenen.

Tabel IX vermeldt het getal titels die tot 15 October 1923 door den Dienst der Sociale Verzekering en Voorzorg werden in regel gebracht en opgestuurd.

Ten slotte geeft tabel X enkele aanwijzingen betreffende de uitgaven voor de betaling der ouderdomspensioenen in 1921 en 1922.

Een lid der Bijzondere Commissie had gevraagd, dat de toegekende pensioenen werden gerangschikt volgens het beroep der rechthebbenden. De Regeering heeft echter geantwoord, dat dergelijke opgave niet kon worden opgemaakt. Meestal de aanvragers verklaren geen loon meer te trekken of geen beroep meer uit te oefenen, en de inlichtingen betreffende hun vroeger beroep zijn twijfelachtig.

De uitgaven, gedaan in uitvoering der wet van 20 Augustus 1920, beliepen in 1921 tot fr. 1.570,079.59 en, in 1922, tot fr. 818,179.98.

Deze uitgaven behelzen :

1) De vergoeding aan de contrôleurs der belastingen uitgekeerd voor het onderzoek der aanvragen (2 frank per aanvraag);

2) De vergoeding aan de ontvangers der belastingen uitgekeerd voor de uitbetaling der pensioenen (fr. 0.25 per betaald kwijtschrift);

3) De kosten voor de gewestelijke en de provinciale Commissiën (zittingen, verblijf- en reiskosten alsmede bureelkosten);

4) De vergoeding der secretarissen-schatbewaarders van de gewestelijke en de provinciale Commissiën (vaste vergoeding van 600 frank, evenredige vergoeding van 1 frank per aanvraag);

5) De kosten der Hoogere Commissie voor de ouderdomspensioenen.

6) De vergoeding toegekend aan de tijdelijke beambten in het Middenbestuur gehecht aan den dienst der ouderdomspensioenen;

7) De kosten van drukwerk, papier, enz., voor den dienst der ouderdomspensioenen in het Middenbestuur.

TABEL I.

Getal aanvragen door de controleurs der belastingen onderzocht.

PROVINCIEËN.	In 1921. 1 ^o aanvragen.	In 1922. 1 ^o aanvragen en herzieningen.
Antwerpen	22,490	6,681
Brabant	40,180	9,759
West-Vlaanderen	26,998	6,633
Oost-Vlaanderen	39,945	8,578
Henegouw	43,778	9,862
Luik	30,676	8,229
Limburg	7,744	1,863
Luxemburg	6,926	1,181
Namen	13,228	2,743
Totaal voor het Rijk	229,965	53,529

N. B. — 1^o De boven vermelde cijfers omvatten de in 1921 ingediende aanvragen voor de pensioenen die ingaan met een der trimesters van 1921 of met den eersten trimester van 1922;

In 1922 voor de pensioenen (eerste aanvragen en herzieningen) die ingaan met met een der trimesters van 1922.

Een zeker getal aanvragen tot herziening, die ingediend werden voor het jaar 1922, konden slechts in 1923 door de contrôleurs der belastingen worden onderzocht.

2^o Slechts ééne aanvraag wordt opgemaakt, wanneer de twee echtgenooten het ouderdomspensioen aanvragen.

Werkzaamheden der gewestelijke commissiën voor het ouderdomspensioen tijdens het jaar 1921.
HERHAALING. — INGEDIEND BEROEP.

PROVINCIEËN.	Door den Gouverneur. Beslissingen.				Door de gemeentebesturen. Beslissingen.				Door de belanghebbenden. Beslissingen.				AANMERKINGEN.	
	Behouden.	Gewijzigd. Bedrag.		Totaal.	Behouden.	Gewijzigd. Bedrag.		Totaal.	Behouden.	Gewijzigd. Bedrag.		Totaal.		
		Verhoogd.	Verminderd.			Verhoogd.	Verminderd.							
Antwerpen.	49	39	32	90	35	45	21	101	704	456	13	4.173	1,364	waaraan dienen toegevoegd 118 nog niet gekende beslissingen en 13 beslissingen door de Gew. Comm. 1 (Halle, uitgelokt.
Brabant	231	273	433	937	138	273	273	680	1,353	1,486	169	3,000	4,651	
West-Vlaanderen	38	427	108	617	63	19	98	213	497	716	7	1,317	2,147	de Gewest. Comm. van Ieperen heeft slechts de inlichtingen gegeven voor 4, 8 en 12.
Oost-Vlaanderen	47	52	98	200	135	112	46	290	1,101	987	29	2,117	2,622	de Gewest. Comm. van Audenaerde heeft de inlichtingen voor de kolommen 1, 2, 3, 3 en 7 niet verstrekt.
Henegouw	2,054	1,496	1,376	4,926	304	153	199	656	1,618	1,526	136	3,280	8,862	daaraan toe te voegen 35 nog niet aangegeven beslissingen (Gew. Com. Aih).
Luik	3	67	9	79	77	273	67	417	1,083	1,044	6	2,130	2,626	
Limburg	45	12	104	161	31	14	29	74	279	312	3	594	829	
Luxemburg	34	76	67	229	36	6	14	57	247	229	3	530	816	de Gewest. Com. van Bastenaken heeft slechts de inlichtingen verstrekt voor de kolommen 7, 8 en 12.
Namen	39	184	69	302	35	42	38	115	847	918	40	1,775	2,192	
	2,540	2,626	2,316	7,567	854	939	785	2,618	7,729	7,671	376	15,924	26,197	+ 118 + 3 + 135 = 26,265.

waaraan dienen toegevoegd 118 nog niet gekende beslissingen en 13 beslissingen door de Gew. Comm. 1 (Halle) uitgelokt.

de Gewest. Comm. van Ieperen heeft slechts de inlichtingen gegeven voor 4, 8 en 12.

de Gewest. Comm. van Audenaerde heeft de inlichtingen voor de kolommen 1, 2, 3, 5 en 7 niet verstrekt.

daaraan toe te voegen 35 nog niet aangegeven beslissingen (Gew. Comm. Ath).

de Gewest. Comm. van Bastenaken heeft slechts de inlichtingen verstrekt voor de kolommen 7, 8 en 12.

+ 118 + 3 + 135 = 26.265.

Werkzaamheden van de Gewestelijke Commissiën voor de ouderdomspensioenen gedurende het jaar 1922.
HERHALING. — INGEDIEND BEROEP.

PROVINCIEËN.	Door den Gouverneur. Beslissingen.			Door de gemeentebesturen. Beslissingen.			Door de belanghebbenden. Beslissingen.			Totaal.	AANMERKINGEN.		
	Behouden.	Gewijzigd. Bedrag.		Behouden.	Gewijzigd. Bedrag.		Behouden.	Gewijzigd. Bedrag.					
		Verhoogd.	Verminderd.		Verhoogd.	Verminderd.		Verhoogd.	Verminderd.				
												Totaal.	Totaal.
Antwerpen	6	2	—	8	1	3	8	234	150	2	386	402	De Gewestelijke Commissie van Leuven heeft de inlichtingen niet verstrekt.
Brabant	104	167	143	414	57	106	218	301	322	38	661	1,293	
West-Vlaanderen	2	3	26	31	—	14	33	207	193	24	424	488	De Gewestelijke Commissie van Leuven heeft slechts onvolledige inlichtingen verstrekt.
Oost-Vlaanderen	11	2	6	19	23	3	38	333	293	28	654	711	De Gewestelijke Commissie van Deinze heeft de inlichtingen niet verstrekt.
Henegouw	203	336	155	694	8	14	50	446	343	34	823	1,567	
Luik	—	4	16	20	9	15	28	135	122	5	285	333	
Limburg	1	—	—	1	2	3	6	69	65	—	134	141	
Luxemburg	7	24	12	43	1	4	7	52	60	—	112	162	
Namen	5	4	4	13	4	1	7	179	130	67	376	396	
	339	542	362	1,243	107	163	395	4,976	4,684	198	3,855	5,493	

TABEL IV.

Werkzaamheden der Gewestelijke Commissiën voor de ouderdomspensioenen

van 1 Januari tot 15 Juli 1923.

Op 15 Juli 1923 werden de Gewestelijke Commissiën ontbonden en vervangen door de Commissiën van beroep (K. B. van 10 April en van 25 April 1925).

PROVINCIEËN.	Ingediend beroep			Totaal.	Aanmerkingen.
	door de belanghebbenden.	door de gemeentebesturen.	door den Gouverneur		
Antwerpen	163	1	5	169	De Gew. Com. van Antwerpen-Noord heeft de inlichtingen niet verstrekt. De Gew. Com. van Leuven en van Thienen hebben de inlichtingen niet verstrekt.
Brabant	472	108	190	770	
West-Vlaanderen . .	344	22	7	373	De Gew. Com. van Deynze en van Eecloo hebben de inlichtingen niet verstrekt.
Oost-Vlaanderen . .	398	7	8	413	
Henegouw	551	13	271	835	De Gew. Com. van Binche heeft de inlichtingen niet verstrekt.
Luik	333	33	5	371	
Limburg	107	18	1	126	
Luxemburg	71	18	24	113	
Namen	210	4	5	219	
Totaal	2,649	224	516	3,389	

Verklaarheden van de provinciale commissiën van beroep tijdens het jaar 1921.

PROVINCIEËN.	Getal vergaderen.	INGEDIEND BEROEP										AANMERKINGEN.		
		Door den Gouverneur. Beslissingen.			Door de gemeentebesturen. Beslissingen.			Door de belanghebbenden. Beslissingen.						
		Behouden	Gewijzigd. Bedrag.		Totaal.	Behouden.	Gewijzigd. Bedrag.		Totaal.	Behouden.	Gewijzigd. Bedrag.		Totaal.	
			Verhoogd.	Vermind.			Verhoogd.	Vermind.			Verhoogd.			Vermind.
Antwerpen	11	2	»	2	6	6	12	38	4	4	66	80		
Brabant	13	18	29	12	39	5	5	18	54	43	7	104	181	
West-Vlaanderen	8	»	2	»	2	»	»	9	42	41	»	53	64	
Oost-Vlaanderen	13	4	2	5	11	»	1	19	55	41	4	67	97	
Henegouw	38	7	7	7	524	7	7	92	7	7	7	109	725	
Luik	5	»	»	»	»	4	2	9	64	3	»	67	76	
Limburg	5	»	»	»	»	»	»	»	5	3	»	8	8	
Luxemburg	3	11	3	17	31	1	5	9	8	5	»	13	53	
Namen	11	17	16	17	50	2	5	24	25	16	7	48	119	
		50	54	51	679	9	24	189	311	96	49	535	1403	

Niet aangegeven.

WERKZAAMHEDEN VAN DE PROVINCIALE COMMISSIËN VAN BEROEP IN HET JAAR 1922.

PROVINCIEËN.	Getal vergaderingen.	INGESTELD BEROEP										AANMERKINGEN.	
		Door den Gouverneur. Beslissingen.			Door de gemeente besturen. Beslissingen.			Door de belanghebbenden. Beslissingen.					
		Behouden.	Ver- meerderd.	Ver- mindert.	Te samen.	Behouden.	Ver- meerderd.	Ver- mindert.	Te samen.	Te samen.			
Anwerpen	3	»	»	»	»	2	»	2	»	2	4	6	beslissingen enkel vanaf 1 Juni 1922.
Brabant	14	25	48	16	89	7	»	2	»	41	46	144	
West-Vlaanderen	7	»	»	4	4	8	2	1	41	21	31	43	
Oost-Vlaanderen	6	4	»	»	4	8	»	»	»	27	34	43	
Henegouw	11	17	3	4	59	4	»	3	4	6	24	87	
Luik	3	»	»	»	»	5	»	1	6	5	8	14	
Limburg	2	4	»	4	2	»	»	4	5	3	3	10	
Luxemburg	3	3	5	11	19	3	2	5	10	3	8	37	
Namen	2	»	»	»	»	6	»	1	7	3	4	11	
		47	84	40	171	38	7	17	62	99	162	395	

TABEL VII.

*Werkzaamheden van de Provinciale Commissiën van beroep**(vanaf 1 Januari 1923 tot op 15 Juli 1923).*

Op dien datum werden de provinciale commissiën afgeschaft.

PROVINCIEËN	Ingesteld beroep			Te zamen.	Aanmerkingen.
	door de belanghebbenden.	door de gemeente-besturen.	door den gouverneur		
Antwerpen	4	1	»	5	
Brabant	40	12	30	82	
West-Vlaanderen	11	8	»	19	
Oost-Vlaanderen	17	1	»	18	
Henegouw	22	5	47	74	
Luik	3	2	2	7	
Limburg	1	4	»	5	
Luxemburg	3	»	10	13	
Namen	6	5	»	11	
Te zamen	107	38	89	234	

TABEL VIII.

Statistiek van de zaken onderworpen aan de Hooge Commissie voor de ouderdomspensioenen ter uitvoering van artikel 51 van het Koninklijk Besluit van 10 November 1920.

Jaar 1921.

	Dossiers.		
Juli	375		
Augo	224	+	197 zaken betreffende het declasseren van gemeenten. (Art. 2 der wet van 20 Augustus 1920.)
September	607	+	260 Id.
October	511	+	274 Id.
November	550	+	97 Id.
December	725	+	471 Id.
Te zamen	2,990	+	1,299

Jaar 1922.

	Dossiers.		
Januari . . .	190	+	388 zaken betreffende het declasseren van gemeenten. (Art. 2 der wet van 20 Augustus 1920).
Februari . . .	548	+	578
Maart . . .	964		Id. (1),
April . . .	765		
Mei . . .	971		
Juni . . .	738		
Juli . . .	365		
Augustus . .	501		
September .	422		
October . .	455		
November . .	297		
December . .	260		
Te zamen . .	5,994	+	766

Jaar 1923.

	Dossiers.
Januari . . .	555
Februari . . .	486
Maart . . .	498
April . . .	416
Mei . . .	420
Juni . . .	248
Juli . . .	485
Augustus . .	447
September .	98
October . .	469
Te zamen . .	1,822

(1) In Maart 1922 heeft de Hooge Commissie voor de ouderdomspensioenen opdracht gegeven aan den Dienst van Sociale Verzekering en Voorzorg om het bedrag van het pensioen te wijzigen gevolge van het declasseren van gemeenten.

Getal titels vastgesteld en verzonden tot op 25 October 1923

A) Titels vastgesteld na eene eerste pensioensaanvraag :

Pensioenen ingaande bij een der trimesters van het jaar.	Antwerpen.	Brabant.	West-Vlaanderen.	Oost-Vlaanderen.	Henegouw.	Luik.	Limburg.	Luxemburg.	Namen.	Geheel bedrag
1921 . . .	23,505	38,450	29,669	39,921	38,541	27,636	7,656	5,494	11,310	222,182
1922 . . .	3,126	4,788	4,849	4,661	5,408	4,077	748	725	1,489	29,871
1923 . . .	1,302	2,594	1,412	2,059	1,885	2,246	235	380	564	12,677

B) Nieuwe titels vastgesteld na eene pensioensaanvraag :

tot op 31 december 1922.	5,607
van 1 Januari 1923 tot op 15 October 1923	5,556

TABEL X.

Bedrag van de uitgaven gedaan voor de betaling der ouderdomspensioenen.

Het geheele bedrag van de sommen, uitgegeven tot op 31 December 1922 door het Beheer der Belastingen, hetwelk, krachtens artikel 44 van het Koninklijk besluit van 10 November 1920 belast is met de betaling van de ouderdomspensioenen, beloopt, voor de pensioenen die ingaan met een der trimesters van 1921, tot de som van fr. 117,24,467.27 (pensioenen betaald in 1921 : fr. 90,585,105.75; in 1922 : fr. 26,901,565.52) en voor de pensioenen die moeten ingaan met een der trimesters van het jaar 1922 fr. 117,692,247.25.

De verdeling per provincie is de volgende :

	Pensioenen uitbetaald in 1921.	Pensioenen van het jaar 1921 uitbetaald in 1922.	Pensioenen van het jaar 1922 uitbetaald in 1922.
Antwerpen . . .	9,416,208.42	5,281,457.00	12,576,790.50
Brabant . . .	15,572,015.65	5,251,618.58	20,045,997.50
West-Vlaanderen.	12,028,555.37	3,867,991.70	16,245,106.76
Oost-Vlaanderen.	17,451,871.08	4,455,978.00	21,402,505.00
Henegouw . . .	14,177,591.99	5,541,051.54	20,285,099.00
Luik	12,474,011.86	2,178,555.94	16,089,145.00
Limburg . . .	2,559,138.00	1,549,802.54	5,261,867.50
Luxemburg . . .	2,265,695.00	289,795.50	2,598,850.00
Namen	4,658,455.40	695,552.42	5,229,046.00
Totaal . . .	90,573,405.75	26,991,565.52	117,692,247.25
	117,284,467.27.		

Deze cijfers vertegenwoordigen echter niet de gezamenlijke kosten der pensioenen voor het eene en het andere jaar.

Voor 1921, moet er bijgevoegd worden : 1^o eene som van fr. 231,152.50, bedrag der bereikbare pensioenen welke niet konden uitbetaald worden aan de rechthebbende inrichtingen dan in 1923. In 1922, werd uit dien hoofde uitgekeerd fr. 3,383,258.54 welke begrepen zijn in de bovengenoemde som van fr. 117 miljoen 284,467.27; 2^o het bedrag der tegemoetkomingen van 560 frank, uitbetaald aan de gepensioneerde mijnwerkers en aan de weduwen van gepensioneerde mijnwerkers krachtens artikel 15 der samengeordende wetten bij Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920 en beloopende de som van fr. 7,056,055.98; 3^o eindelijk, eenige pensioenen behorende tot het jaar 1921 en wier titels slechts in 1923 konden vastgesteld worden en wier achterstallen werden uitbetaald in den loop van dit laatste jaar.

Zoodanig, dat men kan verzekeren dat de kosten der pensioenen voor het jaar 1921, zullen bedragen eene som die ietwat hooger zal zijn dan fr. 124 miljoen 551,655.75.

Voor het jaar 1922, moest met de som van fr. 117,692,247.25 worden gevoegd : 1^o het beloop der bereikbare pensioenen welke slechts in 1923 aan de hospitaliseerende inrichtingen kunnen uitgekeerd worden; als grondslag nemende de som in 1921 uitbetaald, kan men voor 1922 het bedrag bepalen op nagenoeg 3,600,000 frank; 2^o het beloop der tegemoetkomingen van 560 frank, uitbetaald aan de gepensioneerde mijnwerkers en van de weduwen van gepensioneerde mijnwerkers en bedragende fr. 7,447,314.83; de kosten van de pensioenen uitbetaald aan de ouderlingen verblijvende in de kantons Eupen-Malmedy en Saint-Vith. Deze uitgave, welke fr. 640,436.90 bedraagt, wordt, sedert 1 Januari 1922, uitgetrokken op de begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid; 4^o eindelijk, het bedrag der pensioenen wier titels in 1923 werden uitgegeven en wier achterstallen slechts in 1923 konden worden uitbetaald. Het is niet mogelijk thans meer benaderend de uit dien hoofde uitgegeven som te bepalen.

Zonder rekening te houden met dezen laatsten factor, zou het totaal bedrag der uitgave voor 1922 bedragen : fr. 129,279,998.98.

De sommen uitgegeven door de Ontvangers der Belastingen en wier regularisatie op heden werd afgedaan, zijn ten beloope van 2/8 ten laste der gemeenten en ten beloope van 1/8 ten laste der provinciën.

Het Koninklijk besluit van 7 Maart 1923 stelt de modaliteiten vast van de terugvordering der aldus voor de provinciën en de gemeenten door den Staat voorgeschoten sommen.

Voor wat de provinciën betreft, zal de verdeeling der in 1921 en 1922 uitgegeven sommen, en de terugvordering dezer op de volgende wijze geschieden (eerste artikel van het Koninklijk besluit d. d. 7 Maart 1923).

	Sommen uit te trekken op de begrootingen der provinciën voor het dienstjaar 1921.	Sommen uit te trekken op de begrootingen der provinciën voor het dienstjaar 1922.
Antwerpen	1,177,026.05	1,982,278.51
Brabant	1,946,501.70	3,237,201.99
West-Vlaanderen	1,505,541.92	2,513,894.81
Oost-Vlaanderen	2,181,483.89	3,232,033.39
Henegouw	1,772,174.37	3,228,266.29
Luik	1,559,251.48	2,157,437.62
Limburg	292,392.25	621,458.76
Luxemburg	283,221.88	361,078.19
Namen	582,304.43	741,549.80
Te zamen	11,297,887.97	18,974,201.36

HOOFDSTUK III.

GEBREKEN DER WET VAN 20 AUGUSTUS 1920.

De groote gebreken van eene wet die kosteloos zekere bepaalde voordeelen verleent aan personen die van alle middelen beroofd zijn of slechts over beperkte middelen beschikken, liggen eenerzijds in de moeilijkheid vaste regels te bepalen voor de eenvormige schatting van de inkomsten en aldus in de mate van het mogelijke te vermijden subjectief de ambtenaren of de organismen te bevoordeelen belast, met de toepassing van de wet, en anderzijds in de onmogelijkheid nauwkeurig de bestaansmiddelen te kennen van degenen die vragen de voordeelen van de wet te kunnen genieten.

Wat het eerste bezwaar betreft, heeft het Departement van Nijverheid en Arbeid getracht het te verminderen in de toepassing van de wet van 20 Augustus 1920, met juiste regelen voor te schrijvers voor het vaststellen van de waarde der inkomsten die de aanvragers bezitten. Deze regelen, de vrucht van drie jaren ondervinding, werden bijeengebracht in eene brochure : « Instructions et Jurisprudence », onlangs uitgegeven door dit beheer, en welke brochure werd ter beschikking gesteld van de ambtenaren en de inrichtingen belast met de toepassing van de wet.

De misbruiken komen echter hoofdzakelijk voort uit het gebrek aan oprechtheid van de zijde der aanvragers, bij de inlichtingen die zij moeten verschaffen bij het indienen van hunne aanvraag. Er werd vastgesteld dat zeer dikwijls de inkomsten die kunnen verzwegen worden niet werden aangegeven, en dat de omvang en de waarde van deze die niet kunnen verborgen worden aanmerkelijk werden verminderd. Van daar de noodzakelijkheid voor ieder geval een grondig onderzoek te moeten inrichten, dat wel eene plagerij kan schijnen, maar dat niettemin noodzakelijk is. Verre van ons telkens de onderlingenzelf te willen beschuldigen; dezen zijn, dit moeten wij erkennen, in vele gevallen te verontschuldigen; de echte verantwoordelijken zijn dikwijls degenen die, beter op de hoogte van de voorschriften der reglementen, de belanghebbenden aanzetten dit bedrog te plegen, of die, door hun ambt daartoe aangewezen, nalaten die misbruiken aan de bevoegde overheid te doen kennen.

Onder de talrijke misbruiken welke ons ter kennis werden gebracht, zullen wij enkel de volgende aanstippen :

1^o Sommige oude lieden verlaten vrijwillig den arbeid als zij 65 jaar geworden zijn, en hervatten hem dan zoodra zij tot het voordeel van het pensioen zijn toegelaten;

2^o De renten en pensioenen ten laste van openbare of private inrichtingen of de spaarpenningen (in geld of in beurswaarden) worden niet steeds aan-gegeven;

3^o De handelswaarde van het vee dat de aanzoeker bezit, evenals het bedrag van de inkomsten van landbouw-, handels- of nijverheidsbedrijven, worden heel vaak aanzienlijk verminderd;

4^o Oude lieden, die eigenaar zijn, staan schijnbaar hunne goederen aan hunne kinderen af, alvorens dat zij hunne pensioensaanvraag indienen en derwijze kunnen zij verklaren dat zij geen middelen van bestaan hebben en ten laste komen van hunne kinderen ;

5^o Sommige aanvragers geven over 't algemeen slechts zeer weinig inlichtingen over den toestand en de betrekking van hunne kinderen en verklaren zells dezer verblijfplaats niet te kennen. Zoodat men zich soms in de onmogelijkheid bevond vast te stellen of de nakomelingen al dan niet welgesteld waren in den zin van artikel 5, 3^o en 4^o van het Koninklijk besluit van 10 November 1920 en men het ouderdomspensioen toestond aan oude lieden wier kinderen soms aanzienlijke inkomsten genieten en aan hunne ouders eene uitkeering tot onderhoud zijn verschuldigd, op grond van hierboven vermeld artikel 3.

Wij moeten echter bekennen dat naderhand, dank zij de inlichtingen welke de contrôleurs der belastingen van een andere zijde bezitten, dezen het bedrag van de geldmiddelen der oude lieden of hunner kinderen juist zullen kunnen bepalen en dat aldus het pensioen zal kunnen geweigerd worden aan hen die er niet met zekerheid toe gerechtigd zijn, doch het blijft niettemin waar dat, welke opsporingsmaatregelen ook zullen getroffen worden, er steeds een zeker aantal belanghebbenden zullen zijn, die, dank zij meer of min onrechtzinnige aangiften, ten onrechte zullen toegelaten worden tot het voordeel van het pensioen, waarvan het bedrag moet worden bepaald volgens de aanzienlijkheid van de geldmiddelen der aanvragers.

Onder de definitieve regeling van een stelsel van verplichtende verzekering, wordt dit misbruik onmogelijk : op den door de wet bepaalden leeftijd, ontvangt de verzekerde de rente welke door middel van de op zijn rekening gedane stortingen gevestigd werd, zonder dat een onderzoek wordt ingesteld naar de aanzienlijkheid van de geldmiddelen waarover hij op dat oogenblik beschikt.

HOOFDSTUK IV.

WORDT, BIJ DE ONS VOORGESTELDE WET, HET KOSTELOOS PENSIOEN AFGESCHAFT ?

Er wordt beweerd dat, bij het door de Regeering ter tafel gebrachte wetsontwerp, elk kosteloos pensioen ten behoeve der oude arbeiders afgeschaft wordt.

Als men door *kosteloos pensioen* verstaat een vaste bewilliging, die zou worden verleend aan de oude lieden van een bepaalden leeftijd zonder dat zij daartoe tot sommige stortingen zouden genoopt zijn en zonder dat er rekening wordt gehouden met de geldmiddelen waarover zij zouden beschikken, moeten wij bekennen dat het wetsontwerp, dat in beginsel eene verzekeringswet is, niet de toekenning van een dergelijk voordeel voorziet. Wij zullen echter daartegen inbrengen dat het alsdan ten onrechte is, dat met het ouderdomspensioen, voorzien door de wet van 20 Augustus 1920 een « kosteloos pensioen » noemt; gewis, dit pensioen kan worden toegekend zonder dat belanghebbenden vooraf welke storting hoegenaamd hebben gedaan, doch alleen die oude lieden kunnen er het voordeel van genieten, wier geldmiddelen een door de wet bepaald maximum niet te boven gaan en, indien zij enkele inkomsten hebben, wordt het pensioen met zooveel verminderd.

Maar, als men door *kosteloos pensioen* verstaat het ouderdomspensioen zooals het voorzien werd door de wet van 20 Augustus 1920, is het ontegensprekelijk, dat het wetsontwerp het kosteloos pensioen niet volstrekt afschaft.

Laten wij vooraf opmerken, — en wij dringen hierop aan — dat het hier hoofdzakelijk om eene verzekeringswet gaat. De Regeering wenscht te bekomen dat onder de definitieve regeling, al de arbeiders, tot welk soort zij ook behooren, op 65 jarigen leeftijd — en over welke geldmiddelen zij dan ook beschikken mogen — een ouderdomspensioen van 720 frank genieten. Deze regeling wordt ten andere sedert 1914 reeds op de mijnwerkers toegepast.

Maar de oude lieden die, om een of andere reden, het pensioen waarvan sprake niet zullen tot stand hebben gebracht, zullen door de wet niet zonder bestaansmiddelen en ten laste der openbare liefdadigheid worden gelaten. Voor dezen voorziet de IV^e titel van het ontwerp een kosteloze ouderdomstoelage: deze wordt toegekend onder dezelfde voorwaarden als die vereischt bij de wet van 20 Augustus 1920 om het door die wet voorziene pensioen te bekomen. Gewis, het maximum bedrag van deze toelage is, voor sommige categorieën van belanghebbenden, iets lager dan dat van het pensioen, voorzien door de wet van 20 Augustus 1920, en dit bedrag vermindert elk jaar, en zal binnen een veertigtal jaren de som van 360 frank bedragen. Maar, zooals wij hierboven er aan herinnerden, is het volstrekt noodig aan de belanghebbenden « practisch » te doen begrijpen dat de verzekering de grondslag is van de definitieve regeling, welke voor deze zaken in ons land zal gelden en dat zij er alle belang bij hebben zich te onderwerpen aan de wetsbepalingen, waarbij hun binnen een zoo korten tijd (15 jaar) het recht verzekerd wordt, zonder voorwaarden hoegenaamd, ten minste wat de loontreks enden betreft, een jaarlijksch pensioen van 720 frank te ontvangen.

Laten wij er ook aan toevoegen dat, gedurende het overgangstijdperk, d. w. z. gedurende den tijd, gaande van het jaar waarin de wet in werking treedt tot op het oogenblik dat een persoonlijke ouderdomsrente van 720 frank zal kunnen gevestigd zijn door de wettelijke verplichte stortingen, de Staat *kosteloos* een *rentetocslag* verleent, waarvan het bedrag de door de verplichte stortingen gevestigde rente tot 720 frank moet opvoeren. Voor de toekenning van dezen toeslag

gelden dezelfde voorwaarden als die opgelegd om het voordeel te kunnen genieten van bovengemelde toelage en van het ouderdomspensioen voorzien bij de wet van 20 Augustus 1921. Daarenboven wordt vereischt dat belanghebbenden een zeker aantal stortingen van een bepaald bedrag hebben gedaan : het bedrag van den toeslag is hooger dan dat der toelage; er moest een bijzonder voordeel toegekend worden aan hen, die zich de door de wet vereischte inspanning zouden getroosten; het bedrag der vereischte stortingen is trouwens niet zoo aanzienlijk (12 frank per jaar) dan dat al de belanghebbenden van goeden wil aan deze voorwaarden niet zouden kunnen voldoen, en moesten er personen gevonden worden die waarlijk de middelen niet zouden hebben om dit bedrag te storten, is er niets in de wet dat aan officieele of private weldadigheidsinstellingen zou beletten die ongelukkigen te helpen en in hun plaats de vereischte storting te doen.

Bijzonder vermeld dient deze belangrijke beschikking van het ontwerp : bij artikel 50 wordt voorzien dat de toeslag van rechtswege zal ten goede komen — welk ook het bedrag der geldmiddelen weze waarover zij alsdan zouden beschikken — aan al degenen die binnen de 51 tot 65 jaar verzekeringsplichtig worden en die in den loop van elk dier jaren de vereischte stortingen hebben gedaan. En indien zij op 51 jarigen leeftijd of op een anderen leeftijd, reeds een ouderdomsrente van 720 frank genieten, moeten zij niet meer storten en is het voldoende dat zij bewijzen dat zij niet hebben opgehouden loontrekkend te zijn, zooals bepaald bij artikel 4.

Zoodus, zullen de loontrekkenden, binnen vijftien jaar, aanspraak kunnen maken op een ouderdomspensioen van 720 frank, over welke geldmiddelen zij ook beschikken, op voorwaarde, alleen, dat zij de door de wet voorgeschreven stortingen hebben gedaan.

Mag men niet zeggen dat door het wetsontwerp grootere voordeelen worden voorzien, dan die verleend bij de wet van 10 Augustus 1920?

Ten slotte, meenen wij te moeten wijzen op den invloed van de persoonlijke storting van betrokkene tot het vestigen van zijne ouderdomsrente (1).

(1) Voor het opmaken van bovenstaande tabellen werd rekening gehouden met de volgende onderstellingen :

Toetreding op den leeftijd van 18 jaar;

Huwelijk op 25 jarigen leeftijd;

Verplichte jaarlijksche stortingen : van 18 tot 24 jaar : 24 frank.

— — — — — van 25 tot 37 jaar : 36 frank.

Jaarlijksche werkgeversbijdrage : van 18 tot 57 jaar : 24 frank.

Jaarlijksche Rijksbijdrage : van 18 tot 24 jaar : 24 frank.

— — — — — van 25 tot 37 jaar : 30 frank.

Voor de ouderdomsrente : huidige tarieven der Lijfrentekas.

Voor de renten der weduwen : voorloopig tarief (de vrouw wordt verondersteld als zijnde 5 jaar jonger dan de man).

Bekomen uitslagen :

Persoonlijke ouderdomsrente van 720 frank, gevestigd op 51 jarigen leeftijd;

Weduwenrente, 560 frank, gevestigd op 39 jarigen leeftijd;

Lijfrente der echtgenooten, 360 frank, gevestigd op 57 jarigen leeftijd.

Bij het wetsontwerp (tekst van de Regeering) wordt de vestiging van drieërlei renten voorzien : een ouderdomsrente van 720 frank, eene overlevingsrente van 560 frank en een ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenoot, groot 360 frank.

Het totaal bedrag van de door betrokkenen, door de werkgevers en door het Rijk te storten sommen voor de vestiging van die drie renten bedraagt 5,474 frank, te verdeelen als volgt :

Persoonlijke stortingen	1,355 fr. zegge	590 p. d.
Werkgeversbijdragen	962 —	277 —
Rijksbijdragen	1,157 —	353 —
Samen	5,474 fr. zegge	1,000 p. d.

Anderzijds, kost iedere rente :

Persoonlijke ouderdomsrente (720 frank)	1,223 fr., zegge	352 p. d.
Overlevingsrente (560 frank)	1,065 »	506 »
Ouderdomsrente ten behoeve der echtgenoot	1,188 »	342 »
Samen	5,474 fr., zegge	1,000 p. d.

Indien wij beide bovenstaande tabellen vergelijken, blijkt het dat in theorie het bedrag van de persoonlijke stortingen van den verzekeringsplichtige slechts volstaat tot vestiging van de overlevingsrente en van een zeer gering deel van de ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenoot ($\frac{1}{4}$ ongeveer). De overige $\frac{3}{4}$ van deze laatste rente, evenals de persoonlijke ouderdomsrente van den belanghebbende zouden niet kunnen gevestigd worden, zonder de tussenkomst van de werkgevers — en van de Rijksbijdragen.

Wij zeggen « in theorie », omdat in werkelijkheid de persoonlijke stortingen, de Rijks- en de werkgeversbijdragen « in globo » tot vestiging der drie renten worden gebezigd, doch het leek ons gewenscht te wijzen op het belang van de medewerking welke voor de vestiging van de verschillende door het wetsontwerp voorziene renten door de werkgevers en door het Rijk zal verleend worden. En aldus mag men zeggen dat de verzekeringsplichtige op geenerlei wijze in de vestiging van zijne ouderdomsrente tusschenbeide komt, aangezien het totaal bedrag van zijne stortingen amper voldoende is om de overlevingsrente en een gering deel van de ouderdomsrente zijner echtgenoot te vestigen.

HOOFDSTUK V.

Vragen gesteld door de leden van de Bijzondere Commissie en antwoorden door de Regeering daarop gegeven.

VRAAG I.

Heeft men, bij het opmaken van het wetsontwerp, niet gedacht aan de vakverzekering tegen de twee bedoelde risico's : a) vroegtijdig overlijden ; b) ouderdom ?

ANTWOORD.

Door het thans aan de behandeling der Commissie onderworpen wetsont-

werp wordt « voor de toekomst » eene vakinrichting tot het verleen van ouderdomspensioenen in geenen deele uitgesloten.

Het is ons volstrekt noodzakelijk voorgekomen vooraf aan *al de loontrekkenden*, welke ook hun bedrijf weze, eene minimum-ouderdomsrente te waarborgen, en aan *hunne weduwe* eene minimum-overlevingsrente, en daarom de belanghebbenden, de werkgevers en den Staat te verplichten in een bepaalde en gelijkvormige maat mede te helpen aan het vestigen van bedoelde renten.

Doch, niets belet de loontrekkenden die een bepaald beroep uitoefenen en desvoorkomend hunne werkgevers, zich vrijwillig aanzienlijkere opofferingen te getroosten met het oog op de vestiging van renten, die meer bedragen dan die voorzien door het wetsontwerp of met het oog op het vestigen van renten betaalbaar op een minder gevorderden leeftijd dan door het ontwerp wordt bepaald.

Deze aanvullende verzekering zou kunnen worden verwezenlijkt door de tusschenkomst van de beroepskassen.

VRAAG 2.

Zou het beroep geene gezondere grondslag uitmaken ?

ANTWOORD.

Het beginsel dat tot grondslag van elke verzekering strekt is, dat het te loopen risico moet verdeeld zijn over een aanzienlijk aantal personen, en dan alleen kan een tarief worden opgemaakt, dat de mogelijkheid biedt om renten van een zeker belang te vestigen, zonder vanwege eene categorie belanghebbenden te eischen dat zij te hooge premien betalen.

De tarieven van de Algemeene Lijfrentekas, die werden benuttigd om het bedrag te bepalen van de storting te doen tot het vestigen van de ouderdomsrente, evenals het tarief dat gediend heeft tot het bepalen der premien, te betalen tot vestiging van de overlevingsrente, berusten op bovenstaand beginsel.

Er dient eveneens opgemerkt dat, in zake sociale verzekering, de solidariteit eischt dat een ieder tusschenbeide kome met een gelijke opoffering, om aan ieder belanghebbende een minimum-voordeel te waarborgen, terwijl het den loontrekkenden, die een bepaald beroep uitoefenen, vrijstaat zich aanzienlijker voordelen te verzekeren door vrijwillig, alleen of met de medewerking van hunne werkgevers, daaraan een grooter bedrag te besteden.

Het komt dus niet mogelijk voor gansch het stelsel der ouderdomsverzekering en der overlevingsverzekering in te richten door uitsluitend rekening te houden met het door den verzekerde uitoefend beroep.

Dienen inderdaad niet uit het oog verloren :

- 1) Het betrekkelijk gering aantal loontrekkenden (ongeveer 1,800,000);
- 2) Het aanzienlijk aantal uitgeoefende beroepen en dienvolgens, het gering aantal loontrekkenden behorende tot sommige beroepen ;
- 3) De groote « beweeglijkheid » van de loontrekkenden ; dezelfde belang-

hebbende doet in den loop van zijn leven de meest verschillende ambachten;

4) En dan nog diende nagegaan of het mogelijk zijn zou al de arbeiders welke hetzelfde beroep uitoefenen in een enkele kas te vereenigen, als men rekening houdt met de geestesgesteldheid van de belanghebbenden in België, op politiek gebied.

VRAAG 3.

Beschikt men niet over nauwkeurige, onlangs opgemaakte statistieken betreffende de sterfte in de verscheiden beroepen in België en in het buitenland?

ANTWOORD.

In België bestaat geen sterftetabel, opgemaakt per beroep.

Wij beschikken over Deutsche en Engelsche tabellen. Doch die tabellen kunnen niet toegepast worden hier te lande.

Het opmaken van sterftetabellen per beroep zou een aanzienlijken arbeid vergen; wij stippen hier slechts enkele redenen aan:

1^o Waar het gaat om betrokkenen, die in de gasthuizen overlijden, is het beroep gewoonlijk aangeduid door een *algemeen* beroep: V. G. fabriekarbeider, brambten, enz., zonder dat het juiste beroep van den overledene nader vermeld wordt: b. v., fabriekarbeiders, maar van welke fabriek, voor ijzer-, zink- of andere metaalbewerking?

2^o Bij het overlijden van een persoon, wordt het beroep aangeduid dat werd uitgeoefend op het oogenblik van het overlijden, doch geen rekening wordt gehouden met de gebeurlijk vroeger uitgeoefende beroepen, terwijl deze wellicht het grootste deel van zijn leven heeft in beslag genomen: geen melding wordt daarvan bij het overlijden gemaakt.

3^o Laten wij eveneens in acht nemen den invloed van het machinisme op de bestendigheid van het beroep: tegenwoordig, behalve in sommige bijzondere gespecialiseerde vakken, verandert een werkmán gemakkelijk van beroep.

Uit een onderzoek is gebleken dat men zelfs onder de werklieden-slotenmakers, beroep dat nochtans een bijzondere kennis schijnt te eischen, oude metselaars, aardewerkers, enz. heeft aangetroffen;

4^o Alleen de sterftetabellen opgemaakt voor den gemiddelden leeftijd zouden in aanmerking kunnen komen, omdat het aangegeven beroep dan over 't algemeen het vak is waarvoor de belanghebbende geleerd heeft en dat hij heeft uitgeoefend sedert hij een loon trekt. Maar rond den leeftijd van 50 jaar, b. v., zijn er velen die den tot dan toe uitgeoefenden stiel verlaten — vooral als het een ongezond beroep is — en die dan een gezonder, gemakkelijker en aangename ambacht kiezen.

VRAAG 4.

Zou het mogelijk zijn althans bij benadering te vernemen hoeveel, op de globale premie van 96 frank voorzien voor de verzekering van de ongehuwden oud meer dan 18 jaar, premie welke tot 120 frank wordt opgevoerd met ingang van het

huwelijk van den verzekerde, de premie-verhouding bedraagt nood'g tot het vestigen van :

1. *De ouderdomsrente van 720 frank van den belanghebbende persoonlijk?*
2. *De overlevingsrente?*
3. *De ouderdomsrente van 360 frank ten behoeve van de echtgenoot van belanghebbende?*

ANTWOORD.

1. — De door den heer Pecher opgegeven cijfers komen overeen met de verplichte stortingen van de verzekeringsplichtigen geboren in 1861 tot 1868.

Deze laatsten zullen de ouderdomsrente van 720 frank niet volkomen kunnen vestigen, evenmin, indien het gehuwd en geldt, als de overlevingsrente van 500 frank; met het vestigen van de ouderdomsrenten der echtgenoot zullen zij zelfs geen aanvang kunnen maken.

Bij het ontwerp wordt voorzien dat de volgende aandeelen der verplichte stortingen zouden besteed worden aan het vestigen van die verschillende renten, welk ook het geboortjaar weze (art. 13, 14, 16).

Categorie waartoe de verzekeringsplichtige behoort.	Ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige	Overlevingsrente en ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenoot van den verzekeringsplichtige.
I. — Ongehuwd mannelijke verzekeringsplichtige beneden 18 jaar en verzekeringsplichtige van het vrouwelijk geslacht	100 t. h.	—
II. — Ongehuwd mannelijke verzekeringsplichtige beneden 18 jaar en ouder, en verzekeringsplichtige weduwnaar en gedivorceerde	50 t. h.	50 t. h. (1)
III. — Gehuwde mannelijke verzekeringsplichtige	40 t. h.	60 t. h.

Nadat een kapitaal van 1,200 frank tot stand gebracht is, dienen de stortingen, naar rato van 40 t. h., tot het vestigen van de ouderdomsrente. Met een interest van 4 t. h., zullen ongeveer twintig jaar noodig zijn, mits 16 frank per jaar te storten, om 1,200 frank kapitaal te vormen.

III. — 1^o Als men slechts rekening houdt met de verplichte stortingen zal de ouderdomsrente van de verzekeringsplichtigen slechts door diegenen volkomen kunnen gevestigd worden, die bij het in werking treden der wet den leeftijd van 21 jaar niet hebben overschreden en die geregeld de voorgescreven stortingen hebben gedaan.

2^o Het aantal stortingen tot vestiging van de overlevingsrente zal afhangen van den leeftijd van ieder van beide echtgenooten; dit aantal, dat over

(1) Gedurende den ongehuwden staat of desvoorendeure den staat van weduwnaar of van gedivorceerde, wordt de aandeel der verplichte stortingen bestemd voor het vormen van een spaarfonds ten beloope van 1,200 frank.

Bij huwelijk of tweede huwelijk, wordt het geveest kapitaal gestort in de kas der weduwen tot het vestigen van een overlevingsrente.

't algemeen niet minder dan 20 zal bedragen, zal tot 30 en in sommige gevallen hooger kunnen stijgen.

Onder deze getallen zijn desvoorkomend de vóór het huwelijk gedane stortingen begrepen.

III. — Wat betreft de stortingen tot het vestigen van de ouderdomsrente der echtgenooten, zij zullen over 't algemeen naar de voorgaande (2^o), tot 65 jaren moeten gedaan worden.

Deze rente zal slechts 360 frank beloopt indien de verzekeringsplichtigen zeer jong beginnen te storten.

Opmerking. — Er dient opgemerkt dat elke onderbreking in de stortingen (legerdienst, werkloosheid, ziekte, invaliditeit...) voor gevolg zal hebben den duur, gedurende denwelken men verzekeringsplichtige is, soms aanzienlijk te verlengen.

VRAAG 5.

Ware het mogelijk te vernemen na hoeveel jaar de normale voordeelen van het ontwerp verzekerd zijn :

1^o *Ten aanzien van den ongehuwden verzekeringsplichtige (die ongehuwd blijft), welke op 18 jarigen leeftijd begon te storten, om het pensioen van 720 fr. te verwerven ;*

2^o *Ten aanzien van den verzekeringsplichtige die op 21 jaar in den echt treedt en die begon te storten op 18 jarigen leeftijd, tot het verwerven van :*

a) *de ouderdomsrente van 720 frank ;*

b) *de overlevingsrente ;*

c) *de ouderdomsrente van 360 frank ten behoeve der echtgenoot?*

ANTWOORD.

1^o Een ongehuwde, verzekeringsplichtig sedert zijn 18 jarigen leeftijd, zou jaarlijks 24 frank te storten hebben tot zijn 46 jaar (in de veronderstelling dat de huidige tarieven der Lijfrentekas ongewijzigd zouden blijven).

Op dat oogenblik zou hij titularis zijn van :

a) eene ouderdomsrente van 720 frank ;

b) een spaarfonds bedragende meer dan 4,200 frank.

2^o Een ongehuwde die op 25 jaar in den echt zou treden en verzekeringsplichtig sedert zijn 18 jarigen leeftijd, zou jaarlijks 24 frank storten van zijn 18 tot zijn 24 jaar, en vervolgens jaarlijks 36 frank, tot na 60 jaar.

Hij zou dan gerechtigd zijn tot :

a) eene ouderdomsrente van 720 frank verworven sedert den leeftijd van 36 jaar (huidige tarieven der Lijfrentekas) ;

b) eene overlevingsrente ten behoeve van zijne echtgenoot, groot 360 fr., verworven rond den leeftijd van 40 jaar ;

c) eene ouderdomsrente ten behoeve van zijne echtgenoot, groot 360 fr.

VRAAG 6.

De vrouw van den verzekeringsplichtige mag, als vrijwillige verzekerde, 36 frank storten en volgens de tabel van bladzijde 17 van de Memorie van

Toelichting gaat deze som, vermeerderd met de Rijkspremiën naar de Lijfrente over. Volgens artikel 34, worden de Rijkspremiën niet meer toegekend wanneer de verworven rente 720 frank bereikt.

Na hoeveel jaren zal die persoonlijke rente van de vrouw van den verzekeringsplichtige gevestigd zijn, in de veronderstelling dat de verzekerde begon te storten op 18 jarigen leeftijd?

ANTWOORD.

Eene vrouw die, als vrijwillige verzekerde, 36 frank per jaar stort sedert haar 18 jaar, om eene persoonlijke ouderdomsrente te vestigen, zou tot 720 frank rente komen op 36 jarigen leeftijd (huidig tarief van de Lijfrentekas).

Is zij gehuwd, dan zou zij door deze verrichting haren verzekeringsplichtigen echtgenoot ontslaan haar de ouderdomsrente als echtgenoot te vestigen.

VRAAG 7.

Maar indien de vrouw van den verzekeringsplichtige zelf verzekeringsplichtig is (de wet is niet duidelijk, wat dit betreft), in dit geval zal er een werkgeversbijdrage zijn. Is er geen grond om te voorzien dat de Rijkspremiën zouden betaald worden zelfs voor de vestiging van een pensioen dat de som van 720 frank zou overschrijden; zo niet zou het stelsel enkel voor gevolg hebben den werkgever in plaats van den Staat te doen betalen. Is er geen grond, in dat geval, om de vestiging mogelijk te maken van eene bijzondere overlevingsrente, bestemd voor de opvoeding den kinderen bij overlijden der echtgenoot? Het ware logisch, want men ziet niet in, waarom de storting van de verzekeringsplichtige vrouw (36 frank), die vermeerderd werd met de werkgeversbijdrage en met de Staatspremie, zijnde een globale premie van 96 frank of 120 slechts zou dienen tot het vestigen van de ouderdomsrente, terwijl het begrip overlevingsrente zou passen in die veronderstelling zoowel als in die van het overlijden van den verzekerden echtgenoot.

ANTWOORD.

De vrouw van den verzekeringsplichtige, die zelf verzekeringsplichtig is, kan geen stortingen doen als vrijwillige verzekerde.

Zij is gehouden *verplichte* stortingen te doen van 12 frank tot het vestigen van de ouderdomsrente (art. 5); zij heeft uit dien hoofde recht op eene werkgeversbijdrage van 12 frank (art. 6) en op eene Rijksbijdrage van 24, 18, 14, 40 en 12 frank, volgens het jaar harer geboorte (art. 9).

Het *totaal bedrag* der sommen die jaarlijks mogen gestort worden op rekening van den verzekeringsplichtige (persoonlijke, verplichte en vrijwillige storting en werkgeversbijdrage) bedraagt dus 36 frank, bedrag gelijk aan datgene dat kan gestort worden door eene vrijwillig-verzekerde vrouw. De eene zoowel als de andere geniet het voordeel van een gelijke Rijksbijdrage (36, 27, 24, 60 of 18 volgens het geboortjaar), maar in het één en het ander geval houdt de Staat op tusschenbeide te komen zoodra eene ouderdomsrente van 720 frank gevestigd is.

De toestand der weezen wordt geregeld bij de bepalingen van de artikelen 12, 2^o, 19, 30, 31 en 35. Het kwam niet noodzakelijk voor daarenboven ten bezware der echtgenooten (verzekeringplichtige of vrijwillig verzekerde) en met tussenkomst van den Staat het tot stand brengen van een tweede overlevingsrente te voorzien, welke aan de weezen, na het overlijden der moeder, aan de kinderen zou uitgekeerd worden.

Er dient inderdaad opgemerkt dat de stoffelijke toestand van de kinderen die hunne moeder hebben verloren, niet zoo ongunstig is als die van de kinderen wier vader is overleden.

De vader, ook na den dood der moeder, werkt voort en behoudt aldus de bestaansmiddelen welke hij noodig heeft om in zijn onderhoud en in dat zijner kinderen te voorzien, wat doorgaans niet het geval is voor de moeder bij het overlijden van den vader. Vaak gebeurt het dat de weduwe geworden moeder, zij het dan ook tijdelijk, zonder middelen van bestaan valt en om die reden is het dat het wetsontwerp, ten laste van den echtgenoot en met tussenkomst van den Staat, het tot stand brengen heeft voorzien van een overlevingsrente ten behoeve van de weduwe, overdraagbaar op het hoofd der weezen bij het overlijden dezer laatste, benevens toekenning op 's Lands middelen van een bijzonderen toeslag wanneer er kinderen zijn beneden de 16 jaar.

VRAAG 8.

Wat is de Regeering voornemens wat de beambten betreft? Het ware gewenscht dat een vast ontwerp, betreffende de beambten, bij de Kamers aanhang g weze w meer dit ontwerp ter behandeling zol komen.

ANTWOORD.

Het vraagstuk betreffende het pensioen der beambten wordt thans door het Departement bestudeerd.

VRAAG 9.

Wat zal de last zijn van den Staat, de provinciën en de gemeenten, als men de loonen bepaalt op

- a) 9.000 frank,
- b) 10.000 —
- c) 12.000 — ?

ANTWOORD.

Bij de raming der lasten door de provinciën en de gemeenten te dragen tot het vestigen van de verschillende renten en de betaling der toeslagen, kwam uitsluitend in aanmerking het benaderend totaalcijfer der in België bestaande loontrekkenden zonder dat een onderscheid werd gemaakt tussen diegenen die 9.000 frank winnen of minder en diegene die jaarlijks meer dan 9.000 frank ontvangen.

De raming der uitgaven, vermeld in de Memorie van Toelichting, zou dus

ongewijzigd blijven indien het cijfer van 9 000 frank, waarvan sprake in artikel 1, vermeerderd werd.

VRAAG 10.

Hoe is de Fransche wet opgevat ten aanzien van de Belgische arbeiders die in Frankrijk verblijven?

ANTWOORD.

Artikel 2 der Fransche wet van 5 April 1910 op de arbeiders- en landbouwerspensioenen luidt : « De vreemde loontrekkenden die in Frankrijk arbeiden zijn » aan dezelfde regeling als de Fransche loontrekkenden onderworpen. Zij kunnen » echter alleen dan het voordeel van de werkgeversbijdragen en van de begroo- » tingstoelagen (van den Staat) genieten indien verdragen met het land van waar » zij herkomstig zijn, aan onze landzaten gelijkwaardige voordeelen verzekeren. » Wanneer er geen grond bestaat tot het toepassen van het vorig lid, komen de » werkgeversbijdragen ten goede van een reservefonds ».

Tot heden werd tusschen Frankrijk en België geen overeenkomst gesloten (behalve wat de mijnwerkers betreft). Daaruit volgt dus dat de Belgische arbeiders die in Frankrijk werken er toe genoopt zijn van hun loon dezelfde kortingen te laten afhouden als de Fransche arbeiders, en de door hen gedane stortingen worden op hun individueele rekening gebracht. De aldus gevestigde rente zal hun worden uitgekeerd wanneer zij den leeftijd hebben bereikt, welke bepaald is om het voordeel er van te genieten.

Doch de door hunne werkgevers gestorte bijdragen komen deze rekening niet ten goede en de belanghebbenden genieten evenmin de Rijkstoelagen, welke de Staat aan de Fransche verzekerden verleent.

Bi artikel 36 van bedoelde wet wordt bepaald dat men, om vrijwillig verzekerde te worden, *Franschman zijn moet* ».

VRAAG 12.

Na hoeveel jaren zal het pensioen in normale gevallen gevestigd zijn?

ANTWOORD.

De bij artikel 12 van het wetsontwerp voorziene renten zullen slechts volkomen kunnen gevestigd worden door die verzekeringsplichtigen, die den leeftijd van 21 jaar niet hebben overschreden op het oogenblik dat de wet van kracht wordt en die geregeld de voorgeschreven stortingen hebben gedaan.

VRAAG 15.

Bij de vestiging van het pensioen :

- a) *welke procent wordt besteed aan het vestigen van de ouderdomsrente van den mannelijken verzekeringsplichtige?*
- b) *welke procent wordt besteed voor den man en de vrouw samen?*
- c) *welke procent wordt besteed voor de overlevingsrente?*

ANTWOORD.

De aandelen der verplichte stortingen besteed aan het vestigen van de renten worden bepaald als volgt (art. 13, 14, 16 van het ontwerp. Memorie van Toelichting, blz. 12).

Categorie waartoe de verzekeringsplichtige behoort.	Ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige.	Overlevingsrente en ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenoot van den verzekeringsplichtige.
I. Ongehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen beneden 18 jaar en verzekeringsplichtigen van het vrouwelijk geslacht	100 t. h.	—
II. Ongehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen oud 18 jaar en meer en verzekeringsplichtigen weduwren en gedivorceerden.	50 t. h.	50 t. h. (1)
III. Gehuwde mannelijke verzekeringsplichtigen.	40 t. h.	60 t. h.

VRAAG 14.

Mag de vrouw van den verzekerde volgens het ontwerp starten als vrijwillige verzekerde, met het oog op vestiging van een pensioen van 720 frank?

ANTWOORD.

De echtgenoot van den verzekeringsplichtige mag, als vrijwillig-verzekerde, stortingen doen met het oog op het vestigen van eene ouderdomsrente (art. 52). Doch, de Rijksbijdrage zal haar niet meer verleend worden, wanneer de ouderdomsrente van 720 frank gevestigd is, zoowel door middel van de verplichte stortingen van haar man, als door middel van die welke zij-zelf als vrijwillig-verzekerde heeft gedaan (art. 54 A).

VRAAG 18.

Bestaat er in een of ander land geen stelsel, waarbij de pensioenen der landbouwers pachters gevormd worden met medewerking van hun eigenaar?

ANTWOORD.

De *Fransche wet* van 5 April 1910 op de arbeiders- en landbouwerspen-

(1) Gedurende den ongehuwden staat of, in voorkomend geval, gedurende den staat van weduwnaar of gedivorceerde, dient dit aandeel der verplichte stortingen tot het vormen van een spaarfonds ten beloope van 1,200 frank.

Bij huwelijk of tweede huwelijk, wordt het gevormd kapitaal gestort in de kas der weduwen tot het vestigen van een overlevingsrente.

Nadat een kapitaal van 1,200 frank gevormd is, worden de stortingen, naar rato van 100 t. h., besteed aan het vestigen van de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige.

sioenen voorziet, evenals ons ontwerp, twee soorten van belanghebbenden : 1^o de **VERPLICHTE VERZEKERDEN** die het voordeel genieten van een werkgeversbijdrage en van een Staatstoeclage; 2^o de *vrijwillig verzekerden* die door grene Staatstoeclage begunstigd worden.

Evenwel onder de vrijwillig verzekerden, is er een categorie die recht heeft op de werkgeversbijdrage : die der *halfbouwers*.

Bij artikel 56 der Fransche wet wordt voorzien dat de pachter, de halfbouwer, de landbouwer, de ambachtsman en de kleine baas, inzonderheid vrijwillig verzekerd kunnen worden, onder bepaalde voorwaarden.

« Hij die zich belast met het bebouwen van andermans grond kan aan den eigenaar van den grond verbonden zijn door allerlei overeenkomsten; ofwel ontvangt hij een vaste bezoldiging en staat hij onder het bestuur van den eigenaar; hij is dan een loontrekkende en als zoodanig verzekeringsplichtig; of nog heeft hij, als vergelding voor zijne diensten, recht op de vruchten van het eigendom, na aftrek van de huur; dan is hij pachter; ofwel nog deelt hij volgens eene vooraf bepaalde verhouding de vruchten met den eigenaar, die aldus medebelangebbende wordt in de eventueele winsten of verliezen van het bedrijf en hierdoor onderscheidt zich de halfbouwer. » (PINAT et CONELET. *Traité des retraites ouvrières*, bl. 72.)

Bij artikel 56, § 2, wordt voorgeschreven dat de jaarlijksche stortingen van de halfbouwers ten minste 6 frank bedragen en dat zij *van rechtswege* aanleiding geven tot een gelijke storting *vanwege de eigenaars*, ten beloope van 9 frank ten hoogste.

Er dient opgemerkt : 1^o Dat de halfbouwer een vrijwillig verzekerde is; het is dus door te storten en door aldus tot de verzekering bij te treden dat hij bij ten eigenaar de verplichting doet ontstaan;

2^o Dat de storting van den eigenaar in beginsel gelijk is aan die van den halfbouwer, die ten minste 6 frank moet storten, maar indien de storting van den halfbouwer 9 frank overschrijdt, de verplichting van den eigenaar beperkt blijft tot eene storting van 9 frank.

VRAAG 19.

Indien de persoonlijke bijdrage der ongehuwde verzekeringsplichtigen, ouder dan 18 jaar, weduwnaars of gedivorceerden, op 36 frank in plaats van 24 frank bepaald werd, en indien de aanvullende 12 frank in het Bijzonder fonds gestort werden, in welke mate zou de toelage voor het weeskind, voorzien bij artikelen 19 en 20, vermeerderd worden?

ANTWOORD.

Indien de overgrootte meerderheid van dat soort verzekeringsplichtigen, van af het in werking treden van de wet, een aanvullende bijdrage van 12 frank per jaar stortte, zou men gewis de toelage ten behoeve der weeskinderen kunnen vermeerderen; het lijkt evenwel verkieslijk die te besteden aan de overlevingsrente der vrouw.

Bovenstaand voorstel doet de vraag rijzen hoe vervolgens diende gehandeld tegenover de weeskinderen van de vrijwillig-verzekerden en hoe de stortingen dienden gebruikt van de vrijwillig verzekerden, die ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden zijn.

VRAAG 20.

Indien de werkgeversbijdrage ten behoeve van den gehuwden verzekeringsplichtige van 24 frank tot 30 frank opgevoerd werd en indien die aanvullende bijdrage van 6 frank gevestigd werd tot vestiging van de ouderdomsrente van de echtgenoot van den verzekeringsplichtige, in welke mate zou de ouderdomsrente van 360 frank kunnen vermeerderd worden en welke is de te vestigen maximum rente die door de wet zou kunnen worden voorzien?

Het is wel verstaan dat de Staat slechts zou tusschen beide komen voor 120 frank ten hoogste.

ANTWOORD.

Door die aanvullende 6 frank van af het jaar van het huwelijk aan te wenden tot het vestigen van de ouderdomsrente der echtgenoot zou men deze rente slechts kunnen verhoogen met een bedrag van ten hoogste 120 frank (volgens de huidige tarieven van de lijfrentekas) in het geval van gehuwde verzekeringsplichtigen oud 20 jaar, de vrouw even oud of jonger zijnde dan de echtgenoot.

Het door de wet te voorziene hoogste bedrag der ouderdomsrente voor de echtgenoot, zou dan tot 480 frank in plaats van 360 frank kunnen gebracht worden.

VRAAG 21.

Indien de bijdrage voor de mannelijke verzekeringsplichtigen oud 18 jaar en meer, op gelijkvormige wijze werd bepaald op 36 frank (persoonlijke storting); 36 frank (werkgeversbijdrage) en 36 frank (Rijksbijdrage, voor de geboortejaren na 1880), hoeveel zouden de renten te vestigen bedragen?

Het is wel verstaan dat de Staat maar zou tusschen beide komen tot een beloop van 240 frank in de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige, van 120 frank in de overlevingsrente en van 120 frank in de ouderdomsrente der echtgenoot.

ANTWOORD.

Alleen die uitgaven mogen in aanmerking worden genomen, welke te bereiken zijn als de regeling normaal in werking is.

De verdeling van de 72 frank, werkelijk gestort door de verzekeringsplichtigen en de werkgevers, zou op tweeërlei wijze kunnen geschieden :

Eerste verdeling :

Gehuwden : 50 t. h. tot het vestigen van de persoonlijke rente van den verzekeringsplichtige ;

50 t. h. tot het vestigen van de renten ten behoeve der echtgenoot ;

Ongehuwden : 50 t. h. tot het vestigen van de persoonlijke rente van den verzekeringsplichtige ;

1/3 t. h. tot het vormen van een kapitaal ;

2/3 t. h. bestemd voor het Bijzonder Fonds.

Tweede verdeling :

Gehuwden : 40 t. h. tot het vestigen der persoonlijke rente van den verzekeringsplichtige ;

60 t. h. tot het vestigen der renten ten behoeve der echtgenoot.

Ongehuwden : 40 t. h. tot het vestigen van de persoonlijke rente van den verzekeringsplichtige ;

40 t. h. tot het vormen van een kapitaal ;

20 t. h. bestemd voor het Bijzonder Fonds.

Berekend naar den grondslag van 72 frank per jaar, zou de verdeling als volgt bepaald zijn :

Eerste verdeling :

Gehuwden : 56 frank voor de persoonlijke rente ;

36 frank voor de renten der echtgenoot.

Ongehuwden : 56 frank voor de persoonlijke rente ;

24 frank tot het vormen van een kapitaal ;

12 frank voor het Bijzonder Fonds.

Tweede verdeling :

Gehuwden : fr. 28.80 voor de persoonlijke rente ;

Fr. 45.20 voor de renten der echtgenoot.

Ongehuwden : fr. 28.80 voor de persoonlijke rente ;

Fr. 28.80 tot het vormen van een kapitaal ;

Fr. 14.40 voor het Bijzonder Fonds.

Als men bij die sommen de Rijksbijdrage voegt, zou men het volgende bereiken :

Eerste verdeling :

Gehuwden : 54 frank voor de persoonlijk rente ;

54 frank voor de renten der echtgenoot.

Ongehuwden : 54 frank voor de persoonlijke rente ;

56 frank tot het vormen van een kapitaal ;

12 frank voor het Bijzonder Fonds.

(De laatste som komt niet in aanmerking voor eene Rijksbijdrage.)

Tweede verdeling :

Gehuwden : fr. 45.20 voor de persoonlijke rente ;

Fr. 64.80 voor de renten der echtgenoot.

Ongehuwden : fr. 45.20 voor de persoonlijke rente ;

Fr. 45.20 tot het vormen van een kapitaal ;

Fr. 14.40 voor het Bijzonder Fonds. (Deze som komt niet in aanmerking voor eene Rijksbijdrage).

Het is duidelijk te zien (cf. *Memorie van Toelichting*, tabel blz. 12) dat de eerste verdeling niet zou toelaten de echtgenoot hogere renten te doen bekomen.

Alleen de persoonlijke rente van de belanghebbenden zou kunnen worden

vermeerderd aangezien 54 frank tijdelijk zouden besteed worden aan het vestigen van die rente, in plaats van 36 frank, zooals volgens het ontwerp.

De maximum-rente die door het ontwerp zou kunnen voorzien worden, zou in die voorwaarden 960 frank in plaats van 720 frank bedragen.

De tweede verdeeling, integendeel, zou toelaten de drie renten te verhoogen; inderdaad, dan zouden tijdelijk gestort worden bedragen van fr. 43.20 of van fr. 64.88, in stede van 36 frank of 54 frank.

De maximum-renten, welke door de wet zouden kunnen voorzien worden, zouden alsdan ofwel 408 frank in plaats van 360 frank, ofwel 816 frank in plaats van 720 frank bedragen.

De theoretische grenzen zouden door de volgende kunnen worden vervangen :

420 in stede van 408

840 — — 816

Voor bovenstaande uitslagen wordt verondersteld dat de stortingen geregeld geschieden uiterlijk van af 18 jaar; elke onderbreking in de stortingen (wegens legerdienst, ziekte, enz.) zou over 't algemeen beletten dat die laatste cijfers bereikt worden.

Ten slotte, wordt ook aangenomen dat de huidige tarieven der lijfrentekas geene verhooging zullen ondergaan.

Derde verdeeling. — De verdeeling der werkelijk gestorte 72 frank zou nog op een derde wijze kunnen geschieden als volgt :

Gehuwden : 33 $\frac{1}{2}$ t. h. tot het vestigen der persoonlijke rente ;

66 $\frac{2}{5}$ t. h. tot het vestigen van de renten der echtgenoot.

Ongehuwden : 33 $\frac{1}{5}$ t. h. tot het vestigen der persoonlijke rente ;

50 t. h. tot het vormen van een kapitaal ;

16 $\frac{2}{3}$ t. h. voor het Bijzonder Fonds.

Berekend naar den grondslag van 72 frank per jaar, zou men bekomen :

Gehuwden : 24 fr. voor de persoonlijke rente ;

48 fr. voor de rente der echtgenoot.

Ongehuwden : 24 fr. voor de persoonlijke rente ;

56 fr. tot het vormen van een kapitaal ;

12 fr. voor het Bijzonder Fonds.

Als men bij die sommen de Rijksbijdragen voegt, bereikt men het volgende :

Gehuwden : 56 fr. voor de persoonlijke rente ;

72 fr. voor de renten der echtgenoot.

Ongehuwden : 56 fr. voor de persoonlijke rente ;

54 fr. tot het vormen van een kapitaal ;

12 fr. voor het Bijzonder Fonds.

(Deze laatste som komt niet in aanmerking voor eene Rijksbijdrage.)

*
* * *

Deze derde verdeeling zou het voor de persoonlijke rente te voorziene maximum niet verhoogen, maar het maximum van de renten der echtgenoot zou daarentegen van 360 tot 440 frank kunnen opgevoerd worden.

Ofwel zou alleen het maximum van de rente der weduwe tot 480 frank kunnen worden vermeerderd, terwijl het ander tot 360 frank zou beperkt blijven. Doch in dit geval, zou de tijd noodig tot het vestigen der weduwe-rente verlengd worden met gemiddeld drie jaar, d. w. z. tot gemiddeld drie en twintig jaar ten minste.

VRAAG 22.

Zijn in het cijfer van 1,800,000 verzekeringsplichtigen en landarbeiders, de mijnwerkers, de bedienden begrepen?

Er dient opgemerkt dat de tienjarige optelling van 1910 wijst op 1.270,000 loontrekkenden, mijnwerkers en bedienden erbij begrepen, doch buiten de landarbeiders.

ANTWOORD.

Het Statistisch Jaarboek van België voor 1914 vermeldt (blz. 114, 115) op 31 December 1910 (Algemeene optelling der bevolking) :

1,778,106 arbeiders,
190,934 personen in huisdienst,

Samen : 1,969,040 loontrekkende arbeiders.

Dit cijfer behelst onder meer de landarbeiders (250,018) en de mijnwerkers (158,516).

Dienen er bij gevoegd de loontrekkende arbeiders medegerekend onder de groepen der volgende beroepen :

Bewaring en beheer der eigendommen	fr. 7.004
Aannemingen der openbare besturen in zake watervoorziening »	8,437
Onvoldoend bepaalde beroepen.	» 55.099
Samen.	fr. 70,540

Het is niet overdreven aan te nemen dat die arbeiders ten getale van 15,000 waren, hetgeen het aantal loontrekkende arbeiders tot 1,984,000 zou opvoeren.

De bedienden (149,249) zijn in dat cijfer niet begrepen.

Van die 1,984,000 moeten de personen afgetrokken worden welk 65 jaar of ouder zijn en die, zeer weinig talrijk, die loonen verdienen welke overeenkomen met het cijfer van ten minste 9,000 frank (of 12,000 fr.) huidig loon. Hun aantal kan geraamd worden op ten hoogste 150,000.

De overige loontrekkende werkliedenbevolking, zegge 1,834,000, zal in vijftien jaar tijd heel waarschijnlijk met 8 t. h. aangegroeid zijn (van 1910 tot 1925); (geen inlichting kan dienaangaande volgens de optelling van 1920, door den Algemeenen Dienst voor Statistiek in het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, tot nog toe geleverd worden); zonder den oorlog, had de aangroei ongeveer 15 t. h. bereikt.

Berekend naar de vorige grondslagen, bekomt men 1,980,000 voor het waarschijnlijk aantal loontrekkende arbeiders minder dan 65 jaar oud, die in aanmerking komen voor de verplichte ouderdomsverzekering.

Anderzijds, wijst een onlangs opgemaakte statistiek (31 December 1922) op 171,453 mijnwerkers op dien datum, in ronde cijfers dus op 170,000 mijnwerkers.

Als men van het hooger bekomen cijfer (1,980,000) dat der mijnwerkers aftrekt (170,000), blijven er 1,810,000 of 1,800,000, ongeveer, over voor het aantal verzekeringsplichtigen (uit de vorige beschouwingen blijkt dat in dit cijfer de landarbeiders, doch niet de mijnwerkers en de bedienden, begrepen zijn).

VRAAG 23.

Welke vermeerderingen in de uitgaven zal de Staat te bestrijden hebben door het feit dat de maximum-overlevingsrente op 420 of 480 frank zou kunnen bepaald worden in stede van op 360 frank, tengevolge van de nieuwe middelen vermeld in de vraag van den heer Neven, wat den toeslag betreft, voorzien in artikel 17 van het ontwerp?

ANTWOORD.

De hogere stortingen, in bovenstaande vraag voorgesteld, zullen tengevolge hebben de nieuwe grens der weduwen-renten te doen bereiken op een tijd gelijk aan dien door het ontwerp voorzien.

Eerste onderstelling : in deze onderstelling kan de regel vervat in artikel 17, ofwel dezelfde blijven, d. w. z. dat de toeslag slechts zou verleend worden als de rente minder bedraagt dan 360 frank ;

Tweede onderstelling : ofwel gewijzigd worden als volgt : de toeslag zal 120 frank bedragen zonder dat het totaalbedrag van den toeslag en van de verworven rente de nieuwe grens der rente (420 of 480 frank) kan overschrijden.

In het eerste geval, zou er geen vermeerdering van lasten voor den Staat kunnen uit voortspuiten, doch integendeel eene vermindering er van.

In het tweede geval, zouden die lasten groter zijn, doch slechts na een zeker aantal jaren. Deze vermeerdering op eenigszins nauwkeurig wijze becijferen is onmogelijk.

Bij den aanvang, zal er natuurlijk geene vermeerdering zijn ; zij zal onbeuidend zijn gedurende de eerste jaren, zal vervolgens van jaar tot jaar stijgen en, na vijftien jaar, ongeveer 1 miljoen bedragen ; deze som zal vervolgens nagenoeg onveranderlijk blijven.

HOOFDSTUK VI.

WETGEVING BUITENSLANDS.

De Regeering heeft ook, naar aanleiding van den door sommige leden uitgedrukte wensch, aan de Commissie een beknopte samenvatting gestuurd van de voornaamste wetten in zake ouderdomsverzekering buitenslands. De Commissie had enkele inlichtingen willen bekomen over de uitgaven door de toepassing van die wetten noodig gemaakt, doch de Regeering heeft verklaard over dit punt geene aanduiding te bezitten.

GROOT-BRITTANNIË.

Wet van 23 December 1919 op de ouderdomspensioenen.

De Commissie der arbeidspensioenen, benoemd door den Minister van Financiën in April 1919, heeft zich beziggehouden met verschillende hervormingen, in het geldend stelsel (wetten van 1908 en van 1911) in te voeren, onder meer met de herziening van het bedrag van het pensioen, met het vraagstuk van de becijfering der inkomsten van de verkrijgers en van den invloed er van op de toekenning van een min of meer aanzienlijk pensioen. De Commissie heeft erkend dat de vermindering vastgesteld in de koopkracht van het geld eene wijziging moest medebrengen in de bepaling van het in aanmerking te nemen minimum van inkomsten, ten einde de verzekerden in een gelijkwaardigen toestand als in 1914 te plaatsen. De Commissie erkende echter dat tegen de methode die bestaat in rekening te houden met de inkomsten van den verkrijger, van verschillende zijden bezwaren tot niting waren gekomen :

1^o Het bestaan van eene grens voor de inkomsten geeft aan de wet het karakter van eene onderstandswet, van eene « armenwet » en aan het pensioen het karakter van een daad van medelijden ;

2^o Door onder het begrip van de inkomsten in aanmerking te nemen zekere inkomsten te rangschikken, zooals de vergoedingen van de verenigingen voor onderlingen bijstand, vermindert men den geest van bezuiniging en van voorzorg ;

3^o De opsporingen noodig tot het vaststellen der inkomsten werken verbitterend en zaaien misnoegdheid.

De Commissie nam aan dat, in feite, het karakter der huidige wet steeds dat is van eene onderstandswet. Zij erkent het pensioen niet als een recht. Zoolang er een grens van inkomen zal zijn, zal het pensioen het karakter van eene weldaad behouden, aangezien het zal berusten op een staat van « armoede ». De Commissie was ook van meening dat men geen rekening had moeten houden met de sommen welke aan den verkrijger toekomen wegens door hem belegde spaarpenningen (onderlingen bijstand, syndicaten, spaarkassen).

Sommige deskundigen stelden zelfs voor de hulp gelden door bloedverwanten, oude werkgevers of vrienden gegeven, niet in aanmerking te nemen. Arbeidersgezinnen zien met leed dat, nadat zij met moeite hunne « oudjes » hebben onderhouden tot 70 jaar, zij ten slotte de toekenning van het pensioen in gevaar hebben gebracht.

Anderen hadden de inkomsten willen uitsluiten, voortkomende van den arbeid die door betrokkene slechts bij gelegenheid wordt verricht. Het is gezonder voor den grijsaard kleine werkjes te doen, dan werkeloos te blijven. Daarenboven komt het er, wegens de behoeften des tijds op aan, dat eenieder kunne werken in de maat van zijn vermogen.

Moest men al de vorige bronnen van inkomsten uitsluiten, dan zouden nog alleen de inkomsten door nalatenschap overblijven. Doch kan men, in

dit geval ook, een strenge grenslijn trekken tusschen hetgeen bij nalatenschap verworven is, en waarin het sparen een rol kan spelen, en datgene dat door persoonlijke arbeid werd voortgebracht? Dan, is het wel rechtvaardig een onderscheid te maken tusschen wat verworven werd door schenking onder de levenden en wat bij testament werd bekomen? Dit onderscheid zou in de practijk tot nieuwe moeilijkheden aanleiding geven.

De Commissie erkende de juistheid der ingebrachte bezwaren, wat betreft de onderzoeken tot het bepalen van het bedrag der geldmiddelen. Betrekking hebbende op soms moeilijk te waardeeren elementen, stonden zij bloot aan uiteenlopende uitslagen en waren door het feit zelf een voortdurende bron van misnoegdheid.

Om deze redenen, vroeg de Commissie de afschaffing der grensbepaling voor de inkomsten.

Een zeker aantal leden hadden gevraagd een stelsel van algemeene pensioenen op 70 jarigen leeftijd in te voeren. Dergelijk stelsel zou aan de wet haar uitzonderingskarakter, evenals haar liefdadig karakter doen verliezen. Er zouden geen verbitterende onderzoeken meer plaatsgrijpen. Het pensioen zou trouwens slechts aan diegenen uitbetaald worden, die het zouden vragen. Dat stelsel werd door de Commissie aanbevolen, onder voorbehoud van de kwestie der geldelijke middelen (de jaarlijksche uitgave werd op 44.000.000 pond st. geschat, en zou toelaten een wekelijksche rente van 10 shillings te betalen aan elken verkrijger van 70 jaar oud).

De conclusiën van de meerderheid der Commissie werden niet aangenomen door den wetgever, die blijkbaar de zienswijze der minderheid bijtrad. (De heeren Henry, A. Robinson c. s.)

Wat inzonderheid het stelsel van algemeene pensioenen betreft, liet de minderheid opmerken dat het invoeren van dergelijke regeling voor gevolg zou hebben onmiddellijk een nieuwe beweging te doen ontstaan. De behoeftige standen zouden met eenige reden meenen dat de Staat, door dezelfde rente aan de rijken en aan de onvermogenen toe te kennen, natuurlijk de eersten begunstigt. Dan zoude de pensioenen der armen dienen verhoogd, wat opnieuw de grensbepaling der inkomsten zou herstellen onder een vorm die weinig van den bestaanden zou verschillen.

*
* * *

De wet van 23 December bevat de volgende bepalingen :

Het bedrag van het pensioen is voortaan bepaald als volgt :

Inkomsten van den verkrijger.	Wekelijksch bedrag van het pensioen
Indien de jaarlijksche inkomsten van den verkrijger niet meer bedragen dan 26 pond 5 shillings.	10 shillings
Indien zij 26 pond 5 shillings overschrijden zonder meer te bedragen dan 31 pond 10 shillings.	8 »
Indien zij 31 pond 10 shillings overschrijden zonder meer te bedragen dan 36 pond 15 shillings	6 »

Indien zij 36 pond 13 shillings overschrijden zonder meer te bedragen dan 42 pond	4 schillings.
Indien zij 42 pond overschrijden zonder meer te bedragen dan 47 pond 5 shillings	2 „
Indien zij 47 pond 5 shillings overschrijden zonder meer te bedragen dan 49 pond 17 shillings 6 p.	1 „
Indien zij 49 pond 17 shillings 6 p. overschrijden	niets.

Wanneer voortaan iemands inkomsten moeten geschat worden met het oog op zijn pensioen, zal men als volgt te werk gaan :

De waarde van de aan dien persoon behoorende goederen (behalve de eigendommen die hij zelf zou gebruiken of genieten) zal berekend worden als volgt :

a) met de eerste 25 pond der kapitaalswaarde van die goederen wordt geen rekening gehouden ;

b) de jaarlijksche waarde der 575 volgende pond wordt gerekend voor $1/20$ der kapitaalswaarde ;

c) de jaarlijksche waarde van al de goederen boven 400 pond wordt gerekend voor $1/10$ der kapitaalswaarde.

Om het inkomen te berekenen, dat de rechtverkrijgende redelijkerwijze mag verhoppen gedurende het toekomende jaar, wordt geen rekening gehouden met de sommen die hij of zijn echtgenoot gedurende ten hoogste drie maand als ziektelhulp ontvangen heeft, krachtens een geneeskundig getuigschrift, vanwege een maatschappij van onderlingen bijstand, een beroeps-vereening of krachtens de wet van 1911 op de nationale verzekering,

Er mag geen rekening gehouden worden met de meubelen of persoonlijke zaken van den rechtverkrijgende, welke ook hun waarde zij.

Is de rechtverkrijgende van zijn echtgenoot gescheiden krachtens een vonnis, dan mag er geen rekening gehouden worden met hetgeen hij aan de gescheiden vrouw zou te betalen hebben.

De verzekerde die geïnterneerd is in een « workhouse » of in een andere inrichting van de Armenwet, om een genees- of heelkundige behandeling te ondergaan, mag niet beroofd worden van het pensioen gedurende drie maand na zijn aanneming, op voorwaarde dat hij die behandeling verder noodig heeft.

De bepaling van de wet van 1908 houdende dat « de persoon, die vóórleer recht te hebben op pensioen, geen werk verricht heeft volgens zijn bekwaamheden, middelen en behoeften, voor zijn onderhoud of profijt en voor dat van zijn wettelijke naastbestaanden » wordt ingetrokken.

Worden eveneens ingetrokken, de bepalingen van vroegere wetten, krachtens dewelke al wie gevangen zat wegens misdrijf, het pensioen niet kan trekken zoolang hij zijn straf uitboet en gedurende zes jaar na zijn invrijheidstelling, en die waarbij van het pensioen beroofd wordt gedurende zes maand na de veroordeeling, al wie veroordeeld werd voor openbare dronkenschap.

DENEMARKEN.

Wetsontwerp op de ouderdomspensioenen (ingediend op 4 December 1919).

Alle Deensehe onderdanen hebben recht op een ouderdomspensioen op 60-jarigen leeftijd, indien zij de door de wet voorgeschreven voorwaarden vervullen.

Heeft geen recht op pensioen, degene die veroordeeld werd tot een onteerende strafen niet in eer hersteld werd. Evenmin al wie, na zijn 56^e jaar, zijn bestaansmiddelen ten bate van zijn kinderen of van andere personen, in zulke mate verminderd heeft, dat hij daardoor recht op pensioen verkregen heeft. Voor gehuwde personen geldt hetzelfde, indien een der echtgenooten dergelijke maatregelen getroffen heeft bij weten en met toestemming van den anderen. Het recht op pensioen wordt nog verbeurd, indien de belanghebbende of zijn echtgenoot zijn financiële toestand verminderd heeft door een wanordelijk of lui leven of door eenigen persoonlijken misstap.

De belanghebbende moet in Denemarken gewoond hebben gedurende vijf jaar vóór het indienen van zijn pensioen-aanvraag.

Gedurende drie jaar vóór de aanvraag, mag hij van de Openbare Weldadigheid geen hulpgeld ontvangen hebben, waardoor hij het recht op pensioen zou kunnen verliezen.

Gedurende drie jaar vóór het indienen zijner aanvraag, mag de aanzoeker niet veroordeeld geworden zijn wegens landlooperij of bedelarij, noch een bestaan geleid hebben dat openbaar schandaal zou verwekt hebben (dronkenschap, enz.).

De aanvraag wordt gericht tot het gemeentebestuur, op een daartoe bestemd formulier, waarvan de vragenlijst moet ingevuld worden; daarbij dienen de vereischte stukken gevoegd.

Het gemeentebestuur onderzoekt de aanvragen, beslist over de gegrondheid er van en bepaalt desgevorderd het bedrag van het pensioen.

Vast gedeelte van het pensioen.

Het ouderdomspensioen bestaat uit een *vast* jaar^{som}, desnoods verhoogd met de *bij*som die het gemeentebestuur noodig acht wegens bijzondere omstandigheden, om te voorzien in het onderhoud van den rechtverkrijgende en zijn familie, of in de geneeskundige zorg en gasthuisverzorging, ingeval van ziekte.

Het vast gedeelte van het pensioen wordt bepaald als volgt ;

	Te Kopenhagen, Frederiksberg en in de steden van 20,000 inwoners en meer.	In de andere steden en gemeenten van 2,000 inwoners en meer.	In de plattelands- gemeenten van minder dan 2,000 inwoners.
Voor man en vrouw, wan- neer beiden volle 60 jaar oud zijn	780 kronen 's jaars.	780 kronen 's jaars.	640 kronen 's jaars.
Met terugwerkende kracht tot den dag van de aanvraag, wordt het pensioen, wanneer een van de echtgenooten zijn 61 ^e jaar bereikt, gebracht op :	840	770	600
62 ^e » » » »	900	820	740
63 ^e » » » »	970	890	800
64 ^e » » » »	1050	960	860
65 ^e » » » »	1140	1040	930
66 ^e » » » »	1230	1130	1010
Voor ongetrouwde mannen, en echtparen, wanneer alleen de man volle 60 jaar oud is :	420	580	340
Het pensioen wordt, met te- rugwerkende kracht (zie hier- boven), bij volle			
61 jaar, gebracht op :	450	410	370
62 » » » »	490	440	390
63 » » » »	520	470	420
64 » » » »	570	510	460
65 » » » »	610	550	500
66 » » » »	660	600	540
Voor ongetrouwde vrouwen en echtparen, wanneer alleen de vrouw volle 60 jaar oud is :	560	550	500
Het pensioen wordt, met te- rugwerkende kracht (zie hier- boven) bij volle			
61 jaar, gebracht op :	590	560	520
62 » » » »	620	580	550
63 » » » »	650	610	570
64 » » » »	690	650	600
65 » » » »	730	680	640
66 » en meer, »	770	720	670

Bijkomend gedeelte van het pensioen.

Voor elke som van 54 kronen, waarmee de duurtetoeslag verleend aan de gehuwde Staatsbeambten, krachtens de wet van 12 December 1919, jaarlijks 702 kronen overtreft, zal aan de ouderdomspensioentrekkenden, voor het voorziene halfjaar (April-September, October-Maart) boven het vast gedeelte, de tijdelijk de som van 18, 12 en 30 kronen 's jaars verleend worden, respectievelijk voor de ongehuwde mannen en de echtparen wanneer beide echtgenooten elk volle 60 jaar oud zijn.

Wordt de wet op de invaliditeitsverzekering aangenomen, (ontwerp ingediend 4 September 1919), dan zal het pensioen van den invalide-rentenier, die zijn volle 60 jaar bereikt en onder het stelsel der ouderdomsverzekering komt te staan, steeds ten minste gelijk zijn aan de invaliditeitsrente.

Berekening der inkomsten.

Wanneer er moet berekend worden of een persoon recht heeft op het ouderdomspensioen, dient afgezien van zijn inkomsten ten bedrage van 600 kronen, en voor een gehuwd paar, van 900 kronen 's jaars, welke ook de oorsprong der inkomsten zij. Overtreffen de inkomsten 600 kronen (of 900), dan dienen van de inkomsten tusschen 600 en 800 (900 en 1,200) afgetrokken de helft van het vaste pensioensgedeelte, en van de inkomsten tusschen 800 en 1,000 (1,200 en 1,500), de $\frac{3}{4}$ daarvan. Wat aan de inkomsten boven die sommen gaat, wordt van het geheel afgetrokken.

Indien, door dien aftrek, het pensioen minder bedraagt dan 60 kronen 's jaars, vervalt dit pensioen.

Het pensioen wordt maandelijks vooruit betaald door de gemeente waar de rechtverkrijgende verblijft. Bedraagt het niet meer dan 120 kronen per jaar, dan kan het ook driemaandelijks vooruit betaald worden.

De helft der uitgaven van de gemeenten wegens ouderdomspensioenen komt *ten laste van den Staat*.

De wet van 9 April 1891 op de ouderdomspensioenen, en de wetten tot wijziging daarvan, zijn ingetrokken.

(De sommen zijn aangegeven in kronen en de kroon = fr. 1.39.

DUITSCHLAND.

1^o Sedert 1889, heeft Duitschland de verplichte verzekering ingevoerd voor invaliditeit en ouderdom.

Het Keizerlijk wetboek voor sociale verzekering, van kracht sedert 1 Januari 1912, heeft de wet van 1899 vervangen, die zelf de wet van 22 Juni 1889 herzien had.

De verzekering dekt de volgende risico's : ziekte, ongevallen, invaliditeit, ouderdom, overlijden (verzekering voor de overlevenden).

Een bijzondere wet, d. d. 20 December 1911, heeft de invaliditeits-, ouderdoms- en overlijdensverzekering verplicht gemaakt voor de bedienden.

Verzekeringen invaliditeit, ouderdom, overlijden. — 2° De invaliditeit wordt bepaald als volgt : is invalide alwie niet meer in staat is $\frac{1}{3}$ te verdienen van hetgeen gezonde personen van zijn stand en van dezelfde vorming, normaal kunnen verdienen door hun arbeid in dezelfde streek.

De ouderdom wordt behandeld als een invaliditeit, die op 65 jaar aanvangt.

De verzekering voor overlevenden geldt voor de volgende personen :

De weduwe met blijvende invaliditeit ;

De vaderlooze weezen beneden 15 jaar ;

Kleinkinderen beneden 15 jaar, zonder ouders en ten laste van den verzekerde.

3° De verzekering is verplicht vanaf 16 jaar voor de meeste loontrekken ; ze is facultatief voor sommige klassen van personen (kleine bazen met ten hoogste twee werklieden).

4° *Praestatie der verzekering.* — Lijfrenten, betaalbaar gedurende de invaliditeit of vanaf 65-jarigen leeftijd ;

Lijfrenten aan de invalide weduwen na overlijden van den echtgenoot ;

Renten aan de weezen tot 15 jaar.

Het bedrag dier renten is veranderlijk, volgens het getal weken bijdrage. Het bestaat uit een vaste toelage van den Staat (50 mark aan de verzekerden en aan de weduwen, en 25 mark aan elken wees), een deel ten laste van de Verzekeringsmaatschappij, hetwelk zelf bestaat uit een grondsom en een vermeerdering afhangende van den duur der aansluiting en van de belangrijkheid der bijdragen.

De weken ziekte en militaire dienst worden medegerekend voor het bepalen van de rente, hoewel de bijdragen gedurende dien tijd niet moeten betaald worden.

De renten beginnen eerst te loopen na een proeftijd voor de invaliditeitsrenten en de renten aan overlevenden ; men moet ten minste 100 wekelijksche bijdragen gestort hebben, gedurende 200 weken aansluiting, en zijn recht op de rente behouden hebben.

Voor de ouderdomsrente zijn er 1,200 weken bijdrage vereischt.

Het bedrag der renten is sedert 1918 steeds verhoogd geworden, wegens het aanhoudend stijgen van de levensrente. Het is van geen belang de huidige cijfers aan te halen. Wat vóór 1918 voorzien was, kan echter wel van belang zijn.

Invaliditeits- en ouderdomsrenten. — De grenzen van die renten schijnen als volgt te kunnen bepaald worden :

Invaliditeit : toelage van 50 M. + minimum van 66 M.; totaal : 116 M.

— 50 M. + maximum van 400 M.; — 450 M.

(met 10 t. h. opslag per kind beneden 15 jaar; maximum 50 t. h.);

Ouderdom : toelage van 50 M. + minimum van 60 M.; totaal : 110 M.

— 50 M. + maximum van 180 M.; — 230 M.

Weduwenrenten : toelage van 50 M. + $\frac{3}{10}$ der invaliditeitsrente die de overledene genoot of zou genoten hebben ;

Weezenrenten : 1^{ste} kind : toelage 25 M. + $\frac{3}{20}$ der invaliditeitsrente die de overledene genoot of zou genoten hebben ;

2^o, 3^o kind : toelage 25 M. + 1/40 der invaliditeitsrente die de overledene genoot of zou genoten hebben ;

De verplichte renten kunnen vermeerderd worden door middel van vrijwillig verworven aanvullende renten.

Onverminderd de betalingen in specie (renten) kunnen, de verzekerde invaliden geneeskundige zorg genieten in de hospitalen, sanatoriums, kuurinrichtingen, enz.

Tijdens hun hospitaalverblijf of hun kuur, krijgt de familie een deel van de rente.

*
* *

5^o *Inkomsten van de verzekering.* — Deze worden verkregen door gelijke bijdragen vanwege verzekerden en bazen, en hangen af van de loonklassen waartoe de verzekerden behooren.

Voor 1918, beliepen die bijdragen :

Loonklassen.		Wekelijksche bijdragen.	
—		—	
	tot 350 M. 's jaars	.	16 pf.
van	350 tot 550 M. 's jaars	.	24 pf.
van	550 tot 850 M. 's jaars	.	32 pf.
van	850 tot 1550 M. 's jaars	.	40 pf.
boven	1550 M. 's jaars	.	48 pf.

De bijdragen worden door de bazen afgehouden van het loon der werklieden.

De *openbare machten* verleenen toelagen, die betaald worden wanneer de renten beginnen te loopen (50 of 25 M. per rente).

Inrichting van de verzekering. — De openbare overheden van de verzekering zijn :

- in elke localiteit : een *Verzekeringsambt* ;
- in elk district : een *Hooger Verzekeringsambt* ;
- voor het Rijk : het *Keizerlijk (?) Verzekeringsambt*.

De organismen, belast met de invaliditeits-, ouderdoms- en overlijdensverzekeringen, heeten « *Verzekeringsinrichtingen* » en hebben eene bepaalde streek tot gebied.

NEDERLAND.

Het stelsel der arbeiderspensioenen werd in Nederland ingericht door de wetten van 6 Juni 1913 en van 1 November 1919.

Elke werkmán, die krachtens de wet niet uitgesloten of niet ontslagen is van de verplichte verzekering, is gehouden zich te doen verzekeren overeenkomstig de bepalingen van de wet.

In de door de wet voorziene gevallen heeft de verzekeringsplichtige recht op een rente (*verzekeringsplichtigenrente*) ingeval van invaliditeit en wanneer hij 65 jaar oud is.

In de door de wet voorziene gevallen hebben kinderen beneden 14 jaar insgelijks recht op een rente (*weezenrente*).

De verzekeringsplichtigen zijn verdeeld in vijf loonklassen, volgens het werkelijk loon of datgene dat als dusdanig beschouwd wordt :

Klas 1 jaarloon beneden 240 gulden.				
» 2 »	van 240 gulden tot minder dan 400 gulden.			
» 3 »	van 400 »	»	600 »	
» 4 »	van 600 »	»	900 »	
» 5 »	van 900 »	en meer.		

De *invalid*e verzekerde die 150 premies betaald heeft (voorbereidende periode) heeft recht op een invaliditeitsrente :

1^o Indien het niet waarschijnlijk is dat zijn arbeidsbekwaamheid zoodanig kan terugkeeren dat hij niet meer invalide is (blijvende invaliditeit);

2^o Indien de invaliditeit zes maand onafgebroken geduurd heeft.

Heeft recht op een ouderdomspensioen, alle verzekerde van volle 70 jaar.

Het jaarlijksch bedrag van de invaliditeitsrente en van de ouderdomsrente wordt verkregen door samentelling van de grondsom en van de hierna bepaalde *verhooging*.

De *grondsom* wordt verkregen door het totaal bedrag der betaalde premies te vermenigvuldigen door 325 en door de uitkomst te verdeelen door het getal weken van den duur der verzekering. Zijn in die berekening niet begrepen, de weken gedurende dewelke de verzekerde de invaliditeitsrente getrokken heeft, evenmin als de gedurende dien tijd betaalde premies.

Indien het blijkt dat de verzekerde ten minste 150 premies kan doen gelden, gestort gedurende de weken die verlopen zijn sedert zijn 15^{de} jaar, wordt bij het berekenen van de grondsom geen rekening gehouden met de weken vóór dien ouderdom noch met de gedurende dien tijd betaalde premies.

De *verhooging* bedraagt 14 t. h. van het beloop der betaalde premies, zonder dat ze minder mag bedragen dan 1/5 van de grondsom.

De wettige kinderen en de erkende natuurlijke kinderen beneden 13 jaar en waarvan de vader verzekerd is, hebben bij het overlijden van den vader, recht op de weezenrente, op voorwaarde dat de vader reeds in bezit was van de invaliditeitsrente of het betalen van 40 premies kon doen gelden.

Hebben ook recht op de weezenrente bij het overlijden van hun moeder, de kinderen beneden 13 jaar, wettig of wettig erkend, die hun vader verloren hebben of die ten laste van hun moeder waren, op voorwaarde dat deze reeds in bezit was van de invaliditeitsrente of de betaling van 40 premies kon doen gelden.

De noodige gelden voor de uitbetaling der renten voor de geneeskundige verzorging, de vergoedingen en de kosten van beheer, ontstaan door het innen van de premies der verzekerden en der bazen van de verzekeringsplichtigen, en door een jaarlijksche Staatstoelage die, gedurende vijf-en-zeventig jaar, 21 1/2 millioen gulden zal bedragen.

Voor elke week van het burgerlijk jaar — een deel van de week telt voor een heele week — wordt een premie geïnd van :

1 ^e loonklasse	.	.	.	25 cent ;
2 ^e »	.	.	.	30 »
3 ^e »	.	.	.	40 »
4 ^e »	.	.	.	50 »
5 ^e »	.	.	.	60 »

De baas betaalt de premie.

De premie wordt betaald ofwel door het plakken van rentezegels op een rentekaart, ofwel in specie bij den Arbeidsraad.

De beslissing nopens het betalen met zegels of in specie wordt genomen door de Koningin voor het gebied van elken Arbeidsraad, het Bestuur der Bank, den Arbeidsraad en den Verzekeringsraad gehoord.

Er kan verschillend beslist worden voor verschillende groepen van verzekerden.

De verzekeringsdienst wordt waargenomen door bemiddeling van het Bestuur der Verzekeringsbank, der Verzekeringsraden en der Arbeidsraden.

Overgangsperiode.

A. — *Leden die 65 jaar oud geworden zijn op 3 December 1919*, en de rente niet trekken, voorzien bij de artikelen 569 en 570 der invaliditeitswet, noch de tegemoetkoming welke die rente vervangt ten laste der Schatkist.

Zij kunnen kosteloos een pensioen van 5 gulden in de week ontvangen en van 5 gulden voor de beide echtgenooten.

B. — *Leden die meer dan 34 jaar en minder dan 65 jaar oud waren op 3 December 1919*. — Zij kunnen een rente van 5 gulden in de week ontvangen, of 156 gulden in het jaar, op voorwaarde dat zij, gedurende ieder jaar vóór den ouderdom van 65 jaar, wekelijks 5 cent, dit is 20 gulden in 't jaar gestort hebben.

De Staat vult op deze wijze, voor die reeks van ouderlingen, de rente aan, verworven door middel van de bedoelde stortingen, tot beloop van 156 gulden.

FRANKRIJK

(Wet van 5 Juni 1911.)

HOOFDSTUK I.

VERPLICHTE VERZEKERINGEN.

Loonen die de verplichte verzekering kunnen doen genieten. — De wet verleent het voordeel der verplichte verzekering aan de loontrekkende mannen, vrouwen en kinderen, wier loon 5,000 frank per jaar niet te boven gaat.

De verplichte storting van den verzekerde is vastgesteld :

Voor mannen : op fr. 0.05 per dag, d. i. fr. 0.75 per maand en 9 fr. per jaar ;

— vrouwen : — 0.02 — — 0.50 — 6 —

— minderjarigen beneden 18 jaar : fr. 0.015 per dag, d. i. fr. 0.575 per maand en fr. 4.50 per jaar.

Daar evenwel geen halve centimes mogen gestort worden, wordt het te storten totaal steeds naarboven afgerond op den centime.

De bijdrage van den baas komt geheel ten laste van dezen en is gelijk aan de verplichte bijdrage van den verzekerde.

De bijdrage wordt berekend bij iedere loonsbetaling, volgens bovenstaand tarief, en volgens de arbeidsperiode overeenkomende met die loonsbetaling.

Ingeval van huisarbeid, wordt het bedrag van het aandeel van den baas bepaald op 1 p. c. van de vergelding, en de bijdrage van den werkman op dezelfde som.

Hetzelfde geldt voor de arbeiders die, zooals schoonmakers per schof kunnen gebezigd worden, en zelfs achtereenvolgens door verschillende werkgevers op denzelfden dag.

Evenwel, wanneer de gezamenlijke reeds gestorte bijdragen van den baas, voor het jaar waarin de kaart geldig is, de hierboven vermelde cijfers bereikt heeft (9 frank voor de mannen, 6 frank voor de vrouwen), wordt er geen verplichte korting meer toegepast op de loonen noch verplichte storting gedaan door den baas, totdat de kaart uitgewisseld wordt.

De huisarbeider, die zelf verzekeringsplichtig is tegenover den fabrikant voor wiens rekening hij werkt, is niet gehouden tot patronale stortingen voor de personen die hij bezigt aan de werken, die hem door dien fabrikant zijn toevertrouwd. Die stortingen komen ten laste van den fabrikant.

Wijze van innen der bijdragen. — Bij elke loonsbetaling houdt de baas de noodige som af voor de bijdrage van den verzekerde. Hij voegt er dezelfde som bij voor zijn eigen bijdrage, en plakt op de jaarlijksche kaart die de verzekerde hem voorlegt, een rentezegel die het totaal van beide sommen vertegenwoordigt.

De huisarbeider, bedoeld in de laatste alinea van voorgaande sectie, houdt van het loon van het personeel de door de wet bepaalde som af, en voegt er, als patronale bijdrage, het bedrag aan toe van de sommen die de baas hem tot dat doel heeft voorgeschooten, volgens den staat van dat personeel.

De werkgevers, die arbeiders bezigen welke niet staan onder de bescherming van de bepalingen van Boek I van het Arbeidswetboek, betreffende het uitbetalen der loonen, t. t. z. andere arbeiders dan de arbeiders en bedienden van handel en nijverheid, moeten, bij het vervallen van de jaarlijksche kaart, de zegels plakken betreffende de arbeidsperiode verlopen, sedert de voorgaande loonsbetaling. Die bepaling geldt ook voor de landbouwersknechten en voor de huurdienaars, die soms om de drie maand en zelfs om het jaar betaald worden.

Wanneer de verzekerde lid is van een maatschappij van onderlingen bijstand, die de bijdragen mag ontvangen, mag hij bij zijn maatschappij storten. Dan heeft hij geen kortingen meer te ondergaan op zijn loon. Enkel moet hij, bij elke loonsbetaling, zijn jaarlijksche kaart aan zijn baas voorleggen, om er de zegels van de patroonsbijdrage op te plakken.

Onder dezelfde voorwaarden mogen de bijdragen van de verzekerden geïnd worden door de verzekeringskassen, waarbij hun individuele rekeningen geopend zijn.

De werkgevers, die arbeiders bezigen welke aangesloten zijn bij inrichtingen die

de bijdragen mogen innen, mogen ook hun patroonsbijdragen door die inrichtingen doen innen.

Anderdeels, hebben de daartoe gemachtigde werkgevers het recht slechts vier maal 's jaars, binnen de veertien eerste dagen van elk kwartaal, de zegels betreffende de arbeiders- en de patroonsbijdrage voor het vorige kwartaal op te plakken. Wanneer de arbeider de inrichting verlaat vóór het einde van het kwartaal, moet de werkgever onverwijld de vereischte zegels opplakken.

Ten slotte, kunnen sommige patronale of syndicaal-patronale lijfrentekassen, er toe gemachtigd worden geen zegels te gebruiken. Hetzelfde geldt voor de patronale inrichtingen die regelmatige toelating hebben om voort te storten in de Nationale Onderdompensioenskas, ingevolge het bepaalde bij de wet van 20 Juli 1886. De werkgever past de kortingen toe op de loonen, en stort ze rechtstreeks, alsmede zijn eigen bijdragen, in de Nationale Pensioenskas; hij maakt enkel melding van die storting op de kaart van den arbeider.

De verzekerde mag steeds, buiten de verplichte stortingen, zonder beperking, vrije stortingen doen die het bedrag van zijn pensioen verhoogen. In dergelijk geval moet hij de zegels niet dagteekenen.

Wanneer een arbeider, op de uit te wisselen kaart, ten gevolge van ziekte of werkloosheid, de voorgeschreven stortingen niet staan heeft, t. t. z. 15 frank voor de mannen en 10 frank voor de vrouwen, en fr. 7.50 voor de verzekeringsjaren beneden 18 jaar, zal hij er het grootste belang bij hebben, met het oog op de Staatstoelagen, zijn stortingen tot dat bedrag aan te vullen.

Uitbetaling van het pensioen. — Het pensioen van een verzekerde wordt gevormd door de kapitaliseering van zijn jaarlijksche stortingen, waarbij dan komen die van den baas, plus de toelage van den Staat. Behalve ingeval van vervroegde uitbetaling, hetzij wegens invaliditeit, hetzij wegens 55-jarigen leeftijd, — waarover verder —, moet het pensioen, op 60-jarigen leeftijd aangevraagd worden, doch de verzekerde heeft dan het recht te verklaren dat hij er de uitbetaling van verdaagt tot 65 jaar, ten einde een hooger pensioen te bekomen.

Staatstoelage. — De Staat voegt bij de rente, voortgebracht door de stortingen van baas en arbeider, een lijfrente van 100 frank.

De voorwaarden voor het bekomen van die toelage zijn verschillend naargelang de verzekerde al dan niet beneden 50 jaar oud was op 5 Juli 1911. In het eerste geval behoort hij tot de normale periode. In het tweede geval geniet hij de bijzondere voordeelen van de overgangsperiode.

Normale periode. — Aan elken verzekerde van 60 jaar, verleent de Staat eene levenslange toelage van ten minste 30 maandelijksche stortingen sedert 1 September 1916, bepaald op 5/6 van de dubbel voorgeschreven bijdrage, dit is 15 frank voor de mannen, 10 frank voor de vrouwen en fr. 7.50 voor de verzekeringsjaren beneden 18 jaar.

Deze tegemoetkoming wordt verhoogd met een tiende voor alle verzekerden van beiderlei kunne die ten minste drie kinderen hebben grootgebracht tot den ouderdom van 16 jaar. Evenwel wordt die toeslag van een tiende ook verleend aan den

verzekerde indien het totaal getal kinders, opgebracht tot 16 jaar, nog in leven of overleden, gevoegd bij dat van de kinderen die nog leven op den dag van de aanvraag om uitbetaling van het pensioen, welke ook den ouderdom van deze laatsten zij, ten minste drie bedraagt.

De duur van den militairen dienst, verricht sedert het van kracht worden van de wet, telt als zooveel verzekeringsjaren. Hetzelfde geldt voor den mobilisatie-tijd. Voor de vrouwen, telt elke geboorte van een kind, sedert 3 Juli 1911, voor een verzekeringsjaar.

Verminderde Staatstoelage. — Indien het getal stortingsjaren minder dan 30 en meer dan 15 bedraagt, wordt de Staatstoelage berekend tegen fr. 3.33 per reglementair stortingsjaar. B. v., voor 20 jaar reglementaire storting : $3.33 \times 20 = \text{fr. } 66.60$.

Indien de verzekerde niet meer dan 15 reglementaire jaarstortingen kan doen gelden, verleent de Staat hem geen levenslange toelage.

Overgangsperiode.

Wegens den normaal voor het pensioen vastgestelden ouderdom van 60 jaar, kunnen alleen de bij de wet voorziene 50 jaarstortingen doen gelden : de arbeiders die minder dan 30 jaar oud waren op 3 Juli 1911.

De wet heeft dus den toestand moeten onder oogen nemen van degenen die ten minste 30 jaar oud waren op 3 Juli 1911. Ze heeft, met het oog op hen, het getal stortingsjaren verminderd, dat vereischt was om de Staatstoelage geheel te kunnen genieten.

Al diegenen, die bewezen hebben dat zij, gedurende 5 jaar vóór 1911, behoord hadden tot de categorie der loontrekkenden, zullen, op 60 jaar, net zooals de verzekerden uit de normale periode, de toelage van 100 frank genieten, op voorwaarde dat zij kunnen doen gelden dat zij zooveel jaren lang gestort hebben als er jaren verlopen zijn sedert 3 Juli 1911 tot hun 60^e jaar, en dat de stortingen, met inbegrip van de facultatieve stortingen, jaarlijks gemiddeld beloopt :

a) 9 frank voor de mannen en 6 frank voor de vrouwen (als persoonlijke bijdrage), voor de jaarlijksche kaarten waarvan de normale uitwisselingsdatum uiterlijk 1 September 1916 vervallen is ;

b) 15 frank voor de mannen en 10 frank voor de vrouwen (als globale bijdrage) voor de jaarlijksche kaarten waarvan de normale uitwisselingsdatum na 1 September 1916 valt.

HOOFDSTUK II.

VRIJE VERZEKERDEN. — PERSONEN VOOR WIE VRIJE VERZEKERING TOEGELATEN IS.

Hebben recht op vrije verzekering :

1^o de pachters, zetboeren, zelf-ontginnende eigenaars, ambachtslieden en kleine bazen, die doorgaans alleen arbeiden of met een enkelen werkmán of met bloedverwanten die, al dan niet betaald, met hen samenwonen ;

2^o de niet-loontrekkende bloedverwanten van de verzekeringsplichtigen of vrije verzekerden, die met hen arbeiden of samenwonen ;

3^o de loonarbeiders wier loon jaarlijks meer dan 5,000 frank, maar minder dan 6,000 frank bedraagt ;

4^o de niet-loontrekkende vrouwen en weduwen van de verplichte of vrije verzekerden.

De wet van 17 Augustus 1915 heeft bij die lijst nog gevoegd :

De niet-loontrekkende vrouwen of weduwen van verplichte of vrije verzekerden, in activiteit of op pensioen ;

De vrouwen of weduwen van de personen die recht hadden op vrije verzekering en er geen gebruik van gemaakt hebben.

Bij de uitbetaling van het pensioen zal de rente verhoogd worden :

1^o met een tiende voor de verzekerden van beiderlei kunne, die drie kinderen hebben grootgebracht onder de voorwaarden hierboven vermeld voor de verplichte verzekerden.

2^o met de rente die op zestigjarigen leeftijd zou ontstaan zijn door storting van 9 frank met afgestaan kapitaal, voor elk jaar verplichten militairen dienst onder het stelsel der verzekering, voor de mannen, en voor elke geboorte van een kind, vastgesteld door de aangifte aan den ambtenaar van den Burgerlijken stand, voor de vrouwen, bijaldien de vrouw onder het stelsel der verzekering gesteld was vóór de geboorte van het kind ; in geen geval mag de lijfrente op zestigjarigen leeftijd, ontstaan door de verhoogingen, 100 frank 's jaars te boven gaan.

Overgangsperiode.

BIJZONDERE VOORDEELEN. — Evenals de wet een bijzonderen toestand geschapen heeft voor de verplichte verzekerden uit de normale periode, t. t. z. voor die welke een zekeren ouderdom overschreden hadden op 3 Juli 1911, heeft ze ook voordeelen toegekend aan zekere vrije verzekerden die meer dan 35 jaar oud waren op 3 Juli 1911.

Die bijzondere voordeelen heeft de wet toegekend aan twee soorten van vrije verzekerden : 1^o de zetboeren en pachters, wier pacht niet meer dan 600 fr. bedraagt ; 2^o de pachters, wier pacht meer dan 600 frank bedraagt, de zelf-ontginnende eigenaars, ambachtslieden en kleine bazen.

Zetboeren en kleine pachters. — Al de zetboeren en de pachters, wier pacht niet meer dan 600 frank 's jaars bedraagt, die meer dan 35 jaar oud waren op 3 Juli 1911, zullen de levenslange toelage van 100 frank krijgen zooals de verzekeringsplichtigen, indien zij, sedert 3 Juli 1911, elk jaar :

a) op de jaarlijksche kaarten waarvan de normale uitwisselingsdatum uiterlijk op 1 September 1916 verviel, eene storting van 18 frank voor de mannen en van 12 frank voor de vrouwen gedaan hebben (de helft door den eigenaar betaald voor de zetboeren) ; het is trouwens verstaan dat het nalaten van storten vanwege den eigenaar eener zetboerderij, den zetboer niet kan berooven van de Staats-toelage ;

b) op de jaarlijksche kaarten, waarvan de normale uitwisselingsdatum na

1 September 1916 valt, een storting gedaan hebben van 15 frank voor de mannen en van 10 frank voor de vrouwen (de helft door den eigenaar betaald voor de zetboeren).

Om die voordeelen te bekomen moeten zij bij hun aanvraag tot verzekering daarenboven bewijzen dat zij op 3 Juli 1911, sedert ten minste drie jaar behoorden tot de categorie der zetboeren of tot die der pachters met ten hoogste 600 fr. per pacht.

De zetboeren moeten, elk jaar bij de uitwisseling van hunne kaart, aan den burgemeester hunner gemeente een getuigschrift vragen, waaruit blijkt dat zij nog steeds die hoedanigheid hebben.

Evenzoo moeten de kleine pachters, bij elke kaartuitwisseling, den burgemeester een bewijs overleggen van den ontvanger der registratie binnen wiens ressort de gehuurde perceelen gelegen zijn. Daarin is aangegeven de prijs waarop de pachtrechten berekend werden, en dat bewijs moet ten minste drie jaar vóór de uitwisseling der kaart afgeleverd zijn. Ingeval van mondelinge verluring voor een termijn van ten hoogste drie jaar, en voor een huurprijs van ten hoogste 100 frank, wordt het bewijs van den ontvanger der registratie vervangen door een behoorlijk echt verklaarde getuigenis van den eigenaar. Terzelfder tijd vragen de belanghebbenden ieder jaar aan den burgemeester hunner verblijfplaats een verklaring nopens het overleggen van het bewijs van den ontvanger der registratie of van het getuigenis van den eigenaar, en waarin bevestigd wordt dat zij geen ander goed in pacht hebben.

Op de jaarlijksche kaart wordt melding gemaakt van de aflevering der getuigschriften, hierboven bedoeld.

Zelf-ontginnende eigenaars, pachters, ambachtslieden, kleine bazen. — De vrije verzekerden die de bijzondere voordeelen van den Staat willen genieten moeten, bij hun toetreding tot de verzekering, tot 3 Juli 1911 bewezen hebben dat zij sedert drie jaar ten minste behoorden tot de categorie der zelf-ontginnende eigenaars, ambachtslieden of kleine bazen, die zich in den vereischten toestand bevonden om aanspraak te maken op het voordeel der vrije verzekering. Tot staving van hun verklaring, moeten zij de uittreksels uit de rollen der rechtstreeksche belastingen voor die drie jaar overgelegd hebben, of bij ontstentenis daarvan, een bewijs van niet-aanslag, gestaafd door een verklaring van twee gepatenteerde of op de rol der grondbelasting ingeschreven getuigen.

Indien die verzekerden, elk jaar, sedert 3 November 1911, ten minste 9 frank 's jaars gestort hebben, zullen zij, behalve de verhooging met de helft van hun stortingen, een vergoeding ontvangen gelijk aan de rente die zou ontstaan zijn door een jaarlijksche storting van 12 frank sedert hun 35 jaar tot op den 4 Juli 1911, zonder dat die vergoeding ooit mag toegepast worden op een periode van meer dan 25 jaar. Die vergoeding zal, desgevallend, verhoogd worden met een tiende voor degenen die 3 kinderen hebben opgebracht, zooals bepaald voor de verzekeringsplichtigen.

Voor de vrouwen onder het stelsel der overgangsperiode, wordt elk kind, geboren na aansluiting bij de verzekering en vastgesteld door aangifte op den Burgerlijken Stand, en voor de mannen, elk jaar verplichte militiedienst

onder het stelsel der verzekering, gerekend voor een jaar meer bij het totaal der stortingen die meetellen voor het vaststellen der vergoeding, tot de grens van 25 jaar.

De duur van de diensten der gedurende den oorlog gemobiliseerde vrije verzekerden zal gerekend worden zooals de verplichte militaire dienst.

5^e De niet-loontrekkende vrouwen of weduwen van de bedienden, beambten of arbeiders, staande onder het stelsel der burgerlijke of militaire pensioenen of onder een bijzonder pensioenregiem, wanneer het gezamenlijke loon en pensioen van den man of hun eigen pensioen niet meer dan 5,000 frank bedraagt.

Bijdrage der vrije verzekerden.

Voor de vrije verzekerden, behalve de zetboeren, is de jaarlijksche bijdrage, die aanleiding kan geven tot verhooving, bepaald op ten minste 9 frank en ten hoogste 18 frank.

Die bijdrage komt heelemaal ten laste van den verzekerde.

Voor de zetboeren, beloopt die bijdrage 6 frank. De eigenaar van den zetboer moet, ten bedrage van hoogstens 9 frank, dezelfde storting als de zetboer doen.

Er dient opgemerkt dat de vrije verzekerden het recht hebben, zonder beperking van waarde, zegels op hun kaarten te plakken, om het bedrag van hun pensioen te verhoogen.

Wijze van storting der bijdragen.

De vrije verzekerde stort zelf zijn bijdrage, door op zijn jaarlijksche kaart pensioenzegels te plakken tot het beloop van die bijdrage. Die zegels, die niet moeten gedagteekend zijn, zijn van hetzelfde model als die van de verplichte verzekering.

De zetboer stort zelf op zijn jaarlijksche kaart, en laat er door zijn eigenaar zegels opplakken voor dezelfde som, doch binnen de grens van 9 frank. Deze laatste zegels moeten door den eigenaar gedagteekend worden. Zooals de verzekeringsplichtige, mag de vrije verzekerde zijn bijdragen laten innen door een daartoe gemachtigde maatschappij van onderlingen bijstand of door de verzekeringskas waarbij hij zijn individueele rekening heeft.

Uitbetaling van het pensioen.

Behalve in geval van invaliditeit — wat verder besproken wordt — mogen de vrije verzekerden hun pensioen uitbetaald krijgen vanaf hun 60^{ste} jaar. Evenals de verzekeringsplichtigen, mogen zij dat echter uitstellen tot 65 jaar.

De pensioenen der vrije verzekerden worden uitbetaald op dezelfde wijze als voor de verplichte verzekerden. Door analogie met de patronale stortingen, worden de stortingen der eigenaars van zetboerderijen beschouwd als verricht met afgestaan kapitaal. De verzekerde, die den ouderdom van 60 jaar bereikt heeft, mag een der volgende drie stelsels kiezen :

Ofwel uitbetaling van zijn pensioen vragen op 60 jarigen leeftijd, en de Staatstoelage doen voegen bij de rente, ontstaan door zijn eigen stortingen en door de verhoogingen van den Staat;

Ofwel den datum van uitbetaling uitstellen tot zijn 63^e jaar, doch het bedrag der Staatstoelage vanaf 60 jaar doen uitbetalen en voort stortingen doen, die zullen gevoegd worden bij de vorige stortingen, om tot 63 jaar gekapitaliseerd te worden in de door hem gekozen kas.

Ofwel, ten slotte, — na de uitbetaling van zijn pensioen uitgesteld te hebben tot 63 jaar, voor hetgeen betreft de stortingen gedaan op zijn verzekeringskas, — bij zijn eigen stortingen en bij de verhoogingen het bedrag van de Staatstoelage doen voegen, om bij die kas gekapitaliseerd te worden.

Zooals voor de verzekeringsplichtigen, verleent de Staat aan de vrije verzekerden een zeker getal voordeelen, die naar gelang die verzekerden tot de NORMALE PERIODE of tot de OVERGANGSPERIODE behooren.

Normale periode.

VERHOOGING DER STORTINGEN. — De Staat verleent aan de vrije verzekerden zekere voordeelen in den vorm van verhooging of *stortingstoeslag*. Die toeslag is gelijk aan de *helft* der gedane stortingen, maar mag in 't geheel 9 frank per jaar niet te boven gaan.

Telken jare wordt de Staatsverhoging op de rekening van den vrijen verzekerde gebracht; ze wordt gestort met afgestaan kapitaal.

Wanneer de aldus verleende verhoogingen volloende zijn opdat de verzekerde, op 60jarigen leeftijd, een rente van 100 frank zou gemeten, worden ze niet meer verder verleend.

HOOFDSTUK VII.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

TITEL I.

HOOFDSTUK I.

EERSTE ARTIKEL. — De Commissie was van oordeel dat het bedrag van het loon, boven hetwelk de loontrekkende niet meer gebonden is door de wet, van 9,000 op 12,000 frank dient gebracht. Ten aanzien van de thans hooge loonen, zou de handhaving van het door het wetsontwerp vastgestelde maximum van 9,000 frank tot gevolg hebben, dat talrijke loontrekkenden niet onder toepassing der wet vallen, en aldus het voordeel van de patroonsbijdrage zouden verliezen, tenware de bazen deze vrijwillig zouden ten beste geven. Anderdeels, zou de Staatsbijdrage hun niet kunnen verleend worden, tenzij indien zij vrijwillig storten als vrije verzekerden. Welnu, de ondervinding inzake de wet van 10 Mei 1900 heeft geleerd dat het stelsel der ondersteunde vrijheid niet de verwachte uitslagen oplevert, en dat het daarom noodzakelijk is de verplichting op te leggen inzake ouderdomsverzekering. Wij moeten dus toezien dat zooveel loonarbeiders mogelijk de voordeelen van de wet genieten.

Om het verlangen van den Bond der Kroostrijke gezinnen tegemoet te komen, heeft de Bijzondere Commissie een tweede amendement aangenomen, krachtens hetwelk het maximum van 12,000 frank met duizend frank zal verhoogd worden voor elk wettig kind beneden 16 jaar.

ART. 2. — De Commissie stelt voor dit artikel te doen vervallen ; ze was van meening dat het niet aangaat een wetsbepaling te wijzigen bij Koninklijk besluit. Moest de Regeering echter denken dat het, bij artikel 1 bepaalde, maximum dient gewijzigd, dan zouden de Kamers uitspraak moeten doen en het bedrag van het nieuwe maximum vaststellen.

ART. 3. — De Commissie had de Regeering gevraagd welke haar inzichten waren inzake het pensioen der bedienden

Er werd geantwoord dat de kwestie op dat oogenblik onderzocht werd door het Departement.

Uw Commissie had dan gedacht dat de bedienden niet mochten beroofd worden van de voordeelen, voorzien in het wetsontwerp, en zij had gevraagd dat 3^o van artikel 3 zou wegvallen.

Wij hebben vernomen dat de Regeering haar onderzoek voortzet en dat de afgevaardigden van de groote bedienden-groepeerings gehoord zijn geworden. Het ligt dus in de bedoeling van de Regeering voor die klasse van loonarbeiders een bijzonder wetsontwerp in te dienen.

Bij de bespreking van het ontwerp, zal de Regeering verzocht worden aan de Kamers te doen weten hoever het staat met die kwestie. Dan zal er dienen beslist te worden of het amendement der Commissie moet gehandhaafd worden.

ART. 4. — Sommige leden van de Commissie hadden de meening geuit dat het hun alleszins billijk voorkwam dat de vreemde loonarbeiders de patroonsbijdrage, verbonden aan hun stortingen, zouden genieten.

De Regeering heeft geantwoord dat, in de practijk, er weinig vreemde arbeiders zouden zijn, die de patroonsbijdrage niet genieten, want de Regeering zou natuurlijk, onmiddellijk na goedkeuring van de wet, onderhandelen met de betrokken Staten, met het oog op het instellen van een regiem van wederkerigheid; men mag echter, voor de vreemde arbeiders die in België werken, geen voordeeler stelsel aannemen dan datgene dat op onze arbeiders wordt toegepast in het buitenland, waar hun het voordeel van de patroonsbijdrage zou onthouden worden.

Dezelfde redenen gelden, trouwens, voor hetgeen de tusschenkomst van den Staat betreft.

HOOFDSTUK II.

ART. 5, 6, 9. — Bij onderzoek van deze artikelen en van de overeenkomstige artikelen van hoofdstuk III, van titel I, betreffende de facultatieve stortingen van de verzekeringsplichtingen, en van titel II, betreffende de vrije verzekerden, had de Commissie de Regeering er op gewezen, dat de

bepalingen van het wetsontwerp, krachtens dewelke de Staatsbijdrage zou ophouden wanneer een persoonlijke ouderdomsrente van 720 frank, een overlevingsrente van 360 frank en een ouderdomsrente ten bate van de echtgenoot van 360 frank zouden ontstaan zijn, de verzekerden en de bazen zouden beletten, vanaf de eerste jaren der aansluiting belangrijker stortingen te doen dan de in het ontwerp voorziene minima; inderdaad, aangezien de Staatsbijdrage moet ophouden zoodra een bepaalde rente verkregen is, zouden de vrijwillige stortingen van de belanghebbenden het aandeel van den Staat met zooveel doen verminderen.

De Regeering heeft de Commissie laten weten dat ze haar bijdrage zou verleen tot dat, door middel van deze, een persoonlijke ouderdomsrente van 240 frank, een globale rente van 240 frank ten bate der echtgenoot, welke zal verdeeld worden tusschen de overlevingsrente en de ouderdomsrente der betrokkene op de wijze vermeld in artikel 9, ontstaat. De Staatsbijdrage zal in verhouding zijn tot het totaal bedrag der sommen jaarlijks gestort op rekening van de verplichte en van de vrije verzekerden. Daar ze echter niet onbeperkt kan zijn, heeft de Regeering verklaard dat een jaarlijksch maximum van storting moest bepaald worden, boven hetwelk geen Staatsbijdrage meer zou toegekend worden.

In verband daarmee, heeft de Commissie gedacht dat, mits enkele wijzigingen van de artikelen 5, 6 en 9, Hoofdstuk II van titel I kan wegvallen. Artikel 5 zou een *minimum*-storting voorschrijven, die noodzakelijk moet gestort worden door den verzekeringsplichtige, doch deze zou meer mogen storten, maar zonder verplichting.

Hetzelfde zou gelden voor den baas; krachtens artikel 6, zou hij een minimum-bijdrage moeten storten, doch het zou hem vrij staan zijn aandeel te vergrooten.

De Staat zou een bijdrage verleen zooals bepaald in artikel 9; bijdrage in verhouding tot het totaal bedrag der door den verzekerde en door den baas verzekerde sommen. De Commissie heeft echter aangenomen dat een grens diende gesteld aan de Staat-bijdrage, en zij stelt voor dat het maximum der te subsidieeren stortingen, gedaan voor de drie renten, op 288 frank 's jaars zou bepaald worden. Die som is het vierdubbel van het beloop der minimum sommen welke verplichtend en facultatief kunnen gestort worden op rekening van een verzekerde van het mannelijk geslacht boven 18 jaar, met het oog op het samenstellen van de verschillende renten, indien de amendementen van uwe Commissie aangenomen worden.

Inderdaad, men moet de belanghebbenden en de bazen die, gedurende de aansluitingsjaren, groote stortingen zullen willen doen aanmoedigen. Daardoor ook zullen de verzekeringsplichtigen spoediger de door het ontwerp voorziene renten kunnen samenstellen en zich vrijwillig een bijkomende rente verzekeren, ofwel door belangrijke stortingen den tijd inwinnen dien zij zouden verloren hebben doordat zij belet waren de voorgeschreven stortingen te doen.

Ten slo te, inzake artikel 5, § 2: heeft Uw Commissie beslist dat alle mannelijke verzekeringsplichtigen van 18 jaar en daarboven verplicht moesten

worden een persoonlijke storting van hetzelfde bedrag te doen. Ze heeft het onderscheid tusschen ongehuwden, weduwnaars of gedivorceerden en gehuwden niet aangenomen.

Art. 5. — De tekst dient gewijzigd als volgt :

§ 1. De verzekeringsplichtigen moeten maandelijks « ten minste ». . .

§ 2. De andere verzekeringsplichtigen : 3 frank.

Art. 6. — Daar de verplichte storting der mannelijke verzekeringsplichtigen van 18 jaar en daarboven op 3 frank bepaald is, scheen het billijk de bazen hetzelfde bedrag op te leggen voor die Kategorie van verzekerden. Uw Commissie stelt dus voor de maandelijksche patroonsbijdrage, voor de mannelijke verzekerden van 18 jaar en meer, op 3 frank te brengen.

Die verhooging is noodzakelijk om, althans gedeeltelijk, het verlangen te kunnen tegemoetkomen van de Commissie, om het ondersdomspensioen van de echtgenoot op 720 frank te brengen (zie art. 12).

De tekst van artikel 6 dient dus gewijzigd als volgt : « De maandelijksche bijdrage van den werkgever is vastgesteld, ten minste, zooals volgt :

1) Blijft

2^o Voor de andere verzekeringsplichtigen : 3 frank ».

Art. 7. — Het moet duidelijk bepaald worden dat alleen de minima-stortingen, voorzien in de artikelen 5 en 6, met afgestaan kapitaal moeten geschieden. De aanvullende stortingen vanwege de belanghebbenden, verzekeringsplichtigen en bazen, mogen geschieden met afgestaan of met voorbehouden kapitaal. Het spreekt echter vanzelf dat de Staatsbijdrage alleen zal ten goede komen aan de stortingen met afgestaan kapitaal.

Art. 7 moet dus als volgt gewijzigd worden :

« De minima » stortingen, voorzien in de artikelen...

Art. 8. — Als gevolg van het amendement op artikel 6, dient de tekst van dit artikel gewijzigd als volgt :

« De werkgever is gehouden de bij artikel 6 bepaalde « minimum » bijdrage te storten, voor alle loontrekkenden... »

Art. 9. — Zooals hierboven gezegd (art. 7), kan de Staatsbijdrage slechts verleend worden voor stortingen met afgestaan kapitaal.

Art. 9 dient dus gewijzigd als volgt :

« De jaarlijksche bijdrage van den Staat wordt bepaald per frank, gestort » met afgestaan kapitaal » op rekening van den belanghebbende...

Ingevolge de verklaring van de Regering en van hare amendementen door de Commissie aangebracht op artikel 12, dient aan het slot van het artikel, de volgende paragraaf te komen.

« Die bijdrage wordt verleend totdat daardoor zijn gevestigde persoonlijke ondersdomsrente van 240 frank en eene totale rente van 240 frank ten

behoefte van de vrouw van den verzekeringsplichtige. Deze laatste rente wordt ten bedrage van ten hoogste 120 frank betaald, indien de betrokkene in het genot harer overlevingsrente treedt alvorens den leeftijd van 63 jaar te hebben bereikt. In dit geval wordt 's Rijks maximum-bijdrage in het vestigen van hare ouderdomsrente beperkt tot het verschil tusschen het bedrag van zijn aandeel in de overlevingsrente en de totale rente van 240 frank. Indien de betrokkene in het genot van hare ouderdomsrente treedt alvorens de overlevingsrente te hebben opgetrokken, wordt de maximum-rente van 240 frank, gevestigd door 's Rijks bijdrage, haar betaald, doch 's Rijks bijdrage in het vestigen van de overlevingsrente wordt beperkt tot het verschil tusschen de totale rente van 240 frank en 's Rijks aandeel in het vestigen van de ouderdomsrente.

« Evenwel wordt 's Rijks bijdrage beperkt tot eene jaarlijksche totale storting van ten hoogste 288 frank, op de rekening van den verzekeringsplichtige ingeschreven. »

ART. 11. — De Commissie heeft aan de Regeering gevraagd op welke wijze de patroonsbijdrage zal geïnd worden, *voor de arbeiders die doorgaans, in den loop der maand, tegelijkertijd of achtereenvolgens voor verschillende bazen werken* (b. v. de dokwerkers, stukwerkers, huisarbeiders, eez.).

De Regeering heeft geantwoord dat, naar haar meening, elke baas zou gehouden zijn een zeker tenhonderd van het betaalde loon te storten, totdat het totaal van de gestorte sommen de jaarlijksche minimum-bijdrage zal bereiken. Zoodra dit minimum gestort is, zullen de bazen niet meer moeten storten.

Voor de tijdelijke arbeiders, dient opgemerkt dat, gedurende den tijd dat zij voor een baas werken, titel I van de Wet op hen toepasselijk is. Zij zullen dus de voorgeschreven stortingen moeten doen, en recht hebben op de bijdragen van den baas en op de tegemoetkomingen van den Staat.

Doch gedurende den tijd dat zij niet werken voor een baas, zijn zij niet meer verzekeringsplichtig en vallen niet meer onder toepassing van titel I der wet. Maar ze mogen storten als vrije verzekerden en aldus de Staatstoelage genieten.

ART. 12. — Daar het bedrag van de persoonlijke stortingen bepaald geworden is op het *minimum* uit de artikelen 5 en 6, moet de tekst van dit artikel met de bepalingen van gemelde artikelen worden in overeenstemming gebracht en gewijzigd worden als volgt :

§ 1. Om de volgende « minimum » -renten te vestigen : Daar de Staatstusschenkomst in de vestiging der onderscheidene renten gewaarborg is en haar bedrag is bepaald bij artikel 9, scheen het ons voordeelig alleen in dit artikel 12 het bedrag der renten te bepalen, te vestigen door middel van persoonlijke en van patroonsbijdragen, te weten dus eene persoonlijke ouderdomsrente van 480 frank, eene overlevingsrente van 240 frank en eene ouderdomsrente ten bate van de echtgenooten van 480 frank.

Wat deze laatste rente betreft, was uwe Commissie van meening dat zij moest gebracht worden op 720 frank, of 480 frank te vestigen door middel

van de persoonlijke stortingen en van de patroonsbijdragen en 240 frank door middel van de Staatsbijdrage.

Deze verhooging is ten volle gewettigd door de lasten, welke wegen op beide echtgenooten, die, op 65-jarigen leeftijd, wenschen samen te blijven.

Wij weten dat die verhooging een nieuwe financiële last is.

Wegens de amendementen van de Commissie bij de artikelen 7 en 6 van het ontwerp, is het jaarlijksch totaal bedrag van de persoonlijke storting der verzekeringsplichtigen en van de patroonsbijdragen op 72 frank in plaats van 48 frank gesteld.

Doch om aan de echtgenoot van den verzekeringsplichtige : 1^o een overlevingsrente van 360 frank en 2^o een ouderdomsrente van 720 frank te verzekeren, zou men, behalve de 72 frank waarvan sprake hierboven, moeten beschikken over een Staatsbijdrage van 120 frank voor de overlevingsrente en van 240 frank voor de ouderdomsrente.

Welnu, de Regeering heeft uitdrukkelijk haar wil te kennen gegeven, haar globaal aandeel in de rente voor de echtgenoot op 240 frank te beperken (120 frank voor de overlevingsrente en 120 frank voor de ouderdomsrente). Overigens is haar bijdrage in de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige op 240 frank beperkt en het schijnt niet noodig dat zij zich een grooteren last moet opleggen voor de echtgenoot dan voor den verzekeringsplichtige zelf.

Die beslissing van de Regeering ware nochtans geen beletsel voor de gedeeltelijke verwezenlijking van den wensch der Commissie : De volgende oplossing zou kunnen aangenomen worden :

a) De ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige en die van de echtgenoot zouden beide op 720 frank bepaald worden. Die renten, betaalbaar op 65 jaar, zouden ontstaan door de persoonlijke stortingen en door de patroonsbijdragen (480 frank) en door de Staatsbijdrage (240 frank).

Aldus zouden beide echtgenooten op 65-jarigen leeftijd een globaal inkomen van 1,440 frank genieten.

b) Komt de echtgenoot te overlijden, nadat zijn vrouw den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt en zij dus haar ouderdomsrente van 720 frank geniet, dan wordt aan haar een overlevingsrente uitgekeerd van 240 frank; de Staat hoeft niet meer tusschen te komen in de vestiging der overlevingsrente, daar hij zich ten bate der echtgenoot van den verzekeringsplichtige slechts verbonden had ten beloope eener globale rente van 240 frank en dat deze in de ouderdomsrente is begrepen.

De inkomsten van de weduwe van den verzekeringsplichtige zouden dus bedragen $720 + 240 = 960$ frank.

c) Indien de verzekeringsplichtige komt te overlijden vóór dat zijne vrouw den leeftijd van 65 jaar heeft bereikt, zal deze dadelijk hare overlevingsrente genieten, waarin zal begrepen zijn het aandeel van den Staat zooals dit in het ontwerp wordt bepaald. Op 65 jaar, treedt de belanghebbende in genot van hare ouderdomsrente, doch alsdan zal het maximum der Staatstusschenkomst beperkt zijn tot het verschil tusschen 240 frank en zijn aandeel in de overlevingsrente.

ART. 12. — Ten einde voldoening te geven aan den wensch uitgedrukt door de *Commissie der kroostrijke gezinnen* in hare nota hierachter vermeld (artikelen 19 en 20), stelt uwe Commissie u voor de verdeeling van de overlevingsrente te wijzigen tusschen de vaderlijke en de moederlijke weezen zooals die wordt voorzien in het wetsontwerp en aan ieder van hen eene gelijke toelage van 120 frank te verleenen. Deze toelage zal hun worden uitgekeerd door het Bijzonder Fonds terzelfder tijd als de verhooging voorzien bij de artikelen 19 en 20, doch deze inrichting zal het recht hebben, bij wijze van vergoeding, het bedrag te innen van de overlevingsrente welke de weduwe van den verzekeringsplichtige of van den vrijen verzekerde zou genieten. En alzoo zal iedere vaderlijke en moederlijke wees, tot den leeftijd van 16 jaar, eene rente van 240 frank ontvangen.

De tekst van artikel 12 en die van artikel 9 werden in dien zin gewijzigd.

ART. 14. — Ingevolge het amendement op artikel 5, 2^e paragraaf van het ontwerp, naar luid waarvan het beloop der storting van de mannelijke verzekeringsplichtigen, ongehuwden, weduwnaar of gedivorceerden van 18 jaar en meer wordt vastgesteld op 5 frank, moet de som, bij paragraaf 2 van hetzelfde artikel bepaald, verhoogd worden en gebracht op 1,800 frank.

ART. 16. — Gezien de amendementen op de artikelen 5 en 6 en waarbij voor de mannelijke verzekeringsplichtigen van 18 jaar en meer de persoonlijke storting en de patroonsbijdrage verhoogd worden, scheen het noodig insgelijks de verdeling van de aldus gestorte sommen tusschen de verschillende rekeningen te wijzigen.

Van af het begin der aansluiting, zouden 50 t. h., of 36 frank, worden bestemd voor het vestigen van de persoonlijke ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige en 50 t. h., of 36 frank, voor het vestigen van de overlevingsrente en vervolgens van de ouderdomsrente der echtgenoot. Zoodra de persoonlijke ouderdomsrente van 480 frank ten bate van den verzekeringsplichtige zou gevestigd zijn, dan zou het geheel bedrag der gestorte sommen, of 72 frank, worden bestemd tot het vestigen der overlevingsrente en der ouderdomsrente van de echtgenoot.

ART. 19 en 20. — Het is wenschelijk dat de bijkomende hulp verleend aan de weduwe met kinderen te haren laste meer afdoende zij dan in het ontwerp staat vermeld. De Commissie stelt dienvolgens voor de voorziene verhooging te brengen van 60 frank op 120 frank.

Dienaangaande doet de *Commissie der kinderrijke gezinnen* ons een nota geworden welke wij niet willen nalaten aan de Kamer mede te deelen.

Ziehier deze nota :

De *Commissie der kinderrijke gezinnen* neemt er akte van dat het wetsontwerp op de ouderdomspensioenen gelijkmatig met de verzekering tegen den ouderdom, de verzekering tegen vroegtijdigen dood van het gezinshoofd verwezenlijkt, met aan de weduwe een overlevingspensioen te waarborgen vermeerderd met 60 frank per kind ten laste en omzetbaar na den dood der weduwe op het hoofd der weezen.

Zij is gelukkig te zien dat alzoo het gezinsbegrip in de toekomstige regeling der verzekering wordt opgenomen.

Ten einde deze zoo belangwekkende strekking der wetgeving te zien toenemen, drukt zij de volgende wenschen uit :

1° Het is wenschelijk dat de bijkomende hulp verschaft aan de weduwe die kinderen ten laste heeft meer afdoende zij dan die in het ontwerp is voorzien; dit zal aldus slechts geschieden wanneer de rentetoeslag per wees wordt gebracht op 120 frank. Het blijft waar dat in een stelsel op deze grondslagen gevestigd, elk gezinslid betrekkelijk des te minder bevoordeeld wordt als het gezin meer kinderen telt : inderdaad, de huidige bedragen zouden geven voor elk gezinslid : 210, 160, 130, 120 frank, naar gelang de weduwe een, twee, drij of vier kinderen heeft. Doch deze mindere toestand der kinderrijke gezinnen vindt een vergoeding in eene zekere mogelijke vermindering der onderhouds en opvoedingskosten, daar deze gedeeltelijk gemeen zijn voor verscheidene kinderen. In alle geval, het rentecijfer moet niettemin een voldoende aanbrenge vertegenwoordigen in de huiselijke inkomsten, des te meer daar de moeder, geheel ingenomen door het bestier en de verzorging van haar huishouden, in de stoffelijke onmogelijkheid zal zijn een salaris door haar persoonlijk werk te verdienen. Dit doel kan slechts worden bereikt wanneer het cijfer van de rente der weezen wordt bepaald op 120 frank, welk bedrag overigens voorzien is door het vóórintwerp van de Commissie der Sociale Verzekeringen.

2° Het is wenschelijk de opvallende ongelijkheid van toestand te doen ophouden, bestaande voor de vaderlijke en de moederlijke weezen — en waarvan de kinderen uit de talrijke gezinnen het slachtoffer zouden zijn.

Er dient, overigens, te worden opgemerkt dat, na den dood der moeder, de overlevingsrente, bij omzetting op het hoofd der kinderen, toelaat eene rente te verzekeren van 216 frank, indien er een kind is, welke rente zal aangroeien met den rentetoeslag van 60 frank en komen tot 276 frank; 288 frank zoo er 2 kinderen zijn, of $144 + 60 = 204$ frank; 360 frank, zoo er 3 kinderen zijn, of $120 + 60 = 180$ frank; 360 frank, zoo er 4 kinderen zijn, of $90 + 50 = 140$ frank, daar de rente geleidelijk afneemt per hoofd naarmate het gezin meer kinderen telde.

Ten einde eene rechtvaardige hervorming in te voeren, welke beantwoordt aan het menschlievend doel der wet, is het noodig aan elk kind een nagenoeg gelijke rente te verzekeren. Het argument van de vermindering der gemeenschappelijke kosten, hierboven bedoeld, ter vergoeding van den minderen toestand bij de talrijke gezinnen, houdt geen steek in de bedoelde veronderstelling, daar het, na het overlijden van de moeder, *zeer waarschijnlijk is dat de kinderen, in de meeste gevallen, niet aan denzelfden haard zullen vereenigd blijven*. Zij zullen worden toevertrouwd hetzij aan andere leden der familie, hetzij aan liefdadige inrichtingen en vaak afzonderlijk. Waarom is het noodig, in zulk geval, dat iedere wees moet getroffen worden uit het feit dat hij tot een kinderrijk gezin heeft behoord?

Het minste dat op dit gebied moet bereikt worden is : de gelijkheid van behandeling, en in zoodanige voorwaarden dat, wat aangaat het bedrag der rente, deze werkelijk voldoende weze voor het nagestreefde doel. De verhoogingen in dit geval zouden niet eenvormig moeten 60 frank bedragen

(of 120 indien het onderhavig voorstel wordt gevolgd), maar zouden moeten verschillen volgens het cijfer van de rente toegekend per kind, en zoodanig dat voor elke wees eene rente van 225 tot 250 frank wordt gevestigd.

HOOFDSTUK III.

ART. 23 tot 28. — Naar aanleiding van de verbintenis door de Regeering aangegaan hare bijdrage te verleen tot op het oogenblik waarop door middel van dien steun, eene persoonlijke ouderdomsrente van 240 frank en eene globale rente van 240 frank ten bate van de echtg. noote, zal tot stand gebracht zijn, zoo wordt hoofdstuk III. dat aan de verzekeringsplichtigen de vrijheid laat vrijwillig aanvullende stortingen te doen, hun het recht gevend, binnen bepaalde grenzen, op eene aanvullende Rijksbijdrage, nutteloos.

De Commissie stelt dus voor het te doen wegvallen.

HOOFDSTUK IV.

ART. 29. — Ten gevolge van de amendementen bij de artikelen 5 en 6, moet de tekst van artikel 29 als volgt gewijzigd worden :

«... de geregeld gedane verplichte « minimum » -stortingen met inbegrip van de « minimum » -bijdrage van de werkgevers en van 's Rijks bijdrage...»

ART. 30. — De Commissie heeft, in overleg met de Regeering, beslist dat het woord « persoonlijk » diende weg te vallen en artikel 30 te doen luiden : «... waarvan in onderstaande titel IV sprake is.

» Evenwel moet, op rekening van den belanghebbende, tot vestiging van de ouderdomsrente gestort zijn geweest zijn minstens : ... »

Het zou niet altijd mogelijk zijn na te gaan of de stortingen, voorgeschreven in dit artikel, persoonlijk werden gedaan door den belanghebbende zelf. En anderzijds, hoe zal men iemand, of eene inrichting, hetzij officieel, hetzij privaot, beletten eene storting te doen ten voordeele van een verzekeringsplichtige of van een vrijen verzekerde, vermits deze voorwaarde eveneens slaat op deze laatste categorie van rechthebbenden, om de belanghebbenden de verhooging voorzien bij artikel 29 te doen bekomen.

ART. 30, § 3. — Men dient op te merken dat de verplichting stortingen te doen ophoudt van zodra er ten voordeele van den belastingsplichtige eene ouderdomsrente is gevestigd van 480 frank. Welnu, het zal gebeuren dat deze rente kon gestort worden vóór dat de belastingsplichtige den leeftijd van 51 jaar heeft bereikt, en in rechten zal hij niet meer gehouden zijn nog stortingen te doen. Hoe zal hij de voordeelen hier verleend kunnen genieten ; zal hij verplicht zijn vrijwillig stortingen te doen van 51 tot 65 jaar?

De Commissie was van meening dat de belanghebbende, die de rente waarvan sprake heeft bereikt binnen een korter tijdperk, door met dit doel hoogere stortingen te doen dan de verplichte minima, de verhooging moet kunnen bekomen zonder daarom nieuwe stortingen te doen.

Daartoe heeft zij het volgende amendement ingelascht na artikel 30 :

1^o

« 2^o door al degenen, die, titularis zijnde eener ouderdomsrente van 480 frank, buiten de rente gevestigd door middel van 's Rijks bijdrage, gedurende elk dier jaren hebben gearbeid onder de voorwaarden voorzien bij artikel 1. »

TITEL II.

ART. 32, § 2. — Daar de Commissie het minimum-salaris heeft gewijzigd waarhoven de gesalarieerde niet meer onder de toepassing der wet valt, stelt zij u voor in gelijke verhouding het maximum-bedrag te verhoogen van de inkomsten waarover de vrije verzekerden moeten beschikken om de Staatspremiiën te kunnen genieten.

Dit nieuw maximum zou eveneens verhoogd worden met 1,000 frank per kind van minder dan 16 jaar.

De tekst van artikel 32, § 2 zou dus gewijzigd worden in dezen zin :

....en wier inkomsten niet 13,000 frank overschrijden,van minstens 6 jaar oud. Dit maximum wordt verhoogd met 1,000 frank voor elk wettig kind beneden 16 jaar.

§ 3. — Om de gronden bij artikel 2 uiteengezet, oordeelt de Commissie dat § 3 van dit artikel moet wegvallen.

ART. 33. — De bepalingen van dit artikel moeten in overeenstemming gebracht worden met de bepalingen van artikel 9 Zooals voor de verzekeringsplichtigen, zal de Staat voor de vrije verzekerden tusschenkomen tot zoo verre dat, door middel van die Staatsbijdrage gevestigd is : eene persoonlijke ouderdomsrente van 240 frank en eene globale rente van 240 frank ten bate van de echtgenoot.

De tekst van artikel 33 moet dus worden aangevuld :

« De Rijkspremiiën worden verleend binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald bij artikel 9 dezer wet. Behoudens... »

ART. 34. — Daar het bedrag van de Rijksbijdrage vastgesteld is in artikel 9 en in artikel 33, is het niet noodig het bedrag te bepalen van de voor toelage vatbare sommen die de vrije verzekerden kunnen storten. Het is voldoende de bestemming aan te duiden die door deze verzekerden aan hunne stortingen kan gegeven worden.

Anderzijds is het niet noodig de vestiging door den vrijen verzekerde, van eene ouderdomsrente ten voordeele van zijne echtgenoot te voorzien. Deze zal inderdaad de Staatspremiiën trekken van af het oogenblik waarop te haren voordeele stortingen werden gedaan.

Dienvolgens moet artikel 34 gewijzigd worden in dezen zin :

De premiiën worden verleend :

A) Wat betreft de echtgenoot en de wettige kinderen van verzekeringsplichtigen en vrijwillig-verzekerden, in zoover dezer inkomsten het bij artikel 32 vastgestelde maximum niet overschrijden : « voor de stortingen bestemd tot vestiging eener ouderdomsrente... »

B) Wat betreft de personen, wier inkomsten het bij artikel 32 vastgesteld maximum niet overschrijden :

1^o Voor de stortingen gedaan tot het vestigen van een persoonlijke ouderdomsrente ;

2^o Voor het vestigen van eene overlevingsrente of, zoo de verzekerde een ongehuwd man is, weduwnaar of uit den echt gescheiden, voor de vestiging van een kapitaal bestemd om in overlevingsrente omgezet te worden indien hij trouwt of hertrouwt.

ART. 33.— Om de redenen uiteengezet in artikel 30, dienen de bepalingen van paragraaf 2 van dit artikel in dezen zin gewijzigd :

« Bovendien *moeten*, tot vestiging der ouderdomsrente, op hunne rekening gestort worden.. »

Tengevolge van de wijzigingen aangebracht in de bepalingen van artikel 34, moeten deze van paragraaf 4 van artikel 33 worden aangevuld : het is volstrekt noodig het minimum-bedrag te bepalen van de som die jaarlijks zal moeten gestort worden door den vrijen verzekerde met het oog op de vestiging van de overlevingsrente, opdat de weduwe recht hebbe op de verhoogingen voorzien in de artikelen 17 en 19.

De Commissie neemt eenvoudig de bepalingen over van artikel 54 (Regeeringstekst) en heeft dit bedrag bepaald op 36 frank voor al de verzekerden, gehuwden, ongehuwden, weduwnaars en uit den echt gescheidenen. Het is ten andere het beloop van het geheele jaarlijksche bedrag van de persoonlijke storting en van de werkgeversbijdrage bestemd voor het vestigen van de overlevingsrente der verzekeringsplichtigen.

Deze paragraaf moet als volgt worden gewijzigd :

« ontvangen onder voorwaarde dat de verzekerde elk jaar in den loop van ieder der vijf jaren, die aan dat van zijn overlijden voorafgaan, ten minste 36 frank heeft gestort tot vestiging van de overlevingsrente. »

Mijne heeren,

Uwe Commissie heeft, op drie onthoudingen na, eenparig het u voorhelegde wetsontwerp goedgekeurd. Zij verzoekt de Kamer het op hare beurt zo spoedig mogelijk aan te nemen; daar de voorbereiding tot de uitvoering er van nog al veel tijd zal vergen om de wet tot doen in werking treden vanaf 1 Januari 1926 is het volstrekt noodig dat zij aangenomen worde in het loopend zittingsjaar.

Wat er ook van zij, zal zij op 21 Januari 1923 niet in werking kunnen treden; ook vragen wij u, in overeenstemming met de Regeering, den geldigheidsduur der wet van 20 Augustus 1920 te willen verlengen en van toepassing te maken op de ouderlingen geboren vóór 1 October 1861.

De Verslaggever,

HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

Nota van de Minderheid

Zooals de verslaggever, de heer Heyman, het in den aanvang van zijn werk zegt, bestaat er geene eensgezindheid, noch in de Kamer, noch in de Bijzondere Commissie over de definitieve oplossing die aan het vraagstuk der ouderdomsverzekering dient gegeven te worden. De minderheid houdt er aan haar standpunt goed te doen kennen vóór de bespreking. Daartoe deze nota.

De wet van 20 Augustus 1920 steunt op het beginsel van het *kosteloos of nationaal pensioen*; zij gaat uit van het idee dat de gemeenschap aan de ouderlingen de materiele rust verschuldigd is voor hunne oude dagen, evenals de Staat die waarborgt voor al zijne bedienden, geestelijken, magistraten, officieren, professoren, onderwijzers, ambtenaren, bedienden of werklieden, die aan den Staatsdienst hun leven hebben gewijd, terwijl geen van hen eenige storting deed voor zijn pensioen.

De wet van 20 Augustus 1920 steunde eveneens op het voorbeeld van verschillende landen waar de voorzorgsgedachten en de geest van nationale solidariteit ten minste zoo sterk heerschen als in België, Denemarken (wet van 9 April 1891) en Engeland (wet van 1908), en waar de pensioenen kosteloos zijn. Zij was ook ingegeven door de noodzakelijkheid dadelijk recht te laten wedervaren aan de behoeftige ouderlingen, zonder hun de marteling op te leggen van het lange wachten voor een zeer onzeker resultaat.

De wet van 20 Augustus 1920 vermeed evenzoo al de bespottelijke uitslagen, gevolg van de waardevermindering van ons geld, die, na den oorlog, de onderscheidene verzekeringsstelsels, gesteund op de kapitalisatie, hadden opgeleverd. Moeten wij er aan herinneren hoe de vermaarde en zoo zeer geprezen Duitsche verzekeringen zijn dooreengevallen, en na meer dan dertig jaar werking, uitgekomen zijn op de geringe ouderdomsrenten van 280 tot 300 mark 's jaars? Moeten wij de aandacht vestigen op de schipbreuk die de Fransche wet van 1910 heeft geleden, waarvan de omwerking zich reeds opdringt en op zich wachten laat, terwijl de oude menschen in nood verkeerden?

* * *

De wet van 1920 werden verschillende fouten aangewreven; zij *moedigde de voorzorg* niet aan; nadat de arbeiders reeds de gewoonte hebben aangenomen, en waarschijnlijk morgen zullen verplicht zijn zich te verzekeren tegen ziekte, tegen invaliditeit, tegen werkloosheid, om een goeden genees- en artsennijkundigen dienst te hebben, om te zorgen dat hunne echtgenooten bij hare bevalling omringd wezen van de noodige zorgen en door geene bekommernis worde gekweld, wil men hem dus nog dwingen stortingen te doen met afgestaan kapitaal waarvan de helft onder hen nooit eenig voordeel zullen trekken? En de voorzorg, waarvoor zij zich inspannen in den schoot van hunne syndicaten, ligt daarin niet de grootste opvoedende kracht?

Moet men, voordat men begint geld weg te leggen voor een hypothetischen ouderdom, er eerst niet aan denken te leven, en zijn gezin onbezorgd groot te brengen?

Daar zijn er die beweerden dat het kosteloos pensioen *den Staat zou ruïneeren*. Bij de stemming over de wet van 20 Augustus 1920 hebben wij getracht eenige voorspellingen te doen, en wij spraken van de mogelijkheid dat het pensioen kon verleend worden aan 200,000 tot 220,000 rechtverkrijgenden. De tabellen, door het Departement verschaft, en die wijzen op 222,182 gepensionneerden in 1921, toonen aan dat wij juist hadden gezien, en de totale som die voor hetzelfde jaar werd uitbetaald, 117 millioen, bewijst hoe onbillijk die vrees was. Wat is deze som, ten laste van den Staat, naast de 5/8 van de lasten voor het leger geveerd? Overigens, welk ook het stelsel weze, is het niet de nationale arbeid die er de geldmiddelen moet voor opbrengen?

Maar een ernstiger bezwaar wordt tegen de wet van 1920 aangevoerd : *zij onderwerpt de belanghebbenden aan vernederende onderzoeken*. Welnu, de nieuwe voorgestelde wet vermijdt deze niet, en bovendien, dit verwijt beteekent ongetwijfeld dat de tegenwoordige wet niet ruim genoeg is, dat sommige categorieën van arbeiders er van rechtswege de voordeelen zouden moeten van genieten. Over dit laatste punt zullen wij het gemakkelijk eens worden, indien onze achtbare tegensprekers ons willen volgen. Want, inderdaad, wij ook vinden het pijnlijk aan een bejaarden werkmán, ambachtsman, landbouwer, zijn ouderdomspensioen te betwisten omdat hij nog eenige centen verdient. Evenwel, in 1920 wist niemand waar het land naartoe ging, men redeneerde nog met de gedachte dat de frank aldra zijn waarde zou terugkrijgen. Niets is gemakkelijker dan dit euvel te doen verdwijnen. Daarvoor is het genoeg zich wat ruimer te toonen bij het in aanmerking nemen der inkomsten. En wat het onderzoek betreft, is dat van den ontvanger en van den contróleur der belastingen, om de belasting op het inkomen toe te passen, niet even tergend?

Anderzijds, zal niemand betwisten dat *het stelsel van het kosteloos pensioen minder bezwarend is wat betreft de administratiekosten*. Het beheeren van de verzekering, gegrondvest op stortingen, kost duur, zeer duur. Al de kosten van inrichting, van vaststelling en verdeling van de kosteloze pensioenen, bereikten niet 1,570,079 frank in 1921, en zijn gevallen op 818,179 frank in 1922, dus 0,70 t.h. van de geheele uitgave, terwijl men in Duitschland gekomen is tot 10 t. h. Niemand kan zeggen hoeveel het stelsel geldelijk kosten zal, want het ontwerp bevat geene aanwijzingen wat de toepassing betreft, en velen zouden misschien terugdeinzen voor het geschrijf waartoe het aanleiding geven zal.

Is het trouwens, geen groote onrechtvaardigheid, tot het bekomen van een twijfelachtig pensioen, de arbeiders te verplichten stortingen met afgestaan kapitaal te doen, in de Spaarkas die hun slechts een zeer geringen interest bezorgt? Is het bovendien billijk de werkgevers te verplichten hun aandeel te storten in deze verzekeringskassen, volgens het getal gebezigde arbeiders zonder inachtneming van het voordeel dat zij uit het werk van deze arbeiders trekken; sedert lang staat het voordeel der nijverheidsbedrijven niet meer in verband tot het getal gebezigde loontrekkenden.

Indien het met onze parlementaire gebruiken strookte, zouden wij, tot verbetering dezer wet, een tegen-ontwerp bij de Kamer indienen, met de volgende bepalingen :

a) Ten einde elk vernederend of kwetsend onderzoek te vermijden, bekomt elke oude arbeider of oude bediende die bewijzen kan dat hij gedurende *dertig jaar* loontrekkende is geweest, *van rechtswege* een minimumpensioen van 720 fr., 660 fr. of 600 frank volgens de woonplaats.

b) Ten einde de oude ambachtslieden, handelaars of landbouwers aan te moedigen hun bedrijf voort te zetten in de mate van het mogelijke, zou het toegelaten jaarlijksch inkomen op 2,400 frank worden gebracht zonder het pensioen te verliezen; dit zou geleidelijk worden verminderd naarmate de inkomsten 2,400 frank te boven gaan.

c) Ten einde geen inbreuk te maken op het persoonlijk vooruitzicht van sommige categorieën die trachten een huis of eene rente te bezitten, wordt van het pensioen afgetrokken de rente tot beloop van 360 frank en de huurwaarde van het huis, te bepalen volgens de streek en bij Koninklijk besluit.

d) Ten einde, in zedelijk en wettelijk opzicht, den plicht der kinderen jegens hunne ouders vast te stellen, wanneer de kinderen in welstand verkeerden, zou bij de berekening van het pensioen worden in acht genomen, dat een Koninklijk besluit de kinderen verplichten zal voor 5 Ot. h. in het pensioen tusschenbeide te komen; het Departement der Financiën zou met de inning daarvan worden belast.

Wij meenen dat aldus meestal de bezwaren, aan de wet van 20 Augustus 1920 toegeschreven, wegvallen; de geldelijke last zou niet zoo aanzienlijk zijn; wij zijn van gevoelen, dat een *twintigtal* miljoen ($\frac{1}{6}$ van de geheele thans vereischte som) voldoende zou wezen; en dat is feitelijk weinig, wanneer men in acht neemt, dat sommige betwistbare uitgaven zoo hoog komen te staan en de geheele uitgave der begrooting zoo verbazend is gestegen.

Afschoon deze wijzigingen op aanzienlijke wijze den bestaanden toestand zouden verbeteren, wenschen de leden der minderheid echter dat het voorstel zou worden aangevuld met dien verstande, dat de afzonderlijke bijdragen, met afgestaan of voorbehouden kapitaal, met bijdrage van wege de werkgevers, zich kunnen billijken.

Onze collega, de heer Baels, van Oostende, heeft bewezen dat de visschers en zeelieden die 60 jaar oud worden, tot de zeldzamen behooren; is dit ook zoo niet gesteld in vele andere bedrijven, bij voorbeeld : de letterzetters, vormgieters, glasblazers, chemiekers, enz.

Het Departement heeft aan de Commissie geantwoord dat het geen statistieken kan opleveren omtrent den levensduur van zekere categorieën; het hadde nochtans de cijfers kunnen opgeven, voorkomende in sommige goed gekende werken :

In het « *Traité d'hygiène* » van D^r Chantemesse, vindt men de gegevens van D^r Ogle en van D^r Fatham, die reeds meermalen werden vermeld en volgens dewelke, in Engeland, 100 personen van 25 tot 60 jaar, die in de landbouwstroken komen sterven, er 159 overleden over geheel het land, 165 te Londen en 162 in de nijverheidscentra.

Op het VII^e Gezondheidscongres, te Londen gehouden, bleek — volgens het boek van de heeren doctoren Roth, Kraft en Bluhm — dat, voor lieden van 23 tot 65 jaar oud, wanneer het sterftecijfer 100 is bij de geestelijken, het 108 bedraagt bij de tuiniers, 126 bij de landbouwwerklieden, 148 bij de timmerlieden, 158 bij de magazijnbedienden, 175 bij de ijzerwerklieden, 186 bij die der wol, 196 bij die van het katoen, 210 bij de inbinders, 214 bij de glasarbeiders, 216 bij de loodarbeiders, 267 bij de koffiehuishouders, 315 bij de pot- en plateelarbeiders, 531 bij de arbeiders in de zinkfabrieken !

Ware er dienvolgens iets meer rechtvaardig en menschelijk dan, voor onderscheidene categorieën, zooals men b. v. doet voor de mijnwerkers, den mogelijken pensioensleeftijd te verlagen, onder de enkele voorwaarden : 1^o van een zeker aantal jaren arbeid in dezelfde nijverheid, vijf en twintig of dertig jaar ; 2^o van eene regelmatige arbeiders- en werkgeversbijdrage, berekend op de dagloonen, gedurende hetzelfde tijdsverloop. Dit verworven pensioen zou gevoegd worden bij het kosteloos pensioen van den Staat ; echter, zou dit worden verminderd, van 720 op 600 frank b. v., in het geval dat men het genot er van verkrijgt op 55 jarigen leeftijd, en op 660 frank in het geval dat men het genot er van verkrijgt op 60 jarigen leeftijd, mits het te verhoogen met fr. 12.50 per jaar tot het voorziene maximum is bereikt.

Wat er ook van zij, het pensioen zou de bestaande minima-bedragen overschrijden.

* .

Voor de categorieën die, in alle geval, den leeftijd van 65 jaar moeten afwachten, beseft men zeer wel dat men kunne wenschen dat de wet een stelsel van verplichte stortingten instelle, met afgestaan of voorbehouden kapitaal, waarvan de rente, op 65 jarigen leeftijd verworven, *gevoegd worde bij het door den Staat gestorte kosteloze minimum-pensioen*. Alzoo zouden twee uitslagen worden bereikt : de geest van voorzorg, waarvan menige onzer leden zoo veel van houden, zou gevrijwaard zijn en de pensioenen zouden merkelijk verhoogd zijn ; zij zouden het kunnen zijn met 560 frank 's jaars en, gezamenlijk, zonder dat dezen iets op het kosteloze minimum-pensioen verliezen.

* .

Men zal ons tegenwerpen dat deze regeling niets voorziet voor de *weduwen en de weezen* : niets ware eenvoudiger dan hen te verzekeren door middel van de uitbreiding der verplichtend gemaakte mutualiteit zoodanig dat de weduwe 720 frank per jaar, en ieder kind op jeugligen leeftijd ten minste 360 frank bekomme : de herverzekering is bij ons binnengedrongen ; dat de Staat tusschenbeide kome voor 75 t. h. der te storten bijdragen en de uitslag zal bereikt zijn, eer een jaar verlopen zij, door het stelsel der verdeeeling dat minder kostend, sneller en eenvoudiger is ; overigens, zijn sommige machten dezen weg opgegaan en geven toelagen aan de mutualiteiten die kassen inrichten voor de weduwen en de weezen ; voor wat de gemeenten betreft, kosten hun de weezen waarschijnlijk nu reeds hetgeen hun zou gevraagd worden ; geen enkele gewichtige opmerking noch ernstige hinderpaal kunnen dus tegen zulke eenvoudige en practische ingeving worden opgeworpen.

Zonder het huidige regime dooreen te werpen, zonder een groote jaarlijksche uitgave, met aan de ouderlingen grootere voordeelen te verzekeren, denken wij nochtens dat het stelsel der minderheid beter zou beantwoorden aan de wenschen der arbeiders, werklieden, bedienden, ambachtslieden, landbouwers. En wij hopen nog dat de Kamer zal nadenken alvorens een ontwerp te stemmen dat noodzakelijk zal voor gevolg hebben : een uiterst ingewikkeld en kostelijk besturend lichaam tot stand te brengen, zonder aan de oude arbeiders eenige verbetering te bezorgen van hun lot en met van hen 30 tot 40 millioen jaarlijksche stortingen met afgestaan kapitaal, te eischen.

Joseph Wauters.

(1)
(ANNEXE AU RAPPORT N° 122.)

Projet de loi
relatif
à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré

TEXTE DU PROJET
ET DES AMENDEMENTS DE LA COMMISSION

(BIJLAGE VAN HET VERSLAG N° 122.)

Wetsontwerp
op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom
en vroegen dood

TEKST VAN HET ONTWERP
EN VAN DE WIJZIGINGEN VOORGESTELD DOOR DE COMMISSIE

Projet du Gouvernement.

TITRE I.

Des Assurés obligatoires.

CHAPITRE I.

Des assujetés.

ARTICLE PREMIER.

L'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré est obligatoire pour tous les salariés des deux sexes occupés pour le compte d'un employeur et dont la rémunération annuelle ne dépasse pas 9,000 francs.

ART. 2.

Le maximum fixé ci-dessus pourra être modifié par arrêté royal.

ART. 3.

Ne sont pas soumises aux dispositions de la présente loi :

1^o les personnes occupées pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou des autres administrations publiques et qui ont droit à une pension de retraite en vertu des règlements qui les régissent ;

2^o les personnes tombant sous l'application des lois spéciales coordonnées par l'arrêté royal du 30 août 1920 sur les pensions des ouvriers mineurs ;

3^o les personnes tombant sous l'application de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi

ART. 4.

Les salariés étrangers travaillant en Belgique sont soumis au même régime que les salariés belges.

Ils ne peuvent bénéficier de la contribution de l'Etat que si les

Ontwerp van de Regeering.

TITEL I.

Verplichte verzekering.

HOOFDSTUK I.

De verzekeringsplichtigen.

ARTIKEL EÉN.

Al de arbeiders van beiderlei kunne, voor rekening van een werkgever werkzaam en waarvan het jaarloon geen 9,000 frank overschrijft, zijn er toe verplicht zich tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood te verzekeren.

ART. 2.

Bovenvastgesteld maximum mag bij Koninklijk besluit worden gewijzigd.

ART. 3.

Zijn niet aan de bepalingen dezer wet onderworpen :

1^o de personen, die ten laste van het Rijk, van de provinciën, van de gemeenten of van andere openbare besturen werkzaam zijn en krachtens reglementen, waardoor ze worden beheerscht, recht hebben op ouderdomsrente ;

2^o de personen, waarop de bij het Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920 samengeschakelde wetten op de pensioenen der mijnwerkers toepasselijk zijn ;

3^o de personen, waarop de wet van 7 Augustus 1922 op de bedienendenarbeidersovereenkomst toepasselijk is.

ART. 4.

De vreemde arbeiders in België werkzaam, vallen onder dezelfde regeling als de Belgische arbeiders.

Zij hebben geen recht op de werkgeversbijdrage en de Rijksbijdrage,

Texte proposé par la Commission.

TITRE I.

Des Assurés obligatoires.

CHAPITRE I.

Des Assujettis.

ARTICLE PREMIER.

L'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré est obligatoire pour tous les salariés des deux sexes occupés pour le compte d'un employeur et dont la rémunération annuelle ne dépasse pas *12.000 fr.* *Ce maximum est augmenté de 1000 francs par enfant légitime âgé de moins de 16 ans.*

ART. 2.

(A supprimer)

ART. 5.

1^o (Comme ci-contre)

2^o (Comme ci-contre.)

5^o (A supprimer.)

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

TITEL I.

Verplichte verzekering.

HOOFDSTUK I.

Verzekeringsplichtigen.

EERSTE ARTIKEL.

Al de arbeiders van beiderlei kunne, voor rekening van een werkgever werkzaam en wier jaarloon niet *12,000 fr.* overschrijdt, zijn verplicht zich te verzekeren tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood. *Dit maximum wordt verhoogd met 1,000 frank voor elk wettig kind beneden 16 jaar.*

ART. 2.

(Te doen wegvallen.)

ART. 5.

1^o (Zooals hiernevens.)

2^o (Zooals hiernevens.)

3^o (Te doen wegvallen.)

ART. 4.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

pays d'origine garantissent aux Belges des avantages équivalents.

Lorsqu'ils n'ont point droit à la cotisation patronale celle-ci est versée dans le Fonds spécial prévu à l'article 21.

CHAPITRE II.

Des Versements Obligatoires.

SECTION I.

Montant des versements obligatoires.

ART. 5.

Les assujettis sont tenus d'opérer mensuellement un versement dont la quotité est fixée comme suit :

1° assujettis célibataires du sexe masculin, âgés de moins de 18 ans et assujettis du sexe féminin : 1 franc;

2° assujettis célibataires du sexe masculin, âgés de 18 ans et plus, assujettis veufs ou divorcés : 2 francs.

3° assujettis mariés du sexe masculin : 3 francs.

ART. 6.

La cotisation mensuelle de l'employeur est fixée comme suit :

1° pour les assujettis célibataires du sexe masculin, âgés de moins de 18 ans et les assujettis du sexe féminin : 1 franc.

2° pour les autres assujettis : 2 francs.

ART. 7.

Les versements prévus aux articles 5 et 6 sont effectués à capital abandonné.

ART. 8.

L'employeur doit sa cotisation pour tout salarié occupé à son service lors du dernier paiement du mois.

Ontwerp van de Regeering.

tenzij de landen waaruit zij herkomstig zijn, aan de Belgen gelijkwaardige voordeelen verzekeren.

Wanneer zij op de werkgeversbijdrage geen recht hebben, dan wordt deze in het bij artikel 21 voorzien speciaal Fonds gestort.

HOOFDSTUK II.

Verplichte storting.

AFDEELING I.

Bedrag der verplichte storting.

ART. 5.

De verzekeringsplichtigen zijn er toe gehouden een maandelijksche storting te doen, waarvan het bedrag als volgt wordt vastgesteld :

1° verzekeringsplichtige jonkmans, minder dan 18 jaar oud en verzekeringsplichtige jonge dochters : 1 frank ;

2° verzekeringsplichtige jonkmans, van 18 jaar en meer, verzekeringsplichtigen, wier huwelijk werd ontbonden : 2 frank ;

3° gehuwde manlijke verzekeringsplichtigen : 3 frank.

ART. 6.

De maandelijksche werkgeversbijdrage wordt als volgt vastgesteld :

1° voor de verzekeringsplichtige jonkmans van minder dan 18 jaar en de vrouwelijke verzekeringsplichtigen : 1 frank ;

2° voor de andere verzekeringsplichtigen : 2 frank.

ART. 7.

De bij de artikels 5 en 6 voorziene storting worden met afstand van kapitaal gedaan.

ART. 8.

De werkgever is, voor elken arbeider, in zijn dienst werkzaam, bij de laatste betaling der maand, zijn bijdrage verschuldigd.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

CHAPITRE II.

Des versements obligatoires.

SECTION I.

Montant des versements obligatoires.

ART. 5.

Les assujettis sont tenus d'opérer mensuellement *au minimum* un versement dont la quotité est fixée comme suit ;

1° assujettis célibataires du sexe masculin, âgés de moins de 18 ans et assujettis du sexe féminin : 1 franc ;

2° autres assujettis : 3 francs.

5° (A supprimer.)

ART. 6.

La cotisation mensuelle de l'employeur est fixée, *au minimum*, comme suit :

1° pour les assujettis célibataires du sexe masculin, âgés de moins de 18 ans et les assujettis du sexe féminin : 1 franc ;

2° pour les autres assujettis : 3 francs.

ART. 7.

Les versements *minimum* prévus aux articles 5 et 6 sont effectués à capital abandonné.

ART. 8.

L'employeur est tenu de verser la cotisation *minimum* fixée à l'article 6 pour tout salarié occupé à son service lors du dernier paiement du mois.

HOOFDSTUK II.

Verplichte stortingen.

AFDEELING I.

Bedrag der verplichte stortingen.

ART. 5.

De verzekeringsplichtigen zijn gehouden, *als minimum* een maandelijksche storting te doen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld als volgt :

1° verzekeringsplichtige jonkmans, minder dan 18 jaar oud en verzekeringsplichtige jonge dochters : 1 frank ;

2° Andere verzekeringsplichtigen : 3 frank.

5° (Te doen wegvallen.)

ART. 6.

De maandelijksche *minimum*-bijdrage van den werkgever wordt vastgesteld als volgt :

1° voor de verzekeringsplichtige jonkmans van minder dan 18 jaar en voor de vrouwelijke verzekeringsplichtigen : 1 frank ;

2° voor de andere verzekeringsplichtigen : 2 frank.

ART. 7.

De bij de artikelen 5 en 6 voorziene *minimum*-stortingen worden met afstand van kapitaal gedaan.

ART. 8.

De werkgever is *verplicht*, de *minimum*-bijdrage, bepaald bij artikel 6, voor elken arbeider, in zijn dienst werkzaam, te storten bij de laatste betaling per maand.

Projet du Gouvernement.

ART. 9.

La contribution annuelle de l'État est fixée, par franc versé au compte de l'intéressé, à 1 franc pour les assujettis nés de 1861 à 1868;

0.75 fr. pour les assujettis nés de 1869 à 1874;

0.60 fr. pour les assujettis nés de 1875 à 1880;

0.50 fr. pour les assujettis nés après 1880.

Sauf l'exception prévue à l'article 15, cette contribution est définitivement acquise à son bénéficiaire; elle est payée sous forme de rente, à prendre cours aux époques fixées à l'article 12.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 9.

De jaarlijkse Rijksbijdrage wordt vastgesteld per frank, op de rekening van den belanghebbende gestort, op 1 frank voor de verzekeringsplichtigen, geboren binnen de jaren 1861-1868;

0.75 fr. voor de verzekeringsplichtigen, geboren binnen de jaren 1869-1874.

0.60 fr. voor de verzekeringsplichtigen, geboren binnen de jaren 1875-1880.

0.50 fr. voor de verzekeringsplichtigen, geboren na 1880.

Behoudens de bij artikel 15 voorziene uitzondering wordt die bijdrage onherroepelijk aan den gerechtigde verleend, zij wordt onder den vorm van rente, ingaande op de bij artikel 12 vastgestelde tijdstippen, betaald.

Texte proposé par la Commission.

ART. 9.

La contribution annuelle de l'État est fixée, par franc verse à *capital abandonné* au compte de l'intéressé : à 1 franc pour les assujettis nés de 1861 à 1868 ;

0.75 fr. pour les assujettis nés de 1869 à 1874 ;

0,60 fr. pour les assujettis nés de 1875 à 1880 ;

0,50 fr. pour les assujettis nés après 1880.

Sauf l'exception prévue à l'article 15, cette contribution est définitivement acquise à son bénéficiaire ; elle est payée sous forme de rente, à prendre cours aux époques fixées à l'article 12.

Cette contribution est accordée jusqu'au moment où il aura été constitué au moyen de celle-ci, une rente-vieillesse personnelle de 240 fr. et une rente totale de 240 francs au profit de l'épouse de l'assujetti. Cette dernière rente est payée à concurrence d'un maximum de 120 francs si l'intéressée entre en jouissance de sa rente de survie avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans. Dans ce cas, l'intervention maximum de l'État dans la constitution de la rente-vieillesse de celle-ci est limitée à la différence entre le montant de sa part contributive dans la rente de survie et la rente totale de 240 francs. Si l'intéressée entre en jouissance de sa rente-vieillesse avant d'avoir bénéficié de la rente de survie, la rente maximum de 240 francs constituée au moyen de la contribution de l'État lui est payée, mais l'intervention de l'État dans la constitution de la rente de survie est limitée à la différence entre la rente totale de 240 francs et la part contri-

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 9.

De jaarlijksche Rijksbijdrage wordt vastgesteld per frank, op de rekening van den belanghebbende gestort *mit afstand van kapitaal* : op 1 frank voor de verzekeringsplichtigen, geboren binnen de jaren 1861-1868 ;

0.75 fr. voor de verzekeringsplichtigen, geboren binnen de jaren 1869-1874 ;

0.60 fr. voor de verzekeringsplichtigen, geboren binnen de jaren 1875-1880 ;

0.50 fr. voor de verzekeringsplichtigen, geboren na 1880.

Behoudens de bij artikel 15 voorzienene uitzondering wordt die bijdrage onherroepelijk aan den gerechtigde verleend ; zij wordt onder den vorm van rente, ingaande op de bij artikel 12 vastgestelde tijdstippen, betaald.

Die bijdrage wordt verleend tot dat daardoor zijn gevestigd eene persoonlijke ouderdomsrente van 240 fr. en eene totale rente van 240 frank ten behoeve van de vrouw van den verzekeringsplichtige. Deze laatste rente wordt ten bedrage van ten hoogste 120 frank betaald, indien de betrokkene in het genot harer overlevingsrente treedt alvorens den leeftijd van 65 jaar te hebben bereikt. In dit geval wordt 's Rijks maximum-bijdrage in het vestigen van hare ouderdomsrente beperkt tot het verschil tusschen het bedrag van zijn aandeel in de overlevingsrente en de totale rente van 240 frank. Indien de betrokkene in het genot van hare ouderdomsrente treedt alvorens de overlevingsrente te hebben opgetrokken, wordt de maximum-rente van 240 frank, gevestigd door 's Rijks bijdrage, haar betaald, doch 's Rijks bijdrage in het vestigen van de overlevingsrente wordt beperkt tot het verschil tusschen de totale rente van

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regeering.

ART. 10.

A défaut pour l'assujetti de fournir la preuve qu'il a satisfait aux obligations légales, l'employeur est tenu de prélever sur le salaire de celui-ci, le montant du versement personnel. La somme ainsi retenue sera déposée par les soins de l'employeur et concurremment avec la cotisation patronale y afférente à la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Un arrêté royal fixera le mode de preuve à fournir aux employeurs par les assujettis.

ART. 11.

Le mode de perception des versements personnels et des cotisations patronales des travailleurs à domicile sera déterminé par arrêté royal.

SECTION II.

Destination des versements obligatoires

ART. 12.

Le montant du versement personnel et de la cotisation patronale est destiné conjointement avec la contribution de l'État à constituer les rentes suivantes :

ART. 10.

Laat de verzekeringsplichtige er niet van blijken dat hij aan de wettelijke verplichtingen heeft voldaan, dan is de werkgever er toe gehouden het bedrag van de persoonlijke storting van het loon van den verzekeringsplichtige af te houden. Het alzo afgehouden bedrag wordt door toedoen van den werkgever gelijktijdig met de daarmee in verband staande werkgeversbijdrage in de algemeene Spaar- en Lijfrentekas gestort.

Bij een Koninklijk besluit zal de wijze worden vastgesteld, waarop de verzekeringsplichtigen dienen te bewijzen dat zij aan hun verplichtingen hebben voldaan.

ART. 11.

De wijze waarop de persoonlijke stortingen en de werkgeversbijdragen voor de thuis arbeidende verzekeringsplichtigen worden geïnd zal bij Koninklijk besluit worden bepaald.

AFDEELING II. — *Bestemming der verplichte stortingen.*

ART. 12.

Het bedrag van de persoonlijke storting en van de werkgeversbijdrage wordt gelijktijdig met de Rijksbijdrage bestemd om de volgende renten te vestigen :

Texte proposé par la Commission.

butive de l'État dans la constitution de la rente-vieillesse.

Toutefois, la contribution de l'État est limitée à un versement annuel total maximum de 288 francs inscrit au compte de l'assujetti.

ART. 10.

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

240 frank en 's Rijks aandeel in het vestigen van de ouderdomsrente.

Evenwel wordt 's Rijks bijdrage beperkt tot eene jaarlijksche totale storting van ten hoogste 288 frank, op de rekening van den verzekeringsplichtige ingeschreven.

ART. 10.

(Zooals hiernevens.)

ART. 11.

Le mode de perception des versements personnels et des cotisations patronales des travailleurs à domicile, rémunérés à façon, aux pièces ou à la tâche, sera déterminé par arrêté royal.

SECTION II.

Destination des versements obligatoires

ART. 12.

Le montant du versement personnel et de la cotisation patronale est destiné à constituer « au minimum » les rentes suivantes :

ART. 11.

De wijze van inning der persoonlijke stortingen en der werkgeversbijdragen voor de thuis arbeidende verzekeringsplichtigen, betaald tegen maakloon, per stuk of per taak, wordt geregeld bij Koninklijk besluit.

AFDEELING II.— *Bestemming der verplichte stortingen.*

ART. 12.

Het bedrag van de persoonlijke storting en van de werkgeversbijdrage is bestemd om de volgende minimumrenten te vestigen :

Projet du Gouvernement.

1^{re} Une rente-vieillesse de 720 francs au profit de l'assujetti. Cette rente prend cours à partir du trimestre suivant celui pendant lequel l'assujetti a accompli sa soixante-cinquième année.

2^o Une rente de survie de 560 francs au profit de l'épouse de l'assujetti et de ses enfants légitimes.

Cette rente est payable après le décès du mari à sa veuve. Elle est payable après le décès des deux époux aux enfants légitimes, nés de leur union et âgés de moins de 16 ans à raison de 100 p. c. lorsqu'il y a trois enfants de moins de 16 ans, de 80 p. c. lorsqu'il y a deux enfants de moins de 16 ans et de 60 p. c. lorsqu'il y a un enfant de moins de 16 ans.

Si la rente de survie est incomplètement constituée, elle est portée aux maxima indiqués ci-dessus lorsqu'elle doit être répartie entre les orphelins. Dans ce cas, la différence entre la rente de survie réellement constituée et ces maxima sera liquidée à charge du Fonds spécial prévu à l'article 22.

3^e Une rente-vieillesse de 560 francs au profit de l'épouse de l'assujetti.

Cette rente est payable à partir du trimestre suivant celui au cours duquel l'intéressée a accompli sa soixante-cinquième année.

Ontwerp van de Regeering.

1. Een ouderdomsrente van 720 frank ten behoeve van de verzekeringsplichtigen. Die rente gaat in met het kwartaal, volgende op dat, in den loop waarvan de verzekeringsplichtigen hun vijf-en-zestigste jaar hebben bereikt.

2. Een overlevingsrente van 560 frank ten behoeve van de echtgenooten van den verzekeringsplichtige alsmede van zijn wettige kinderen.

Die rente is, na het afsterven van den echtgenoot betaalbaar aan zijn weduwe en na het afsterven der twee echtgenooten aan de uit hun huwelijk ontsproten wettige kinderen van minder dan 16 jaar tegen 100 t. h. wanneer er drie kinderen zijn van minder dan 16 jaar; tegen 80 t. h. wanneer er twee kinderen zijn van minder dan 16 jaar en 60 t. h. wanneer er één kind is van minder dan 16 jaar.

Indien de overlevingsrente niet ten volle is gevestigd, dan wordt zij op bovenopgegeven maxima gebracht, wanneer ze onder weezen dient verdeeld. In zulk geval wordt het verschil tusschen de werkelijk gevestigde overlevingsrente en bedoelde maxima ten bezware van het bij artikel 22 voorzien speciaal Fonds uitgekeerd.

3. Een ouderdomsrente van 560 frank ten behoeve van de echtgenooten van den verzekeringsplichtige.

Bedoelde rente is betaalbaar vanaf het kwartaal, volgende op dat, in den loop waarvan de belanghebbende haar vijf en zestigste jaar heeft bereikt.

Texte proposé par la Commission.

1^o Une rente-vieillesse de 480 francs au profit de l'assujetti. Cette rente et celle constituée au moyen de la contribution de l'État prend cours à partir du trimestre suivant celui pendant lequel l'assujetti a accompli sa soixante-cinquième année.

2^o Une rente de survie de 240 francs au profit de l'épouse de l'assujetti et de ses enfants légitimes.

Cette rente et éventuellement la rente constituée au moyen de la contribution de l'État est payable après le décès du mari à sa veuve.

Elle est payable après le décès des deux époux et en cas d'existence d'enfants légitimes issus de leur union et âgés de moins de 16 ans, au Fonds spécial prévu à l'article 22 à charge pour cet organisme de payer, concurremment avec la majoration dont il est question à l'article 19, à la personne ou à l'organisme qui en fait à la charge des enfants et jusqu'au moment où ceux-ci auront atteint l'âge de 16 ans, une allocation annuelle de 120 francs.

3^o Une rente-vieillesse de 480 fr. au profit de l'épouse de l'assujetti.

Cette rente et éventuellement celle constituée au moyen de la contribution de l'État est payable à partir du trimestre suivant celui au cours

Tekst voorgesteld door de Commissie.

1^o Een ouderdomsrente van 480 frank ten behoeve van den verzekeringsplichtige. Deze rente, alsmede die gevestigd door middel van 's Rijks bijdrage gaan in met het kwartaal, volgende op dat, in den loop waarvan de verzekeringsplichtige zijn vijf en zestigste jaar heeft bereikt;

2^o Een overlevingsrente van 240 frank ten behoeve van de echtgenooten van den verzekeringsplichtige, alsmede van zijn wettige kinderen.

Die rente en, bij voorkomend geval, de rente gevestigd door middel van 's Rijks bijdrage zijn, na het overlijden van den man betaalbaar aan zijne weduwe.

Na het overlijden van beide echtgenooten en zoo er wettige kinderen zijn, uit hun huwelijk geboren en minder dan 16 jaar oud, is zij betaalbaar aan het Bijzonder Fonds voorzien bij artikel 22, met verplichting, voor dit Fonds, eene jaarlijksche tegemoetkoming van 120 frank te betalen, te gelijk met den bij artikel 19 bedoelden toeslag, aan den persoon of aan de instelling die wettelijk voor de kinderen moet zorgen en totdat deze den leeftijd van 16 jaar bereiken.

3^o Eene ouderdomsrente van 480 fr. ten behoeve van de echtgenooten van den verzekeringsplichtige.

Bedoelde rente en, bij voorkomend geval, die gevestigd door middel van 's Rijks bijdrage, zijn betaalbaar vanaf het kwartaal, volgende op dat,

Projet du Gouvernement.

L'assujetti est dispensé de constituer cette rente lorsque son épouse est titulaire d'une rente personnelle de vieillesse de 720 francs.

SECTION III. — *Répartition des versements obligatoires.*

ART. 13.

Les versements effectués par les assujettis célibataires du sexe masculin âgés de moins de 18 ans et les assujettis du sexe féminin, la cotisation patronale et la contribution de l'État y afférentes sont affectés à la constitution de la rente vieillesse.

ART. 14.

Les versements effectués par les assujettis célibataires du sexe masculin âgés de 18 ans et plus et les assujettis veufs ou divorcés, la cotisation patronale et la contribution de l'État y afférentes, sont affectés à concurrence de 50 p. c., à la constitution de la rente-vieillesse et de 50 p. c. à la constitution d'un capital destiné à être converti en rentes de survie au moment du mariage de l'intéressé.

Dès qu'un capital de 1,200 francs a été constitué, l'entière du versement personnel, de la cotisation patronale et de la contribution de l'État est affectée à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti.

ART. 15.

Si l'assujetti célibataire vient à décéder avant d'avoir contracté mariage, ou si l'assujetti veuf ou divorcé décède avant d'avoir contracté un nouveau mariage, le capital constitué au moyen des ver-

Ontwerp van de Regeering.

De verzekeringsplichtige wordt er van vrijgesteld bedoelde rente te vestigen, als zijn echtgenoot op een persoonlijke rente van 720 frank recht heeft.

AFDEELING III. — *Omslag der verplichte stortingen.*

ART. 13.

De door de verzekeringsplichtige jonkmans van minder dan 18 jaar en door de vrouwelijke verzekeringsplichtigen gedane stortingen, alsmede de daarmee in verband staande werkgevers- en Rijksbijdragen worden bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente.

ART. 14.

De door de verzekeringsplichtige jonkmans van 18 jaar en meer, alsmede door de verzekeringsplichtigen, weduwnaars of gedivorceerden, gedane stortingen, en de daarmee in verband staande werkgevers- en Rijksbijdrage worden bestemd, ten bedrage van 50 t. h., tot het vestigen van de ouderdomsrente en ten bedrage van 50 t. h. tot het vormen van een kapitaal bestemd om in overlevingsrenten te worden omgezet bij het in het huwelijk treden van den belanghebbende.

Zoodra er een kapitaal van 1.200 frank is gevormd, wordt het totaal van de persoonlijke storting, de werkgevers en de Rijksbijdrage bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige.

ART. 15.

Indien de verzekeringsplichtige jonkman komt te sterven, alvorens een huwelijk te hebben aangegaan, of indien de verzekeringsplichtige weduwnaar of gedivorceerde sterft

Texte proposé par la Commission.

duquel l'intéressée a accompli sa soixante-cinquième année.

(Comme ci-contre.)

SECTION III. — *Répartition des versements obligatoires.*

ART. 13.

(Comme ci-contre.)

ART. 14.

Al. 1. (Comme ci-contre).

Al. 2. — Dès qu'un capital de 4,800 fr. a été constitué, l'entièreté du versement personnel, de la cotisation patronale et de la contribution de l'État est affectée à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti.

ART. 15.

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Regeering.

in den loop waarvan de belanghebbende haar vijfen zestigste jaar heeft bereikt.

(Zooals hernevens.)

AfDEELING III. — *Omslag der verplichte stortingen.*

ART. 13.

(Zooals hiernevens.)

ART. 14.

(Zooals hiernevens.)

Lid 2. — Zoodra er een kapitaal van 4,800 fr. is gevormd, wordt het totaal van de persoonlijke storting, van de werkgeversbijdrage en van 's Rijks bijdrage bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige.

ART. 15.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

sements personnels et des cotisations patronales pour la création de la rente survie est versé au Fonds spécial, dont il est question à l'article 21.

ART. 16.

Les versements effectués par les assujettis mariés, la cotisation patronale et la contribution de l'État y afférentes, sont affectés à concurrence de 40 p. c. à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti et de 60 p. c. à la constitution de la rente de survie et dès que celle-ci est parfaite, à la constitution de la rente-vieillesse de l'épouse.

Lorsque la rente-vieillesse de l'épouse est constituée ou lorsque l'épouse est titulaire d'une rente de vieillesse de 720 francs, l'ensemble des versements, la cotisation patronale et la contribution de l'État y comprises est affecté à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti.

ART. 17.

Lorsque la rente de survie n'aura pas été entièrement constituée, l'État accorde aux veuves des assujettis gratuitement et sans condition, une majoration de 120 francs, sans que cependant le total de la majoration et de la rente acquise puisse dépasser 360 francs.

Ontwerp van de Regeering.

alvorens opnieuw in het huwelijk te zijn getreden, dan wordt het kapitaal door middel van de persoonlijke stortingen en van de werkgeversbijdrage gevormd om de overlevingsrente te vestigen, in het bij artikel 21 bedoeld speciaal Fonds gestort.

ART. 16.

De door de *gehuwde verzekeringsplichtigen* gedane stortingen en de daarmee in verband staande werkgevers- en Rijksbijdragen worden bestemd, ten bedrage van 40 t. h., om de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige en ten bedrage van 60 t. h., om de overlevingsrente te vestigen en zoodra deze haar volle bedrag heeft bereikt, om de ouderdomsrente van de echtgenoot te vestigen.

Wanneer de ouderdomsrente der echtgenoot is gevestigd of wanneer de echtgenoot gerechtigd is op een ouderdomsrente van 720 frank, wordt het totaal der stortingen, met inbegrip van de werkgeversbijdrage en de Rijksbijdrage bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige.

ART. 17.

Werd de overlevingsrente niet ten volle gevestigd, dan verleent het Rijk aan de weduwen der verzekeringsplichtigen om niet en onvoorwaardelijk een toeslag van 120 frank, met dien verstande nochtans dat deze, gevoegd bij de verworven rente, 360 frank niet mag overschrijden.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Regeering.

ART. 16.

Les versements effectués par les assujettis mariés, la cotisation patronale et la contribution de l'Etat y afférentes, sont affectés à concurrence de 50 p. c. à la constitution de la rente vieillesse de l'assujetti et de 50 p. c. à la constitution de la rente de survie et dès que celle-ci est parfaite, à la constitution de la rente-vieillesse de l'épouse.

Lorsque la rente-vieillesse de l'épouse est constituée ou lorsque l'épouse est titulaire d'une rente de vieillesse de 720 francs, *y compris la rente formée au moyen de la contribution ou des primes de l'Etat*, l'ensemble des versements, la cotisation patronale et la contribution de l'Etat y comprises est affecté à la constitution de la rente-vieillesse de l'assujetti.

ART. 17.

Lorsqu'une rente de survie de 360 francs *y compris la rente formée au moyen de la contribution de l'Etat*, n'aura pas été entièrement constituée, l'Etat accorde aux veuves des assujettis gratuitement et sans condition une majoration de 120 fr., sans que cependant le total de la majoration et de la rente de survie acquise puisse dépasser 360 francs.

ART. 16.

De door de gehuwde verzekeringsplichtigen gedane stortingen en de daarmee in verband staande werkgevers- en Rijksbijdragen worden bestemd, ten bedrage van 50 t. h., om de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige en ten bedrage van 50 t. h. om de overlevingsrente te vestigen en, zoodra deze haar volle bedrag heeft bereikt, om de ouderdomsrente van de echtgenoot te vestigen.

Wanneer de ouderdomsrente der echtgenoot is gevestigd of wanneer de echtgenoot gerechtigd is op een ouderdomsrente van 720 frank, *met inbegrip van de rente wegens 's Rijks bijdrage of premiën*, wordt het totaal der stortingen, met inbegrip van de werkgeversbijdrage en de Rijksbijdrage, bestemd tot het vestigen van de ouderdomsrente van den verzekeringsplichtige.

ART. 17.

Werd de overlevingsrente van 360 fr., *met inbegrip van de rente wegens 's Rijks bijdrage*, niet ten volle gevestigd, dan verleent het Rijk aan de weduwen der verzekeringsplichtigen om niet en onvoorwaardelijk een toeslag van 120 frank, met dien verstande nochtans dat deze, gevoegd bij de verworven rente, 360 frank niet mag overschrijden.

Projet du Gouvernement.

ART. 18.

Cette majoration cesse d'être payée dans le cas où la bénéficiaire se remarie ou lorsqu'elle est admise au bénéfice soit de la majoration prévue aux articles 29 et 33, soit de l'allocation gratuite de la vieillesse.

ART. 19.

Il est accordé annuellement à la veuve une majoration de 60 francs par enfant légitime âgé de moins de 16 ans.

ART. 20.

Les orphelins de père et de mère bénéficient jusqu'à l'âge de 16 ans de cette majoration.

Elle est payée concurremment avec la rente de survie, répartie dans les conditions fixées à l'article 12, 2^o à la personne ou à l'organisme qui, en fait, a la charge des enfants.

ART. 21.

Les majorations prévues aux articles 17, 19 et 20 sont à charge d'un Fonds spécial dont l'organisation et le fonctionnement seront réglés par un arrêté royal.

L'État met annuellement à la disposition de cet organisme les sommes nécessaires pour parfaire le déficit éventuel de ses ressources.

ART. 22.

Le Fonds spécial jouit de la personification civile et peut recevoir des dons et des legs moyennant autorisa-

Ontwerp van de Regeering.

ART. 18.

Bedoelde toeslag wordt niet meer verleend indien de toeslaggenietende opnieuw in het huwelijk treedt of wanneer zij met den bij de artikels 29 en 33 voorzienen toeslag of met de om niet verleende ouderdomstoelage wordt begunstigd.

ART. 19.

Er wordt jaarlijks aan de weduwe voor elk wettig kind van minder dan 16 jaar, een toeslag van 60 frank verleend.

ART. 20.

De weezen, die beide ouders hebben verloren, genieten bedoelden toeslag tot den leeftijd van 16 jaar.

Hij wordt gelijktijdig met de overlevingsrente, verdeeld onder bij artikel 12, 2^o, vastgestelde voorwaarden, aan den persoon of het organisme, die de kinderen ten laste heeft, uitgekeerd.

ART. 21.

De bij de artikels 17, 19 en 20 voorziene toeslagen komen ten bezware van een speciaal Fonds, waarvan de inrichting en de werking bij een Koninklijk besluit zullen worden geregeld.

De Staat stelt jaarlijks de sommen noodig om het eventueel tekort van de geldmiddelen daarvan te dekken ter beschikking van bedoeld organisme.

ART. 22.

Het speciaal Fonds geniet rechts-persoonlijkheid en mag mits daartoe door den Minister van Nijverheid en

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 18.

ART. 18.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens.)

ART. 19.

ART. 19.

Il est accordé annuellement à la veuve une majoration de 120 francs par enfant légitime âgé de moins de 16 ans.

Aan de weduwe wordt jaarlijks, voor elk wettig kind beneden 16 jaar, een toeslag van 120 frank verleend.

ART. 20.

ART. 20.

Les orphelins de père et de mère bénéficient jusqu'à l'âge de 16 ans de cette augmentation.

De weezen, die beide ouders hebben verloren, genieten bedoelden toeslag tot den leeftijd van 16 jaar.

Elle est payée concurremment avec l'allocation prévue à l'article 12, n° 2°, à la personne ou à l'organisme qui, en fait, a la charge des enfants.

Hij wordt, te gelijk met de *tege-moetkoming* voorzien bij artikel 12, n° 2°, betaald aan den persoon of aan de instelling, die werkelijk voor de kinderen zorgt.

ART. 21.

ART. 21.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

ART. 22.

ART. 22.

(Comme ci-contre.)

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

tion du Ministre de l'Industrie et du Travail.

CHAPITRE III.

Des versements facultatifs.

ART. 23.

L'État accorde une contribution complémentaire aux assujettis qui effectuent des versements facultatifs concurremment avec les versements obligatoires.

Cette contribution est attribuée dans les limites et conditions ci-après.

ART. 24.

Le montant de la contribution complémentaire de l'État est fixé ainsi qu'il est dit à l'article 9. Sauf l'exception prévue à l'article 26, 2^a, cette contribution est définitivement acquise à son bénéficiaire; elle est payée sous forme de rente qui prend cours aux époques fixées aux articles 25 et 26.

ART. 25.

En ce qui concerne les assujettis célibataires du sexe masculin âgés de moins de 18 ans et les assujettis du sexe féminin, cette contribution est accordée à concurrence de 12 francs versés annuellement pour la constitution de la rente-vieillesse de l'intéressé :

Ce versement doit être opéré à capital abandonné et l'âge d'entrée en jouissance de la rente fixé à 65 ans.

La contribution complémentaire de l'État cesse d'être accordée lorsque le total des rentes constituées au moyen

Ontwerp van de Regeering.

Arbeid gemachtigd, giften en legaten ontvangen.

HOOFDSTUK III.

Vrijwillige stortingen.

ART. 23.

Aan de verzekeringsplichtigen, die gelijktijdig met de verplichte stortingen vrijwillige stortingen doen, wordt, binnen de grenzen en onder de voorwaarden, zooals die beneden worden opgegeven, een aanvullende Rijksbijdrage verleend.

ART. 24.

Het bedrag der aanvullende Rijksbijdrage wordt vastgesteld, gelijk het bij artikel 9 is bepaald. Behoudens de bij artikel 26, 2^a, voorziene uitzondering wordt die bijdrage onherroepelijk aan den daarop gerechtigde verleend; zij wordt betaald onder den vorm van rente, ingaande op de bij de artikels 25 en 26 vastgestelde tijdstippen.

ART. 25.

Wat betreft de verzekeringsplichtige jonkmans van minder dan 18 jaar en de vrouwelijke verzekeringsplichtigen, wordt bedoelde bijdrage, verleend om de ouderdomsrente van den belanghebbende te vestigen, bepaald op 12 frank per jaar.

Bedoelde storting dient met afstand van kapitaal gedaan en de leeftijd om de rente te genieten op 65 jaar vastgesteld.

De aanvullende Rijksbijdrage wordt niet verleend wanneer het totaal van de door middel der verplichte en vrij-

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 23.

(A supprimer.)

ART. 23.

(Te doen wegvallen.)

ART. 24.

(A supprimer.)

ART. 24.

(Te doen wegvallen.)

ART. 25.

(A supprimer.)

ART. 25.

(Te doen wegvallen.)

Projet du Gouvernement.

des versements obligatoires et des versements facultatifs atteint 720 francs.

ART. 26.

En ce qui concerne les autres assujettis, cette contribution est accordée :

1° Pour la constitution de la rente-vieillesse de l'intéressé, à concurrence de 12 francs versés annuellement.

Ce versement doit être opéré à capital abandonné et l'âge d'entrée en jouissance de la rente fixé à 65 ans.

La contribution complémentaire de l'État cesse d'être accordée lorsque le total des rentes acquises au moyen des versements obligatoires et des versements facultatifs atteint 720 francs.

2° Pour la constitution de la rente de survie et éventuellement de la rente-vieillesse de l'épouse :

a) Assujettis célibataires du sexe masculin âgés de 18 ans et plus et assujettis veufs ou divorcés : à concurrence de 12 francs annuellement.

La contribution complémentaire de l'État cesse d'être allouée lorsqu'un capital de 1,200 francs destiné à être converti en rente de survie en cas de mariage aura été constitué au moyen des versements obligatoires et des versements facultatifs.

Les dispositions de l'article 15 sont également applicables au capital constitué au moyen des versements facultatifs qui ont bénéficié de la contribution de l'État;

Ontwerp van de Regeering.

willige stortingen verworven renten 720 frank bereikt.

ART. 26.

Wat de andere verzekeringsplichtigen betreft, wordt de bedoelde bijdrage verleend :

1° Voor het vestigen van de ouderdomsrente van den belanghebbende ten beloope van 12 frank per jaar.

Bedoelde som wordt gestort met afstand van kapitaal en de leeftijd om de rente te genieten op 65 jaar vastgesteld.

De aanvullende Rijksbijdrage wordt niet meer verleend, wanneer het totaal van de door middel der verplichte en vrijwillige stortingen verworven rente 720 frank bereikt.

2° Voor het vestigen van de overlevingsrente en, in voorkomend geval, van de ouderdomsrente der echtgenooten :

a) Wat betreft verzekeringsplichtige jongenaars van 18 jaar of meer en de verzekeringsplichtige weduwnaars of gedivorceerden : ten beloope van 12 frank per jaar.

De aanvullende Rijksbijdrage wordt niet meer verleend, als een kapitaal van 1,200 frank, bestemd om in geval van huwelijk in een overlevingsrente te worden omgezet, wordt gevormd door middel van de verplichte en vrijwillige stortingen.

De bepalingen van artikel 15 zijn eveneens toepasselijk op het door middel van de vrijwillige stortingen, naar aanleiding waarvan de Rijksbijdragen werden verleend, gevormd kapitaal;

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 26.

ART. 26.

(A supprimer).

(Te doen wegvallen).

Projet du Gouvernement.

b) Assujettis mariés : à concurrence de 24 francs annuellement.

La contribution complémentaire de l'État cesse d'être accordée lorsqu'une rente de survie de 360 francs et une rente de vieillesse de 360 fr. au profit de l'épouse sont constituées au moyen des versements obligatoires et des versements facultatifs.

ART. 27.

Les étrangers ne peuvent bénéficier de la contribution complémentaire de l'État dont il est question au présent chapitre que si les pays d'origine garantissent aux Belges des avantages équivalents.

ART. 28.

Il n'est pas tenu compte des rentes acquises pour les assujettis au moyen des versements prévus aux articles 25 et 26, y compris la contribution complémentaire de l'État pour la fixation du montant des majorations prévues aux articles 17 et 29 de la présente loi.

CHAPITRE IV.

Dispositions transitoires.

ART. 29.

Tant que les versements obligatoires régulièrement effectués y compris la cotisation patronale et la contribution de l'État n'auront pas constitué au profit des assujettis la rente-vieillesse de 720 francs prévue à l'article 12, 1^o, l'État accorde aux intéressés une majoration égale à la

Ontwerp van de Regeering.

b) Wat betreft gebuwde verzekeringsplichtigen : ten beloope van 24 frank per jaar.

De aanvullende Rijksbijdrage wordt niet meer verleend, wanneer door middel van de verplichte een vrijwillige stortingen ten behoeve van de echtgenoot een overlevingsrente van 360 frank en een ouderdomsrente van 360 frank zijn gevestigd.

ART. 27.

De vreemdelingen kunnen de in dit hoofdstuk bedoelde Rijksbijdrage niet bekomen tenzij de landen, waaruit ze herkomstig zijn, aan de Belgen gelijkwaardige voordeelen verleen.

ART. 28.

Bij het vaststellen van het bedrag van de bij de artikels 17 en 29 dezer wet voorziene toeslagen, wordt met de door de verzekeringsplichtigen door middel van de bij de artikels 25 en 26 voorziene stortingen met inbegrip van de aanvullende Rijksbijdrage verworven renten geen rekening gehouden.

HOOFDSTUK IV.

Overgangsbepalingen.

ART. 29.

Zoolang de bij artikel 12, 1^o, voorziene ouderdomsrente van 720 fr. door middel van de geregeld gedane verplichte stortingen met inbegrip van de werkgevers- en Rijksbijdragen ten behoeve van de verzekeringsplichtigen niet gevestigd is, verleent het Rijk aan de belanghebbenden een toeslag gelijk

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 27.

(A supprimer.)

ART. 27.

(Te doen wegvallen.)

ART. 28.

(A supprimer.)

ART. 28.

(Te doen wegvallen.)

CHAPITRE IV.

Dispositions transitoires.

ART. 29.

Tant que les versements *minima* obligatoires régulièrement effectués y compris la cotisation *minimum* patronale et la contribution de l'État n'auront pas constitué au profit des assujettis une rente vieillesse de 720 francs, l'État accorde aux intéressés une majoration égale à la diffé-

HOOFDSTUK VI.

Overgangsbepalingen.

ART. 29.

Zoolang eene ouderdomsrente van 720 frank ten behoeve van de verzekeringsplichtigen niet gevestigd is door middel van de geregeld gedane verplichte *minimum*-stortingen met inbegrip van de *minimum*-bijdrage der werkgeversen van s' Rijks bijdrage, verleent het Rijk aan de belangheb-

Projet du Gouvernement.

différence entre la rente qui aurait été produite si les versements obligatoires réglementaires avaient été régulièrement opérés et la rente maximum de 720 francs.

Le montant de cette majoration est fixé au tableau annexé à la présente loi. Il pourra être modifié par arrêté royal dans le cas où des changements seraient apportés aux tarifs de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

ART. 30.

Cette majoration est accordée dans les conditions fixées pour l'attribution de l'allocation gratuite de vieillesse dont il est question au titre IV ci-après. Les intéressés doivent en outre avoir versé personnellement pour la constitution de la rente de vieillesse au minimum :

300 francs en 25 versements annuels au moins s'ils sont nés postérieurement à l'année 1900 ;

240 francs en 20 versements annuels au moins s'ils sont nés de 1900 à 1891 ;

180 francs en 15 versements annuels au moins s'ils sont nés de 1890 à 1881 ;

120 francs en 10 versements annuels au moins s'ils sont nés de 1880-1871 ;

60 francs en 5 versements annuels au moins s'ils sont nés de 1870 à 1866 ;

36 francs en 5 versements annuels au moins s'ils sont nés de 1865 à 1863 ;

24 francs en deux versements annuels s'ils sont nés en 1862 ;

Ontwerp van de Regeering.

aan het verschil tusschen de rente, die zou gevestigd zijn, indien al de verplichte stortingen geregeld werden gedaan, en de maximum-rente van 720 fr.

Het bedrag van dien toeslag wordt op de bij deze wet gevoegde tabel vastgesteld. Het kan bij Koninklijk besluit worden gewijzigd, ongeval er in de tarieven van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wijzigingen mochten worden toegebracht.

ART. 30.

Bedoelde toeslag wordt verleend onder de voorwaarden vastgesteld voor het om niet verleenen der ouderdomstoelage, waarvan in benedenopgegeven titel IV sprake. Daarenboven dienen de belanghebbers voor het vestigen der ouderdomsrente persoonlijk minstens te hebben gestort :

300 frank in minstens 25 jaarlijksche stortingen indien zij na 't jaar 1900 geboren zijn ;

240 frank in minstens 20 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1900-1891 ;

180 frank in minstens 15 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1890-1881 ;

120 frank in minstens 10 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1880-1871 ;

60 frank in minstens 5 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1870-1866 ;

36 frank in minstens 3 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn binnen de jaren 1865-1863 ;

24 frank in 2 jaarlijksche stortingen indien zij geboren zijn in 1862 ;

Texte proposé par la Commission.

rence entre la rente qui aurait été produite si les versements obligatoires réglementaires avaient été régulièrement opérés et la rente maximum de 720 francs.

Le montant de cette majoration est fixé au tableau annexé à la présente loi. Il pourra être modifié par arrêté royal dans le cas où des changements seraient apportés aux tarifs de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

ART. 30.

Cette majoration est accordée dans les conditions fixés pour l'attribution de l'allocation gratuite de vieillesse dont il est question au titre IV ci-après.

Toutefois il doit avoir été versé au compte de l'intéressé pour la constitution de la rente-vieillesse au minimum :

(Comme ci-contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

benden een toeslag gelijk aan het verschil tusschen de rente, die zou gevestigd zijn, indien al de verplichte stortingen geregeld werden gedaan, en de maximum-rente van 720 frank.

Het bedrag van dien toeslag wordt op de bij deze wet gevoegde tabel vastgesteld. Het kan bij Koninklijk besluit worden gewijzigd, ingeval in de tarieven van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas wijzigingen mochten worden gebracht.

ART. 30.

Bedoelde toeslag wordt verleend onder de voorwaarden vastgesteld voor het om niet verleenen der ouderdoms-toelage, waarvan in onderstaande titel IV sprake is.

Evenwel moet, op rekening van den belanghebbende, tot vestiging van de ouderdomsrente gestort zijn geweest zijn minstens :

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

12 francs en un versement s'ils sont nés en 1861.

Les versements annuels dépassant 24 francs ne sont comptés que pour ce montant dans le calcul du minimum ci-dessus.

Les versements annuels qu'auraient effectués les intéressés en qualité d'assurés libres, entrent en ligne de compte dans les mêmes conditions pour la fixation des minima ci-dessus.

Toutefois la majoration est acquise de droit à tous ceux qui ont été assujettis de 51 à 65 ans et ont effectué au cours de chacune de ces années les versements réglementaires.

TITRE II.**Des Assurés libres.****ART. 31.**

Des primes seront accordées par l'État aux personnes reprises à l'article suivant qui effectueront des versements en vue de la constitution d'une rente de vieillesse et d'une rente de survie.

ART. 32.

Peuvent bénéficier des primes :

1° l'épouse des assujettis et leurs enfants légitimes âgés de 6 ans au moins ;

2° toutes les personnes qui ne tombent pas sous l'application du titre I de la présente loi et dont les revenus

Ontwerp van de Regeering.

12 frank in 1 storting indien zij geboren zijn in 1861.

De jaarlijksche stortingen die 24 frank overschrijden worden enkel voor dit bedrag in het berekenen van bovenstaand minimum in aanmerking genomen.

De jaarlijksche stortingen, die de belanghebbenden als vrijwillig verzekerden mochten hebben gedaan, worden onder dezelfde voorwaarden voor het vaststellen van bovenvermelde minima in acht genomen.

Nochtans zullen al degenen, die binnen de jaren 51-65 verzekeringsplichtig werden en in den loop van elk dier jaren de verplichte stortingen hebben gedaan rechtshalve den toeslag verkrijgen.

TITEL II.**Vrijwillige verzekering.****ART. 31.**

Rijkspremiën worden verleend aan de in het volgend artikel bedoelde personen, die, met het oog op het vestigen van een ouderdomsrente en een overlevingsrente, stortingen zullen doen.

ART. 32.

Kunnen met de premiën worden begunstigd :

1° de echtgenoot van de verzekeringsplichtigen en hun wettige kinderen van minstens 6 jaar oud ;

2° al de personen, die niet onder de toepassing vallen van Titel I dezer wet en wier inkomsten geen 12,000 fr.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

(Comme ci-contre)

(Zooals hiernevens.)

(Comme-ci contre.)

(Zooals hiernevens).

Toutefois, la majoration est acquise de droit :

1^o à tous ceux qui ont été assujettis de 51 à 65 ans et ont effectué au cours de chacune de ces années les versements réglementaires ;

2^o à tous ceux qui, étant titulaires d'une rente-vieillesse de 480 francs, non compris la rente constituée au moyen de la contribution de l'Etat, auront été salariés dans les conditions prévues à l'article 1 pendant chacune de ces années.

TITRE II.

Des Assurés libres.

ART. 51.

(Comme ci-contre.)

De toeslag wordt echter van rechtswege bekomen :

1^o door al degenen, die binnen de jaren 51-65 verzekeringsplichtig waren en in den loop van elk dier jaren de verplichte stortingen hebben gedaan ;

2^o door al degenen, die, titularis zijnde eener ouderdomsrente van 480 frank, buiten de rente gevestigd door middel van 's Rijks bijdrage, gedurende elk dier jaren hebben gearbeid onder de voorwaarden voorzien bij artikel 1.

TITEL II.

Vrijwillige verzekering.

ART. 51.

(Zooals hiernevens.)

ART. 52.

Peuvent bénéficier des primes :

1^o l'épouse des assujettis et leurs enfants légitimes âgés de 6 ans au moins ;

2^o toutes les personnes qui ne tombent pas sous l'application du titre I de la présente loi et dont les revenus

ART. 52.

Kunnen met de premiën worden begunstigd :

1^o de echtgenoot van de verzekeringsplichtigen en hun wettige kinderen van minstens 6 jaar oud ;

2^o al de personen die niet onder de toepassing vallen van Titel I dezer wet en wier inkomsten niet 15,000 frank

Projet du Gouvernement.

ne dépassent pas 12,000 francs, leur épouse et leurs enfants légitimes, âgés de 6 ans au moins.

Ce maximum pourra être modifié par arrêté royal.

ART. 53.

Le taux des primes de l'État est égal au taux de la contribution fixée à l'article 9 de la présente loi. Sauf l'exception prévue à l'article 54, B, 2^a, ces primes sont définitivement acquises à leur bénéficiaire; elles seront payées aux ayants droit sous forme de rente lors de l'entrée en jouissance des rentes.

ART. 54.

Les primes sont accordées dans les limites et conditions ci-après :

A. — En ce qui concerne les épouses et les enfants légitimes des assujettis et des personnes assurées dont les revenus ne dépassent pas le maximum fixé à l'article 52 : pour la constitution d'une rente de vieillesse : à concurrence de 36 francs versés annuellement, à condition que ce versement soit effectué à capital abandonné et l'âge d'entrée en jouissance de la rente fixé à 65 ans.

Les primes de l'État cessent d'être accordées lorsque la rente acquise atteint 720 francs.

B. — En ce qui concerne les personnes dont les revenus ne dépassent pas le maximum fixé à l'article 52 :

1^o Pour la constitution de la rente-vieillesse personnelle de l'assuré : à concurrence de 36 francs versés an-

Ontwerp der Regeering.

overschrijden, hun echtgenoot en hun wettige kinderen van minstens 6 jaar oud.

Dat maximum mag bij Koninklijk besluit worden gewijzigd.

ART. 53.

Het bedrag der Rijkspremiiën wordt berekend op den voet van de bij artikel 9 dezer wet vastgestelde bijdrage. Behoudens de bij artikel 54, B 2^a voorziene uitzondering, worden die premiiën onherroepelijk aan de gerechtigden verleend; zij worden aan de rechthebbenden gelijk met hun ouderdoms- of overleveringsrente rentegevijs uitgekeerd.

ART. 54.

De premiiën worden verleend naar de stortingen, deze daarbij enkel in aanmerking komende :

A. — Wat betreft de echtgenoot en de wettige kinderen van verzekeringsplichtigen en vrijwillig-verzekerden, in zoover dezer inkomsten het bij artikel 52 vastgestelde maximum niet overschrijden, voor het vestigen van een ouderdomsrente : tot een bedrag van 36 fr. per jaar, zoover ze worden gedaan met afstand van kapitaal en het ingaan der rente op 65 jarigen leeftijd wordt vastgesteld.

De Rijkspremiiën worden niet meer verleend als de verworven rente 720 fr. bereikt.

B. — Wat betreft de personen, wier inkomsten het bij artikel 52 vastgesteld maximum niet overschrijden :

1^o Voor het vestigen van een persoonlijke ouderdomsrente, tot een bedrag van 36 frank per jaar, zoover ze

Texte proposé par la Commission.

ne dépassent pas 15,000 francs, leur épouse et leurs enfants légitimes, âgés de 6 ans au moins.

(Dernier alinéa à supprimer.)

ART. 53.

Les primes de l'État sont accordées dans les limites et conditions fixées aux articles 9 et 34 de la présente loi. Sauf l'exception prévue à l'article 34, B. 2^a, ces primes sont définitivement acquises à leur bénéficiaire; elles seront payées aux ayants droit sous forme de rente lors de l'entrée en jouissance des rentes.

ART. 54.

Les primes sont accordées :

A. — A concurrence d'un maximum annuel de 144 francs :

pour les versements destinés à la constitution d'une rente de vieillesse en faveur des épouses et des enfants légitimes des assujettis et des personnes assurées dont les revenus ne dépassent pas le maximum fixé à l'article 32 :

B. — A concurrence d'un maximum annuel de 144 francs :

1^o *pour les versements opérés en vue de la constitution d'une rente de vieillesse en faveur des personnes dont*

Tekst voorgesteld door de Commissie.

overschrijden, hun echtgenoot en hun wettige kinderen van minstens 6 jaar oud.

(De slotalinea te doen wegvallen.)

ART. 53.

De Rijkspremiën worden verleend binnen de grenzen en onder de voorwaarden bepaald bij de artikelen 9 en 34 dezer wet. Behoudens de bij art. 34, B. 2^a, voorziene uitzondering, worden die premiën onherroepelijk aan de gerechtigden verleend; zij worden aan de rechthebbenden te gelijk met hun ouderdoms- of overlevingsrente rentegewijs uitgekeerd.

ART. 54.

De premiën worden verleend :

A. — Tot een bedrag van ten hoogste 144 frank per jaar :

voor de stortingen bestemd tot vestiging eener ouderdomsrente ten behoeve van de echtgenoot en de wettige kinderen der verzekeringsplichtigen en der vrijwillig verzekerden, wier inkomsten het bij artikel 32 bepaald maximum niet overschrijden ;

B. — Tot een bedrag van ten hoogste 144 frank per jaar :

1^o *voor de stortingen bestemd tot vestiging eener ouderdomsrente ten behoeve van de personen, wier inkom-*

Projet du Gouvernement.

nuellement; ce versement doit être effectué à capital abandonné et l'âge d'entrée en jouissance de la rente fixé à 65 ans.

Les primes de l'État sont accordées jusqu'au moment où une rente de 720 francs aura été constituée.

2° Pour la constitution de la rente de survie et éventuellement de la rente-vieillesse de l'épouse :

a) assurés célibataires du sexe masculin âgés de 18 ans et plus, veufs ou divorcés : à concurrence de 56 francs annuellement. L'intervention de l'État cesse au moment où un capital de 1,200 francs destiné à être converti en rente de survie en cas de mariage, a été constitué.

Les dispositions de l'article 13 sont applicables au capital constitué au moyen des versements qui ont bénéficié des primes de l'État.

b) assurés mariés : à concurrence de 60 francs annuellement. Les primes de l'État sont accordées jusqu'au moment où une rente de survie de 360 francs et une rente de vieillesse de 360 francs au profit de l'épouse sont constituées.

ART. 35.

Les assurés libres des deux sexes bénéficieront de la majoration fixée à l'article 29 dans les conditions fixées pour l'attribution de l'allocation gratuite de vieillesse dont il est question au titre IV ci-après.

Ils devront en outre avoir versé personnellement pour la constitution

Ontwerp van de Regeering.

werd gedaan met afstand van kapitaal en het ingaan der rente op 65 jaar wordt vastgesteld.

De Rijkspremiën worden niet meer verleend als de verworven rente 720 frank bereikt.

2° Voor het vestigen van de overlevingsrente en, in voorkomend geval, van de ouderdomsrente der echtgenooten :

a) Wat betreft verzekerde jonkmans van 18 jaar of meer, weduwnaars of gedivorceerden : tot een bedrag van 56 frank per jaar. De Rijkspremiën worden niet meer verleend wanneer een kapitaal van 1,200 fr., bestemd om in geval van huwelijk in overlevingsrente te worden omgezet, werd gevormd.

De bepalingen van artikel 13 zijn toepasselijk op het kapitaal, gevormd door middel der stortingen, waarvoor de Rijkspremiën werden verleend.

b) Wat betreft *gehuwde verzekerden* : tot een bedrag van 60 frank per jaar. De Rijkspremiën worden niet verleend als de verworven overlevingsrente van 360 frank en de ouderdomsrente van 360 frank ten behoeve van de echtgenoot zijn bereikt.

ART. 35.

De vrijwillig-verzekerden van allerlei kunne zullen den bij artikel 29 bepaalden toeslag genieten onder de voorwaarden vastgesteld voor het om niet verleenen der ouderdomstoelage, waarvan sprake in benedenstaanden titel III. Bovendien moeten ze, om de ouderdomsrente te ves-

Texte proposé par la Commission.

les revenus ne dépassent pas le maximum fixé à l'article 32 :

2^o Pour la constitution d'une rente de survie, ou, si l'assuré est célibataire du sexe masculin, veuf ou divorcé, pour la constitution d'un capital destiné à être converti en rente de survie en cas de mariage ou de remariage.

Les dispositions de l'article 15 sont applicables au capital constitué au moyen des versements qui ont bénéficié des primes de l'État.

ART. 35.

Les assurés libres des deux sexes bénéficieront de la majoration fixée à l'article 29 dans les conditions fixées pour l'attribution de l'allocation gratuite de vieillesse dont il est question au titre IV ci-après.

Il devra en outre avoir été versé à leur compte pour la constitution de la rente

Tekst voorgesteld door de Commissie.

sten het bij artikel 32 bepaald maximum niet overschrijden ;

2^o Tot vestiging eener overlevingsrente of, zoo de verzekerde jonkman, weduwnaar of uit den echt gescheiden is, tot vestiging van een kapitaal bestemd om te worden omgezet in overlevingsrente in geval van huwelijk of tweede huwelijk.

De bepalingen van artikel 15 zijn toepasselijk op het kapitaal, gevormd door middel der stortingen, waarvoor de Rijkspremiën werden verleend.

ART 35.

De vrijwillig-verzekerden van beiderlei kunnen genieten den bij artikel 29 bepaalden toeslag onder de voorwaarden vastgesteld voor het om niet verleenen der ouderdomstoelage, waarvan sprake in onderstaanden titel IV.

Bovendien moeten, tot vestiging der ouderdomsrente, op hunne rekening

Projet du Gouvernement.

de la rente de vieillesse les sommes fixées à l'article 30 dans les conditions déterminées pour les assujettis.

Les versements annuels qu'auraient effectués les intéressés en qualité d'assujettis, entreront en ligne de compte dans les mêmes conditions pour la fixation des minima fixés à l'article 30.

La veuve et les orphelins des assurés libres pourront recevoir les majorations dont il est question aux articles 17 et 19 à condition que l'assuré ait opéré le versement prévu à l'article 34, B., 2°, dans le cours de chacune des cinq années précédant celle de son décès.

ART. 36.

Les étrangers ne pourront bénéficier des avantages prévus au présent titre que si les pays d'origine garantissent aux Belges des avantages équivalents.

TITRE III.

Des Organismes de l'Assurance.

ART. 37.

Les versements personnels des assujettis et les cotisations patronales y afférentes et les versements personnels des assurés libres sont déposés à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite qui est chargée de la gestion des capitaux et du service des rentes.

Les règlements et les tarifs établis par cet organisme pour l'exécution de

Ontwerp van de Regeering.

tigen, de bij artikel 30 vastgestelde sommen onder de voor de verzekeringsplichtigen bepaalde voorwaarden persoonlijk hebben gestort.

De jaarlijkse stortingen, die de belanghebbenden als verzekeringsplichtigen mochten hebben gedaan, dienen onder dezelfde voorwaarden voor het vaststellen van de bij artikel 30 bepaalde minima in aanmerking genomen.

De weduwen en de weezen van devrijwillig-verzekerden kunnen de bij de artikels 17 en 19 bedoelde toeslagen ontvangen onder voorwaarde dat de verzekerde de bij artikel 34, B, 2°, voorziene storting in den loop van ieder der vijf jaren, die aan dat van zijn overlijden voorafgaan, heeft gedaan.

ART. 36.

De vreemdelingen worden met de in dezen titel voorziene voordeelen niet begunstigd tenzij de landen, waaruit ze herkomstig zijn, aan de Belgen gelijkwaardige voordeelen verzekeren.

TITEL III.

Verzekeringsorganismen.

ART. 37.

De persoonlijke stortingen der verzekeringsplichtigen en de daarmee in verband staande werkgeversbijdragen alsmede de persoonlijke stortingen der vrijwillig-verzekerden worden in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas gestort, die belast is met het beheer der gelden en met den dienst der renten.

Al de door dat organisme voor de uitvoering der wet uit te vaardigen

Texte proposé par la Commission.

de vieillesse les sommes fixées à l'article 30 dans les conditions déterminées pour les assujettis.

Les versements annuels qu'auraient effectués les intéressés en qualité d'assujettis, entreront en ligne de compte dans les mêmes conditions pour la fixation des minima fixés à l'article 30.

La veuve et les orphelins des assurés libres pourront recevoir les majorations dont il est question aux articles 17 et 19 à condition que l'assuré ait opéré *annuellement pour la constitution de la rente de survie un versement minimum de 36 francs au cours de chacune des cinq dernières années précédant celle de son décès.*

ART. 36.

(Comme-ci contre.)

ART. 37.

(Comme-ci contre.)

Tekst voorgesteld door de Commissie.

gestort worden de bij de artikel 30 vastgestelde sommen onder de voorwaarden bepaald voor de verzekeringsplichtigen.

De jaarlijksche stortingen, die de belanghebbenden als verzekeringsplichtigen mochten hebben gedaan, dienen onder dezelfde voorwaarden voor het vaststellen van de bij artikel 30 bepaalde minima in aanmerking genomen te worden.

De weduwen en de weezen van de vrijwillig-verzekerden kunnen de bij de artikelen 17 en 19 bedoelde toeslagen ontvangen onder voorwaarde dat de verzekerde *elk jaar in den loop van ieder der vijf jaren, die aan dat van zijn overlijden voorafgaan, ten minste 36 frank heeft gestort tot vestiging van de overlevingsrente.*

ART. 36.

(Zooals hiernevens.)

ART. 37.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

la présente loi, sont soumis à l'approbation préalable du Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 38.

Les employeurs ne peuvent obliger les assujettis ou les assurés libres à faire partie d'un organisme déterminé ni les empêcher de s'affilier à celui qu'ils ont choisi.

ART. 39.

En vue de couvrir leurs frais d'administration, il sera accordé aux associations mutualistes reconnues ayant pour objet l'affiliation de leurs membres à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite en vue de l'exécution de la présente loi, un subside annuel dont le montant sera fixé d'après un barème qui sera établi par arrêté royal.

TITRE IV.

De l'allocation gratuite de vieillesse

ART. 40.

Les Belges résidant en Belgique qui ne bénéficieront pas de la majoration prévue aux articles 29 et 35, recevront à l'âge de 65 ans accomplis, une allocation annuelle de vieillesse dans les conditions ci-après déterminées.

Les ressortissants des pays étrangers qui accordent des avantages équivalents aux Belges peuvent également bénéficier de cette allocation.

Ontwerp van de Regeering.

tarieven en reglementen dienen aan de voorafgaande goedkeuring van den Minister van Nijverheid en Arbeid onderworpen.

ART. 38.

De werkgevers mogen aansluiting van verzekeringsplichtigen of vrijwillig-verzekerden bij een bepaald organisme noch opleggen, noch verhinderen.

ART. 39.

Ten einde de bestuurskosten te dekken, wordt er aan de erkende mutualiteitsinstellingen, die ten doel hebben, met het oog op de uitvoering dezer wet, hun leden bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas aan te sluiten, een jaarlijksche toelage verleend, waarvan het bedrag naar een bij Koninklijk besluit vast te stellen regeling zal worden bepaald.

TITEL IV.

Ouderdomstoeelage.

ART. 40.

De in België verblijvende Belgen, die den bij de artikels 29 en 35 voorzien toelage niet mochten genieten, zullen op den leeftijd van 65 jaar onder beneden opgegeven voorwaarden om niet een jaarlijksche ouderdomstoeelage ontvangen.

Wat dat betreft, worden de in België verblijvende aanhoorigen van vreemde landen, die de Belgen gelijkwaardige voordeelen verleen, met de Belgen gelijkgesteld.

Texte proposé par la Commission.

—

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—

ART. 38.

(Comme ci-contre.)

ART. 38.

(Zooals hiernevens.)

ART. 39.

(Comme ci-contre.)

ART. 39.

(Zooals hiernevens.)

ART. 40.

(Comme ci-contre.)

ART. 40.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

ART. 41.

Le montant maximum de l'allocation est fixé au tableau annexé à la présente loi. Si le requérant dispose de certaines ressources, la quotité maximum de l'allocation est diminuée du montant de ces ressources suivant un barème par tranches qui sera établi par arrêté royal.

ART. 42.

Un arrêté royal déterminera les règles à suivre pour l'évaluation des ressources des intéressés. Il ne pourra être tenu compte que des ressources personnelles du requérant et de celles de son conjoint. Toutefois, seront immunisées :

1^o pour la totalité, les rentes ou pensions accordées par l'État au requérant ou à son conjoint, en leur qualité d'anciens militaires et pour faits de guerre.

2^o A concurrence de 50 p. c. du montant de l'allocation si un seul des conjoints sollicite le bénéfice de celle-ci ou du montant de l'allocation si les deux conjoints demandent à bénéficier de cet avantage :

a) Les ressources constituant le salaire ou le revenu professionnel du requérant et de son conjoint : à ces ressources sont assimilées les rentes, indemnités et allocations payées par application de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail ;

b) Les ressources provenant de l'effort d'épargne et de prévoyance du

Ontwerp van de Regeering.

ART. 41.

Het maximumbedrag der toelage is op de bij deze wet gevoegde tabel vastgesteld. Indien de aanvrager over sommige bestaansmiddelen beschikt, wordt het maximumbedrag der toelage, naar een bij Koninklijk besluit vast te stellen regeling, trapsgewijs met het bedrag dier bestaansmiddelen verminderd.

ART. 42.

De regels, bij het schatten der bestaansmiddelen te volgen, worden bij Koninklijk besluit bepaald. Enkel de persoonlijke bestaansmiddelen van den aanvrager en van dezes echtgenoot mogen in aanmerking worden genomen. Nochtans dienen daarvan afgetrokken :

1^o tot hun volle bedrag, de door het Rijk aan den aanvrager of zijn echtgenoot, wegens krijgs- of oorlogsleiden verleende renten of pensioenen.

2^o Ten beloope van 50 t. h. van het bedrag der toelage indien één der echtgenooten om het genot van dit voordeel vraagt of van het volle bedrag indien de twee echtgenooten daarom vragen ;

a) De bestaansmiddelen, waarin het loon of de beroepsinkomsten van den aanvrager en zijn echtgenoot : met die bestaansmiddelen worden de renten, vergoedingen en toelagen, betaald bij toepassing van de wet d. d. 24 December 1903 op de vergoeding van arbeidsongevallen, op gelijken voet gesteld ;

b) De bestaansmiddelen, verkregen ten gevolge van spaarzaamheid en voor-

Texte proposé par la commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 41.

ART. 41.

(Comme-ci contre).

(Zooals hiernevens).

ART. 42.

ART. 42.

(Comme-ci contre).

(Zooals hiernevens).

Projet du Gouvernement.

requérant et de son conjoint, sauf ce qui est dit aux 3° et 4° ci-après;

c) Les pensions ou allocations accordées par les employeurs aux membres de leur personnel;

d) Les pensions accordées par l'État aux veuves ou ascendants de combattants morts pour la Patrie et de civils fusillés pendant la guerre;

5° A concurrence des maxima fixés à l'article 12, les rentes de vieillesse et de survie acquises en exécution de la présente loi.

4° Pour la totalité, la majoration prévue aux articles 29 et 33 dont bénéficie le conjoint du requérant.

ART. 43.

Il sera porté en compte dans les ressources du requérant, la rente alimentaire due par les descendants qui sont dans l'aisance.

Un arrêté royal fixera les règles à suivre pour l'évaluation de la rente dont il s'agit. Dans le cas où les descendants ne payeraient pas à leurs ascendants la rente ainsi établie, celle-ci sera récupérée par l'État.

ART. 44.

Ne peut prétendre à l'allocation, toute personne qui après avoir accompli sa 60^e année, a diminué au profit de ses enfants ou d'autres personnes, ses moyens de subsistance dans une telle mesure qu'elle s'est par là même, ouvert un droit à l'allocation.

Ontwerp van de Regeering.

zorg vanwege den aanvrager en zijn echtgenoot, behoudens hetgeen in bovenstaande 3° en 4° wordt bepaald;

c) De door werk gevers aan de leden van hun personeel verleende pensioenen of toelagen;

d) De pensioenen door het Rijk verleend aan weduwen of ascendenten van voor het Vaderland gesneuvelde strijders en van in den oorlog doodgeschoten burgers;

5° Ten beloope van de bij artikel 12 vastgestelde maxima, de in uitvoering dezer wet verworven onderdoms- en overlevingsrenten;

4° Tot hun volle bedrag, de bij de artikels 29 en 33 voorziene toeslag, dien de echtgenoot van den aanvrager geniet.

ART. 43.

Bij de bestaansmiddelen van den aanvrager dient aangerekend de onderhoudstoelage verschuldigd door bemiddelde afstammelingen.

De regels, bij het schatten van bedoelde onderhoudstoelage renten te volgen, worden bij Koninklijk besluit bepaald. Mochten de afstammelingen aan hun ascendenten de alzoo vastgestelde toelage niet betalen, dan zal deze door het Rijk worden ingevorderd.

ART. 44.

Hebben geen recht op de toelage, de personen die, na 60 jaar te hebben bereikt, ten voordeele hunner kinderen of andere personen hun bestaansmiddelen in der mate mochten hebben verminderd dat zij daardoor in den toestand van toelagegerechtigden komen te verkeeren.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—
(Comme ci contre.)

—
(Zooals hiernevens.)

Art. 43.

Art. 43.

(Comme-ci contre.)

(Zooals hiernevens.)

Art. 44.

Art. 44.

Ne peut prétendre à l'allocation, toute personne qui après avoir accompli sa 55^e année, a diminué au profit de ses enfants ou d'autres personnes, ses moyens de subsistance dans une telle mesure qu'elle s'est par là même, ouvert un droit à l'allocation.

Hebben geen recht op de toelage, de personen die, na 55 jaar te hebben bereikt, ten voordeele hunner kinderen of andere personen hun bestaansmiddelen in der mate mochten hebben verminderd dat zij daardoor in den toestand van toelagegerechtigden komen te verkeeren.

Projet du Gouvernement.

ART. 45.

Un arrêté royal règlera les conditions d'octroi de l'allocation gratuite aux requérants hospitalisés dans un établissement public ou privé aux frais des pouvoirs publics ou dont les frais d'entretien ou d'hospitalisation sont supportés par une tierce personne.

TITRE IV.

Dispositions générales.

ART. 46.

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs, l'employeur ou son préposé qui n'aura pas versé à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, dans les délais réglementaires, la cotisation mensuelle prévue à l'article 6.

Le jugement fixera en outre le délai endéans lequel l'intéressé devra exécuter l'obligation qui lui incombe en vertu du dit article 6.

A défaut pour l'intéressé d'avoir effectué le versement dans le délai ainsi déterminé, le recouvrement de la somme due sera opéré par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.

ART. 47.

Sera puni d'une amende de 1 à 25 francs l'employeur ou son préposé qui n'aura pas opéré le prélèvement prévu à l'article 10 ou aura omis de déposer la somme prélevée dans le délai régle-

Ontwerp van de Regeering.

ART. 45.

Bij een Koninklijk besluit zullen de voorwaarden worden bepaald, waaronder de ouderdomstoelage wordt verleend aan de aanvragers, in een openbaar of bijzonder gesticht, ten bezware van openbare machten, opgenomen of wier verplegingskosten al dan niet in een dergelijk gesticht ten laste komen van een derden persoon.

TITEL IV.

Algemeene Bepalingen.

ART. 46.

Wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank de werkgever of zijn vertegenwoordiger, die, in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, de bij artikel 6 voorziene maandelijksche bijdragen, op de voorgeschreven tijdstippen, niet heeft gestort.

Het vonnis, waarbij die boete wordt opgelegd, dient daarenboven den termijn te bepalen, waarbinnen de betrokkene de hem krachtens bedoeld artikel 6 opgelegde verplichting moet uitvoeren.

Laat de betrokkene na binnen dien termijn de storting te doen, dan heeft de invordering van de niet gestorte som plaats door middel van rechtsdwang gelijk inzake directe belastingen.

ART. 47.

Wordt gestraft met een geldboete van 1 tot 25 frank de werkgever of zijn vertegenwoordiger, die het bij artikel 10 voorziene bedrag niet afhoudt of die mocht verwaarlozen

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 45.

ART. 45.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens).

ART. 46.

ART. 46.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens).

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens).

ART. 47.

ART. 47.

(Comme ci-contre).

(Zooals hiernevens).

Projet du Gouvernement.

mentaire à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Lorsque le prélèvement prévu à l'article 10 n'aura pas été effectué par l'employeur ou son préposé à l'époque fixée au dit article, l'employeur sera en outre condamné à payer au moyen de ses deniers personnels, le montant du versement de l'assujetti. Le jugement fixera le délai endéans lequel l'employeur devra opérer ce versement à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

A défaut pour celui-ci de s'être exécuté dans le délai ainsi fixé, le recouvrement de la somme due sera opéré par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.

L'employeur ne peut récupérer auprès de l'assujetti, la somme versée en exécution du dit jugement.

ART. 48.

La peine prévue aux articles 46 et 47 sera appliquée autant de fois qu'il y aura d'omissions pour chaque assujetti.

ART. 49.

Sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à un mois et d'une amende de 26 à 200 francs ou d'une de ces peines seulement celui qui en vue de l'exécution de la présente loi aura contraint un assujetti ou un assuré libre à faire partie d'un organisme déterminé ou

Ontwerp van de Regeering.

de afgehouden som op het voorgeschreven tijdstip in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas te storten.

Wordt de bij artikel 10 voorziene afhouding door den werkgever of zijn vertegenwoordiger niet op het bij bedoeld artikel voorzien tijdstip gedaan, dan zal de werkgever daarenboven worden veroordeeld om uit zijn eigen geldmiddelen het bedrag van de storting van den verzekeringsplichtige te betalen. Het veroordeelend vonnis dient den termijn te bepalen, waarbinnen de werkgever bedoelde storting in de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas dient te doen.

Mocht hij dit binnen den alzo vastgestelden termijn niet doen, dan zal de invordering van de verschuldigde som door middel van rechtsdwang, gelijk inzake directe belastingen, plaats hebben.

De werkgever mag van den verzekeringsplichtige de in uitvoering van bedoeld vonnis gestorte som niet terugischen.

ART. 48.

De bij de artikels 46 en 47 voorziene straf wordt toegepast zoo dikwijls de werkgever jegens een zijner verzekeringsplichtige in verzuiming is.

ART. 49.

Wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en met een geldboete van 26 tot 200 fr., of met een dezer straffen degene die in verband met de uitvoering dezer wet aansluiting van een verzekeringsplichtige of van een vrijwillig ver-

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 48.

(Comme ci-contre.)

ART. 48.

(Zooals hiernevens.)

ART. 49.

(Comme ci-contre.)

ART. 49.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

qui l'aura empêché à s'affilier à l'organisme de son choix.

ART. 50.

Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an toute personne qui aura fait sciemment de fausses déclarations en vue de bénéficier ou de faire bénéficier des avantages prévus par la présente loi, ou en vue d'obtenir ou de faire obtenir la majoration ou l'allocation gratuite de vieillesse ou de faire majorer le taux de celle-ci.

La restitution des sommes indûment perçues sera en outre ordonnée.

ART. 51.

Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 269 à 274 du Code pénal, seront punis d'une amende de 26 à 200 francs les employeurs ou leurs préposés qui refuseront de fournir aux personnes ou aux organismes chargés de l'exécution de la présente loi, tous les renseignements qu'ils demandent en vue de l'application de la présente loi.

ART. 52.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du Livre I de ce code sont applicables aux articles 49, 50 et 51 de la présente loi.

ART. 53.

Les employeurs sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs proposés

Ontwerp van de Regeering.

zekerde in een bepaald organisme oplegt of verhindert.

ART. 50.

Wordt gestraft met een gevangnisstraf van acht dagen tot één jaar, elk persoon die wetens en willens valsche aangiften doet om de bij deze wet voorziene voordeelen te genieten of te laten genieten, of om den toeslag of de ouderdomstoelage te verkrijgen of om het bedrag daarvan te laten vermeerderen.

Het terugbetalen van de ten onrechte getrokken sommen zal bovendien worden opgelegd.

ART. 51.

Onverminderd de eventueele toepassing aan de artikels 269 tot 274 van het wetboek van strafrecht, worden met eene geldboete van 26 tot 200 frank gestraft, de werkgevers of hun vertegenwoordigers, die aan de vertegenwoordigers van de met de uitvoering dezer wet belaste organismen, de inlichtingen weigeren te verstrekken, waarom deze, met het oog op de toepassing dezer wet, vragen.

ART. 52.

Bij afwijking van artikel 100 van het wetboek van strafrecht is hoofdstuk VII en artikel 85 van Boek I van dit wetboek toepasselijk op de bij de artikels 49, 50 en 51 dezer wet voorziene inbreuken.

ART. 53.

De werkgevers zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling der geldboeten opgelegd aan hun

Texte proposé par la Commission.

—

ART. 50.

(Comme ci-contre).

ART. 51.

(Comme ci-contre).

ART. 52.

(Comme ci-contre).

ART. 53.

(Comme ci-contre).

Tekst voorgesteld door de Commissie.

—

ART. 50.

(Zooals hiernevens).

ART. 51.

(Zooals hiernevens).

ART. 52.

(Zooals hiernevens).

ART. 53.

(Zooals hiernevens).

Projet du Gouvernement.

auxquels incombent les obligations prévues par la présente loi.

ART. 54.

Une expédition des jugements rendus, en exécution des articles 46, 47, 49, 50 et 51 de la présente loi sera adressée au Ministre de l'Industrie et du Travail.

ART. 55.

Sauf en ce qui concerne les majorations accordées aux assujettis qui ont effectué régulièrement les versements réglementaires pendant chacune des quinze années précédant l'entrée en jouissance de la rente et dont le montant est exclusivement à charge de l'État, les dépenses nécessaires au paiement des majorations accordées en exécution des articles 29 et 35 et de l'allocation gratuite, sont à charge de l'État pour cinq huitièmes, des provinces pour un huitième et des communes pour deux huitièmes. Les communes peuvent faire intervenir les commissions des hospices et les bureaux de bienfaisance en tout ou en partie dans le paiement de leur part, après approbation de la Députation permanente, la Commission des hospices et le bureau de bienfaisance entendus.

ART. 56.

Le paiement des rentes, des majorations et des allocations gratuites sera réglé par arrêté royal. Un arrêté royal fixera également les conditions de récupération des sommes avancées par l'État pour compte des provinces et des

Ontwerp van de Regeering.

vertegenwoordigers, waarop de bij deze wet voorziene verplichtingen rusten.

ART. 54.

Een expeditie van de vonnissen geveld in uitvoering van de artikels 46, 47, 49, 50 en 51 dezer wet dient aan den Minister van Nijverheid en Arbeid overgemaakt.

ART. 55.

Behoudens wat betreft de toeslagen, verleend aan de verzekeringsplichtigen, die geregeld al de stortingen hebben gedaan in elk der vijftien jaren die aan het ingaan der rente voorafgaan, en waarvan het bedrag uitsluitend ten laste is van het Rijk, komen de uitgaven noodig tot het betalen der toeslagen verleend in uitvoering van de artikels 29 en 30 en van de ouderdomstoelage voor de vijf achtsten ten bezware van het Rijk, voor een achtste ten bezware van de provinciën en voor twee achtsten ten bezware van de gemeenten. De gemeenten mogen de godshuis- en armbesturen, mits voorafgaande goedkeuring door de Deputatie, betrokken besturen gehoord, geheel of gedeeltelijk in de betaling van hun aandeel doen tegemoetkomen.

ART. 56.

De betaling der renten, toeslagen en ouderdomstoelagen zal bij Koninklijk besluit worden geregeld. De voorwaarden, waaronder de sommen, door het Rijk voor rekening der provinciën en gemeenten ter uitkeering van de

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 54.

(Comme ci-contre.)

ART. 54

(Zooals hiernevens.)

ART. 55.

(Comme ci-contre.)

ART. 55.

(Zooals hiernevens.)

ART. 56.

(Comme ci-contre.)

ART. 56.

(Zooals hiernevens.)

Projet du Gouvernement.

communes, pour le paiement des majorations et des allocations gratuites.

ART. 57.

Les procurations, quittances, certificats et autres pièces relatifs à l'exécution de la présente loi sont délivrés gratuitement et dispensés du droit de timbre, de greffe et de l'enregistrement.

ART. 58.

Les rentes, majorations et allocations acquises en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables sauf ce qui sera disposé par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 45 en ce qui concerne les vieillards hospitalisés aux frais des pouvoirs publics.

ART. 59.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1925.

Toutefois, celles prévues au titre IV seront applicables aux intéressés nés à partir du 1^{er} octobre 1860.

Les mesures d'application seront réglées par arrêté royal.

ART. 60.

La loi du 10 mai 1900 modifiée par celle du 5 juin 1911 est abrogée à partir du 1^{er} janvier 1925. Toutefois, il n'est dérogé en rien aux dispositions des lois du 5 juin 1911, 5 mars 1912, 26 mai 1914, 25 octobre 1919 et 20 août 1920, coordonnées par l'arrêté royal du 30 août 1920 sur les pensions des ouvriers.

Ontwerp van de Regering.

toelagen en ouderdomstoelagen voorgeschoten, dienen teruggevorderd, worden eveneens bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 57.

De volmachten, kwitantien, getuigschriften en andere stukken, tot de uitvoering dezer wet betrekkelijk, worden kosteloos uitgereikt en van griffie-zegel- en registratierecht vrijgesteld.

ART. 58.

De krachtens deze wet verworven renten, toeslagen en ouderdomstoelagen zijn vatbaar noch voor overdracht noch voor beslag, behoudens wat daaromtrent bij Koninklijk besluit te geven ter uitvoering van artikel 46, zal worden bepaald, wat de ten bezware van openbare machten in een gesticht verpleegde ondelieden betreft.

ART. 59.

De bepalingen dezer wet treden den 1 Januari 1925 in werking.

De in titel IV vervatte bepalingen zijn nochtans op de na de 1 October 1860 geboren belanghebbenden toepasselijk.

De toepassingsmaatregelen zullen bij Koninklijk besluit worden geregeld.

ART. 60.

Op 1 Januari 1925 wordt de wet van 10 Mei 1900, gewijzigd bij deze van 5 Juni 1911 buiten werking gesteld. Er wordt nochtans in niets afgeweken van de bepalingen der bij Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920, samengeschakelde wetten van 5 Juni 1911, 5 Maart 1912, 26 Mei 1914, 25 October 1919 en 20 Augustus 1920, op de pensioenen der mijnwerkers.

Texte proposé par la Commission.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

ART. 57.

Comme ci-contre.

ART. 57.

Zooals hiernevens.

ART. 58.

Comme ci-contre.

ART. 58.

Zooals hiernevens.

ART. 59.

Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1926.

Toutefois, celles prévues au titre IV seront applicables aux intéressés nés à partir du 1^{er} octobre 1861.

Les mesures d'application seront réglées par arrêté royal.

ART. 59.

De bepalingen dezer wet treden in werking op 1 Januari 1926.

De in titel IV vervatte bepalingen zijn echter van toepassing op de belanghebbenden geboren op en na 1 October 1861.

De toepassingsmaatregelen worden bij Koninklijk besluit bepaald.

ART. 60.

1. Remplacer les mots : ... à partir du 1^{er} janvier 1925 ... par : à partir du 1^{er} janvier 1926...

2. Modifier la finale ainsi qu'il suit : ... sur les pensions des ouvriers mineurs.

ART. 60.

1. De woorden : « ... op 1 Januari 1925 » te vervangen door : « ... op 1 Januari 1926 »

2. De Vlaamsche tekst blijft onveranderd.

ART. 61.

Les dispositions de la loi du 20 août 1920 sont applicables aux personnes nées avant le 1^{er} octobre 1861.

ART. 61.

De bepalingen der wet van 20 Augustus 1920 zijn van toepassing op de personen geboren vóór 1 October 1861.